

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14378 - 6 F -

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNÉ

## L'afflux des réfugiés aux frontières de l'Irak

### Les Occidentaux s'efforcent de contenir l'exode des Kurdes

#### L'obsession de George Bush

Au Kurdistan, comme ailleurs, il n'est jamais trop tard pour soulager la souffrance humaine. La vaste opération de secours déployée par les États-Unis devrait donc apporter un peu de réconfort aux centaines de milliers de réfugiés kurdes agglutinés dans le nord de l'Irak et limiter les plus faibles d'entre eux. Mais le fait que huit mille soldats américains participent à cette mission n'enlève rien à son objectif strictement humanitaire.

Trois des principaux dirigeants de Washington - le président George Bush, son secrétaire à la défense Dick Cheney et son conseiller à la sécurité Brent Scowcroft - ont fait chorus au cours du week-end pour préciser et défendre les nouvelles règles du jeu américain dans la région. L'Amérique, ont-ils souligné, exerce des représailles contre le régime de Saddam Hussein dans une seule hypothèse, celle où l'armée de Bagdad entraverait les opérations de secours sur le terrain.

Pour le reste, Washington s'en tient à sa ligne de conduite : la non-ingérence dans les affaires irakiennes. « Nous n'interviendrons pas dans une guerre civile », a affirmé M. Scowcroft. Après tout, a renchéri M. Bush avec un brin de cynisme, « les conflits internes font rage depuis des années en Irak » et c'est au peuple irakien de décider de son avenir.

Les États-Unis aideront donc, dans la mesure du possible, les civils irakiens qui craignent pour leur vie, au Nord, comme au Sud, où l'armée américaine s'est engagée à protéger trente mille réfugiés chiites avant l'arrivée de la force de paix des Nations unies. Mais il n'est pas question d'aller au-delà, de risquer une seule vie, maintenant que la guerre du Golfe appartient officiellement au passé.

Ces fermes mises au point de Washington trahissent un souci prioritaire, qui semble tourner à l'obsession chez George Bush : rien ne doit ralentir le calendrier du « retour des boys » à la maison, alors que plus de la moitié du corps expéditionnaire reste stationnée dans la péninsule Arabique. A cet égard, M. Cheney a répété que les États-Unis ne laisseront pas la moindre troupe dans la région. Seul l'équipement lourd nécessaire à une division sera « prépositionné » sur place pour parer à d'éventuelles menaces.

Dans l'immédiat, ce « profil bas » américain fait peu de cas du sort des Kurdes. En quoi le soutien moral de l'Occident leur épargnera les brutalités de la répression ? Comment réagira l'Amérique si Bagdad ignore ses mises en garde ? Comment convaincre toute une population apeurée de retourner dans ses villages sans se dire prêt à la protéger, si les choses tournaient mal ? Comment apaiser les craintes des réfugiés chiites, sceptiques, à juste titre, sur la capacité des « observateurs » de l'ONU à leur venir efficacement en aide ? Autant de questions auxquelles l'administration Bush - qui ne s'étendait pas à de tels éloges - n'a pas fourni à ce jour de réponse convaincante.

Alors qu'il s'efforce de contenir en Irak la plus grande partie des Kurdes qui se pressent à la frontière, le gouvernement turc, a confirmé, dimanche 14 avril, qu'il allait transférer quelques vingt mille réfugiés sur le territoire de la Turquie, pour faciliter les secours.

Le transfert de quelque 20 000 réfugiés sur le territoire turc constitue une concession de la part des autorités d'Ankara, car celles-ci souhaitent qu'une solution politique soit rapidement trouvée afin que les 400 000 réfugiés qui se pressent dans les montagnes de la frontière turco-irakienne - et qui menacent par dizaines chaque nuit - puissent rentrer chez eux au plus tôt.

Ce sont des conditions acceptables pour un tel retour que s'emploient à obtenir la Communauté européenne et la France, tout en multipliant les actions d'assistance aux réfugiés. Les États-Unis, de leur côté, continuent de mener en œuvre l'opération « Provide comfort ».

Lire page 2 nos informations et l'article de NICOLE POPE

## Première visite à Tokyo d'un chef du Kremlin

### M. Gorbatchev souhaite obtenir l'aide économique du Japon

Premier chef du Kremlin à se rendre au Japon, le président Mikhaïl Gorbatchev est attendu mardi 16 avril à Tokyo pour une visite d'Etat de quatre jours. A la veille de son arrivée dans la capitale nipponne, l'incertitude demeure quant à son intention de régler ou non le contentieux sur les quatre îles méridionales de l'archipel des Kouriles, occupées par l'URSS depuis la fin de la seconde guerre mondiale et revendiquées par le Japon. Tokyo en fait un préalable à une véritable normalisation de ses relations avec l'URSS et à l'octroi d'une aide économique souhaitée par Moscou pour le développement de la Sibérie.

#### L'abcès des Kouriles

KOURILES DU SUD de notre envoyé spécial

« S'ils veulent ces îles, qu'ils viennent les prendre ! » Force de la nature à la voix de stentor, chemise ouverte malgré le vent glacé, Vladimir Koutnetsov ne mâche pas ses mots à l'adresse des Japonais. Ancien journaliste, aujourd'hui ouvrier dans la construction, « exilé » dans les Kouriles du Sud en 1973 pour des articles qui avaient déplu aux autorités, il a fait de ces îles une terre d'adoption, et il n'entend pas les quitter.

Au large, à la limite des eaux territoriales soviétiques, se

détache la silhouette sombre d'un garde-côtes. A l'horizon, on distingue, de la route qui conduit au hameau de Golovino, à l'extrémité sud de Kounashir (Kounashiri en japonais), les côtes plates de la presqu'île nipponne de Shiretoko. La plage de sable noir désolée est parsemée de débris et de ferraille. Les carcasses de bateaux japonais ou taïwanais arraisonnés alors qu'ils pêchaient dans les eaux soviétiques rouillent çà et là.

PHILIPPE PONS  
Lire la suite et l'article sur l'histoire et la géographie des îles Kouriles « L'Alsace-Lorraine des Japonais » page 4

## Rhétorique et réalité

Le nouvel ordre mondial est un souhait louable  
Il ne sera pas facile à instaurer

par John Kenneth Galbraith

Les Américains ont surtout appris une leçon en ces jours de gloire : être prudents et ne pas clamer leur supériorité avec trop d'insistance.

Car supériorité il y eut, évidemment - supériorité technique, économique, militaire et même intellectuelle - mais il ne fallait pas le montrer. Cet enseignement précieux est toujours d'actualité ; il nous interdit de nous réclamer de qualités particulières, sinon supérieures.

Cela découle de notre capacité à distinguer la rhétorique de la réalité dans les discours politiques et d'assumer la dernière. J'ai été profondément impressionné par cet avantage il y a quelques semaines, lorsque je voyageais en Europe. J'ai été interrogé à de nombreuses reprises par des gens intellectuellement qualifiés, y compris de nombreux journalistes, sur ce que je pensais de la proclamation par le président Bush d'un nouvel ordre mondial. Et ce, avec une telle insistance que j'en

venais à me demander si l'on ne devait pas écrire : Le Nouvel Ordre Mondial. Je savais, de par la grâce de ma nationalité, qu'il ne s'agissait que d'un discours sans substance. Ainsi, je n'en doute pas, réagiraient la plupart de mes compatriotes en état de se prononcer. Nous en sommes arrivés là grâce à M. Reagan et, maintenant, à M. Bush.

Face à un problème intérieur particulièrement aigu, M. Bush comme M. Reagan avant lui, se lance dans l'art oratoire qu'il aime, promettre, dans les cas extrêmes, une réflexion supplémentaire. Je souhaite beaucoup voir s'installer un meilleur ordre des relations mondiales.

Mais je ne pense pas qu'il faille minimiser les durs avancées que cela implique. Ces difficultés ne peuvent être totalement masquées, même par la plus parfaite éloquence.

Lire la suite page 54

John Kenneth Galbraith est professeur d'économie à l'université d'Harvard, ancien conseiller de John Kennedy, ancien ambassadeur en Inde (1961-1963).

## Les adieux de Solti

Le chef d'orchestre d'origine hongroise prend congé en dirigeant « Otello » de Verdi à Chicago

CHICAGO

de notre envoyé spécial

Les magnolias et les jonquilles sont en fleurs, les feuilles poussent sur les arbres, le vent souffle du sud, chaud, caressant, humide. Demain, il soufflera du nord, les fleurs se refermeront, des trombes d'eau glacée videront les rues. Après-demain, il fera beau de nouveau. En t-shirt et snow-boots, le printemps s'est installé sur les berges du lac Michigan.

« Si le climat de Chicago ne te plaît pas le jour de ton arrivée, attends le lendemain. » Dicton climatique n'a jamais été si juste. « De l'influence du climat sur les chanteurs » pourrait figurer en exergue des concerts d'adieu donnés par Sir Georg Solti après vingt-trois ans passés au poste de directeur musical de l'Orchestre symphonique de Chicago. Le chef d'origine hongroise, né en 1912, anobli par Sa Gracieuse Majesté Elizabeth II pour services rendus à la musique, aurait pu choisir l'un de ces programmes festifs - fanfares et majorettes en prime - dont les organisateurs de concerts améri-

cains sont friands et dont ils vont donner un exemple pour le centenaire du Carnegie Hall de New-York, le 5 mai prochain.

Mais Solti, ténor comme un général qui sait pouvoir compter sur la fidélité de ses troupes, a choisi de donner « Otello » de Giuseppe Verdi, en version de concert, que cet orchestre joue pour la première fois.

Grand connaisseur des voix, le « Lion de Budapest », comme la presse l'a surnommé ici, a réuni une distribution luxueuse sans pour autant négliger les jeunes. Mais la nouvelle s'est vite répandue : Pavarotti, Te Kanawa et Solti ont une fièvre de cheval.

A lui seul, Luciano Pavarotti aurait attiré le public en nombre - il chante Otello pour la première fois, il ne le chantera que quatre fois, et puis basta ! - mais aux États-Unis, les orchestres sont un peu l'honneur des villes dont ils portent au loin le renom. Ils sont plus intégrés à la vie de la cité qu'en France.

ALAIN LOMPECH

Lire la suite page 14

#### Les suites de l'affaire Urbatechnic

Le garde des sceaux présentera à l'automne une réforme de l'instruction page 56

#### La marée noire en Méditerranée

Une pollution majeure semble écartée page 11

#### Les minoritaires de la gauche tentent de s'organiser

M. Fiterman et ses amis lancent un « manifeste » pour une nouvelle « entente » démocratique page 3

#### M. Boris Eltsine en France

Le président de la Russie veut rétablir des liens avec l'Europe page 6

#### Des lycées plus autonomes

Dans un entretien au Monde, M. Charles Millon expose ses projets pour la région Rhône-Alpes page 12

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 56

## HENRY LAURENS



### LE GRAND JEU

Orient arabe et rivalités internationales

« ... Lisez, de la première à la dernière ligne, ce livre définitif sur la question du Proche-Orient. » FRANÇOIS GRANON, TELERAMA  
« ... précieux si l'on prétend s'interroger sérieusement sur la suite de la guerre du Golfe. » ANDRÉ LAURENS, LE MONDE

ARMAND COLIN

#### CHAMPS ÉCONOMIQUES

### L'inauguration de la BERD

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a été inaugurée officiellement le lundi 15 avril à Londres, en présence de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement. Présidée par M. Jacques Attali, ancien conseiller spécial du président François Mitterrand, et comptant 39 pays membres, la BERD est dotée d'un capital de 10 milliards d'écus (environ 70 milliards de francs). Elle espère accorder ses premiers prêts aux anciens pays communistes d'Europe de l'Est d'ici à juin 1991.

Lire notre dossier sur la BERD et le financement des pays de l'Est avec les articles de Françoise Lazare, Serge Marti et le point de vue de Jean-Louis Reiffers.

■ Le projet britannique d'écu lourd : une treizième monnaie  
■ La chronique de Paul Fabra : « Vive la littérature ! »

pages 25 à 28

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 780 m.; Allemagne, 250 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 350 DR ; Italie, 1,10 L ; Luxembourg, 40 F ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 F ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (Pv), 2 \$ ; USA (indus), 2,50 \$.

سكزنا اللال



## La situation au Kurdistan

## Les insurgés affirment que les combats continuent

1-11-12

nts  
la  
aud  
de  
syst  
- l  
ntre  
n. l  
der  
inz  
lan  
arc  
é  
ort  
ell  
ani  
ase  
t p

aider au déplacement des réfugiés, il sera organisé avec l'aide de plus de neuf mille soldats arméniens arrivés du Géorgie. Une trentaine d'entre eux ont déjà été déployés à Iskenderli aux côtés des troupes turques. En France et la Grande-Bretagne, ont également procédé à plusieurs parachutages de provisions et d'équipement au cours des derniers jours.

Selon un communiqué officiel du ministère turc des affaires étrangères, les Etats-Unis envisagent la création de camps temporaires sur la frontière turco-iranienne et au nord de l'Irak, mais le gouvernement américain n'a pour l'instant pas confirmé qu'il envisageait d'installer des réfugiés sur le sol irakien.

Pour leur part, les troupes turques ont déjà procédé à plusieurs opérations de déminage en Irak, près du camp de Çukürka, où plus de cinquante mille réfugiés sont installés du côté irakien de la ligne de démarcation. « L'effort sera purement humanitaire et aucun aspect militaire », a déclaré M. Kozakçioğlu.

MURRAY F. POL

aider au déplacement des réfugiés, il sera organisé avec l'aide de plus de neuf mille soldats arméniens arrivés du Géorgie. Une trentaine d'entre eux ont déjà été déployés à Iskenderli aux côtés des troupes turques. En France et la Grande-Bretagne, ont également procédé à plusieurs parachutages de provisions et d'équipement au cours des derniers jours.

Selon un communiqué officiel du ministère turc des affaires étrangères, les Etats-Unis envisagent la création de camps temporaires sur la frontière turco-iranienne et au nord de l'Irak, mais le gouvernement américain n'a pour l'instant pas confirmé qu'il envisageait d'installer des réfugiés sur le sol irakien.

Pour leur part, les troupes turques ont déjà procédé à plusieurs opérations de déminage en Irak, près du camp de Çukürka, où plus de cinquante mille réfugiés sont installés du côté irakien de la ligne de démarcation. « L'effort sera purement humanitaire et aucun aspect militaire », a déclaré M. Kozakçioğlu.

MURRAY F. POL

accessibles, à basse altitude, de  
faciliter l'arrivée des secours,  
qu'à présent limitée par l'isolé

En 1988 déjà, les Kurdes irakiens évitant les bombardements chimiques de Saddam Hussein avaient trouvé là un abri temporaire avant d'être répartis dans trois sites à l'intérieur du pays; en 1990, les Bengalis et Pakistanais avaient fui l'Irak et le Koweït avant d'être également répartis à Silopi, en attente de rapatriement.

La décision de transférer les réfugiés est une concession importante de la part de la Turquie, qui continue cependant d'exister pour qu'une solution politique soit trouvée, permettant aux réfugiés de rentrer chez eux rapidement. L'installation de ceux-ci dans des sites plus

A propos des avions irakiens

## La polémique entre Bagdad et Washington

Un moment réchauffés grâce à la décision de l'Assemblée générale de l'Onu, les deux camps se retrouvent à se disputer la maîtrise du ciel.

(Publicité)

**CENTRE RACHI**  
Mardi 16 avril 1991 à 20 h 30

**TABLE RONDE**  
Animée par Ivan Lévesé  
directeur de Radio-France

**• APRES LE GOLFE : QUELLES PERSPECTIVES  
DE PAIX AU PROCHE-ORIENT ?**

invités :  
Jean-François GARAUD, Président de l'Institut  
International de Géopolitique,  
Anne KRIEGLER, Professeur à l'Université de  
Paris-7, Nanterre  
Jean POPEN, Ministre chargé des relations  
avec le Parlement,  
David DADOUN, Conseiller politique à l'Ambassade  
de France à Jérusalem  
Régis DEBRAY, animateur

**CENTRE RACHI**  
Nouvelles Activités Culturelles Indiennes P.M. P.F.F.  
30, bd de Port-Royal, 75008 PARIS  
Tel. : 43-31-7508 47

## TURQUIE

## 5 230 détenus ont déjà été libérés

Cinq mille deux cent trente détenus politiques et de droit commun ont déjà été libérés à la suite de remises de peine et de l'abrogation, vendredi 12 avril par le Parlement turc, du Monde daté 14-15 avril, des articles du code pénal réprouvant le délit d'opinion. Quel que 43 000 détenus sur une population carcérale officielle d'environ 45 000 doivent normalement profiter de cette amnistie déjà publiée. L'examen des dossiers par les parquets de soixante-neuf villes s' poursuit sans interruption depuis vendredi. Les libérations prendront fin d'ici dimanche prochain, 13 avril, à minuit, heure officielle de la justice.

D'autre part, deux policiers civils ont été tués par balles samedi 13 avril, devant un café d'Istanbul lors d'un attentat revendiqué par l'organisation d'extrême gauche Dev Sol (Gauche révolutionnaire). Les deux fonctionnaires de la police politique, qui étaient de faction dans un véhicule, ont été « exécutés » à bout portant par deux agresseurs. Deux autres bombes, revendiquées par la même organisation ont par ailleurs été perpétrées samedi matin à Istanbul sans faire de victimes, devant les bureaux de la compagnie aérienne Airlines et de la compagnie privée américaine Pacific ways. — (AFP).

## CAMEROUN

## Quatre morts lors d'une manifestation à Kumbo

Selon la radio nationale, quatre personnes ont été tuées par balles et onze autres blessées lors d'une manifestation anti-gouvernementale, samedi 13 avril, à Kumbo, dans l'ouest du Cameroun. Une foule d'un millier de personnes avait défilé en ville pour réclamer une conférence nationale et une amnistie générale. Les manifestations ont ensuite incendié plusieurs bâtiments publics et, lorsque les ont marché sur les locaux de la gendarmerie, les forces de l'ordre ont ouvert le feu. D'autre part, un jeune étudiant de l'université de Yaoundé, agressé, mardi, par ses camarades qui le soupçonnaient d'être un indicateur de police, est décédé, jeudi, des suites de ses blessures. — (AFP).

## SALVADOR

**L'un des chefs  
de la guérilla  
est tué par l'armée**

Cardenal, de son nom de guerre commandant Jesus Rojas, a été tué vendredi 12 avril dans la province de Chalatenango, au nord du Salvador, lors d'affrontements avec l'armée. Agé de quarante et un ans, il était le neveu de la présidente nicaraguayenne Violeta Chamorro.

Cardenal appartenait à l'Union papulaire de libération (FPL), l'un des cinq organisations qui composent le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), et il était responsable des opérations militaires de la guérilla dans le nord du pays. Le FMLN, qui a annoncé cette nouvelle samedi à Managua, a précisé d'autre part que l'armée salvadorienne avait perdu deux cent quatre-vingt-dix sept hommes, morts ou blessés, en une semaine de combats. (AFP.)

□ **BRÉSIL** : sept morts dans l'explosion d'une camionnette remplie de feux d'artifice. - L'explosion d'une camionnette qui transportait 200 kilos de feux d'artifice a provoqué, dimanche 14 avril, la mort de sept personnes et fait au moins vingt-cinq blessés sur la place municipale de Jitana, dans l'Etat de Bahia. L'accident a eu lieu lors du chauffage du véhicule est parti sur des dos d'âne sans ralentir la camionnette a pris feu avant de exploser, souillant les murs des maisons alentour. - (AFP)

A propos des avions irakiens qui s'étaient posés en Iran

## La polémique s'aggrave entre Bagdad et Téhéran

Un moment réchauffées grâce à la crise du Koweït et à la nécessité pour l'Irak de «geler» son front oriental, les relations entre Bagdad et Téhéran ne cessent de se détériorer. L'Iran a officiellement protesté, dimanche 14 avril, auprès de l'Irak à propos du nombre d'avions de ce pays qui se sont posés sur son territoire pendant la guerre du Golfe, Téhéran affirmant que ceux-ci étaient au nombre de vingt-deux, et non de 148 comme le prétend l'Irak (*le Monde* daté 14-15 avril).

l'«*De telles*»  
l'«*l'entente de l'attitude amicale de*»  
l'«*la République islamique d'Iran*»  
l'«*envers l'Irak, et à l'entente de*»  
l'«*l'aide humanitaire fournie par*»  
l'«*Téhéran à l'Irak dans de dures*»  
l'«*conditions ces derniers mois*», a dit

un responsable des affaires étrangères au charge d'affaires irakien en Iran. M. Hammoudi El Doulaïmi. Les chiffres donnés par l'Irak sont « faux », a ajouté le responsable iranien. Vendredi, le président Ali Akbar Hachemi Rafsandjani avait reproché leur « ingratitude » aux dirigeants irakiens et indiqué que l'Iran avait accepté l'atterrissage sur son sol des avions « en danger », « pour ne pas causer de dégâts et pour ne pas tuer ceux qui se trouvaient à l'intérieur ».

De son côté, le quotidien du ministère irakien de la défense, *Al-Qadissiah*, a accusé dimanche le président Rafsandjani d'avoir renoué avec « la politique d'exportation de la révolution » en Irak dans les pays voisins. — (AFP).



## PROCHE-ORIENT

Selon M. Bush et M. Cheney

### Le désengagement américain en Irak est une priorité pour Washington

WASHINGTON

de notre correspondant

Le retour du corps expéditionnaire envoyé dans le Golfe reste la préoccupation prioritaire des dirigeants de Washington.

M. Dick Cheney, secrétaire à la défense, a en effet confirmé, dimanche 14 avril, que les troupes américaines avaient commencé d'évacuer le sud de l'Irak. Mais, sur le total de 75 000 soldats devant évacuer la région occupée, entre 30 000 et 50 000 - en attendant d'être relevés par la force des Nations unies - resteront dans la zone démilitarisée prévue par l'accord de cessez-le-feu et profonde d'une dizaine de kilomètres à l'intérieur du territoire irakien. M. Cheney a bien souligné que les réfugiés irakiens, en majorité chiites, ne seraient pas laissés à la merci des troupes de Bagdad. A cet égard, le commandement américain a précisé que ces réfugiés seraient invités à se rendre dans la zone démilitarisée où ils seront protégés et nourris.

Le secrétaire à la défense a confirmé également que les États-Unis maintiendraient et accroîtraient leur présence aéronavale dans la région mais n'envoieront pas d'unités de forces terrestres. Le Pentagone prévoit seulement que 4 000 chars et un nombre égal de voitures blindées stationneraient dans une base au nord de l'Arabie saoudite, pour faire face à toute éventualité. Les troupes américaines se retireraient du territoire irakien pour se rendre dans des camps de transit en Arabie saoudite où elles retrouveront environ 300 000 soldats (soit plus de la moitié du corps expéditionnaire) qui attendent d'être rapatriés.

« Notre politique fondamentale est actuellement de rapatrier nos soldats », a dit encore M. Cheney. Il faisait écho aux déclarations faites la veille par le président

Bush : « Je ne veux pas qu'un seul soldat ou aviateur soit mêlé à une guerre civile qui se poursuit depuis longtemps en Irak » et il avait ajouté qu'il appartient au peuple irakien de décider de son avenir ».

A la Maison Blanche, on souligne que l'opération de secours en faveur des Kurdes, impliquant la participation de milliers de militaires américains, disculpe le président des reproches que lui adressent les démocrates du Congrès et même certains de ses amis républicains. Aussi bien, le président se propose, au cours des prochaines semaines, de prononcer plusieurs discours pour justifier sa politique et développer ses idées sur le « nouvel ordre mondial ».

Dans l'immédiat, on fait valoir que l'avertissement adressé à M. Saddam Hussein pour qu'il ne gêne pas les opérations de secours, a été bien entendu à Bagdad. Selon M. Cheney, le Pentagone ne confirme pas certaines informations de presse selon lesquelles des forces irakiennes auraient attaqué les réfugiés kurdes au nord du trente-sixième parallèle. M. Scowcroft, conseiller pour les affaires de sécurité nationale, a seulement admis que des combats de très faible intensité avaient eu lieu entre des Kurdes et l'armée irakienne, mais n'avaient eu aucun effet sur l'assistance humanitaire aux réfugiés. Une fois de plus il a précisé que l'avertissement adressé à Bagdad ne visait pas les opérations militaires entre les forces rebelles et celles du gouvernement de Bagdad. Aux journalistes qui lui faisaient remarquer que huit mois après l'invasion du Koweït, M. Saddam Hussein était toujours en place et en mesure de mener des opérations offensives, M. Scowcroft s'est contenté de rappeler que l'élimination du dictateur de Bagdad n'avait jamais été définie comme un objectif de l'intervention américaine.

HENRI PIERRE

Dans les territoires occupés

### M. Shamir propose aux Palestiniens « un gouvernement autonome avec des ministres »

Le premier ministre israélien Itzhak Shamir a proposé aux Palestiniens des territoires occupés un « gouvernement autonome avec des ministres », dans un entretien publié, dimanche 14 avril, par le quotidien *al Hamishmar* (opposition de gauche).

Les ministres de ce gouvernement autonome agiraient « parallèlement » aux ministres israéliens dans les secteurs de l'éducation, des finances, du commerce, de la justice et de la santé, a précisé M. Shamir. Le premier ministre a estimé, selon le journal, que ce statut accorderait « un peu plus que le régime d'autonomie prévu par les accords [israélo-égyptiens] de Camp David et un peu moins que la souveraineté ». Les Palestiniens gèreraient leurs affaires eux-mêmes sauf en ce qui concerne la défense et la diplomatie et « peut-être également sur d'autres points sur lesquels nous devons nous mettre d'accord », a ajouté M. Shamir. - (AFP)

### M. Arafat refuse une conférence régionale

La télévision marocaine a rapporté, dimanche 14 avril, que M. Yasser Arafat avait rejeté la proposition du secrétaire d'État américain, M. James Baker, sur l'organisation d'une conférence de paix régionale au Proche-Orient. Ce rejet est contenu dans un communiqué publié à Rabat, où le chef de l'OLP a eu deux entretiens samedi avec le roi Hassan II.

L'OLP redoute qu'une conférence de paix régionale rassemblant les États-Unis, l'URSS, les États arabes et Israël ne serve de prétexte à une normalisation des relations entre l'État hébreu et ses voisins arabes en laissant de côté le règlement de la question palestinienne. A Tunis, un porte-parole de l'OLP a déclaré dimanche que la centrale palestinienne suivait « avec grand intérêt les contacts et les conversations menées par le secrétaire d'État américain James Baker (...) et procédait à l'étude des résultats de ces contacts et conversations de manière à définir, le moment venu et à leur lumière, la position palestinienne ». - (Reuters)

Pour hâter les travaux

### Le Koweït invite des sociétés non américaines à participer à la lutte contre les incendies

Le Koweït s'est fixé, samedi 13 avril, une échéance de sept mois pour éteindre les 500 puits de pétrole en feu sur son territoire et a invité des sociétés non américaines à participer à la lutte. Le ministre du pétrole, M. Rachid El Amari, a déclaré que l'appel à d'autres entreprises permettrait de réduire de deux tiers le calendrier de deux ans établi par des sociétés américaines pour éteindre les incendies déclenchés en février, à la fin de l'occupation irakienne.

Lors d'une conférence de presse, le ministre s'est déclaré inquiet de la « lenteur relative » des sociétés américaines. L'arrivée de concurrents étrangers, a-t-il poursuivi, stimulerait « le travail plus vite » les quatre firmes texanes déjà à pied d'œuvre : Red Adair, Boots and Coots, Wildwell et Ogs. Les « pompiers volontaires » américains ont à ce jour bouché vingt-cinq puits, dont deux seulement étaient en feu. Il a rendu hommage aux pompiers volontaires texans, « experts numéro un du monde », mais a souligné qu'ils n'avaient pas les moyens d'éteindre cinq cents feux à la fois, n'ayant « jamais été confrontés à une crise de cette ampleur ».

Le Koweït a engagé des tractions avec de nombreux gouvernements et sociétés, y compris des firmes françaises, britanniques, chinoises, allemandes, italiennes et d'autres sociétés américaines, a précisé M. Amari. Aucun nouveau contrat n'a encore été conclu mais « nous envisageons de signer des lettres d'intention », a-t-il dit en se refusant à nommer les sociétés concernées. - (Reuters)

Un membre de la famille régnante arrêté au Caire pour une affaire de drogue. Les services de sécurité égyptiens ont arrêté, samedi 13 avril, l'un des membres de la famille régnante du Koweït, Cheikh Talal Nasser Al Sabah, en possession d'un kilogramme d'héroïne, a indiqué le général Fathi Ibrahim, directeur du département anti-drogue au ministère de l'Intérieur. Arrêté à Héliopolis (banlieue du Caire), Cheikh Talal aurait reconnu avoir importé l'héroïne avec l'aide d'un associé, de nationalité syrienne, pour la vendre en Égypte, a précisé le général Ibrahim. Celui-ci a déploré que Cheikh Talal ait pour accordé à la famille Al Sabah par les autorités égyptiennes. - (AFP)

## AFRIQUE

TUNISIE : vers une normalisation de la vie politique

### Le président Ben Ali sort l'opposition de son isolement

TUNIS

de notre correspondant

Les rapports entre le pouvoir et l'opposition qui, tout au long de ces dernières années, ont évolué en dents de scie, connaissent plus de bas que de hauts, paraissent s'engager sur la voie d'une normalisation durable.

Moins d'un mois après la décision du président Ben Ali de députer des députés auprès des députés des six partis légaux de l'opposition pour examiner avec eux les possibilités de relancer « la réconciliation nationale », le gouvernement vient d'arrêter diverses mesures qui répondent à plusieurs de leurs revendications.

Face au puissant Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) au pouvoir, les autres partis politiques à l'Assemblée limitée se trouvaient lourdement handicapés par leurs faibles ressources. Ils vont désormais bénéficier d'un financement qu'ils demandaient depuis longtemps. Selon le journal gouvernemental, *la Presse*, ils recevront, chacun, une subvention forfaitaire de 50 000 dinars (environ

325 000 F) qui sera augmentée en période électorale, outre 30 000 dinars d'aide pour leurs journaux, qui ont dû tous interrompre leur parution faute de moyens.

Autre vieille revendication maintenant satisfaite : la radio et la télévision seront tenues de rendre compte des activités de l'opposition dont les représentants devront être invités aux grands débats qui y sont organisés. Ils avaient déjà été associés, ces deux dernières semaines, à la première réunion du Conseil supérieur du plan et aux discussions qui ont suivi devant les caméras. Cette participation ne se limitera pas aux seuls problèmes nationaux puisque leur présence est aussi prévue aux réunions des conseils régionaux.

« Plus que d'un coup de pouce donné à l'opposition, c'est d'une réhabilitation bien méritée dont il s'agit », remarque *la Presse*, qui, il n'y a pas si longtemps, se montrait très agressive à l'égard de ces partis dont elle loue, aujourd'hui, « la maturité » et « la démarche constructive ».

MICHEL DEURÉ

MAURITANIE : un référendum avant la fin de l'année

### Le président Ould Taya engage le pays sur la voie du multipartisme

« Conformément au désir d'un grand nombre de nos compatriotes, un référendum sera organisé pour l'adoption d'une Constitution et ce avant la fin de l'année en cours », a déclaré, lundi 15 avril, dans son discours de fin de Ramadan, le chef de l'État mauritanien, le colonel Maouiya Sid'Ahmed Ould Taya. « Après l'adoption de cette Constitution, des élections libres seront organisées pour choisir une Assemblée nationale et un Sénat. L'adoption de la Constitution sera la première étape de la mise en œuvre de la limitation de la durée du mandat de l'Assemblée nationale », a-t-il poursuivi.

Le président n'a, cependant, pas fait état d'une revendication exprimée, depuis plusieurs jours, par de nombreux Mauritaniens concernant l'ouverture d'une commission d'enquête indépendante sur les violences dont ont été victimes plusieurs centaines de « Négro-Africains » entre novembre et mars et qui ont fait au moins deux cents morts, selon des témoignages concordants recueillis à Nouakchott.

Depuis quelques semaines, des tracts anonymes et des lettres ouvertes adressées au chef de l'État exigeaient une démocratisation, dont le processus avait été amorcé, en 1990, par l'organisation d'élections municipales.

L'Union des travailleurs de «Mauritanie», l'unique centrale syndicale, avait même demandé la convocation d'une conférence nationale. Quant aux Forces de libération africaines de Mauritanie (FLAM), qui rassemblent l'opposition négro-africaine, elles estiment que cette démocratisation passe notamment par la démission du chef de l'État, la formation d'un gouvernement de transition et l'amnistie pour tous les prisonniers et exilés politiques.

Lors de la récente visite de M. Roland Dumas à Nouakchott, le colonel Ould Taya avait dit au ministre français des affaires étrangères qu'il annoncerait dans un prochain discours de nouvelles et importantes mesures de libéralisation (le Monde daté 7-8 avril). - (AFP)

Le vice-premier ministre chinois Zhu Rongji est arrivé samedi 13 avril à Paris pour une visite de cinq jours en France, dans le cadre d'une tournée des pays de la Communauté européenne. M. Zhu Rongji, nommé vice-premier ministre lundi dernier (le Monde du 10 avril) a été remplacé à la tête du Parti communiste par M. Wu Bangguo, vice-secrétaire du parti au niveau de la métropole, a annoncé samedi l'agence Chine nouvelle. M. Zhu Rongji, qui est également maire de Shanghai, doit abandonner cette fonction à la fin du mois. - (AFP, Reuters)

LIBÉRIA : participation du Burkina à la force d'interposition. - Le Burkina vient d'annoncer sa participation à la Force ouest-africaine d'interposition (ECOMOG), alors que ce pays avait toujours condamné la création de cette force multinationale et apporté une aide militaire importante au Front national patriotique (NPFL) de M. Charles Taylor. La Guinée et le Nigeria, qui participent à l'ECOMOG depuis sa mise en place, l'été dernier, viennent, pour leur part, d'envoyer des troupes en Sierra Leone pour aider ce pays à mater une rébellion interne soutenue par le NPFL, aux confins du Libéria et de la Guinée. - (AFP)

CÔTE D'IVOIRE : « repêchage » présidentiel

### M. Fologo est élu secrétaire général du parti au pouvoir

ABIDJAN

de notre envoyée spéciale

A l'issue d'un débat passablement bouillonnant, le congrès extraordinaire du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), l'ancien parti unique au pouvoir, a désigné, lundi 15 avril, au poste de secrétaire général, M. Laurent Dona Fologo, ancien ministre de l'information et membre de l'éthnie Sénoufo. Conformément aux vœux du président, M. Félix Houphouët-Boigny, aucun candidat du « centre » - c'est-à-dire membre de la puissante ethnie baoulé, à laquelle appartenait le chef de l'État et la plupart des barons du régime - n'a pu briguer ce poste.

Agé de cinquante et un ans, M. Fologo, qui a été ministre de l'information de 1974 à 1990, avait activement participé à la campagne électorale de M. Houphouët-Boigny lors de l'élection présidentielle d'octobre, élection que le « Vieux » remporta haut la main avec plus de 81 % des suffrages, devant son rival du Front populaire ivoirien (FPI), M. Laurent Gbagbo. En dépit de ces bons et loyaux services, M. Fologo avait été battu aux élections législatives de novembre par un autre candidat

du PDCI. Beaucoup voient dans sa soudaine promotion au poste de secrétaire général un geste présidentiel de « repêchage ».

Ce poste fort convoité - « car il donne à manger », résumait crûment les Ivoiriens - ne constitue pas, d'un point de vue strictement politique, une position-clé. Supprimé en 1980, il n'a été rétabli qu'en octobre dernier, lors du congrès « ordinaire » du PDCI. Le secrétaire général est chargé de « la gestion et l'animation » du parti, alors que le président en « inspire et [en] conduit » la politique. M. Houphouët-Boigny a été réélu, en octobre, président du PDCI pour les cinq ans à venir.

CATHERINE SIMON

Assassinat d'un Français. - Un Français, M. Jean-Paul Biguet, quarante et un ans, cadre dans la filiale ivoirienne d'une société française, a été assassiné, dimanche 14 avril, par trois jeunes gens armés de couteaux, qui avaient pénétré dans sa villa de Cocody, un quartier résidentiel d'Abidjan. Les agresseurs ont commis leur crime sous les yeux de l'épouse de la victime et de leur enfant de dix ans. - (AFP)

## DIPLOMATIE

### Le Pentagone va fermer plusieurs de ses bases aériennes en Europe

Confirmant les modifications du dispositif de l'OTAN retenues par les chefs d'état-major de l'organisation (le Monde daté 14-15 avril), le commandement des forces aériennes américaines en Europe (USAFE) a annoncé samedi 13 avril une importante réduction de ses unités en Europe. L'USAFE va notamment fermer la 20<sup>e</sup> escadre tactique basée à Upper Heyford, en Grande-Bretagne. L'opération, qui sera bouclée fin 1994, se soldera par le retrait d'Europe de 4 380 militaires et de 175 civils américains. Trente des 78 bombardiers F-111 de cette base seront transférés à Cannon, dans l'État américain du Nouveau-Mexique.

Les bases américaines en Allemagne de Birming, Spangdahlem et Ahlhorn perdront elles aussi des dizaines d'avions et des centaines d'hommes, tandis que les installations d'Estaca de Vares (Espagne), le complexe de Kemble (Grande-Bretagne), et la base turque de Samsun seront réduits à leurs dimensions respectives. Ces mesures s'ajoutent à la fermeture des bases de Comiso et Decimomannu (Italie), Hellenikon (Grèce), et Oldendorf (Allemagne), déjà annoncées pour 1991. - (AFP)

Au Parlement européen

### Démocrates-chrétiens et conservateurs britanniques vont créer une « communauté de groupes »

Les démocrates-chrétiens et les conservateurs britanniques au Parlement européen vont poursuivre leur rapprochement dans la perspective de créer, au cours du premier trimestre de 1992, une « communauté de groupes » au sein de l'Assemblée de la CEE, ont décidé samedi 13 avril les principaux dirigeants de la démocratie chrétienne européenne.

Cette décision a été prise à l'issue d'une réunion à Bruxelles des chefs de partis membres du Parti populaire européen (PPE), qui comprend notamment la CDU allemande, la démocratie chrétienne italienne et le CDS français. La résolution adoptée à cette rencontre recommande de mettre sur pied un comité de concertation avec le Groupe des démocrates européens, composé en quasi-totalité de conservateurs britanniques. Dans un premier temps, les deux groupes se concerteront sur « des positions politiques communes ».

Après les élections européennes de juin 1989, les députés conservateurs britanniques avaient demandé de pouvoir adhérer au groupe du PPE mais celui-ci s'était donné un délai de réflexion de deux ans avant de répondre à cette demande. - (AFP)

## IAKOVLEV

Alexandre Iakovlev  
**CE QUE NOUS VOULONS FAIRE DE L'UNION SOVIETIQUE**

Entretien avec Lily Marrou

Seuil

Le père de la perestroïka s'explique

Editions du Seuil

150.000

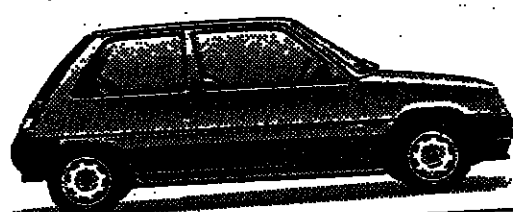






# ROULEZ

## 8 JOURS DE FINANCEMENTS EXCEPTIONNELS



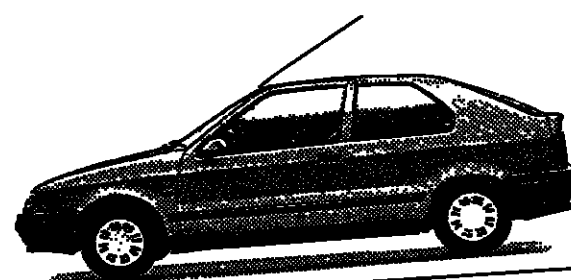
**RENAULT 5 FIVE  
3 PORTES:  
500 F PAR MOIS\***

Renault 5 Five, 3 portes. Prix 49 300 F. Verse-  
ment initial: 19 720 F (dont 12 325 F de 1<sup>er</sup> loyer  
majoré et 7 395 F de dépôt de garantie) +  
11 loyers de 500 F + 48 loyers de 740 F. Coût  
total en cas d'acquisition: 60 740 F. Coût du  
financement sans assurance: 11 440 F.



**RENAULT CLIO RL 1.1  
3 PORTES:  
600 F PAR MOIS\***

Renault Clio RL 1.1, 3 portes. Prix 52 500 F.  
Versement initial: 21 000 F (dont 13 125 F de  
1<sup>er</sup> loyer majoré et 7 875 F de dépôt de garantie)  
+ 11 loyers de 600 F + 48 loyers de 767 F. Coût  
total en cas d'acquisition: 64 416 F. Coût du  
financement sans assurance: 11 916 F.



**RENAULT 19 PRIMA  
ESSENCE 3 PORTES:  
700 F PAR MOIS\***

Renault 19 Prima essence, 3 portes. Prix 62 500 F.  
Versement initial: 25 000 F (dont 15 625 F de  
1<sup>er</sup> loyer majoré et 9 375 F de dépôt de garantie)  
+ 11 loyers de 700 F + 48 loyers de 918 F. Coût  
total en cas d'acquisition: 76 764 F. Coût du  
financement sans assurance: 14 264 F.



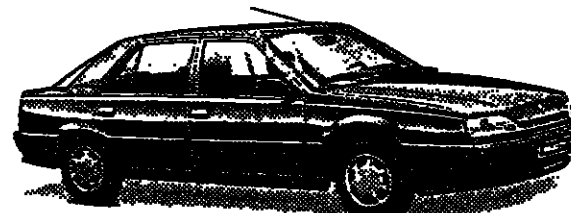
**RENAULT 21 TL  
4-5 PORTES:  
800 F PAR MOIS\***

Renault 21 TL, 4-5 portes. Prix 78 000 F. Verse-  
ment initial: 31 200 F (dont 19 500 F de 1<sup>er</sup> loyer  
majoré et 11 700 F de dépôt de garantie) +  
11 loyers de 800 F + 48 loyers de 1 169 F. Coût  
total en cas d'acquisition: 96 112 F. Coût du  
financement sans assurance: 18 112 F.



**RENAULT 21 NEVADA TL  
5 PLACES:  
900 F PAR MOIS\***

Renault 21 Nevada TL, 5 places. Prix 83 700 F.\*\*  
Versement initial: 33 480 F (dont 20 925 F de  
1<sup>er</sup> loyer majoré et 12 555 F de dépôt de garan-  
tie) + 11 loyers de 900 F + 48 loyers de 1 241 F.  
Coût total en cas d'acquisition: 102 948 F. Coût  
du financement sans assurance: 19 248 F.  
\*\*Option galerie de toit non comprise.



**RENAULT 25 GTS:  
1 200 F PAR MOIS\***

Renault 25 GTS. Prix 117 900 F. Versement ini-  
tial: 47 160 F (dont 29 475 F de 1<sup>er</sup> loyer majoré  
et 17 685 F de dépôt de garantie) + 11 loyers de  
1 200 F + 48 loyers de 1 770 F. Coût total en cas  
d'acquisition: 145 320 F. Coût du financement  
sans assurance: 27 420 F.

### \* PENDANT 11 MOIS

Jusqu'au 22/04/91, location avec option d'achat sur 60 mois sur toute la gamme Renault. Dépôt de garantie  
égal à l'option d'achat finale. Sous réserve d'acceptation du dossier par la Diac S.A. au capital de 321 490 700 F -  
RCS Nanterre B 702 002 221. Prix tarif A.M. 91, clés en main au 01/01/91.  
Certains des véhicules présentés peuvent comporter des options.



## DU 15 AU 22 AVRIL CHEZ RENAULT

هكذا انزل الامثل



## EUROPE

URSS : déjà à la tête du Parlement de Tbilissi

## M. Gamsakhourdia est devenu président de la République de Géorgie

M. Gamsakhourdia, déjà président du Parlement géorgien, a fait adopter, dimanche 14 avril, par les députés, à main levée et pratiquement sans discussion, dix pages de modifications constitutionnelles. Dans la foulée, et de la même manière, il s'est fait élire au nouveau poste de président de la République de Géorgie.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Cette élection doit être confirmée le 26 mai par le suffrage universel, mais il peut d'ores et déjà « légalement » gouverner par décret, nommer des préfets, promulguer l'état d'urgence, la mobilisation ou déclarer la guerre. « En cas d'agression militaire contre le territoire de la République ».

Dans ses derniers discours, M. Gamsakhourdia, âgé de cinquante-deux ans, avait déjà annoncé qu'une agression militaire contre la Géorgie est en cours, menée par les forces soviétiques dans la région d'Ossétie du

Sud, dont il a supprimé l'autonomie en décembre. Des affrontements entre Ossètes et Géorgiens y ont fait une centaine de morts depuis janvier, selon un nouveau bilan donné par l'armée. Des opérations de nettoyage ont été lancées en Ossétie du Sud, la semaine dernière, par des troupes spéciales du ministère de l'Intérieur, amenées de l'intérieur de la Géorgie.

Les transports paralysés

Celles qui étaient normalement stationnées dans la République ont été déplacées d'Ossétie après des plaintes relatives à des menaces de représailles contre leurs familles. Les dernières opérations sont menées sous la direction du nouveau et énergique vice-ministre soviétique de l'Intérieur, le général Boris Gromov, qui vient de visiter la région.

La ville de Tskhinvali, où se groupent des réfugiés ossètes venus des villages de la région, était soumise depuis quatre mois à un blocus que les forces soviétiques s'attachent à faire lever. y

compris par des opérations hélicoptères. En réaction, le parti du président Gamsakhourdia a lancé un mot d'ordre de grève des transports. Il a paralysé les chemins de fer et le déchargement des importations, notamment maritimes, destinées à d'autres Républiques que la Géorgie, ce qui pénalise en particulier l'Arménie et la Russie. « Il s'agit d'un coup sévère porté à l'économie de l'URSS », a déclaré dimanche M. Gamsakhourdia, qui

cinq jours plus tôt, avait fait proclamer « l'indépendance » de la Géorgie, tout en appelant M. Gorbatchev à des négociations pour « préserver les liens avec l'URSS ». Selon Tass, la Géorgie reçoit 94 % de ses céréales et la quasi-totalité de son énergie d'URSS. De plus, d'importantes forces de l'armée soviétique sont stationnées sur ce territoire, frontalier de la Turquie.

SOPHIE SHIHAB

Le comité central du PCUS se réunira le 24 avril. Le comité central du Parti communiste d'Union soviétique se réunira en séance plénière le 24 avril afin de discuter de la crise politique et économique de l'URSS, a annoncé, dimanche 14 avril, l'agence Tass. Cette décision a été prise jeudi, au cours d'une réunion présidée par M. Gorbatchev. (AFP)

Le pape a nommé six évêques et administrateurs apostoliques. Jean-Paul II a nommé, samedi

13 avril, six évêques et administrateurs apostoliques dans les Républiques soviétiques de Russie, de Biélorussie et du Kazakhstan. La reconstitution de la hiérarchie dans ces communautés catholiques, qui représentent au total plus de deux millions de fidèles, était l'une des conditions fixées par le pape avant un voyage en Union soviétique. Pour la première fois depuis que Moscou est capitale, un évêque catholique aura ainsi sa résidence dans la ville. (AFP)

En visite privée à Strasbourg

## M. Eltsine veut rétablir les liens entre la Russie et l'Europe

M. Boris Eltsine est arrivé, dimanche soir 14 avril, à Strasbourg, où il séjournera deux jours. Il s'envolera pour Paris dans l'après-midi de mardi. Avant de quitter Moscou, M. Eltsine avait déclaré, dans une interview à la radio russe, que l'Union soviétique, dans les circonstances actuelles, n'avait pas besoin d'un exécutif fédéral.

STRASBOURG (Communautés européennes)

de notre correspondant

Accueilli à l'aéroport d'Entzheim par M<sup>me</sup> Catherine Trautmann, maire de la capitale alsacienne, et M. Youri Doubinine, ambassadeur d'Union soviétique en France, le

président du Parlement russe a commencé sa tournée, organisée par Forum international de politiques, par un dîner avec les représentants des milieux économiques de la région. Il devait rencontrer successivement, lundi et mardi, M<sup>me</sup> Catherine Lalumière, secrétaire générale du Conseil de l'Eu-

ral « fort ». « Ce dont nous avons besoin, c'est de Républiques indépendantes et d'un mini-centre qui servirait de coordonnateur (...). On peut envisager un président pour une Union d'Etats souverains – un président-coordonnateur – mais il n'est pas absolument nécessaire. »

rope et M. Enrique Baron Crespo, président de l'Assemblée de la CEE, ainsi que les présidents des principales formations parlementaires dont M. Valéry Giscard d'Estaing (groupe libéral).

« Notre démarche n'est pas une alternative à la politique de M. Mikhaïl Gorbatchev à l'égard des pays occidentaux mais un retour de la Russie à l'Europe et notre souhait est que nous obtenions l'hospitalité espérée », a déclaré M. Eltsine à sa descente d'avion. Visiblement soucieux de s'astreindre à un certain devoir de réserve, le chef de la Russie a précisé qu'il n'était pas question pour lui de songer à des « traités stratégiques » qui relèveraient de la compétence de l'Union – mais de tisser des liens économiques et culturels avec l'Europe, « chaque République devant pouvoir conclure ses propres accords dans ces domaines ».

Au cours de ses entretiens avec les responsables européens, M. Eltsine a l'intention de donner son

point de vue sur les futures relations entre la Russie et l'Europe en exposant sa position sur « le développement interne de la Russie ». Il a promis d'en dire plus à l'issue de ces rencontres au cours « d'une vraie conférence de presse ». Reste à savoir jusqu'où ses interlocuteurs pourront ou voudront bien aller. Jusqu'ici, le Parlement européen a toujours pris soin de ménager M. Gorbatchev, même au plus fort de la crise balte.

C'est ce qui explique sans doute que la visite de M. Eltsine à l'Assemblée de Strasbourg n'a aucun caractère officiel, que M. Baron Crespo se trouvait « par hasard » à l'aéroport et que M<sup>me</sup> Lalumière a pris la précaution de faire publier un communiqué précisant qu'elle recevra le président russe à la demande ce dernier.

MARCEL SCOTTO

## AMÉRIQUES

SALVADOR : en multipliant les enlèvements

## L'extrême droite tente de saboter les négociations de paix

L'accélération du processus de négociations pour mettre fin à la guerre civile provoque de nouvelles tensions au Salvador. On assiste depuis quelques semaines à une vague d'enlèvements d'hommes d'affaires et à un début de rébellion de la part d'un secteur du parti au pouvoir, l'Alliance républicaine nationale, qui refuse de faire des concessions à la guérilla.

SAN-SALVADOR

de notre correspondant en Amérique centrale

Au moment où, sous les auspices des Nations unies, les dirigeants du Front Farabundo-Marti de libération nationale (FMLN) et les représentants du gouvernement conservateur de M. Alfredo Cristiani ont entrepris à Mexico, depuis le 4 avril, une négociation marathon – « sans limite de temps » – les belligérants cherchent à renforcer leurs positions respectives sur le terrain. Pour l'armée, il s'agit de faire acte de présence sur l'ensemble du territoire afin de réduire les prétentions de la guérilla qui affirme « contrôler » 25 % du pays et pour influencer sur le déroulement de la sécurité de ses troupes quand entrera en vigueur le cessez-le-feu.

Les exigences des guérilleros quant aux zones qu'ils prétendent dominer ont provoqué la fureur des militaires et des secteurs extrémistes de l'Alliance

républicaine nationaliste (ARENA), le parti au pouvoir. L'un des principaux quotidiens de la capitale, le *Diario de Hoy*, reflète leurs préoccupations, et dénonce à longueur de colonnes les « terroristes » du FMLN et ses « machinations diaboliques », émettant sur un pied d'égalité un gouvernement légitimement par la majorité du peuple et des groupuscules de délinquants armés.

Le ton est encore monté avec la publication de textes anonymes, signés par des organismes inconnus, comme le Front féminin du Salvador qui s'en prennent aux « traîtres » du parti au pouvoir. Ils menacent notamment de publier les noms des députés de l'ARENA qui seraient disposés à voter en faveur des réformes constitutionnelles actuellement discutées à Mexico.

Les « cavernicoles » et les « civilisés »

Ces organismes serviraient en fait de couverture à l'extrême droite qualifiée ici de « cavernicoles » par opposition avec la « droite civilisée » du président Cristiani. Le plus connu des dirigeants de cette droite récalcitrante reste le célèbre commandant Roberto d'Aubuisson, qui a été souvent associé aux « escadrons de la mort », mais continue de bénéficier d'une grande popularité. Il aurait cependant, lui aussi, été dépassé par ses activités pour des raisons de santé (il serait atteint d'un cancer de la

gorge et hospitalisé aux Etats-Unis). Quoi qu'il en soit, M. Cristiani a estimé la situation suffisamment préoccupante pour s'adresser solennellement au peuple dans un message radio-télévisé le 9 avril. En fait, son discours était surtout destiné à ses partisans et à l'armée qu'il a voulu rassurer sur les intentions de son gouvernement dans les négociations avec le FMLN.

Il a insisté sur trois points pour contrecarrer la campagne de « désinformation » de la guérilla : « La structure de l'armée sera modifiée si on parvient à la paix mais, à-t-il insisté, la dissolution n'est pas à l'ordre du jour ; le gouvernement contrôle l'ensemble du territoire national et les effectifs du FMLN seront concentrés dans des zones temporaires, sous la protection des Nations unies, pour être ensuite désarmés et réintégrés dans la vie civile. » Enfin, a souligné le président, « la Constitution ne fait pas l'objet d'une négociation entre les deux parties, mais « le gouvernement s'engage à appuyer les réformes nécessaires pour permettre l'application d'éventuels accords politiques ».

Après avoir donné toutes ces assurances, M. Cristiani a lancé une sévère mise en garde à ceux qui ont enlevé plusieurs hommes d'affaires depuis la fin du mois dernier. Laisant entendre que l'extrême droite pourrait être impliquée dans ces « crimes horribles », il s'est engagé à arrêter les responsables « quels qu'ils soient ». Le nombre d'hommes d'affaires enlevés varie de quatre à dix-sept selon les sources. Parmi eux se trouve un chef d'entreprise très connu, M. Eduardo Salas.

Les soupçons portent sur un groupe de civils et de militaires de l'ARENA – dirigés par un grand propriétaire terrien, M. Orlando Llovera – qui ont été emprisonnés et libérés dans des circonstances étranges après avoir mené des opérations similaires en 1985. A l'époque, le gouvernement était dirigé par le démocrate-chrétien Napoleon Duarte et la droite était prête à tout pour lui créer des difficultés.

Selon le principal dirigeant de la démocratie chrétienne, M. Fidel Chavez, il n'est pas impossible que les mêmes secteurs d'extrême droite cherchent aujourd'hui à « semer l'inquiétude dans les milieux d'affaires » pour exercer des pressions sur M. Cristiani et l'empêcher de faire des concessions à la guérilla.

Les militaires impliqués dans les nombreux massacres des années 80 savent qu'ils risquent d'apparaître bientôt sur les listes de la « commission d'épuration » de l'armée, dont les mécanismes et la composition sont actuellement discutés à Mexico. « Comme l'Espagne après la guerre civile, constate M. Chavez, nous entrons dans une période d'instabilité permanente. Il va falloir convaincre une armée qui n'est pas vaincue d'accepter une épuration décidée par une commission extérieure à l'institution. De même, il ne sera pas facile d'obliger les chefs guérilleros à laisser leurs armes et de perdre le pouvoir qu'ils détenaient jusqu'alors. »

BERTRAND DE LA GRANGE

BELGIQUE : les difficultés du recensement général

« Habitez-vous une maison, une roulotte, une baraque ou un hangar ? »

BRUXELLES

de notre correspondant

« C'est la Belgique ! » Comme en Afrique, on entend souvent ce constat navré de la part des habitants quand sont évoqués les blocages et les incohérences de l'administration nationale. Un record est sans doute en passe de s'établir, tant semblent mal passées les opérations du recensement général de la population à la date du 1<sup>er</sup> mars lancées par l'Institut national de statistique sous la houlette du ministre des affaires économiques.

En principe, chaque résident, Belge ou étranger, a déjà reçu deux longs questionnaires relatifs à l'habitat de sa famille et à sa propre personne (études, profession, mode de vie). Comme ces documents ont été généralement envoyés aux adresses relevées lors du dernier recensement, il y a dix ans, une belle pagaille s'est installée, en partie palliée par le passage à domicile d'agents communaux, qui arrosaient leurs fins de mois à raison de 50 francs belges (environ 8 francs) par document collecté.

Manque de coopération des fonctionnaires européens

Très vite la presse a fait état d'étranges péripéties. Dans la région de Liège, certains de ces « bénévoles » étaient des malfrats plus intéressés par les économies des vieillards que par la collecte des données statistiques. A Bruxelles, d'authentiques préposés, cette fois, ont été plus ou moins séduits par des fonctionnaires européens qui ne s'estiment pas concernés par ces investigations belges. « Pas facile de compter les habitants privilégiés », titre le quotidien *le Soir*, qui fait état d'un document de la Fédération de la fonction publique européenne invitant ses membres à répondre aux indiscretions du recensement uniquement par le canal de leur administration.

Les questionnaires ont beau assurer que « les réponses sont confidentielles et exclusivement utilisées pour l'établissement de

statistiques globales et anonymes » et que « le recensement ne poursuit aucun but fiscal », beaucoup de Belges sont très méfiants et semblent bien décidés à écrire ce qui les arrange dans ce pensum.

Parmi les très nombreuses questions auxquelles il faut répondre, certaines permettent évidemment de se faire une idée précise du niveau de vie des intéressés. Invité à dire s'il habite « une maison, une roulotte, une baraque ou un hangar », l'administré devra aussi préciser s'il utilise « trois autos et plus » ou un simple vélo. En dehors d'une rubrique surréaliste relative à la dotation de chaque ménage en ordinateur ou « système de traitement de texte » – dernier dada des grosses têtes de l'Institut de statistiques, pour le plus grand désarroi du Belge moyen – le mari infidèle sera perplexé devant le long questionnaire sur l'heure et le lieu de son départ pour le travail...

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Incidents lors de la consécration d'un évêque. – Des calicots, « l'adieu à la silence », et des tracts contestataires ont été marqués, dimanche 14 avril, à la cathédrale Saint-Aubin de Namur, la consécration du nouvel évêque, Mgr André Léonard, en présence de trois mille personnes. De nombreux prêtres du diocèse avaient boycotté la cérémonie. Professeur à l'université catholique de Louvain et président du séminaire de la ville, membre de la Commission théologique internationale du cardinal Ratzinger, le nouvel évêque est réputé pour être l'un des personnalités les plus conservatrices du clergé belge. Sa nomination par Jean-Paul II, en février dernier, avait créé la surprise et suscité de nombreuses campagnes de protestations. Un manifeste avait été publié dans les journaux du groupe *Vers l'avenir*, le premier en Wallonie, signé par plus de 3 000 personnes, prêtres, religieux, professeurs d'université, ministres, comme Pierre Harmel, ministre d'Etat, ainsi que le président du Parti social-chrétien.

ITALIE : vingt-quatre heures après sa formation

## Le nouveau gouvernement est déjà menacé

A peine né dans la douleur, vendredi soir 12 avril (le *Monde* daté 14-15 avril), le cinquantième gouvernement italien de l'après-guerre, dirigé par M. Giulio Andreotti, est entré le jour suivant dans une mini-crise, liée au refus des trois ministres républicains de prendre place au sein du cabinet. Motif de ce coup de théâtre : les portefeuilles qui leur ont été assignés ne sont pas aussi importants que ceux qui leur avaient été promis durant les tractations.

ROME

de notre correspondant

Le président de la République, qui avait accepté la formation de ce septième et précaire gouvernement-Andreotti à contrecœur, s'est réservé de revenir sur sa décision si le Parti républicain se retire de la coalition. M. Francesco Cossiga a notamment laissé entendre qu'il avait donné son aval à un cabinet soutenu par cinq partis et non quatre.

Le « pasticcio » s'est développé autour du ministère des postes, tenu jusqu'ici par un républicain, M. Oscar Mammi. Celui-ci a notamment donné son nom à une loi récente qui limitera les concentrations dans l'audiovisuel, mais dont les décrets d'application ne sont pas encore sortis. Jugant toutefois que M. Mammi était ministre depuis trop longtemps (sept ans), et estimant qu'il était temps pour lui de laisser la place à un autre républicain, le leader du parti, M. Giorgio La Malfa, s'était donc entendu avec M. Andreotti pour que ce soit M. Giuseppe Galasso, qui reprendra, au nom des républicains toujours, le ministère en question. Or, sans en avertir M. La Malfa, le président du conseil a décidé d'offrir le poste à un social-démocrate, M. Carlo Vizzini!

Première humiliation pour un parti qui, s'il recueille un peu moins de 5 % des voix aux diverses

élections, jouit tout de même du soutien de « la famille régnante » en Italie, à savoir les Agnelli, dont Susanna, sœur de Gianni, patron de la Fiat, qui est sénateur. Seconde humiliation, le ministère des affaires régionales et institutionnelles, dirigé jusqu'ici par un autre républicain, M. Antonio Maccanico, s'est vu coupé en deux pour faire une place à un démocrate-chrétien, M. Maccanico se retrouvant avec la portion congrue de son ancien ministère.

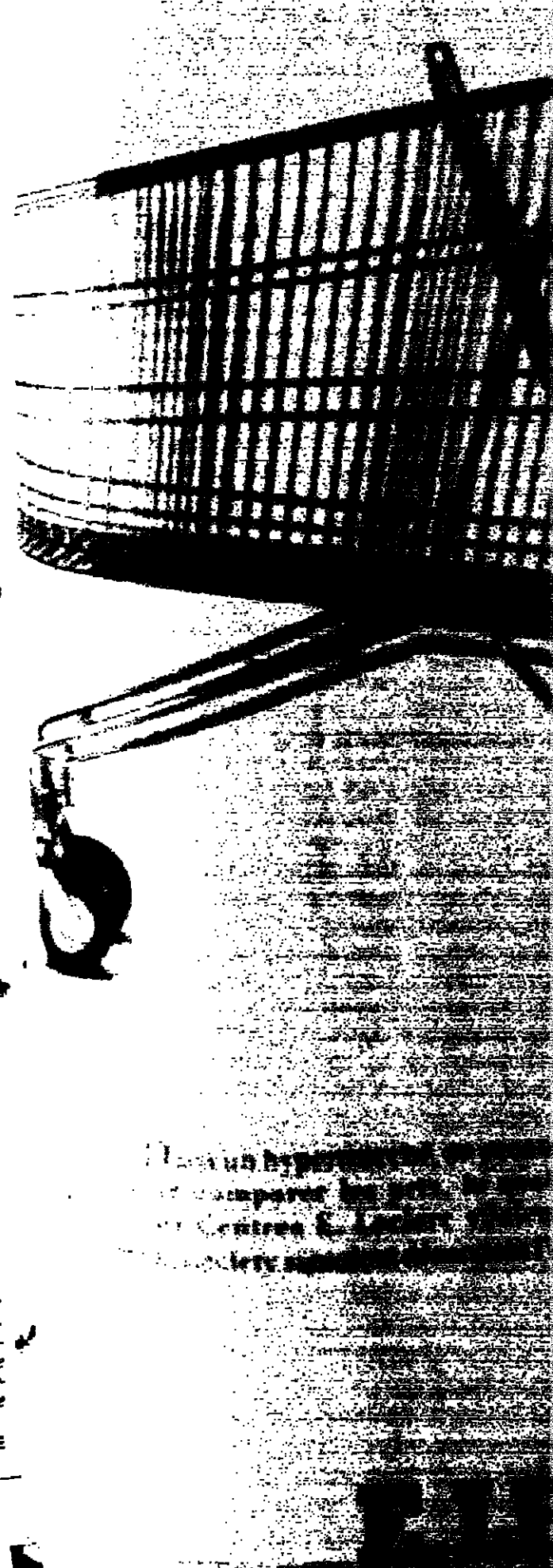
S'estimant trahi et bafoué devant ses pairs par M. Andreotti – « un homme dont je pensais qu'il était de qualité », a-t-il dit – M. Giorgio La Malfa, est allé, samedi, jusqu'à démissionner de ses responsabilités de secrétaire général. On s'attendait bien sûr à ce qu'il revienne sur cette théâtrale décision, lundi. Les socialistes de M. Bettino Craxi, nient être intervenus auprès de M. Andreotti pour empêcher la nomination d'un républicain aux postes de manière à mieux sauvegarder les intérêts de leur industriel préféré, M. Silvio Berlusconi, l'« empereur des ondes ». Les jeux sont ouverts mais, à dix contre un, les « bookmakers » des salles de rédaction pariaient, lundi matin, que tout serait rentré dans l'ordre dans les vingt-quatre heures.

PATRICE CLAUDE

IRLANDE DU NORD : l'IRA revendique deux assassinats. – Un sergent de police, Samuel Ernest McCrum, soixante-deux ans, a été découvert assassiné, samedi 13 avril, dans le magasin d'antiquités de sa femme à Lisburn, à 10 kilomètres au sud de Belfast. Le corps du sergent a été découvert après l'annonce de son assassinat par l'Armée républicaine irlandaise (IRA). L'organisation avait revendiqué un peu plus tôt le meurtre de Ian Joseph Sproule, vingt-trois ans, à son domicile de Castlederg, à une centaine de kilomètres à l'ouest de Belfast. L'IRA a accusé ce jeune homme d'avoir appartenu au groupe paramilitaire protestant l'Ulster Volunteer Force (UVF). (AFP)

سكنا في الاجل

Plus besoin d'être...  
trouver le produit...  
Chez Lerlet,





Plus besoin d'être Grand Castor de l'Orientation  
pour trouver le produit le moins cher de chaque rayon.  
Chez Leclerc, il est clairement indiqué.



Dans un hypermarché, on peut trouver jusqu'à 80 000 articles. Pour faire son choix, le consommateur doit pouvoir comparer les prix, la qualité des produits. C'est indispensable. Mais c'est fastidieux et difficile. Les Centres E. Leclerc veulent jouer la carte de la simplicité. Dans la plupart des rayons, les Centres E. Leclerc signalent désormais l'emplacement de l'article le moins cher: "le premier des moins chers".

**E. LECLERC**

هكذا بين الأقل



(Publicité)

## REFONDATEURS

Déjà, l'époque nous commande d'être inventifs.

Au rythme où croissent les potentialités humaines et s'élargissent les problèmes qu'elles suscitent, dérisoire est de jouer notre destin au pile ou face politique, criminel de sacrifier en masse les individus et les peuples à la monopolisation obstinée des avoirs et des pouvoirs, suicidaire de rabaisser la force de la politique à la politique de force, impardonnable de déshériter les générations à venir par nos imprévoyances planétaires. Contre tous les « après nous le déluge », il est raisonnable, et il est urgent, d'inventer un autre futur.

Voici pourtant qu'un doute majeur vient à peser sur la possibilité de réorienter l'histoire. Et pour cause : à schématiser l'essentiel, la rude leçon qu'elle nous donne n'est-elle pas que partout la voie communiste vers le socialisme a débouché sur la dictature d'une bureaucratie et la voie social-démocrate, sur la gestion du capitalisme ? En sorte que les prémisses bien visibles d'une civilisation différente demeurent prisonnières de formes sociales dépassées qui les inclinent vers le pire.

La guerre du Golfe l'a confirmé, nous vivons une époque de crise où partout les périls se disputent aux promesses. De façon spécifique, nous la vivons à l'échelle de la France. S'il est une nation occidentale dont les luttes populaires et l'héritage républicain, les idées avancées et les conquêtes sociales ont modelé l'identité et ancré la vocation à aller de l'avant, c'est bien la nôtre. Mais cette France-là, aînée du monde, celle des grands combats libérateurs, semble aujourd'hui frappée d'impuissance à concevoir un âge postcapitaliste de la démocratie.

N'est-ce pas cette carence d'horizon qui se lit dans la crise aiguë de la politique, affectant la gauche non moins que la droite ? Voilà dix ans que la gauche est au pouvoir, et l'espoir semble à sec. Là n'est pas le moins inquiétant en cette fin de siècle. Car l'espérance a horreur du vide. A marée basse de la confiance et du combat progressistes, marée haute de l'individualisme et de l'abstention, du nationalisme et de l'extrême droite.

Et pourtant sont nombreuses les forces potentielles d'un retournement de tendance, dans toute leur diversité sociale et culturelle. Qu'est-ce donc qui fait défaut pour leur donner vigueur ?

Nous répondons : ce qui manque en premier, c'est une perspective historique et politique à hauteur de ce nouveau temps — plausible, motivante, fédératrice.

Attentifs aux efforts qui se poursuivent ou s'engagent au sein de mouvements, partis, clubs ou colloques, comme aux apports divers qui nous viennent du monde du travail, de la recherche, de la création, nous croyons à la vertu d'une réflexion dialoguante sur la planète et la cité de demain, clef de toute réponse forte au « Qu'avez-vous ? » d'aujourd'hui.

Il est grand temps de réactualiser l'avenir. Par l'échange sincère des expériences et des idées, par un travail d'approfondissement exigeant et imaginaire, contribuons ensemble à refonder une perspective, une culture, une pratique de transformation sociale dont la dynamique puisse changer la donne.

Les questions à résoudre au niveau du principe viennent d'elles-mêmes, et d'abord :

• Quel monde voulons-nous pour maison commune, renonçant à quelles pratiques inviables, promouvant quelles valeurs universelles, disposant pour cela de quelles organisations internationales, s'attaquant à quelles tâches prioritaires, appelant quelles actions décisives pour prolonger ce que l'immédiat après-guerre froide avait commencé de faire émerger, pour substituer à l'empire de la force et de la guerre un ordre de paix et de droit, à l'anarchie du chaos pour soi une coopération bien réglée du genre humain ?

• Dans quelle société aspirons-nous à vivre, tirant quelles leçons des effondrements d'Europe de l'Est, faisant quel bilan critique du capitalisme, avec quels objectifs fondamentaux de civilisation, quels critères de l'efficacité et de la justice sociale, quelle vision de l'Europe et du rôle de la France, accessibles à travers quel type d'interventions efficaces pour faire prévaloir le développement des personnes sur l'accumulation de la finance et le choix réfléchi des fins sur l'insoutenable glâcis des moyens ?

• De quelle politique rêvons-nous, inspirée par quelle appréciation des institutions actuelles et de la forme-parti, adaptée à quelle époque, visant à quelles transformations constitutionnelles et civiques, faisant quel cas de l'idée autogestionnaire, suscitant quelles formes d'implication personnelle, de mouvement social, de débat national, réclamant quelles initiatives stimulantes pour sceller une nouvelle alliance entre société civile et Etat de droit et ouvrir un nouvel âge de la démocratie ?

Ces vastes questions se traduisent en d'autres dont l'acuité grandit. Celles de l'environnement : quel monde si le type de croissance est destructeur et si la Terre devient inhabitable ? Celles du racisme : quelle société si la couleur de peau peut être une malédiction ? Celles des femmes : quelle démocratie si le pouvoir politique demeure presque exclusivement masculin et l'égalité réelle en droits des citoyennes et des citoyens, de l'entreprise à l'Etat, un horizon inaccessible ?

Cette vaste exigence refondatrice concerne toutes les forces classées à gauche — d'autres aussi. Car la perspective à élaborer, si elle est tout le contraire de neutre, relativise bien des clivages qui ont marqué ce siècle. D'où cette interrogation qui recoupe toutes les autres : quelle sorte inédite d'entente démocratique entre constructeurs d'avenir, libérant la gauche de ses errements, saura créer un nouveau point cardinal de l'espace public, une force motrice pour de prochains temps forts de notre histoire ?

Voilà ce que nous invitons à élucider en commun celles et ceux qui veulent prendre part à cet élan : révoltes de toutes les injustices et les sottises, nouveaux protagonistes de causes ponctuelles ou globales, humanistes de toutes cultures, croyants de toutes foi, militants inlassables — avec ou sans carte — pour un monde meilleur.

Nous engageons avec modestie cet ambitieux projet — et dans la clarté. Chacune, chacune de nous a ses penchants, voire ses attaches, et n'entend point y renoncer. Mais nos insatisfactions nous rapprochent et nos valeurs nous rassemblent pour cette entreprise de bonne foi, étrangère à tout calcul politique ou électoral, allergique à toute récupération.

Cette rencontre pour la refondation de l'avenir, ouverte à qui s'en voudra participant occasionnel ou régulier, sera ce que résoudront ou échoueront à en faire nos libres apports. Rien n'y est prédéterminé, si ce n'est notre ferme propos de la mener aussi loin qu'elle peut aller pour rendre une perspective à l'espoir.

Avril 1991.

André ALLAMY, Louis ASTRE, Mireille BERTRAND, Malek BOULTI, Lydie BROUILLI, Paul CHEMETOV, Monique CHEMILLIER, GENDREAU, Claude CHEYSSON, Pierre-Marie DANQUIGNY, Annie DAVISSE, Albert DETRAZ, DJURA, François DUCASTEL, Gérard DUPEYRAT, Charles FITERMAN, Max GALLO, Mgr. GAILLOT, Jean GIARD, Jacqueline GRUNFELD, Gisèle HALIMI, Joëlle KAUFMANN, Maurice KRIEGLER-VALRIMONT, Anicet LE PORS, Albert LEVY, André MOINE, Georges MONTARON, Robert MONDARGENT, Bernard NOEL, Jack RALITE, Lucien SEVE, Pierre TOUSSENEL, Michel VOVELLE.

Une première rencontre publique de « Refondations » aura lieu vendredi 7 juin à partir de 20 h 30 et samedi 8 juin toute la journée.

Celles et ceux qui souhaitent soutenir cette initiative et y prendre part peuvent adresser leur courrier à André VAREYON, poste restante, 52, rue du Louvre, 75001 Paris.

Des informations complémentaires et une première liste de participants à cette rencontre seront publiées prochainement.

Soutien financier à adresser à M. André VAREYON, rencontre « Refondations », CCP 4 879 04 L, PARIS.

هكذا من الامم

## POLITIQUE

Les projets des minoritaires de la gauche

- M. Fiterman et ses amis lancent un « manifeste » pour une nouvelle « entente démocratique »
- M. Marchais invite la direction du PCF à l'« autocritique »

MM. Charles Fiterman, Anicet Le Pors et Jack Ralite, les trois anciens ministres qui animent le mouvement des communistes « refondateurs », ont rendu public, lundi matin 15 avril, un manifeste politique qui procède d'une démarche ambitieuse. Ses auteurs et ses premiers signataires ne se bornent pas à préconiser une recomposition de la gauche française à partir du constat qu'il y a eu du double échec du communisme et de la social-démocratie, illustré, à leurs yeux, par « la marée basse du combat progressiste » et par « la marée haute de l'individualisme et de l'abstention, du nationalisme et de l'extrême droite ». Ils cherchent à susciter un élan idéologique chez tous « les militants d'un monde meilleur », au-delà des clivages traditionnels, dans une démarche de longue haleine qui puisse ressusciter « l'espoir de gauche » — annihilé, selon eux, par « un parti socialiste au plus fort de sa mésalliance » et un « Parti communiste au plus faible de son audience » — et qui devienne assez soutenue pour ouvrir des perspectives nouvelles de transformation de la société française.

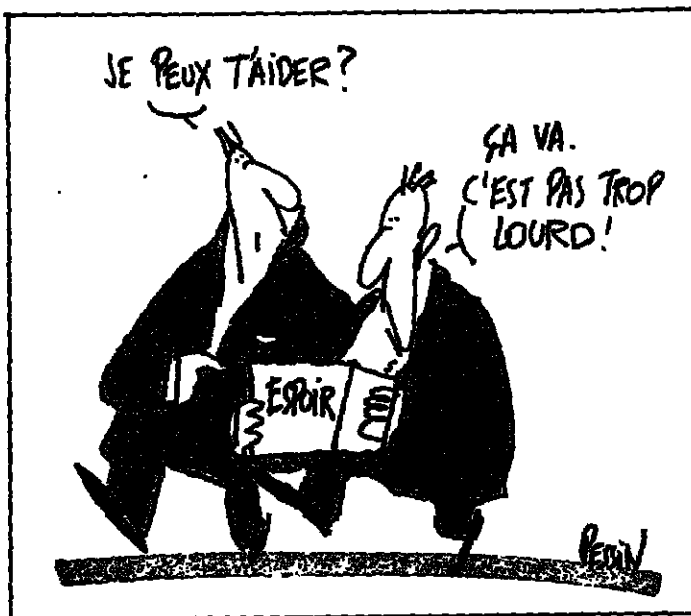
Dans leur esprit, il s'agit, ni plus ni moins, que d'inviter tous les « constructeurs d'avenir » à ébaucher une nouvelle page de l'histoire du mouvement ouvrier, dont les options communiste et socialiste ont abouti à une double impasse : la page d'ouverture de l'« âge postcapitaliste de la démocratie ». MM. Fiterman, Le Pors et Ralite ont déjà le soutien de plusieurs socialistes critiques à l'égard du PS — tels MM. Claude Cheysson et Max Gallo, deux autres anciens ministres — de personnalités syndicales venues de la CGT, de la CFDT, de la FEN ou du SNES, de militants des organisations antiracistes (MRAP, SOS-Racisme), des Verts, de France-Libertés — l'association présidée par M. Danielle Mitterrand —, mais, aussi, de personnalités connues pour leur indépendance d'esprit, comme l'évêque de Dreux, Mgr Jacques Gaillot, le directeur de l'« Émancipation chrétienne », M. Georges Montaron, l'ancien dirigeant FFI Maurice Kriegl-Valrिमонт, ancien député communiste, M. Joëlle Kaufmann, etc., dont les sensibilités diverses résument bien une initiative présentée comme « une entreprise étrangère à tout calcul politique ou électoral, allergique à toute récupération ».

## M. Mauroy évoque un remaniement

M. Pierre Mauroy a souligné, dimanche 14 avril, au « Forum » de la station parisienne Radio J, « la nécessité, tous les deux ou trois ans, en fonction de l'actualité, de procéder à un remaniement partiel ou à un remaniement plus large » du gouvernement. Observant que « ces questions sont de l'autorité du président de la République et du premier ministre », le premier secrétaire du PS a ajouté : « Laissons-les prendre leurs décisions s'ils veulent [en] prendre. » Il a précisé qu'à ses yeux, le « nouvel élan » souhaité par M. François Mitterrand après la guerre du Golfe, « c'est, d'abord, un programme et des idées ».

Le maire de Lille a expliqué sa proposition de transformer en congrès la convention nationale du PS prévue pour adopter, à la fin de cette année, le nouveau « projet » du parti. « Ce que je propose, s'il est dit, c'est que les socialistes, en congrès, rassemblés, disent aux Français : « Voilà notre programme. » (...) Cela vaut la peine qu'il y ait une discussion, mais, de toute manière, en ce qui me concerne, je suis un premier secrétaire de « synthèse ». Le comité directeur du PS doit se prononcer en juin prochain sur la proposition de M. Mauroy.

Libres anciens  
sur les  
**PROVINCES DE FRANCE**  
2 catalogues par an  
Librairie GUÉNÉGAUD  
10, rue de l'Odéon  
75006 Paris  
Tél. : 43-36-07-91



tout calcul politique ou électoral, allergique à toute récupération.

Une deuxième liste de signataires doit être prochainement publiée avant un colloque prévu les 7 et 8 juin à Paris pour jeter les bases d'une « sorte inédite d'entente démocratique » sans que rien soit « prédéterminé ». Annonceant la parution de ce document, M. Le Pors déclarait, samedi 13 avril, au cours d'un débat organisé à Paris par l'Agora 91, réunissant plusieurs clubs et mouvements de gauche : « Chacun doit faire sa propre refondation, qui n'est pas réservée à une catégorie, à un parti ou à un clan. Il faut mettre refondation au pluriel. Ce manifeste résume toute démarche politique entre chefs de file. Il se veut l'esquisse d'une mouvance progressiste, à gauche sans doute mais sans pré-structuration sur cette base ».

## Un nouveau défi

M. Fiterman et ses amis, auxquels s'est rallié M. Mireille Bertrand, ancien membre du bureau politique du PCF, lancent, ainsi, un nouveau défi à la direction de leur propre parti, qui joue avec eux, depuis plusieurs mois, au chat et à la souris. « Je ne me suis jamais senti aussi libre ni aussi déterminé », soulignait l'ancien

ministre des transports dans son entretien au « Monde » daté 24-25 mars. Trois semaines plus tard, M. Fiterman force l'allure. Tout en confirmant sa volonté d'aller jusqu'au bout de sa propre logique, qui le pousse à agir de l'intérieur de son parti, sa démarche rejoint implicitement l'analyse du mouvement des « reconstruc-teurs », qui estiment, eux, derrière le quatrième « mousquetaire » communiste de l'ancien gouvernement de M. Pierre Mauroy, M. Marcel Rigou, que le PCF est trop sclérosé pour que la gauche française puisse en espérer quelque renouveau que ce soit.

« J'éprouve du respect et de la sympathie pour les efforts de nos camarades refondateurs », écrit récemment M. Félix Damette, ancien membre du comité central, animateur des « reconstruc-teurs », mais il ne semble que leur démarche d'opposition interne les place dans une impasse stratégique. MM. Fiterman, Le Pors et Ralite répondent à leurs anciens compagnons d'armes en faisant le pari que la direction du PCF insiste trop sur le « changement » intervenu dans le fonctionnement du parti, depuis le vingt-septième congrès, en décembre dernier, pour pouvoir maintenant prendre le ris-

que de s'opposer frontalement à leur démarche sans se contredire. Les débats du comité central, convoqué jeudi 18 et vendredi 19 avril, diront si M. Georges Marchais et ses partisans sont enclins à courir ce risque.

## Un « petit reproche »

Pour l'instant, paradoxalement, la première réaction du secrétaire général du PCF apporte plutôt de l'eau au moulin des contestataires. Informé succinctement de l'élaboration de ce manifeste, des vœux de M. Fiterman, M. Marchais, qui était, dimanche 14 avril, l'invité du « Forum » de Radio-Monte-Carlo et de l'« Express », s'est montré conciliant avec celui-ci. Il ne lui a fait, a-t-il dit, qu'un « petit reproche » : « Je lui ai dit : je trouve que tu es quand même un peu trop au bord de la route : tu regardes un peu passer le train : tu souhaites que tu participes davantage à la mise en œuvre de la politique démocratique voulue par les communistes. » Conciliant et magnanime, puisque M. Marchais a porté, a priori, l'initiative des « refondateurs » au crédit de la nouvelle « pratique politique » entérinée par le vingt-septième congrès : « Il est tout à fait exclu qu'une sanction d'une quelconque nature intervienne à l'égard d'un camarade sous prétexte qu'il a des désaccords ».

Soucieux de se donner le beau rôle du « meilleur rassembleur » depuis sa réélection triomphale, M. Marchais a même tenu des propos qui justifient pleinement les critiques des « refondateurs », puisqu'il a entendu inviter la direction de son parti à pratiquer dès cette semaine l'autoflagellation : « Il va falloir que la direction du parti procède à une certaine autocritique, du bureau politique au comité central, parce que la nouvelle politique que nous avons élaborée n'est pas mise en œuvre avec la vigueur qui est nécessaire (...). Il y a, incontestablement, un certain manque de hardiesse dans la mise en œuvre de toutes nos décisions. »

Même si le secrétaire général du PCF ne donne pas l'impression de s'inclure dans cette invitation à l'autocritique, le fait est assez exceptionnel pour donner à M. Fiterman et à ses amis une raison supplémentaire de persévérer.

ALAIN ROLLAT

## Au conseil général de l'Isère

## Un socialiste se rallie à M. Carignon

## GRENOBLE

de notre correspondant

M. Gérard Cardin, conseiller général socialiste de Corps (Isère) depuis 1973, a annoncé, lundi 15 avril, son départ du groupe socialiste du conseil général de l'Isère. Il rejoint l'espace nouvelle gauche qui réunit d'anciens élus socialistes et apparentés ainsi que M. Haroun Tazieff, qui fut secrétaire d'Etat chargé des risques majeurs dans le gouvernement de M. Laurent Fabius, et un ancien communiste dissident. Ce groupe constitué en 1988 à l'initiative du président du conseil général de l'Isère, M. Alain Carignon, maire de Grenoble, comprend désormais six élus (1). Indépendants de la majorité départementale (UDF, RPR et non inscrits), les membres

de l'Espace nouvelle gauche apportent régulièrement leur soutien à la politique conduite par M. Carignon.

Le ralliement de M. Cardin, qui fut de 1982 à 1988 président du groupe PS du conseil général et l'un des proches de M. Louis Mermaz, lorsque celui-ci dirigeait, entre 1976 et 1983, le département, est un nouveau succès pour M. Carignon. A la veille des élections municipales de 1989, M. Carignon avait ouvert sa liste à plusieurs personnalités de l'opposition locale, notamment M. Guy Névache, qui fut suppléant de Pierre Mendès France aux législatives de 1967 et de Hubert Dubedout (PS) en 1973 et l'un des responsables socialistes les plus influents du département jusqu'en 1982.

## EN BREF

■ Frédéric Mermaz, fils du ministre de l'Agriculture, se sole à Cabourg. — Frédéric Mermaz, vingt ans, fils de M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture, s'est noyé, dimanche 14 avril, à Cabourg (Calvados), alors qu'il pratiquait le surf. M. François Mitterrand s'est rendu en fin de journée à Cabourg, où il a rejoint M. Mermaz. — (Corresp.)

■ M. Asensi est élu maire de Tremblay-en-France. — M. François Asensi, député communiste « refondateur » de la Seine-Saint-Denis, a été élu maire de Tremblay-en-France, samedi 13 avril, avec le plein des voix des élus de gauche (31 suffrages sur les 38 exprimés). M. Asensi, dont la liste avait emporté au premier tour des élections partielles du 7 avril, avec 57,95 % des suffrages expri-

més, sera assisté de dix adjoints (cinq PC, quatre PS et une personnalité divers gauche). A la suite d'une erreur d'interprétation dans le mode de calcul des sièges à pourvoir à la plus forte moyenne, le préfet, à la demande de M. Asensi, a décidé, le 9 avril, un recours devant le tribunal administratif afin qu'un siège attribué à la liste d'opposition parlementaire puisse revenir à la liste d'union de la gauche. — (Corresp.)

■ M. de Cathen nommé directeur de la communication du RPR. — M. Xavier de Cathen a été nommé, dimanche 14 avril, directeur de la communication au secrétariat général du RPR. M. Lydie Gerbaud, chef du service de presse du RPR, rejoint le service de presse de M. Chirac à la mairie de Paris

où elle s'occupera notamment de ses déplacements en province et des diverses activités dans la capitale.

■ M. de Cathen, né le 19 avril 1952 à Limoges, est entré en 1974 à l'Agence France-Presse. Il était, depuis 1988, journaliste au service politique, chargé de suivre les activités du RPR.

■ Un conseiller général de la Loire quitte le RPR. — M. Jean-Claude Charvin, conseiller général du canton de Rive-de-Gier (Loire), élu en 1985, a quitté le RPR pour rejoindre M. Michèle Barzach et MM. Michel Noir et Jean-Michel Dubernard, M. Charvin, vice-président du conseil général de la Loire, estime que « la gestion des problèmes des gens ne passe plus par la structure des appareils politi-ques ».

5 cantons partielles

Le conseil général de l'Isère est composé de 11 RPR et apparentés, 13 UDF, 8 non inscrits, 6 nouvelle gauche, 13 PS et 7 PC.

Le conseil général de l'Isère est composé de 11 RPR et apparentés, 13 UDF, 8 non inscrits, 6 nouvelle gauche, 13 PS et 7 PC.

Le conseil général de l'Isère est composé de 11 RPR et apparentés, 13 UDF, 8 non inscrits, 6 nouvelle gauche, 13 PS et 7 PC.

Le conseil général de l'Isère est composé de 11 RPR et apparentés, 13 UDF, 8 non inscrits, 6 nouvelle gauche, 13 PS et 7 PC.

Le conseil général de l'Isère est composé de 11 RPR et apparentés, 13 UDF, 8 non inscrits, 6 nouvelle gauche, 13 PS et 7 PC.

Le conseil général de l'Isère est composé de 11 RPR et apparentés, 13 UDF, 8 non inscrits, 6 nouvelle gauche, 13 PS et 7 PC.

Le conseil général de l'Isère est composé de 11 RPR et apparentés, 13 UDF, 8 non inscrits, 6 nouvelle gauche, 13 PS et 7 PC.



# POLITIQUE

Après la dissolution du courant Pasqua

## Le RPR affirme sa cohésion et sa prééminence au sein de l'opposition

Le Conseil national du RPR a adopté, samedi 13 avril, le rapport d'activités et d'orientation présenté par M. Alain Juppé, secrétaire général, par 94,78 % des suffrages exprimés. L'accord d'unanimité avec l'UDF, conclu dans le cadre de l'UDF, a été ratifié. M. Chirac a déclaré : « Je jouerai le jeu de l'union jusqu'au bout. » Il a reçu le soutien de M. Charles Pasqua, qui a annoncé le sabotage de son courant.

Comme les loups, les gaullistes se déchirent entre eux, mais ils chassent toujours en meute. Pendant toute l'histoire agitée du mouvement gaulliste depuis près d'un demi-siècle ce comportement s'est maintes fois répété et les divisions internes n'ont jamais gravement compromis la cohésion globale. Ce phénomène s'est vérifié une fois de plus lors du Conseil national du 13 avril après une année fertile en querelles intestines et en luttes de tendances.

Au titre des déchirements, on a pu percevoir dans la bouche de M. Alain Juppé, secrétaire général, un certain agacement à l'égard des attitudes trop autonomes prises aussi bien par M. Pasqua que par M. Balladur. Et l'on n'a pas entendu l'ancien ministre d'Etat prononcer une seule fois le nom de M. Juppé alors que l'ancien ministre de l'Intérieur lui adressait des éloges appuyés. On a noté également que les amis de M. Pasqua étaient absents, comme MM. Séguin ou Fillon, ou observaient un silence réprobateur, comme MM. Borotra ou Pinte, tandis que le sénateur des Hauts-de-Seine confirmait le sabotage de son courant et apportait avec

éclat son soutien à MM. Chirac et Juppé.

Au titre du comportement de meute, ce Conseil national a illustré le retour à une cohésion certaine du RPR autour de M. Chirac. Les 94,78 % de suffrages recueillis par le rapport de M. Juppé effacent en quelque sorte le score des assises de février 1990 où le courant Pasqua-Séguin avait obtenu quelque 30 % des suffrages. De nombreuses interventions faites à la tribune, il ressort que les délégués souhaitent un développement de la démocratie interne mais non un renforcement des courants puissants, selon M. Balladur, « leur logique pousse à l'extrême n'est que le parent d'ambitions personnelles, comme l'a montré le congrès socialiste de Rennes ». C'est aussi M. Jacques Toubon qui souhaite qu'à la direction nationale « l'âme prenne le pas sur la mécanique ». En développant « le principe de laïcité et national ». C'est également le cas de M. Patrick Devedjian, député des Hauts-de-Seine, qui avait rallié la Force unie de M. Michel Noir mais qui approuve maintenant M. Juppé en l'incitant à élargir le rassemblement pour y assurer plus de diversité.

### M. Pasqua : « L'union est un combat »

Les débats du Conseil national ont mis en lumière que désormais le RPR veut affirmer davantage sa personnalité, mais dans le cadre de l'union de l'opposition, et également durcir ses critiques à l'égard du gouvernement tout en offrant aux électeurs un programme politique concret et crédible. Personne n'a remis en cause l'accord conclu le 10 avril avec l'UDF alors qu'au bureau politique du RPR qui avait précédé il avait été désapprouvé par les amis de M. Pasqua mais non par lui-même. L'intervention

du président du groupe sénatorial en était en conséquence d'autant plus attendue.

M. Pasqua s'est efforcé de montrer que l'accord d'union permettait d'aboutir au résultat qu'il avait souhaité à l'origine, c'est-à-dire la constitution d'un pôle politique RPR à vocation majoritaire alors qu'il s'opposait à l'époque au projet de simple accord électoral entre l'UDF et le RPR. En effet, selon lui, l'adoption du système des « primaires » présidentielles, dont il est un des promoteurs, a tout changé. Car c'est autour du candidat à l'Elysée et surtout du président élu que se constituera « à terme le rassemblement dans un parti unique ». C'est pourquoi, selon lui, « l'union est un combat ». Et il ajoute, en pensant notamment aux élections législatives : « Si nous entrons dans un système à parti unique, ce serait suicidaire ». En conséquence, « la priorité est de rappeler nos propres objectifs, fût-ce de quoi nous deviendrions des centristes. Nous n'avons pas à craindre un grand rassemblement car nous sommes les plus nombreux, les plus ardents et les plus dynamiques. Il faut bien, dans une alliance, un parti qui entraîne les autres. Le RPR peut le faire. » Ce combat dans l'union, les délégués du RPR l'ont ainsi traduit : « Pour placer M. Chirac en position de présidence dans les primaires, le RPR doit, au préalable, gagner sur la gauche davantage de sièges que l'UDF lors des élections législatives. »

Quant au programme, chacun a esquissé quelques lignes qui seront élaborées par le congrès de l'automne (le Monde daté 13-14 avril). Le refus de tout compromis avec l'actuelle majorité a été réaffirmé par M. Juppé et aussi avec force par M. Balladur, qui, en lançant « Div'ans ça suffit », a dressé un réquisitoire de la présidence médi-

terradienne en ces termes : « Aujourd'hui, dix ans après, la France est immobile ; son économie est languissante ; le chômage s'aggrave à croquer de nouveau ; le mal des villes s'étend, dû à l'incurie de l'Etat ; l'immigration accroît l'antagonisme ; l'enseignement est sclérosé. » Il a aussi énuméré dans une litanie ce qui distingue l'opposition des socialistes : « Nous n'avons ni la même conception de l'Etat, ni la même conception de la justice, ni la même conception de la liberté économique, de la sécurité, du progrès social, de la défense ni même de la nation. » Car, pour l'ancien ministre d'Etat, « les socialistes veulent conserver la société française telle qu'elle est pour alourdir le poids de l'Etat et assurer la pérennité de leur pouvoir ». Lui aussi appelle au rassemblement de l'opposition en une « union plus forte et mieux organisée », comme il l'avait fait dans les colonnes du Monde au début de 1988.

Après que plusieurs délégués de la base eurent souhaité un destin présidentiel pour M. Chirac, celui-ci a tiré une brève conclusion en répondant indirectement à leur appel pour assurer : « En ce qui me concerne je jouerai le jeu de l'union jusqu'au bout. » « J'en accepte d'ores et déjà la discipline et le résultat, s'il y a lieu. Je souhaite que tous les candidats à la candidature fassent de même. » Il a rappelé que « l'opposition ne peut gagner que si elle est unie. » Il a condamné « les zébrures internes » et récusé par avance « toute résurgence du vieux rêve de la troisième force » pour affirmer que « sous la conduite des socialistes, la France est menacée de déclin. »

ANDRÉ PASSERON

## Elections cantonales partielles : l'abstentionnisme en recul

Les résultats des scrutins organisés, dimanche 14 avril, dans huit cantons (cinq premiers tours et trois seconds tours), expriment une quasi-stabilité du corps électoral. Toutefois, en sièges, le RPR est bénéficiaire puisqu'il conserve son siège à Compiègne (Oise), gagne celui de Houdeau (Yvelines) détenu par un UDF, et que le candidat qu'il soutenait dès le premier tour à Beaufort-en-Vallée (Maine-et-Loire) est élu en remplacement d'un UDF-CDS. Dans les trois cantons où le premier tour s'est soldé par un ballottage, il n'y a pas eu de changement notable à prévoir. Si l'on excepte les deux cantons (Beaufort-en-Vallée en Maine-et-Loire et Houdeau dans les Yvelines) où il n'y avait qu'un candidat en lice au second tour, l'abstentionnisme, par rapport aux scrutins précédents, diminue fortement (-8,13 points à Trouville dans le Calvados, ou -6,42 à Guérisny dans la Nièvre) ou plus faiblement (-0,81 point à Mayet dans la Sarthe). A Saint-Etienne seulement, la participation est en baisse par rapport à 1988.

**CALVADOS :** canton de Trouville-sur-Mer (1<sup>er</sup> tour). Inscr., 14 374 ; vot., 7 985 ; abst., 44,44 % ; suffr. expr., 7 749. M<sup>me</sup> Anne d'Ornano, UDF-PR, m. de Deauville, 5 396 voix (69,63 %) ; ELU ; M<sup>me</sup> Robert Maulelonde, PS, 1 127 (14,54 %) ; Michel Lamarre, Verts, 838 (10,81 %) ; Gérard Jean, PC, 388 (5 %).

**MAINE-ET-LOIRE :** canton de Beaufort-en-Vallée (2<sup>e</sup> tour). Inscr., 10 457 ; vot., 3 563 ; abst., 65,92 % ; suffr. expr., 2 594. M. Jean-Charles Tanguedeau, m. de Beaufort-en-Vallée, sout. RPR, 2 594 voix (100 %) ; ELU.

**MAINE-ET-LOIRE :** canton de Beaufort-en-Vallée (1<sup>er</sup> tour). Inscr., 11 210 ; vot., 6 477 ; abst., 42,22 % ; suffr. expr., 6 186. M<sup>me</sup> Anne d'Ornano, UDF-PR, m. de Varennes-Vauzelle, 3 545 voix (57,41 %) ; Philippe Gralliot, PS, m. de Montigny-aux-Amonges, 2 354 (38,05 %) ; Pierre Jézéquel, UDF-PR, 560 (9,05 %) ; Hubert Delorme, div., 336 (5,48 %) ; Etienne Sonazzi, FN, 191 (3,08 %) ; Il y a ballottage.

**LOIRE :** canton de Saint-Etienne-nord-ouest (1<sup>er</sup> tour). Inscr., 15 952 ; vot., 5 457 ; abst., 65,79 % ; suffr. expr., 5 346. M<sup>me</sup> Hubert Pouquet, sout. UDF, m. de Villars, 1 971 voix (36,86 %) ; Charles Maléot, PS, cons. mun. de Saint-Etienne, 709 (13,26 %) ; M<sup>me</sup> Marie-Thérèse Patural, div., 590

(11,03 %) ; M<sup>me</sup> Gérard Tournier, FN, 548 (10,25 %) ; Pierre Pécot, PC, 510 (9,53 %) ; M<sup>me</sup> Odette Merley, div., d., 426 (7,96 %) ; M. André Delorme, Association des démocrates, 138 (2,58 %) ; M<sup>me</sup> Anne Bonneville, Verts, 282 (5,27 %) ; M<sup>me</sup> Francis Romier, div., 98 (1,83 %) ; Jacques Bédault, MRG, 74 (1,36 %) ; Il y a ballottage.

**NIÈVRE :** canton de Guérisny (1<sup>er</sup> tour). Inscr., 11 210 ; vot., 6 477 ; abst., 42,22 % ; suffr. expr., 6 186. M<sup>me</sup> Anne d'Ornano, UDF-PR, m. de Varennes-Vauzelle, 3 545 voix (57,41 %) ; Philippe Gralliot, PS, m. de Montigny-aux-Amonges, 2 354 (38,05 %) ; Pierre Jézéquel, UDF-PR, 560 (9,05 %) ; Hubert Delorme, div., 336 (5,48 %) ; Etienne Sonazzi, FN, 191 (3,08 %) ; Il y a ballottage.

**NIÈVRE :** canton de Guérisny (2<sup>e</sup> tour). Inscr., 11 210 ; vot., 6 477 ; abst., 42,22 % ; suffr. expr., 6 186. M<sup>me</sup> Anne d'Ornano, UDF-PR, m. de Varennes-Vauzelle, 3 545 voix (57,41 %) ; Philippe Gralliot, PS, m. de Montigny-aux-Amonges, 2 354 (38,05 %) ; Pierre Jézéquel, UDF-PR, 560 (9,05 %) ; Hubert Delorme, div., 336 (5,48 %) ; Etienne Sonazzi, FN, 191 (3,08 %) ; Il y a ballottage.

**NIÈVRE :** canton de Guérisny (3<sup>e</sup> tour). Inscr., 11 210 ; vot., 6 477 ; abst., 42,22 % ; suffr. expr., 6 186. M<sup>me</sup> Anne d'Ornano, UDF-PR, m. de Varennes-Vauzelle, 3 545 voix (57,41 %) ; Philippe Gralliot, PS, m. de Montigny-aux-Amonges, 2 354 (38,05 %) ; Pierre Jézéquel, UDF-PR, 560 (9,05 %) ; Hubert Delorme, div., 336 (5,48 %) ; Etienne Sonazzi, FN, 191 (3,08 %) ; Il y a ballottage.

**NIÈVRE :** canton de Guérisny (4<sup>e</sup> tour). Inscr., 11 210 ; vot., 6 477 ; abst., 42,22 % ; suffr. expr., 6 186. M<sup>me</sup> Anne d'Ornano, UDF-PR, m. de Varennes-Vauzelle, 3 545 voix (57,41 %) ; Philippe Gralliot, PS, m. de Montigny-aux-Amonges, 2 354 (38,05 %) ; Pierre Jézéquel, UDF-PR, 560 (9,05 %) ; Hubert Delorme, div., 336 (5,48 %) ; Etienne Sonazzi, FN, 191 (3,08 %) ; Il y a ballottage.

**OISE :** canton de Compiègne-nord (2<sup>e</sup> tour). Inscr., 16 472 ; vot., 8 555 ; abst., 48,06 % ; suffr. expr., 7 868. M<sup>me</sup> Anne d'Ornano, UDF-PR, m. de Compiègne, RPR, 4 993 voix (63,45 %) ; ELU ; Bernard Hellat, cons. mun. de Compiègne, PS, 2 875 (36,54 %).

**MAYOTTE :** canton de Chiconi (1<sup>er</sup> tour). Inscr., 1 688 ; vot., 1 427 ; abst., 15,46 % ; suffr. expr., 1 423. M<sup>me</sup> Anne d'Ornano, UDF-PR, m. de Compiègne, RPR, 4 993 voix (63,45 %) ; ELU ; Bernard Hellat, cons. mun. de Compiègne, PS, 2 875 (36,54 %).

**NIÈVRE :** canton de Guérisny (5<sup>e</sup> tour). Inscr., 11 210 ; vot., 6 477 ; abst., 42,22 % ; suffr. expr., 6 186. M<sup>me</sup> Anne d'Ornano, UDF-PR, m. de Varennes-Vauzelle, 3 545 voix (57,41 %) ; Philippe Gralliot, PS, m. de Montigny-aux-Amonges, 2 354 (38,05 %) ; Pierre Jézéquel, UDF-PR, 560 (9,05 %) ; Hubert Delorme, div., 336 (5,48 %) ; Etienne Sonazzi, FN, 191 (3,08 %) ; Il y a ballottage.

**NIÈVRE :** canton de Guérisny (6<sup>e</sup> tour). Inscr., 11 210 ; vot., 6 477 ; abst., 42,22 % ; suffr. expr., 6 186. M<sup>me</sup> Anne d'Ornano, UDF-PR, m. de Varennes-Vauzelle, 3 545 voix (57,41 %) ; Philippe Gralliot, PS, m. de Montigny-aux-Amonges, 2 354 (38,05 %) ; Pierre Jézéquel, UDF-PR, 560 (9,05 %) ; Hubert Delorme, div., 336 (5,48 %) ; Etienne Sonazzi, FN, 191 (3,08 %) ; Il y a ballottage.

**NIÈVRE :** canton de Guérisny (7<sup>e</sup> tour). Inscr., 11 210 ; vot., 6 477 ; abst., 42,22 % ; suffr. expr., 6 186. M<sup>me</sup> Anne d'Ornano, UDF-PR, m. de Varennes-Vauzelle, 3 545 voix (57,41 %) ; Philippe Gralliot, PS, m. de Montigny-aux-Amonges, 2 354 (38,05 %) ; Pierre Jézéquel, UDF-PR, 560 (9,05 %) ; Hubert Delorme, div., 336 (5,48 %) ; Etienne Sonazzi, FN, 191 (3,08 %) ; Il y a ballottage.

**NIÈVRE :** canton de Guérisny (8<sup>e</sup> tour). Inscr., 11 210 ; vot., 6 477 ; abst., 42,22 % ; suffr. expr., 6 186. M<sup>me</sup> Anne d'Ornano, UDF-PR, m. de Varennes-Vauzelle, 3 545 voix (57,41 %) ; Philippe Gralliot, PS, m. de Montigny-aux-Amonges, 2 354 (38,05 %) ; Pierre Jézéquel, UDF-PR, 560 (9,05 %) ; Hubert Delorme, div., 336 (5,48 %) ; Etienne Sonazzi, FN, 191 (3,08 %) ; Il y a ballottage.

**NIÈVRE :** canton de Guérisny (9<sup>e</sup> tour). Inscr., 11 210 ; vot., 6 477 ; abst., 42,22 % ; suffr. expr., 6 186. M<sup>me</sup> Anne d'Ornano, UDF-PR, m. de Varennes-Vauzelle, 3 545 voix (57,41 %) ; Philippe Gralliot, PS, m. de Montigny-aux-Amonges, 2 354 (38,05 %) ; Pierre Jézéquel, UDF-PR, 560 (9,05 %) ; Hubert Delorme, div., 336 (5,48 %) ; Etienne Sonazzi, FN, 191 (3,08 %) ; Il y a ballottage.

**NIÈVRE :** canton de Guérisny (10<sup>e</sup> tour). Inscr., 11 210 ; vot., 6 477 ; abst., 42,22 % ; suffr. expr., 6 186. M<sup>me</sup> Anne d'Ornano, UDF-PR, m. de Varennes-Vauzelle, 3 545 voix (57,41 %) ; Philippe Gralliot, PS, m. de Montigny-aux-Amonges, 2 354 (38,05 %) ; Pierre Jézéquel, UDF-PR, 560 (9,05 %) ; Hubert Delorme, div., 336 (5,48 %) ; Etienne Sonazzi, FN, 191 (3,08 %) ; Il y a ballottage.

**SARthe :** canton de Mayet (1<sup>er</sup> tour). Inscr., 6 277 ; vot., 4 137 ; abst., 34,09 % ; suffr. expr., 3 967. M<sup>me</sup> Anne d'Ornano, UDF-PR, m. de Mayet, 774 (19,51 %) ; Louis Carré, div., g., m. de Vernet-le-Châtel, 772 (19,46 %) ; Maurice Héris, PC, 290 (7,31 %) ; M<sup>me</sup> Anne-Marie Raymond, div., d., 227 (5,72 %) ; M<sup>me</sup> Marie Mot, FN, 101 (2,54 %) ; Il y a ballottage.

**SARthe :** canton de Mayet (2<sup>e</sup> tour). Inscr., 6 277 ; vot., 4 137 ; abst., 34,09 % ; suffr. expr., 3 967. M<sup>me</sup> Anne d'Ornano, UDF-PR, m. de Mayet, 774 (19,51 %) ; Louis Carré, div., g., m. de Vernet-le-Châtel, 772 (19,46 %) ; Maurice Héris, PC, 290 (7,31 %) ; M<sup>me</sup> Anne-Marie Raymond, div., d., 227 (5,72 %) ; M<sup>me</sup> Marie Mot, FN, 101 (2,54 %) ; Il y a ballottage.

**SARthe :** canton de Mayet (3<sup>e</sup> tour). Inscr., 6 277 ; vot., 4 137 ; abst., 34,09 % ; suffr. expr., 3 967. M<sup>me</sup> Anne d'Ornano, UDF-PR, m. de Mayet, 774 (19,51 %) ; Louis Carré, div., g., m. de Vernet-le-Châtel, 772 (19,46 %) ; Maurice Héris, PC, 290 (7,31 %) ; M<sup>me</sup> Anne-Marie Raymond, div., d., 227 (5,72 %) ; M<sup>me</sup> Marie Mot, FN, 101 (2,54 %) ; Il y a ballottage.

**SARthe :** canton de Mayet (4<sup>e</sup> tour). Inscr., 6 277 ; vot., 4 137 ; abst., 34,09 % ; suffr. expr., 3 967. M<sup>me</sup> Anne d'Ornano, UDF-PR, m. de Mayet, 774 (19,51 %) ; Louis Carré, div., g., m. de Vernet-le-Châtel, 772 (19,46 %) ; Maurice Héris, PC, 290 (7,31 %) ; M<sup>me</sup> Anne-Marie Raymond, div., d., 227 (5,72 %) ; M<sup>me</sup> Marie Mot, FN, 101 (2,54 %) ; Il y a ballottage.

**SARthe :** canton de Mayet (5<sup>e</sup> tour). Inscr., 6 277 ; vot., 4 137 ; abst., 34,09 % ; suffr. expr., 3 967. M<sup>me</sup> Anne d'Ornano, UDF-PR, m. de Mayet, 774 (19,51 %) ; Louis Carré, div., g., m. de Vernet-le-Châtel, 772 (19,46 %) ; Maurice Héris, PC, 290 (7,31 %) ; M<sup>me</sup> Anne-Marie Raymond, div., d., 227 (5,72 %) ; M<sup>me</sup> Marie Mot, FN, 101 (2,54 %) ; Il y a ballottage.

**SARthe :** canton de Mayet (6<sup>e</sup> tour). Inscr., 6 277 ; vot., 4 137 ; abst., 34,09 % ; suffr. expr., 3 967. M<sup>me</sup> Anne d'Ornano, UDF-PR, m. de Mayet, 774 (19,51 %) ; Louis Carré, div., g., m. de Vernet-le-Châtel, 772 (19,46 %) ; Maurice Héris, PC, 290 (7,31 %) ; M<sup>me</sup> Anne-Marie Raymond, div., d., 227 (5,72 %) ; M<sup>me</sup> Marie Mot, FN, 101 (2,54 %) ; Il y a ballottage.

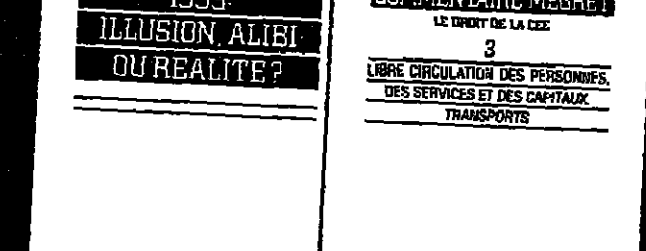
## HORIZON 1993

L'EUROPE SOCIALE 1993 : LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES, DES SERVICES ET DES CAPITAUX-TRANSPORTS

ILLUSION, ALIBI OU REALITE?

E. Vogel-Polsky et J. Vogel

157 F



EDITIONS DE L'UNIVERSITE DE BRUXELLES, DIFFUSION EN FRANCE: VIGOT (PARIS)

## EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities - A.C.B.S.P.

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, CA 94109

## MBA Master of Business Administration

UNIVERSITE A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel : programme américain unique dans son concept, habilité à délivrer le :

Master of Business Administration with an emphasis in international management.

Filière d'admission : 3<sup>e</sup> CYCLE

Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Titulaires de maîtrise, maîtrise.

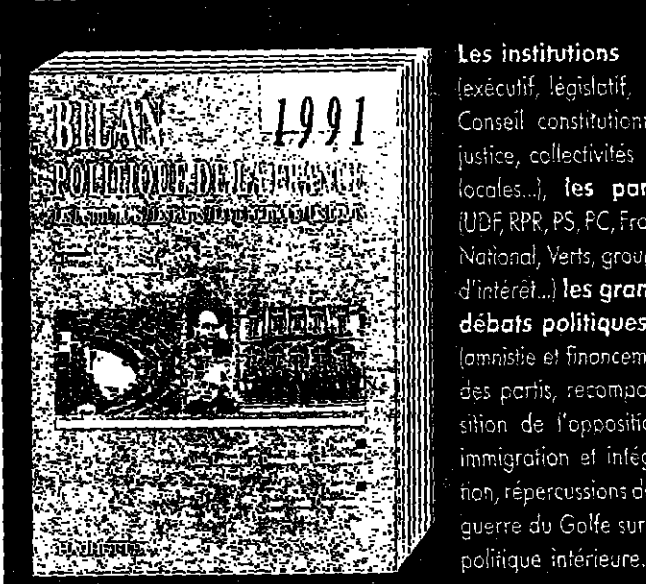
Programme de 12 mois à San Francisco, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au : M.B.A.

Informations et sélections : European University of America 17/25, rue de Chaillet (métro Léna) - 75116 Paris, (1) 40.70.11.71

Comptabilité par European University of America membre du C.A.M.A. - 1029 Pine Street at Van Ness • San Francisco, CA 94109

Programmes associés en Europe et en Asie : Tai Ming, Hong Kong et en Asie : P&D

## Le premier bilan complet de la vie politique en France



Avec, en complément, le tour d'horizon des ouvrages politiques récents, grâce à une trentaine de fiches de lecture, et le rappel des dates marquantes dans la chronologie politique de l'année 1990.

HACHETTE - 256 pages, broché - 99 F

## Le Monde PUBLICITE LITTERAIRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4356

50.000.000



# Deux décès mettent en cause l'innocuité du traitement antisida du professeur Zagury

**108 pages**  
**EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX**



# SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

Après le naufrage du « Haven »

## Les risques majeurs de pollution semblent écartés en Méditerranée

Après avoir brûlé pendant près de trois jours, le pétrolier chypriote Haven a sombré, sans se briser, dimanche 14 avril, en milieu de matinée, par 70 mètres de fond, dans les eaux du golfe de Gênes, à moins de 2 miles à l'ouest du petit port d'Arenzano. Les risques d'une grave pollution des côtes méditerranéennes sont devenus plus limités. Les possibilités de pompage des 80 000 à 100 000 tonnes de brut iranien restées dans les cuves sont désormais à l'étude.

GÈNES

de notre envoyé spécial

L'incendie qui le tourmentait depuis soixante-douze heures a eu raison du Haven, dimanche 14 avril, peu après 10 heures. Au petit matin, une ultime explosion, suivie d'un brusque regain des flammes, avait fait craindre le pire. Puis le pétrolier de 334 mètres, dont on n'apercevait plus que le gouvernail, le cheminée et le château arrière, avait continué à s'enfoncer lentement dans la mer. L'immense champignon noirâtre qui, la veille, obscurcissait totalement le ciel s'était réduit à une mince panache de fumée grise. Le feu mourait peu à peu. Soudain, en quelques minutes, le monstre agonisant était comme aspiré vers le fond, sans vagues ni remous. Le Haven avait sombré corps et biens, échoué sur de hauts fonds sablonneux à moins de 2 miles à l'ouest du petit port d'Arenzano, où il avait été remorqué dans la journée de samedi (le Monde daté 14-15 avril).

Peu après, à bord d'un bateau de pêche, nous étions sur les lieux pour constater que l'essentiel des 40 000 tonnes de brut échappées des flancs du pétrolier. Une fine pellicule d'huile recouvrait la surface de



la mer, formant des irisations et parsemée de nombreuses croûtes sombres de pétrole carbonisé. Sur environ 1 kilomètre carré une flottille d'une quinzaine de bateaux, reliés entre eux par des barrages flottants, encerclait la zone du naufrage. A l'intérieur de cette première ligne de défense, des remorqueurs et des bateaux épurateurs spéciaux étaient déjà en action pour traiter le plus gros de la pollution.

Une semaine d'explorations complémentaires

Ces moyens n'avaient pas permis d'éviter la formation d'une nappe de pétrole dérivante, formée de bandes irrégulières, longue d'une vingtaine de kilomètres et large de 300 à 500 mètres. Malgré des conditions météorologiques très favorables - vent quasi nul et mer calme - celle-ci, transportée, vers l'ouest par le courant ligure, a par-

tiellement souillé, dans la journée de dimanche, une partie des rives du golfe de Gênes, à partir de Verezze. En fin d'après-midi, à la gare maritime de Gênes, le nouveau ministre de la marine marchande, M. Ferdinando Facchiano, se déclarait, toutefois, « beaucoup moins pessimiste » que la veille. Il semblait, en effet, que le Haven ne bloquerait pas le trafic maritime car comme on pouvait le redouter car s'était pas disloqué en s'échouant, aucun afflux massif de brut n'avait été constaté au-dessus de l'épave. Selon le ministre, qui a exclu le recours à des produits dispersants, les hydrocarbures eux-mêmes, 100 000 tonnes de pétrole - un peu moins d'après d'autres sources - resteraient dans les cuves du tanker.

La plupart des experts, dont M. Maurice Aubert, directeur du CERBOM à Nice, considèrent que

l'accident du Haven n'entraînera pas de « pollution majeure ». Pour M. Aubert, « l'évaporation du pétrole sous l'effet du soleil combinée à l'action des bactéries marines va progressivement amoindrir la nappe existante ». Opinion partagée par M. Jean-Claude Sainios, directeur du Centre régional méditerranéen de lutte contre les pollutions marines de Malte : il juge « quasiment nuls » les risques pour les côtes françaises.

Les autorités italiennes, qui ont reçu des offres de service de la CEE et de plusieurs pays membres de la convention de Barcelone - notamment de la France - ont aussitôt étudié la possibilité de récupérer par pompage le pétrole prisonnier des flancs du navire. La société Casella, filiale de l'IRI, spécialisée dans la dépollution, comptait rapidement mettre en œuvre un sous-marin de poche téléguidé, de type ROV (Remote operational vehicle) pour filmer la coque du Haven sous

toutes ses coutures. D'autre part, un bateau support de plongée sous-marine avec, à son bord, une équipe de plongeurs professionnels a été acheminé de Sicile dans la journée de dimanche.

Cette phase préalable d'exploration qui se prolongera pendant une semaine devrait permettre de déterminer l'état exact de la structure du tanker et d'évaluer, par divers moyens, le volume et la composition du pétrole qu'il renferme. Les renseignements recueillis orienteront les opérations de pompage proprement dites, qui s'annoncent délicates. Si les valves du Haven sont hors d'état de fonctionner, il sera nécessaire de pratiquer des ouvertures dans chacun des compartiments du bâtiment. On pense également que celui-ci pourrait présenter des fissures - provoquées par les explosions successives pendant l'incendie - qu'il faudra, d'abord, colmater.

GUY PORTE

### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 13 avril :

#### DES CIRCULAIRES

- Du 9 avril 1991 relatives à la déconcentration des recrutements des fonctionnaires de l'Etat et à la déconcentration de la gestion des personnels de l'Etat.

#### DES DÉCRETS

- Du 10 avril 1991 définissant les conditions de production des apertifs à base de cidre à appellation d'origine contrôlée « pommeau de Normandie ».

- Du 9 avril 1991 portant approbation d'élections à l'Académie des beaux-arts.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 14 avril :

#### DES DÉCRETS

- N° 91-354 du 12 avril 1991 portant transmission du service de la communication et des rela-

tions avec le public en direction de la communication au ministère de l'économie, des finances et du budget.

- Du 12 avril 1991 approuvant les avenants aux conventions de concession passées entre l'Etat et la Compagnie financière et industrielle des autoroutes, les sociétés de l'autoroute de la Côte basque, des autoroutes Rhône-Alpes, des autoroutes du sud de la France, de l'autoroute Esterel-Côte d'Azur, des autoroutes du Nord et de l'Est de la France, de l'autoroute Paris-Normandie, des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, du tunnel routier sous le Mont-Blanc.

- Du 12 avril 1991 approuvant la convention passée entre l'Etat et la Société de l'autoroute Paris-Normandie pour la concession de la construction, de l'entretien et de l'exploitation d'autoroutes.

### CORRESPONDANCE

« Les assises entre principes et dérives »

Une lettre

de M. Jean-Claude Grousse

M. Jean-Claude Grousse, premier président de la cour d'appel de Nancy, nous a adressé la lettre suivante :

Dans l'article « Les assises entre principes et dérives » publié le 26 mars dans le Monde, sous la signature de Maurice Peyrot, il est indiqué qu'à Nancy, lors des débats de l'affaire Weber, le président duré six semaines, le président n'avait « jamais demandé aux jurés s'ils voulaient poser une question ».

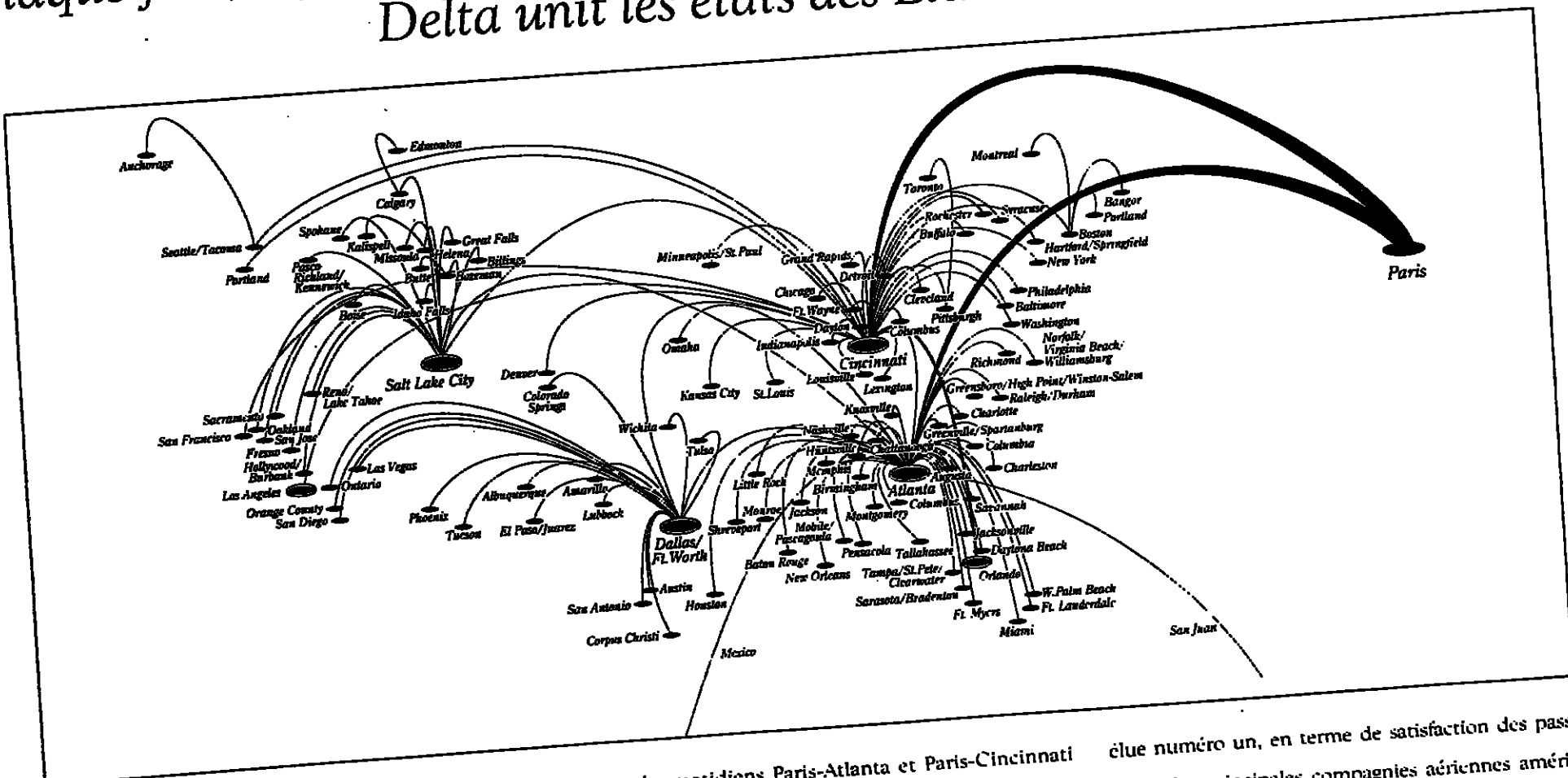
En réalité, il a été procédé de la manière suivante : lors de la réunion de formation des jurés - réunion à laquelle assistait un avocat général et un représentant du bâtonnier du barreau de Nancy - le président a informé les jurés de leur droit de poser des questions tout au long des audiences et les a invités à le faire en rédigeant à son intention, sur des billets, le texte des questions. Il s'agit là d'ailleurs de méthodes couramment utilisées par les présidents de cour d'assises. Et il a été procédé de la sorte lors des débats de l'affaire Weber.

Des questions ont été ainsi régulièrement formulées par écrit, à chacune des nombreuses audiences et verbalement exprimées par le président. Toutes les questions des jurés ont été reproduites.

Il m'apparaît indispensable que ces précisions soient apportées à vos lecteurs. Ceux-ci doivent savoir que les jurés ont exercé, sans restrictions, leur droit de poser des questions.

Il me paraît également indispensable que les questions du jury au président sous la forme de « billets » est manifestement destinée à éviter qu'un juré imprudent émette une opinion qui entraverait son remplacement, l'arbité des débats en souffrirait. Cependant, l'arbité des débats en souffrirait et cet aspect n'a pas échappé au législateur qui a estimé nécessaire de rédiger deux textes distincts : l'article 312 du code de procédure pénale oblige l'avocat général, l'accusé et les avocats à poser des questions « par l'intermédiaire du président ». Mais l'article 311 autorise les assesseurs et les jurés à poser des questions « en demandant la parole au président ». - M.F.P.

Chaque jour, à partir de ses deux vols Paris-Atlanta et Paris-Cincinnati, Delta unit les états des Etats-Unis.



Rien n'est plus beau et plus noble que la passion. Chez Delta Air Lines, la passion est notre métier. C'est pourquoi, pour vous déplacer rapidement et où vous le désirez aux Etats-Unis, nous avons tout simplement fait du pays un immense aéroport en unissant presque tous les états des Etats-Unis. Ainsi, à partir de

\*Statistiques du U.S. Department of Transportation.

nos 2 vols quotidiens Paris-Atlanta et Paris-Cincinnati (en continuation vers Orlando), nous mettons à votre disposition notre fabuleux réseau aérien pour vous emmener vers plus de 240 villes aux Etats-Unis. Et comme toujours, vous vérifierez notre amour du vol à travers le service à bord exemplaire pour lequel Delta est

élue numéro un, en terme de satisfaction des passagers, parmi les principales compagnies aériennes américaines depuis 17 années consécutives. Alors, pour réserver votre prochain voyage aux Etats-Unis, rendez-vous chez votre agent de voyage ou appelez Delta à Paris au (1) 47.68.92.92.

**DELTA AIR LINES**  
Notre amour du métier nous donne des ailes.

هكذا بين الاصل



## SOCIÉTÉ

## ÉDUCATION

Un entretien avec le président de la région Rhône-Alpes

## M. Charles Millon veut « donner aux lycées les moyens de leur autonomie »

Autonomie des établissements, contrats avec les enseignants, formations en alternance, telles sont les grandes lignes du débat qu'ouvre M. Charles Millon, au conseil régional Rhône-Alpes, sur l'actualisation du schéma prévisionnel des formations. Une démarche qui se veut, comme il nous l'a déclaré, « l'amorce d'une décentralisation radicale de l'éducation ».

« Quel bilan dresserez-vous des mutations des lycées depuis que vous en partagez la responsabilité avec l'Etat ? »

« Nous faisons quatre constats. Tout d'abord, nos discussions permanentes avec les professeurs, les enseignants, les parents et les élèves démontrent que le lycée constitue une communauté éducative qui reste engoncée dans un système administratif trop rigide. Tout le monde souhaite, plus ou moins explicitement, pouvoir s'organiser de façon plus autonome. »

« En second lieu, plus personne ne conteste sérieusement la nécessité de développer l'enseignement par alternance. Il faut promouvoir toutes les initiatives permettant de réconcilier l'éducation et le monde économique, afin de mieux adapter les formations à l'emploi. »

« Troisième constat, directement lié au précédent : le système d'orientation actuel conduit trop souvent à des impasses. Un rapport récent du comité économique et social de la région a clairement démontré que ce système est trop exclusivement centré sur les parcours scolaires et qu'il ne prend pas véritablement en compte la dimension professionnelle. »

« Enfin, il existe un profond problème de vie dans les lycées, comme il a bien montré le mouvement de l'automne dernier. Faute de locaux et de moyens, les professeurs ne peuvent pas rencontrer leurs élèves pour les conseiller, les aider, les accompagner dans leur cursus. Les maîtres d'intérieur et d'extérieur ne sont plus assez nombreux. Tout cela explique le sentiment de désertion souvent exprimé par ceux issus de milieux plus défavorisés : le lycée doit offrir une alternative entre la salle de cours et la rue. »

« Ces constats ne sont guère éloignés de ceux que fait aujourd'hui le ministère de l'éducation nationale... »

## COLLOQUE

Devant les Clubs Convaincre

## M. Rocard définit les bases d'une « citoyenneté moderne »

Les clubs rocardiens Convaincre ont célébré le cinquième anniversaire de leur création, en 1986, par un colloque organisé le samedi 13 et dimanche 14 avril, à la Défense, sur le thème « Vers une nouvelle citoyenneté ». Ce colloque avait été préparé, depuis l'automne dernier, par une vingtaine de réunions régionales, qui avaient mobilisé quelque deux mille personnes au total, sous la houlette, notamment, de M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports.

Après avoir participé, samedi, à des « carrefours » avec des ministres et députés proches de M. Michel Rocard, les militants de Convaincre ont entendu, dimanche, un discours du premier ministre, qui a porté au crédit de ces clubs l'idée du revenu minimum d'insertion, celle du crédit d'impôt et celle du référendum communal, ainsi que la proposition d'une évaluation permanente des politiques publiques. M. Rocard a analysé la « crise du politique », qu'il a présentée ainsi : « Les corps intermédiaires ne jouent plus qu'un rôle médiocre. Les partis politiques ne sont pas adaptés aux évolutions de la société, l'influence des syndicats recule - et c'est dangereux - le bénévolat ne fait plus recette dans le monde associatif. C'est à peine si, sans doute grâce à la décentralisation, les maires continuent à jouer un rôle de représentation et de relais social. »

A côté de ce désengagement de la vie publique, M. Rocard s'est dit « frappé de la disponibilité de nos compatriotes pour les causes humanitaires, pour la défense des droits de l'homme, pour tout ce qui touche à l'environnement ou à la protection de la nature ». Jugant « urgent et impérieux d'ouvrir de nouveaux champs d'action et d'intervention à la

citoyenneté moderne », M. Rocard a cité l'environnement, au titre d'un « projet politique », « il n'y a pas de projet politique démocratique, solidaire, respectueux des hommes et de leur avenir s'il n'intègre pas la dimension mondiale de l'écologie ». Observant que « l'écologie ne suffit pas, en elle-même, à échauffer un projet de société », le premier ministre a ajouté : « J'en veux pour preuve les étranges voisinages de tel ou tel dirigeant écologiste pendant la guerre du Golfe - plaçant, pour la non-intervention de la France, aux côtés de ce qu'il y a de plus archaïque du nationalisme dans la société française - ou les récents dérapages verbaux, confinant à l'antisémitisme, de tel de leurs porte-parole (1) ». M. Rocard a insisté, ensuite, sur le « militantisme de la main tendue » envers ceux que menace ou frappe l'exclusion sociale, et sur la nécessaire modernisation de l'entreprise par « la reconnaissance de la place des salariés comme citoyens ».

S'il est vrai, a-t-il déclaré en conclusion, que « les partis politiques n'ont pas su, jusqu'ici, s'adapter aux formes nouvelles de la représentation qui appellent les évolutions culturelles et sociales de notre temps », il ne faut pas oublier que « derrière la sempiternelle critique des partis politiques, il y a toujours [...] la tentation de la pureté impuissante - celle qui avait les matins progress, mais qui n'avait pas de mains - ou la tentation plébiscitaire ».

(1) M. Rocard fait allusion à un texte rédigé par un ancien porte-parole des Verts, M. Jean Bréchet, texte que leur conseil national avait condamné le 7 avril (Le Monde du 9 avril).

SPORTS

## SPORTS

RUGBY : les élections à la fédération française

## Septième mandat pour Albert Ferrasse

Albert Ferrasse a gagné le match le plus difficile de sa carrière. A soixante-trois ans, il a été élu président de la Fédération française de rugby (FFR), samedi 13 avril, à Paris, à l'issue d'une assemblée générale destinée à élire les trente-cinq membres d'un nouveau comité directeur de la FFR. La liste conduite par l'Agénais en association avec Jean Fabre, l'ancien président du Stade toulousain, a remporté vingt-quatre sièges contre onze à celle emmenée par Robert Paparemborde, le manager général du Racing-Club de France. Président depuis 1968, Albert Ferrasse se voit donc offrir un septième mandat. Comme convenu, il s'est engagé à céder la place à Jean Fabre à la fin de l'année.

La victoire de l'équipe Ferrasse-Fabre était envisageable mais certainement pas dans de telles proportions. Elle survient après une campagne électorale très agitée (Le Monde du 9 avril) et devrait mettre un terme à la crise qui secoue le rugby français depuis cinq mois.

Dans l'ensemble, ces élections traduisent un net désir de changement des hommes puisque l'on ne trouve

que onze dirigeants sortants parmi les élus. Les nombreux présidents de comités régionaux qui avaient rallié le camp Paparemborde font les frais de l'opération. De son côté, Albert Ferrasse perd plusieurs de ses amis historiques, les « barons » comme André Moga ou Edmond Persoglio.

Aux dirigeants en place depuis de nombreuses années, les 1 787 clubs représentés (6 842 voix) ont, en fait, préféré des présidents de club en exercice et surtout des anciens internationaux. C'est ainsi que huit « figures » du rugby français ont été élus : le capitaine du premier Grand Chelem (1968), Christian Carrère, partisan du président Ferrasse, obtient le plus grand nombre de voix (3 710) devant le trois-quarts centre Jo Maso (3 674 suffrages, liste Paparemborde).

Parmi les élus on trouve également Claude Dourthe, Michel Crauste, Jean-Pierre Rives, Guy Laporte ou le pilier lourdais Jean-Pierre Garret. Albert Ferrasse ne vient qu'en dix-septième position (3 378 voix), loin derrière Jean Fabre (4 446 voix) et Paparemborde (74 377 voix).

« Je ne m'attendais pas à quelque

chose de serré car je suis optimiste. Je regrette que certains de mes vieux compagnons ne soient pas là », a déclaré Albert Ferrasse. Il a déclaré, par ailleurs, l'engagement pris à l'égard de Jean Fabre. « Dans huit mois je pars, pendant ce temps je vais tout faire pour préparer ma succession, afin qu'il puisse la prendre dans de bonnes conditions, en essayant de faire une équipe et une seule équipe. Une fédération ne peut marcher normalement que s'il y a une équipe soudée. On s'est expliqué avant, maintenant c'est terminé. »

Pour Robert Paparemborde, cette défaite est sans nul doute un échec cuisant. « Je suis déçu comme quand on perd un match mais je suis satisfait aussi que les gens aient voulu renouveler le comité directeur », a-t-il indiqué à l'issue du scrutin. Mais il n'a pas voulu se prononcer, dans l'immédiat, sur l'attitude que son groupe adoptera au sein du comité directeur. Toutefois, la campagne électorale ayant parfois été très virulente, des soubresauts de crise sont encore possibles.

Ph. Br.

## GOLF : le Master

## Première victoire à Augusta pour le Gallois Woosnam

Le Gallois Ian Woosnam, vainqueur dimanche 14 avril de la cinquante-cinquième édition des Masters de golf d'Augusta, a ainsi remporté son premier titre du grand chelem golfique. Rendant une carte de 72 pour un total de 277, soit 11 en-dessous du par, Woosnam termine devant l'Espagnol Jose Maria Olazábal (278) et l'Américain Tom Watson (279).

Au dix-huitième trou, les trois hommes étaient à égalité à 11 en-dessous du par. Woosnam, trente-trois ans, réussissait son putt et signait un an, sur le dernier trou, Olazábal, vingt-cinq ans, et Watson, quarante et un ans, moins adroit sur cette fin de partie, laissent le Gallois s'envoler vers sa première victoire aux Masters pour sa quatrième participation. La victoire de Woosnam, qui avait signé son premier titre sur le circuit américain à la Nouvelle-Orléans il y a deux semaines, n'a fait que confirmer la domination de plus en plus nette des Européens, qui ont remporté les quatre dernières éditions des Masters.

La dernière victoire américaine remonte à 1987 lorsque Larry Mize remporta le tournoi avec un coup superbe en barrage l'Australien Greg Norman.

Les Européens ont remporté six des dix derniers tournois des Masters, avec les victoires de l'Espagnol Seve Ballesteros (1983), de l'Allemand de l'Ouest Bernhard Langer (1985), de l'Ecossais Sandy Lyle (1988) et de l'Anglais Nick Faldo qui était le tenant des titres 1989 et 1990 et qui a terminé cette année seizième.

« Je ne m'attendais pas à quelque

« Bridge : Déco de Charles Goren. Charles Goren, un des grands maîtres américains du bridge, « inventeur » de la méthode de comptage des points la plus utilisée actuellement, est décédé, le 3 avril dernier à Encino (Californie) à l'âge de quatre-vingt-dix ans. Successeur de « Mister Bridge », il a publié une quarantaine d'ouvrages sur ce jeu, dont le fameux « Point-count bridge » en 1949, qui deviendra le livre de référence pour toute une génération de joueurs. Animant des rubriques de journaux, de la presse et à la télévision, Charles Goren a remporté coupes sur coupes pendant des décennies. Il s'était retiré des tournois en 1966. (AFP).

« Bridge : Déco de Charles Goren. Charles Goren, un des grands maîtres américains du bridge, « inventeur » de la méthode de comptage des points la plus utilisée actuellement, est décédé, le 3 avril dernier à Encino (Californie) à l'âge de quatre-vingt-dix ans. Successeur de « Mister Bridge », il a publié une quarantaine d'ouvrages sur ce jeu, dont le fameux « Point-count bridge » en 1949, qui deviendra le livre de référence pour toute une génération de joueurs. Animant des rubriques de journaux, de la presse et à la télévision, Charles Goren a remporté coupes sur coupes pendant des décennies. Il s'était retiré des tournois en 1966. (AFP).

## Résultats

\*Marseille b. Nancy 6-2  
\*Toulouse et Brest 0-0  
\*Cannes b. Paris-SG 2-0  
\*Monaco b. St-Etienne 2-0

Classement : 1. Marseille, 47 pts ; 2. Monaco, 44 pts ; 3. Auxerre, 41 pts ; 4. Cannes, 36 pts ; 5. Lille, 35 pts ; 6. Montpellier, 34 pts ; 7. St-Etienne, 33 pts ; 8. Lyon, 32 pts ; 9. Paris-SG, 30 pts ; 10. Nice, 29 pts ; 11. Bordeaux, 28 pts ; 12. Sochaux, 27 pts ; 13. St-Etienne, 26 pts ; 14. Toulouse, 25 pts ; 15. Nancy, 24 pts ; 16. Rennes, 23 pts.

## Motocyclisme

Vingt-quatre heures de Mans

La Yamaha privée des Français Philippe Monneret, Bruno Bonhuil et Rachel Nicot a été la pionnière aux écuries officielles Kawasaki et Suzuki lors de la quatorzième édition des Vingt-quatre heures du Mans motocyclistes disputées samedi 13 et dimanche 14 avril sur le circuit de la Sarthe. L'équipe privée a devancé deux Kawasaki d'usine, celles de Thierry Crine et d'Alex Viala, tandis que les deux Suzuki officielles étaient contraintes à l'abandon. C'est la troisième victoire d'une moto privée depuis la création de l'épreuve d'endurance en 1978 ; les deux premières avaient eu lieu en 1984 et 1985.

## Natation

Le retour raté de Mark Spitz

Dix-neuf ans après avoir gagné sept médailles d'or aux Jeux olympiques de Munich, l'Américain Mark Spitz, âgé de quarante et un ans, a entrepris de se qualifier pour les Jeux de Barcelone en 1992. Toutefois il n'a pas réussi son premier test : samedi 13 avril, à Mission Viejo (Californie), il a été battu par son compatriote Tom Jager, champion du monde et détenteur du record des 50 m

## CYCLISME : Paris-Roubaix

## Marc Madiot le récidiviste

Six ans après sa première victoire dans la course Paris-Roubaix (RMO), le Français Marc Madiot (RMO) a une nouvelle fois remporté la épreuve de classiques, dimanche 14 avril dans le Nord. Il est arrivé sur la piste du vélodrome de Roubaix avec plus d'une minute d'avance sur le Grenoblois Jean-Claude Colotti (Tonton Tapis) et le Belge Carlo Bomans (Weinmann). Depuis le « double » d'Henri Pelissier en 1919 et 1921, aucun coureur français n'avait réussi à s'imposer à deux reprises. Comme en 1985, Madiot a attaqué dans l'avant-dernier secteur pavé, à une quinzaine de kilomètres de la ligne d'arrivée. Cette tactique s'est révélée payante puisque aucun de ses concurrents n'a pu le rejoindre à l'issue d'une course disputée dans de bonnes conditions météorologiques. A trente-deux ans, le Mayennais signe ainsi l'une des plus belles victoires de sa carrière professionnelle, entamée en 1980 au lendemain des Jeux olympiques de Moscou. « Paris-Roubaix est une course que j'apprécie, que je cours au millimètre », a déclaré ce coureur que certains estimaient « trop vieux » il y a encore quelques semaines.

nage libre, qu'il affrontait sur 50 m papillon : Jager a réalisé 24 s 92 et Spitz 28 s 70. Cette traversée du bassin a néanmoins rapporté 20 000 dollars à Jager et 10 000 à Spitz, qui, le 27 avril, doit se mesurer sur 100 m au championnat olympique de Séoul, Matt Biondi, pour un enjeu de 50 000 dollars.

## Rugby

Championnat de France

Pour la première fois depuis trente et un ans, Agen ne disputera pas la phase finale du championnat de France de rugby. Au moment où le président du club, Guy Basquet, était sorti du comité directeur de la FFR, l'équipe de Pierre Barbazier était tenue en échec par Tarbes (21-12), qui éliminait ainsi le demi-finaliste de l'an passé. Autre absent des phases finales : Grenoble, Castres et Colomiers. Les huitièmes de finale mettront en présence les 28 avril et 5 mai Perpignan et Béziers, Biarritz et Nîmes, Montpellier et Tarbes, Toulouse et Bègles-Bordeaux, Mont-de-Marsan et Narbonne, Brive et Toulouse, Dax et Montferrand, enfin Auch et RC.

## Tennis

Tournoi de Tokyo. - Pour la troisième année consécutive, le Suédois Stefan Edberg, numéro un mondial, s'est imposé dans le tournoi de Tokyo : il a battu en finale le Tchèque Ivan Lendl, classé à la troisième place, 6-1, 7-5, 6-0.

Tournoi d'Amelia-Island. - L'Argentine Gabriela Sabatini a gagné son quatrième tournoi de la saison en battant l'Allemande Steffi Graf en finale du tournoi d'Amelia-Island 7-5, 7-6. Tenante du titre, l'ancienne championne du monde s'est inclinée pour la cinquième fois consécutive face à Gabriela Sabatini.

MOTO 1985	
Classement	Points
1. Honda	178 075 F
2. Yamaha	125 010 F
3. Kawasaki	121 212 F
4. Suzuki	108 284 F

MOTOSPORTS	
Classement	Points
1. Honda	387 180 F
2. Yamaha	298 010 F
3. Kawasaki	295 212 F
4. Suzuki	212 284 F

RESULTATS OFFICIELS







## CINÉMA

## Les dames de Créteil

Le XIII<sup>e</sup> Festival des films de femmes  
a fait découvrir des réalisatrices d'Asie et des retraitées canadiennes

Géraldine Chaplin, Andrea Ferreol, Agnès Varda, le public a applaudi les vedettes auxquelles le XIII<sup>e</sup> Festival de films de femmes qui s'est terminé le 14 avril, a rendu hommage. Cette treizième édition a réuni plus de cent films, venus de trente pays, et quelque quarante réalisatrices y ont assisté. Il a fait découvrir « l'Orient extrême » - Chine, Hongkong, Taïwan, Vietnam, Japon. Un hommage a été rendu aux pionnières, à Alison De Vere, qui, à soixante-trois ans réalise des films d'animation en Grande-Bretagne; à Marie Epstein, scénariste-réalisatrice restée trop longtemps dans l'ombre des trois hommes dont elle était la collaboratrice: son frère Jean, le metteur en scène Jean Benoît-Lévy, et Henri Langlois. Jackie Bueri, déléguée générale du festival, est consciente du travail qui reste à accomplir en Europe, et surtout dans les pays dont la culture empêche l'évolution des femmes. Aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en URSS, les trois permanentes du festival ont des correspondantes. Ailleurs - comme en Asie - elles vont sur place. « Les trois talents, nous les trouvons en

couilles. Ce qui nous intéresse est ce que l'on nous cache. » Les pays où les femmes semblent rencontrer d'énormes difficultés sont l'Inde - premier producteur de films dans le monde - et le Japon, où la caméra vidéo est cependant un objet de consommation courante. Mais les femmes y restent cantonnées dans le documentaire, un domaine qui d'une manière générale, leur est ouvert plus facilement que la fiction.

## Un chef-d'œuvre d'humour et de tendresse

Sybil Schönmann, expulsée de la RDA vers la RFA avant la chute du mur, a reçu le prix du long-métrage documentaire pour son film-catharsis *Le Temps enfermé* (le Monde du 26 février). Le prix du public - ainsi qu'une mention spéciale du jury - est allé à la Canadienne Cynthia Scott, qui, avec des vieilles dames entre soixante-neuf et quatre-vingt-huit ans, a réussi un chef-d'œuvre d'humour et de tendresse. L'idée lui en est venue au cours de ses recherches pour un

documentaire. Elle a visité une maison de retraite et a été fascinée par la vitalité de ces gens - des juifs - rescapés de la guerre et immigrés au Canada. « D'abord, j'ai pensé raconter le mal de la vieillesse, et la façon immonde dont on traite les personnes âgées. Puis, j'ai pensé que leur rendais un meilleur service en m'attachant au potentiel d'énergie, de vitalité et d'expérience qu'elles détiennent. »

Elle a donc construit une intrigue, et il lui a fallu quatre mois d'auditions pour choisir sept vieilles dames venant de milieux très différents - l'une d'elles a pris le voile à vingt-trois ans, l'autre confie être lesbienne... Il y a aussi une lesbienne, que Cynthia Scott a découverte au coin d'une rue. Persuadée qu'elle détenait sa « vedette », elle a mis deux jours pour lui arracher autre chose qu'un sourire. Toutes sont timides, et se demandaient qui peut s'intéresser à une histoire de vieilles dames en excursion, qu'une panne d'autocar réunissant pendant quelques jours dans un abri de fortune, du côté du Mont-Tremblant, au Québec.

Mais mises en confiance, elles ont

retrouvé le plaisir de parler, d'écouter, de rire, de danser, d'exister enfin aux yeux des autres. Et elles ont fini par se confier, en improvisant sur le scénario de leurs vies. « Nous avions un script et des dialogues, mais elles ne les ont jamais lus. Avant chaque tournage, je leur ai simplement décrit la situation, et elles ont inventé le reste », raconte Cynthia Scott. Elle ne s'est pas montrée directive avec ses interprètes, ce qui les a rassurées. Et la fiction leur a servi de protection. « Elles ne m'auraient pas laissé entrer dans leur vie de la même manière si j'avais fait un documentaire. » Se seraient-elles livrées aussi librement dans cette scène où elles parlent de leur vie amoureuse, de leur rêve d'homme idéal... Le désir d'être aimée ne meurt pas.

Lors de la présélection des films canadiens pour le Festival de Cannes, le comité a estimé que la *Compagnie des inconnues* était un film amusant mais pas assez sexy. Avant Créteil, il est quand même allé à Venise, et à Mannheim où il a obtenu le Grand Prix.

BRIGITTE PATZOLD

## ARTS

## Vingt toiles de Van Gogh volées et retrouvées trente-cinq minutes plus tard...

## AMSTERDAM

de notre correspondant

En débrouillant, dimanche 14 avril, vingt toiles de Vincent Van Gogh au musée du même nom à Amsterdam, deux inconnus ont commis un vol d'œuvres d'art qui est le plus spectaculaire de ces dernières années, mais aussi l'un des plus enfantins et surtout le plus rapidement éclairci. La police néerlandaise a en effet retrouvé la totalité des tableaux, dont trois gravement endommagés (1) trente-cinq minutes seulement après que l'alerte eut été donnée.

Il était 4 h 48 lorsque la police d'Amsterdam a été prévenue du vol par la société privée assurant la surveillance du musée, et 5 h 23 lorsqu'une voiture de patrouille repéra la Volkswagen Passat à bord de laquelle les malfaiteurs avaient pris la fuite. Le véhicule était garé aux abords de la gare Amstel, à moins de dix minutes de route du musée, déserté par ses occupants mais toujours chargé de leur fabuleux - bien qu'invendable - butin, entassé dans deux sacs à costumes et un sac de sport.

Les malfaiteurs ont-ils été déran-

gés au moment de changer de véhicule? D'éventuels complices étaient-ils absents au rendez-vous? Ont-ils eux-mêmes pris subitement conscience de l'énormité de leur forfait? Leur renoncement est en tout cas inexplicable, de même le fait qu'ils aient quitté le musée Van Gogh en enfermant dans une pièce, mais sans les ligoter, les deux gardiens et en empruntant la voiture d'un de leurs otages, qui put facilement en communiquer le numéro d'immatriculation!

On croirait presque à un gag si le coup ne donnait pas par ailleurs l'impression d'avoir été méthodiquement préparé. L'absence de toute trace d'effraction incite la police à supposer que l'un des malfaiteurs s'était laissé enfermer dans le musée samedi soir.

A 3 heures du matin, il sortait de sa cachette, neutralisant sous la menace d'une arme à feu les deux seuls gardiens présents et les contraignant à débrancher le système d'alarme avant d'ouvrir une porte de service à son complice. Il ne restait plus au duo qu'à se servir, en toute tranquillité: la mise hors service de l'alarme n'a pas été détectée, pour une raison encore obscure, au central de la société de gardiennage et elle a eu pour effet de « décaler » les toiles.

« Un maillon de la chaîne de sécurité n'a pas fonctionné », a pudiquement constaté le directeur du musée, M. Ronald De Leeuw. Victime du cinquième vol commis en moins de trois ans dans les grands musées néerlandais (2), son établissement avait pourtant été rénové de fond en comble à l'occasion de la rétrospective Van Gogh, organisée l'an dernier.

M. Leeuw s'est refusé à préciser combien avait alors coûté la révision du système d'alarme. Il a même tenté de minimiser les conséquences du vol sur la réputation du musée en soulignant qu'aucune des dix-sept œuvres volées, œuvres de peintres néerlandais de la période 1880-1895 actuellement exposées et dont beaucoup ont été prêtées par des musées et des particuliers néerlandais n'avaient souffert.

Mais M. Leeuw a admis qu'il devrait sans doute s'employer à convaincre les futurs prêteurs de faire confiance au musée Van Gogh. D'autant que la police a attendu près de neuf heures avant de dévoiler la récupération rapide des toiles, laissant ainsi les radios et les télévisions du monde entier faire dimanche leurs choux gras du « casse du siècle ».

CHRISTIAN CHARTIER

(1) Il s'agit de *Nature morte avec bible*, *Nature morte avec citrons, poires et raisins*, et de *Champ de blé au coucher*. Ces trois toiles pourront être restaurées. Parmi les dix-sept autres œuvres volées, figuraient notamment *Les Mangeurs de pommes de terre* (version finale), l'*Autoportrait en tant que peintre*, le *Pont de Langlois*, la *Chambre à coucher*, de Vincent à Arles, et le *Semeur*.

(2) Sixième musée d'Amsterdam, le 20 mai 1988 (trois tableaux dont un Van Gogh, retrouvés); Kröller-Müller d'Otterlo, le 13 décembre 1988 (trois Van Gogh, retrouvés); le Musée du Nord-Brabant, à Bois-le-Duc, le 28 juin 1990 (trois Van Gogh, non retrouvés); et le Rijksmuseum d'Amsterdam, le 7 avril 1991 (une statuette non retrouvée malgré la fermeture immédiate du musée et la fouille systématique de tous les visiteurs alors présents).

## MUSIQUES

## Les adieux de Georg Solti

Suite de la première page

Des boutiques vendent des grandes tasses à café, des t-shirts, des gadgets célébrant la centième saison du plus américain des grands orchestres d'Amérique du Nord. Alors, depuis longtemps, il n'y a plus une place à vendre. Même à 100 dollars, elles sont vite parties. Le soir de la première, il s'en négociera à 500 au marché noir, devant le Chicago Symphony Hall, cette bâtisse sans âge, à la façade de brique et de pierre beige.

La foule entre sans se presser, regardant avec un regard plein de commisération les rares fumeurs qui grillent une dernière cigarette quelques minutes avant l'heure fatidique. Si l'on ne fume plus dans ce pays, on mange des bonbons offerts - cinq parfums au choix - à chaque étage, comme on offre le livret bilingue et un programme de cent vingt-quatre pages au public.

Pénétrant dans cette salle, on est surpris par sa forme inhabituelle. Elle semble aussi large que profonde, sorte de carré aux côtés arrondis. La quasi-totalité des places sont au balcon qui grimpe raide. En contre-bas, face à quelques rangs de sièges, l'orchestre et les chœurs prennent place dans un ovale si étroit que pour l'occasion le proscenium a dû être agrandi.

Les musiciens, les chœurs sont installés, les chanteurs entrent. Solti s'installe. Dès les premières notes de l'opéra du vieux Verdi, nous sommes en plein drame, la musique est violente, des brimborions de thème s'élancent, de l'extrême grave au suraigu.

L'orchestre est d'une clarté parfaite, comme sur les disques Decca, dont l'équipe technique et artistique a fait le voyage pour immortaliser ces adieux et cette prise de rôle. Elle n'aura que quatre représentations pour réaliser



Pour son « Otello », Georg Solti a réuni avec Pavarotti et Te Kanawa une distribution luxueuse

cette intégrale historique: les 8 et 12 avril, ici même à Chicago, les 16 et 19 avril au Carnegie Hall, à New-York.

Solti est tout à son aise pour diriger un tel ouvrage, la violence, les assauts lui vont bien. Il sait porter un plateau à l'incandescence. Le geste précis, sec, il donne les départs. De la main gauche, il arrondit les angles. Assis entre les chœurs et l'orchestre, les chanteurs attendent assis sur des chaises. Pavarotti a droit à un fauteuil - corpulence oblige - perché sur une estrade. A sa droite, une petite table sur laquelle il a installé un petit pique-nique: boîtes de pilules, eau minérale, gâteaux. Il toussote, s'éponge le front, boit, grignote, s'éponge son célèbre foulard bleu et rouge. Il a tout du boxeur avant le douzième round.

## La plus parfaite des techniques de chant

C'est un grand jour pour le ténor italien. Il a le trac. Le rôle d'Otello a des exigences qui ne sont pas dans sa voix. Il les a, (du si grave au do aigu), il les a, c'est certain. Ce qui lui manque, si l'on s'en tient à la tradition d'un rôle qui n'a jamais été mieux chanté que par Lauritz Melchior, Ramon Vinay et Jon Vickers, qui furent aussi de grands Tristan ou de grands Samson, c'est un timbre corsé, une projection, un héroïsme que Plácido Domingo clairoirne aujourd'hui de sa voix fatiguée, pour ne pas avoir été suffisamment ménagée sur les scènes du monde entier.

« Esultate! », Pavarotti se lève et lance sa première réplique. La pauvre chose effondrée tout à l'heure dans son fauteuil est maintenant rive à son pupitre. Lui grimpé? Cela ne s'entend pas, ou si peu. Pavarotti a cinquante-cinq ans, et sa voix affiche une santé que ses jeunes confrères envient.

C'est que le ténor italien, à l'exemple d'Alfredo Kraus et, autrefois, de Carlo Bergonzi, est en possession de la plus parfaite des techniques de chant, de cette technique qui permet tout à ceux qui savent attendre le moment de leur carrière où il leur sera possible d'aborder tel ou tel rôle. Et celui d'Otello est le couronne-

ment d'une carrière de ténor. Des problèmes vocaux, Pavarotti en aura au cours de la représentation.

Vers la fin de l'acte II, il préférera sauter une réplique plutôt que de casser la voix, avant de donner un de ces formidables coups de collier qui terrassent le public avant d'entrer dans la légende de l'opéra. Admirable chanteur en vérité, qui peut tout, et même ne pas faire d'Otello une brute épaissie, mais un homme à qui le venin instillé par Iago fait perdre la raison.

Leo Nucci est un lagon conventionnel, assez méchant pour être crédible. Il manque toutefois de noirceur insistante. Du coup, l'opéra qui faillit s'appeler *Iago* se rééquilibre vers Otello et Desdémone. Kiri Te Kanawa, en robe blanche, de mousseline blanche, épaule à la Grace Kelly, chante avec une douceur qui n'est pas sans rappeler Victoria de Los Angeles. Sa Desdémone est parfaite sur tous les plans. Elle a bien ses petites pastilles prêtes d'opéra, elle paraît à peine fatiguée (juste ce qu'il faut pour l'émouvoir encore).

Sa voix ne connaît pas la moindre défaillance. Cassio est chanté par Anthony-Rolfe Johnson, un chanteur qui a connu quelques problèmes vocaux à une époque de sa carrière et qui, ce soir, les surmonte sans peine. Il ne manque ni de vaillance, ni de subtilité. Il a chanté Mozart, le répertoire baroque, Britten. Cela s'entend.

## Terrassé par la fièvre

L'Emilia d'Elzbieta Ardam est une surprise. Cette chanteuse est peu connue. Elle devrait l'être davantage. Ardam est excellente dans toutes les situations, capable de plier sa voix aux exigences du rôle et à la fin de couvrir de sa voix Iago, son épouvantable mari. Les autres rôles sont moins bien tenus, surtout celui de Roderigo (John Keyes). Il n'est pas enrhumé, mais il chante comme s'il l'était.

Après le premier acte, Solti a dirigé assis, terrassé par la fièvre, ce qui ne l'a pas empêché de faire de la musique comme à son habitude: de façon presque parfaite: de façon presque parfaite techniquement, électrique (il a été

l'assistant de Toscanini dans sa jeunesse), un peu sèche et bruyante parfois.

Mais dans la prière de Desdémone et dans les dernières mesures de l'opéra, il a mis beaucoup d'émotion et de délicatesse. Solti n'est pas revenu saluer, mais H. S. pour le coup. C'est Margaret Hillis, la patronne des chœurs de Chicago, qui l'a fait pour lui. Son triomphe personnel fut bien mérité. Depuis la glorieuse époque du Chœur Philharmonia de Londres, nous n'avions entendu d'un chœur si homogène, juste. Tellement parfait qu'à un moment on aurait presque confondu leur chant avec des pizzicatos.

Sir Georg Solti faisait ses adieux à un orchestre qui, sous l'impulsion de Fritz Reiner (un autre Hongrois « féroce ») bâtisseur d'orchestre) avait établi sa renommée internationale. Il l'a encore élargie grâce à une cinquantaine d'enregistrements publiés par Decca dans des conditions sonores exemplaires. Daniel Barenboim et la marque française Erato prennent leur suite. A eux de faire fructifier l'héritage.

ALAIN LOMPECH

Decca vient de publier « Les grands chœurs de Verdi », par les Chœurs et l'Orchestre de Chicago, dirigés par Georg Solti et Margaret Hillis. Erato vient de publier son premier disque enregistré à Chicago avec Daniel Barenboim. Il est consacré à *Till Eulenspiegel* et à *Une vie de héros* de Richard Strauss.

I. Wallerstein  
Le capitalisme  
historique

REPÈRES

P. N. Giraud  
L'économie mondiale  
des matières  
premières

REPÈRES

A. Chevallier  
Le pétrole

REPÈRES

128 p., 42 F., 100 titres  
LA DÉCOUVERTE

BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES  
PHILOSOPHIE - HISTOIRE  
POLITIQUE

Bulletin sur demande

72, rue des Saints-Pères  
75007 Paris - Tél. : 45-48-80-28

# Mors Série

## le nouvel Observateur

### LA FRANCE ET LES ARABES

#### LA FRANCE A-T-ELLE UNE POLITIQUE ARABE ?

L'avenir de la France passe par ses rapports avec les Arabes, à l'extérieur comme à l'intérieur. Pour comprendre ce défi, d'Alger à Sartrouville, de Charles Martel à la guerre du Golfe, de Chateaubriand à la musique raï, des beurs aux harkis, les plus grandes signatures françaises et arabes révèlent les mille et une facettes des relations entre la France et les Arabes.

En vente 30F chez votre marchand de journaux

Vous avez entre 18 et 30 ans,  
vous pouvez obtenir l'une  
des bourses offertes par la

Fondation  
HACHETTE

Jeune écrivain 150 000 F

Jeune journaliste  
presse écrite 60 000 F

Jeune reporter  
photographe 80 000 F

Jeune réalisateur TV 200 000 F

Jeune producteur cinéma 300 000 F

TAPEZ 3615 HACHETTE 91



# SPECTACLES

LUNDI 15 AVRIL

## CINÉMAS

### CENTRE GEORGES-POMPIDOU

#### SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Les Cinémas d'Asie centrale soviétique : l'Express transsibérien (1977, v.o. traduction simultanée), d'Eldor Ouzbaev, 14 h 30 ; Jorgo (1980, v.o. traduction simultanée), de Karel Abdykoulou, 17 h 30 ; Coup de feu au col Karach (1988, v.o. s.t.f.), de Boris Chantchev, 20 h 30.

#### LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (v.o.) : Cinémas, 4 (43-33-10-82) ; ALICE (v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Danton, 6 (45-74-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-95-40) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

#### ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (v.o.)

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (47-70-35-43) ; Pathe Impérial, 2 (47-42-33-88) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-55-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (43-81-94-94) ; Mistral, 14 (43-39-52-43) ; Pathe Montparnasse, 15 (45-74-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### LES ARNAQUEURS (v.o.)

Cincoches, 6 (46-33-10-82) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34).

#### ALOUJOURHUI PEUT-ÊTRE... (v.o.)

Sept Passions, 15 (42-30-32-20).

#### AUX YEUX DU MONDE (v.o.)

Sept Passions, 15 (42-30-32-20) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-08) ; Gaumont Parnasse, 13 (45-81-94-94) ; Gaumont Aléa, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.)

Latina, 6 (42-78-47-88) ; Le Berry Zebra, 11 (43-57-51-55).

#### BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iranien, v.o.)

Utopia Champollion, 5 (43-26-84-85).

#### BONS BAISERS D'HOLLYWOOD (v.o.)

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Pathe Marignan-Concorde, 4 (43-59-92-82) ; Sept Passions, 15 (42-30-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathe Francais, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A.)

Cincoches, 6 (46-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (47-70-35-43) ; Pathe Impérial, 2 (47-42-33-88) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-55-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (43-81-94-94) ; Mistral, 14 (43-39-52-43) ; Pathe Montparnasse, 15 (45-74-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.)

Studio des Ursulines, 5 (43-27-19-09) ; Gaumont Aléa, 14 (43-35-30-40) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### COUPS POUR COUPS (v.o.)

UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### CYRANO DE BERGERAC (Fr.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathe Impérial, 2 (47-42-33-88) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (47-70-35-43) ; Pathe Impérial, 2 (47-42-33-88) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-55-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (43-81-94-94) ; Mistral, 14 (43-39-52-43) ; Pathe Montparnasse, 15 (45-74-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### DANSE AVEC LES LOUPS (A.)

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-33-88) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Opéra, 8 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.)

14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-84-85) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (47-70-35-43) ; Pathe Impérial, 2 (47-42-33-88) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-55-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (43-81-94-94) ; Mistral, 14 (43-39-52-43) ; Pathe Montparnasse, 15 (45-74-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.)

Studio des Ursulines, 5 (43-27-19-09) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### GREEN CARD (A., v.o.)

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### HALFMOON (Fr., v.o.)

UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### HAVANA (A., v.o.)

UGC Triomphe, 6 (45-74-93-40) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### HENRY & JUNE (v.o.)

Cincoches, 6 (46-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (47-70-35-43) ; Pathe Impérial, 2 (47-42-33-88) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-55-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (43-81-94-94) ; Mistral, 14 (43-39-52-43) ; Pathe Montparnasse, 15 (45-74-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (v.o.)

Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (47-70-35-43) ; Pathe Impérial, 2 (47-42-33-88) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-55-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (43-81-94-94) ; Mistral, 14 (43-39-52-43) ; Pathe Montparnasse, 15 (45-74-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### HISTOIRE D'UN FOU (v.o.)

Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### HOT SPOT (v.o.)

UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### L'INDOCHINOISE LÉGÈRE (v.o.)

UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### LE JOUR DES ROIS (Fr.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathe Impérial, 2 (47-42-33-88) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (47-70-35-43) ; Pathe Impérial, 2 (47-42-33-88) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-55-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (43-81-94-94) ; Mistral, 14 (43-39-52-43) ; Pathe Montparnasse, 15 (45-74-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### LES FILMS NOUVEAUX

EDWARD AUX MAINS D'AR- GENT. Film américain de Tim Burton, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-95-40) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

#### PLAISIR D'AMOUR. Film français de Nelly Kaplan

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Impérial, 2 (47-42-33-88) ; Pathe Hauteville, 2 (47-42-33-88) ; Pathe Marignan-Concorde, 4 (43-59-92-82) ; Sept Passions, 15 (42-30-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathe Francais, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### POUR SACHA. Film français d'Alexandre Arcady

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.)

14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-84-85) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (47-70-35-43) ; Pathe Impérial, 2 (47-42-33-88) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-55-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (43-81-94-94) ; Mistral, 14 (43-39-52-43) ; Pathe Montparnasse, 15 (45-74-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.)

Studio des Ursulines, 5 (43-27-19-09) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### GREEN CARD (A., v.o.)

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### HALFMOON (Fr., v.o.)

UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### HAVANA (A., v.o.)

UGC Triomphe, 6 (45-74-93-40) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### HENRY & JUNE (v.o.)

Cincoches, 6 (46-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (47-70-35-43) ; Pathe Impérial, 2 (47-42-33-88) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-55-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (43-81-94-94) ; Mistral, 14 (43-39-52-43) ; Pathe Montparnasse, 15 (45-74-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (v.o.)

Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (47-70-35-43) ; Pathe Impérial, 2 (47-42-33-88) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-55-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (43-81-94-94) ; Mistral, 14 (43-39-52-43) ; Pathe Montparnasse, 15 (45-74-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### HISTOIRE D'UN FOU (v.o.)

Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### HOT SPOT (v.o.)

UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### L'INDOCHINOISE LÉGÈRE (v.o.)

UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### LE JOUR DES ROIS (Fr.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathe Impérial, 2 (47-42-33-88) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (47-70-35-43) ; Pathe Impérial, 2 (47-42-33-88) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-55-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (43-81-94-94) ; Mistral, 14 (43-39-52-43) ; Pathe Montparnasse, 15 (45-74-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### LES FILMS NOUVEAUX

EDWARD AUX MAINS D'AR- GENT. Film américain de Tim Burton, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-95-40) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

#### PLAISIR D'AMOUR. Film français de Nelly Kaplan

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Impérial, 2 (47-42-33-88) ; Pathe Hauteville, 2 (47-42-33-88) ; Pathe Marignan-Concorde, 4 (43-59-92-82) ; Sept Passions, 15 (42-30-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathe Francais, 15 (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### POUR SACHA. Film français d'Alexandre Arcady

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.)

14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-84-85) ; Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (47-70-35-43) ; Pathe Impérial, 2 (47-42-33-88) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-55-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (43-81-94-94) ; Mistral, 14 (43-39-52-43) ; Pathe Montparnasse, 15 (45-74-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.)

Studio des Ursulines, 5 (43-27-19-09) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### GREEN CARD (A., v.o.)

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### HALFMOON (Fr., v.o.)

UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### HAVANA (A., v.o.)

UGC Triomphe, 6 (45-74-93-40) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Biarritz, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-80).

#### HENRY & JUNE (v.o.)

Cincoches, 6 (46-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (47-70-35-43) ; Pathe Impérial, 2 (47-42-33-88) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-55-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (43-81-94-94) ; Mistral, 14 (43-39-52-43) ; Pathe Montparnasse, 15 (45-74-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ;



## CARNET DU Monde

## Décès

M. et M<sup>me</sup> Ghislain de Beaucé, Pamela, Franck, Vivien et Solène, M. et M<sup>me</sup> Thierry de Beaucé, Esther et Bénédicte, M. et M<sup>me</sup> Gonzague de Beaucé, Augustin, Nicolas, Philippe et Sophie, M. et M<sup>me</sup> Roland de Beaucé, Clémence et Hadrien, M. et M<sup>me</sup> Raymond de Beaucé, Marie, Simon et Paul, ses enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Jeanine Gaillard, ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

M. Bertrand de BEAUCÉ,

le 12 avril 1991.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 16 avril, à 15 h 30, en l'église de Douzillac (Dordogne), suivie de l'inhumation.

Une messe, à sa mémoire, sera célébrée ultérieurement à Paris.

Jean Goldziuk a la douleur d'annoncer la mort, à Varsovie, de son père

Samuel GOLDZIUK, alias Edouard Kowalski, alias Tcharny.

Il fut de ces égarés clandestins à qui la mémoire française doit quelque chose. Il n'en tira ni gloire ni profit, seulement une interdiction de séjour. Que son grand rêve l'enveloppe dans ses plis.

**CARNET DU MONDE**  
Renseignements :  
40-65-29-94

- Lyon.

Jean-Claude et Catherine Lasserre-Rochat et leurs enfants, Christiane Lasserre et Jean-Pierre Lavina, Henri et Catherine Lasserre Aeschmann et leurs enfants, Julien Marchyille et ses enfants, Christine Marchyille, Les familles Marchyille, Lhomme et Lasserre, font part du décès de

Geneviève LASSERRE,

née Marchyille,

dans sa quatre-vingtième année.

Le service religieux aura lieu au temple du Change, Lyon-5<sup>e</sup>, le samedi 20 avril, à 10 h 30.

« Il me fait repenser dans de vifs souvenirs, il me dirige vers des vifs souvenirs. »

Ps. XXIII, V. 2.

16, allée de la Crétaz, 69130 Ecully, 2660, route de Strasbourg, 69140 Rillieux.

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94  
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 92 F  
Abonnés et actionnaires ..... 80 F  
Communicat. diverses ..... 95 F  
Thèses étudiants ..... 50 F

M<sup>me</sup> André Roussille, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Claude Renard, M. et M<sup>me</sup> Emmanuel Guillaume, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Pascal Renard, Elvire et Marion Guillaume, ses petits-enfants, Stanislas et Rebecca, ses arrière-petits-enfants, Le colonel et M<sup>me</sup> Pierre Roussille, son frère et sa belle-sœur, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M. André ROUSSELLE, directeur honoraire de la Ville de Paris, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945,

survenu le 11 avril 1991, dans sa soixante-dix-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée dans l'intimité familiale en l'église Saint-Médard, le 16 avril.

Cet avis tient lieu de faire-part.

55, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, 75005 Paris.

## BENNETON

faire-part de mariage  
papier à lettre  
invitations  
ex-libris  
bagues chevalières

75 bd Malesherbes 75008 Paris  
tél. (1) 43 87 57 39 - fax (1) 43 87 13 68

Lucienne Lasfargues-Stoessel, Jean et Annie Stoessel, ses enfants, Frédéric et Mary, Rémi, Sylvia, Julien, Alexandre, ses petits-enfants, Jonathan et Melissa, ses arrière-petits-enfants, Les familles Pradeau, Dazat, Langlois, Lasfargues, ont le chagrin de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Edgard STOESSEL,

née Simone Régaler,

survenu le 8 avril 1991, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

15, rue Sarrette, 75014 Paris, 31, chemin du Pillon, 74200 Thonon.

Grenoble. Bordeaux. Chambéry. Paris.

M<sup>me</sup> Aimé Villaret, M. et M<sup>me</sup> Bernard Villaret, M. et M<sup>me</sup> Roger Moulin, M. et M<sup>me</sup> Dominique Varennes, M. Pierre Villaret et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Aimé VILLARET, chevalier de la Légion d'honneur, administrateur civil au Maroc,

survenu le 7 avril 1991, dans sa quatre-vingt-sixième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le mercredi 10 avril, en l'église Saint-Luc, à Grenoble.

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, boulevard du Maréchal-Lederré, 38000 Grenoble.

## Remerciements

M<sup>me</sup> Charles Virebayre, ses enfants Anne Alexaline et Jean Virebayre, remercient toutes les personnes qui leur ont apporté leur soutien après le décès, le 8 avril, à Estables (Aveyron), de

Charles VIREBAYRE,

ancien directeur de l'AFP.

(Né à Florac (Lozère), en 1921, Charles Virebayre était licencié en lettres. Entré en 1944 au bureau de l'Agence France-Presse (AFP), de Montpellier, où il succéda à son père, Charles Virebayre, il effectua à l'agence toute sa carrière de journaliste. Affecté à son siège parisien, Charles Virebayre participa ensuite à la création de la rédaction régionale de l'AFP au Havre avant de rejoindre la direction du bureau de Bordeaux en 1964. D'abord adjoint au directeur de l'AFP avant de devenir directeur de Bordeaux en 1968. D'abord le 8 avril à son domicile d'Estables (Aveyron), il était le père de deux enfants, dont Jean Virebayre, qui est l'actuel directeur régional de l'AFP à Marseille.)

## Anniversaires

- Il y a un an, le 16 avril 1990, est mort

Brian L. de MARTINOIR.

Françoise de Martinoir, sa femme, demande à tous ceux qui l'ont aimé de se recueillir et d'avoir une pensée pour lui.

49, rue Lamarck, 75018 Paris. Castrum Pergrini, Montmartre-le-Haut, 10140 Vendevre-sur-Barre.

- Il y a sept ans disparaissait le philosophe

Noël MOULOU.

Sa femme demande à tous ceux qui l'ont connu, admiré et aimé de se souvenir de ce savant exemplaire, de cet homme bon et généreux.

o FORUM : Qu'est-ce qu'une école de yoga ? - Une école de yoga est un établissement où l'on apprend à devenir professeur dans cette discipline, à développer ses qualités spirituelles et physiques ou à accroître ses connaissances des civilisations millénaires. Pour répondre aux questions que se posent à son sujet les adeptes de la respiration savante et de la quête de la sagesse, l'Ecole française de yoga (E.F.Y.) organise, le lundi 15 avril, à 20 h 30, un forum d'information.

o Ecole française de yoga, 3, rue Aubriot, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. 42-78-03-05.

- Il y a un an, le 15 avril 1990, nous quittait à quarante-deux ans

Bernard TEISSÈRE.

Une pensée ou une prière est demandée à tous ceux qui l'ont connu, aimé et estimé.

De la part de Son épouse, Monique Teissère.

11, rue Lauriston, 75116 Paris.

- Il y a trois ans,

Muriel TOURNIER

disparaissait tragiquement à Val-d'Isère.

Ceux qui l'ont connue et aimée pensent à elle.

## Avis de messe

- Une messe sera célébrée le jeudi 18 avril 1991, à 11 h 30, en l'église Sainte-Marie, 5, rue de la Source, Paris-16<sup>e</sup>, à l'intention de

Boris LACOSTE,

ancien administrateur à l'ORTF,

décédé le 4 mars 1991.

## Soutenances de thèses

- Marie-José Navire soutiendra sa thèse de doctorat, « William Faulkner scénariste : 1932-1945 », le vendredi 19 avril, à 15 heures, à l'université Paris-IV (Sorbonne), salle des Actes.

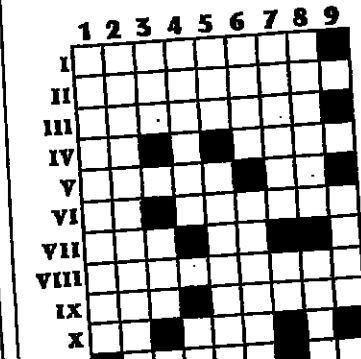
## Une formation à la médiation

L'Institut de formation à la médiation propose, sur deux années (cours du soir, stages et sessions) une initiation globale à l'art et à la pratique de la médiation en tous secteurs (famille, voisinage, quartier, ville, entreprise, relations interculturelles et internationales)... ainsi qu'une troisième année (facultative) de spécialisation dans ces domaines. La formation est sanctionnée par un diplôme.

L'IFM reçoit dès maintenant les candidatures pour la rentrée d'octobre 1991 : quarante places sont à pourvoir ; les droits d'inscription sont fixés à 300 F. Pour participer aux épreuves écrites et orales, écrire à l'IFM, 127, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris.

## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 5499



ronronne jamais. Peut briller dans la nuit. - 8. Sortes de cornichons.

Solution du problème n° 5498

## Horizontalement

I. Révision. Coupes. - II. Economies. Brût. - III. Mat. Cal. Lu. Pé. - IV. Ires. Ambols. - V. Sleeping. - VI. I. Se. I. Cérifite. I. Ete. - VII. Irou. Age. Ers. Ri. - VIII. Cei. - IX. Irou. Age. Ers. Ri. - X. Irou. Age. Ers. Ri. - XI. Hier. Nasse. Oise. - XII. Os. Vent. Si. - XIII. Temporelles. Et. - XIV. Taure. Gents. Uni. - XV. Eurs. Lest. Ambas.

## Verticalement

1. Rémission. [Home]. - 2. [Ecarlate. Biscuit. - 3. Votée. Ode. Mûr. - 4. In. Sécuteur. Prd. - 5. Soc. Pl. Noé. - 6. Imagination. - 7. Oit. Nègre. - 8. Né. Agréer. Les. - 9. Son. Event. - 10. Têtes. Est. - 11. Oblitération. Oia. Toes. Tub. - 12. Urtubu. - 13. Lu. - 14. Pipistrelles. Ne. - 15. Elée. Air. Ibis.

GUY BROUTY

**STERN**  
GRAVEUR  
depuis 1840

Pour votre Société  
papiers à lettres et  
imprimés de haute qualité

Le prestige  
d'une gravure traditionnelle

Ateliers et Bureaux :  
47, Passage des Passereaux  
75002 PARIS  
Tél. 42.34.34.48 - 45.98.36.45

## Le Monde

## SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi

(éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82.

Poste 4138

## FERRARELLE.

Avant d'arriver  
sur votre table,  
ses fines bulles  
ont beaucoup  
voyagé à travers  
les roches volcaniques  
de Riardo (Italie).



(Exclusivement dans les restaurants.)



leur source à Riardo, Italie.

Ses fines bulles prennent

départ



# ÉCONOMIE

SECTION B

Le Monde

18. Le chômage en France  
20. L'Europe des vins et spiritueux

20. Le soutien aux producteurs britanniques de légumes  
22. Communication

25 à 28 Champs économiques  
52. Square D saisit la Réserve fédérale américaine

## BILLET

### Consensus sur la formation

Convies à la même table par M. Michel Rocard, MM. Jacques Delors, Jacques Chaban-Delmas, François Ceyrac, André Bergeron et Edmond Maire ont fêté, dimanche 14 avril à l'hôtel Matignon, le vingtième anniversaire de la loi de 1971 sur la formation professionnelle. Anciens protagonistes de l'accord interprofessionnel de juillet 1970, puis du texte législatif qui devait en découler, ils ont participé à ce déjeuner commémoratif en compagnie d'autres convives, actuels et anciens dirigeants syndicaux, patronaux et membres du gouvernement.

« Aucun autre événement ne pouvait permettre une telle rencontre », a déclaré le premier ministre en insistant sur le caractère consensuel de cette célébration. Seule fausse note : la CGT, si puissante à l'époque, n'était représentée ni par M. Henri Krasucki. Un porte-parole cégétiste a néanmoins profité de l'occasion pour expliquer que la formation professionnelle est aujourd'hui victime d'un « hold-up » et que la notion, patronale, du « co-investissement » s'apparente à un transfert de charges vers les salariés.

D'avantage que du passé, il fut surtout question du présent, c'est-à-dire de l'actuelle négociation engagée sur la formation professionnelle. Selon le premier ministre, la négociation collective et la législation sociale se complètent et n'ont pas cessé d'être « des créations continues ». Rejoignant ainsi M. Jacques Delors, l'initiateur de la loi, il a rappelé que « les finalités d'aujourd'hui sont les mêmes » : la formation de tous les salariés, la formation « qualifiante » et pas seulement l'adaptation au poste de travail, le rapprochement de l'école et de l'entreprise.

Les circonstances et l'objet ne se prêtant pas à l'exposé de vaines divergences, l'atmosphère est restée détendue et franchement cordiale, comme il sied aux réunions de famille. Même si M. Lucien Rebuffat (CGPME) évoqua un « ministre intempêtif », parce que l'occasion était trop belle, ou si M. Jean Kaspar (CFDT) récusait « l'acharnement pédagogique » contenu dans l'objectif de 80 % de bacheliers ou, pour reprendre le vœu de M. Rocard, de 100 % de qualifiés par la formation initiale.

ALAIN LEBEAUE

### Numéro un sur le marché des progiciels

#### Microsoft est soupçonné de « pratiques monopolistiques »

La Federal Trade Commission (FTC), organisme américain chargé de veiller au respect des règles de libre concurrence par les firmes américaines, mène actuellement une enquête sur Microsoft. Cette société, numéro un sur le marché des progiciels pour micro-ordinateurs, est accusée par des tiers de « pratiques monopolistiques » dans le domaine des systèmes d'exploitation pour micro-ordinateurs, des environnements utilisateurs (c'est-à-dire des interfaces destinées à faciliter l'usage des ordinateurs) et plus généralement des progiciels et périphériques pour micro-ordinateurs.

Microsoft est l'éditeur du DOS (Disk operating system), système d'exploitation des PC et compatibles, de l'environnement Windows et de progiciels d'application célèbres comme le traitement de texte Word, ou les tableurs Multiplan et Excel.

### Un marché en croissance vive

## Renault et Peugeot SA vendent de plus en plus de voitures en Allemagne

La France vendra-t-elle bientôt en Allemagne autant de Renault 19, de Peugeot 309 et de Citroën AX qu'elle achète de Mercedes, de BMW et de Golf ? Les statistiques récentes le laissent croire. L'effet « unification » n'explique pas tout.

Rupture favorable dans les relations industrielles entre la France et l'Allemagne : la balance commerciale dans l'automobile entre les deux pays s'est redressée en 1990, alors qu'elle n'avait cessé de se dégrader depuis plus de dix ans. Le dégrèvement spectaculaire et les optimistes y verront la fin de l'affaiblissement relatif de la France industrielle. Le déficit s'est réduit de 8,5 milliards de francs (voir graphique) provenant d'une petite contraction des importations (-4 %), provoquée elle-même par la reorientation des ventes des marques allemandes vers l'ex-RDA, et surtout d'un bond en valeur de 33 % des exportations françaises outre-Rhin.

En 1990, Renault a écoulé 107 000 voitures, contre 97 000 en 1989; Peugeot 85 000 contre 62 000; Citroën 43 000 contre 40 000. Des scores qui se sont encore améliorés au premier trimestre de cette année puisque, sur un marché allemand en explosion (+40 % !), les marques françaises auraient déjà vendu 110 000 voitures. Renault obtient une part de marché de 5,8 % (contre 3,5 % en 1989) et PSA 4,5 % (contre 4,3 %). En mars, les Allemands ont acheté plus de Renault que de BMW. La R19 et la Clio se classent au premier et au deuxième rang des voitures importées.

#### L'effet bénéfique de la réunification

Ces chiffres illustrent d'abord l'effet bénéfique qu'a la réunification allemande sur les économies européennes et l'économie française en particulier. Le phénomène, que le gouvernement de Bonn avait mis en avant pour faire accepter par ses partenaires le processus d'absorption, se concrétise, en tout cas dans l'automobile. L'économie des cinq nouveaux Länder s'accroît, le chômage s'accroît, mais les habitants vivent leur bas de laine - apparemment bien rempli - pour acheter une voiture, cet « objet de liberté » si longtemps convoité.

Renault, Citroën et Peugeot auront vendu directement l'an passé 25 000 voitures dans l'ex-RDA (les statistiques sont très approximatives car les services administratifs sont sans cesse en cours). Mais ils auront beaucoup profité du mouvement de glissement qui s'est opéré : 800 000 Allemands de l'Est se sont précipités sur des véhicules d'occasion provenant en majorité de l'Ouest - des Volkswagen Golf - et leurs anciens propriétaires ouest-allemands ont pu acquérir un véhicule neuf. Appel d'air qui a créé une vive concurrence au marché (+7,4 %), dont les constructeurs français ont bien profité tandis que Fiat ou même Volkswagen peinaient à suivre.

Les succès français sont-ils conjoncturels ? S'évanouiront-ils dès que les ventes piqueront du nez ? Il semble que non. Peugeot et Renault veulent construire du solide. Leurs réseaux de concessionnaires sont revus et améliorés en nombre et en qualité. Les nouveaux modèles,

□ Toyota pourrait être l'importateur de Volkswagen au Japon. - Toyota Motor Corp., premier constructeur automobile japonais, a indiqué lundi 15 avril à Tokyo qu'il envisageait l'importation et la distribution au Japon des voitures Volkswagen dans le cadre d'une coopération commerciale. « Volkswagen est l'une des possibilités d'importer des voitures (...) mais rien n'est décidé », a indiqué dans un communiqué le président de Toyota, M. Shoichiro Toyota. Un quotidien économique japonais a affirmé que Toyota commencerait à distribuer des Volkswagen en avril 1991 ou début 1992 à destination des voitures Volkswagen et Audi grâce à ses milliers de concessionnaires dans l'archipel. Volkswagen Audi Nippon KK, la filiale japonaise de VW, a confirmé l'existence de discussions entre les deux firmes, sans qu'aucun accord n'ait encore été conclu.

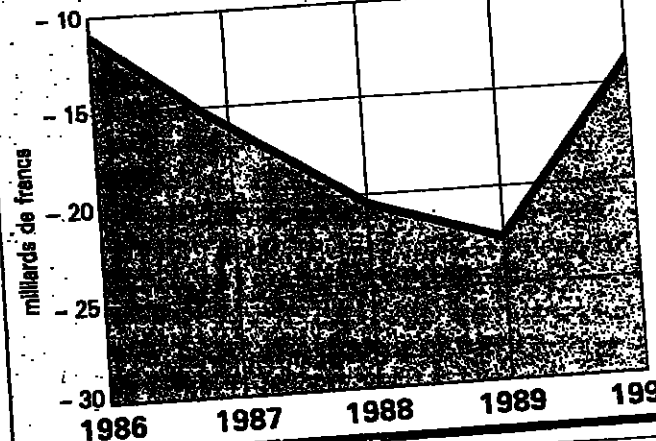
comme la R 19 ou la Clio, ont un aspect robuste qui a été délibérément adopté pour séduire les Européens du Nord. L'image des voitures françaises, si décevante au début des années 80 « elles rouillent » - a été redressée : elles semblent

fit pas à compenser ce qu'elles perdent ailleurs, en France en particulier. Mais la nécessaire « germanisation » de l'industrie française est bien entamée.

E. L. B.

### Le déficit commercial diminue

Le solde des échanges franco-allemands d'automobiles



considérées comme confortables et d'un bon rapport qualité/prix, les Citroën conservant une image de « voitures originales ». Difficulté persistante toutefois : les ventes des grosses berlines Peugeot 605 et Citroën XM restent inférieures aux prévisions.

Le marché allemand a été le seul à croître l'an passé en Europe. Il devrait en être de même cette année puisque les ventes devraient progresser encore de quelque 13 % outre-Rhin pour atteindre 3,4 millions de voitures particulières, tant dis qu'elles devaient reculer compris ailleurs avec des chiffres compris entre -30 % (en Suède) et -3 % (en Italie). Ce que les marques françaises gagnent en Allemagne ne suf-

BERLIN

de notre correspondant

Mme Birgit Breuel a été choisie, samedi 13 avril, par le conseil d'administration de la Treuhand, d'administration de la RDA, pour succéder à M. Detlev Rohwedder, l'ancien président assassiné, le 1<sup>er</sup> avril par les terroristes de la

Fraction armée rouge. Ce choix, qui était attendu, confirme la volonté de continuité affichée dès le lendemain de l'attentat par le gouvernement fédéral et les dirigeants de l'établissement public chargé de gérer le patrimoine industriel de l'ex-RDA.

Agée de cinquante-trois ans, la nouvelle présidente, Mme Birgit

### Après l'assassinat de M. Rohwedder

## Mme Birgit Breuel est élue à la présidence de la Treuhand

Breuel, était devenue ces derniers mois le bras droit du président de la Treuhand. Elle avait été plus particulièrement chargée de la mise en place des quinze directions régionales qui s'occupent des entreprises de moins de 1 500 salariés. Elle a fait des études de sciences politiques et de commerce aux États-Unis, en Suisse et en Allemagne. Membre pendant huit ans du Sénat hambourgeois, elle était devenue ensuite ministre de l'économie, puis des finances du Land de Basse-Saxe. Chrétienne-démocrate, elle a toujours affirmé des convictions économiques très libérales.

A la différence de son prédécesseur - qui s'était fait connaître par le redressement du groupe sidérurgique Hoersch après avoir occupé des fonctions politiques. - Mme Breuel n'a pas d'expérience de patron d'industrie. Elle sera secondée prochainement par un vice-président venant des milieux d'affaires. Il pourrait s'agir de M. Hans Brahm, directeur financier de Hoersch, selon la presse locale de Dortmund.

#### Une volonté de concertation

Aux côtés de M. Rohwedder, Mme Breuel avait défendu la Treuhand contre les nombreuses attaques dont elle était l'objet. Elle a toujours été une fervente partisans d'une politique de privatisation. Cette politique avait été très critiquée par la gauche, qui reprochait à la Treuhand, et par contre-coup au chancelier Helmut Kohl, de ne pas tenir assez compte de la protection de l'emploi et exigeait que les entreprises reçoivent les moyens de se restructurer elles-mêmes.

La polémique a cédé aujourd'hui le pas à une plus grande volonté de concertation. Les directions régionales doivent coopérer davantage avec les gouvernements des Länder sur leur politique industrielle. Après les discussions qui viennent d'avoir M. Kohl et le chef de l'opposition sociale-démocrate, M. Hans Jochen Vogel, un accord a été conclu le 13 avril entre la direction de la Treuhand et la confédération des syndicats sur les mesures d'accompagnement social à prévoir pour les licenciements à venir. Dans une déclaration, les deux parties reconnaissent que d'importants changements dans la structure de l'emploi, avec la perte de places de travail, sont inévitables. Elles affirment que les possibilités de réemploi et de qualification doivent avoir la priorité sur les licenciements.

HENRI DE BRESSON

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
SCIENCES et MÉDECINE

RSCG CAMPUS.  
LA PREMIERE UNIVERSITE DE COMMUNICATION EUROPEENNE.

## " REUSSISSEZ VOS ETUDES AVEC CEUX QUI ONT REUSSI LEUR METIER. "



Jacques Séguéla

Le monde de la communication vous passionne ? Vous cherchez une formation qui vous ouvrira les portes du monde de la communication, de la publicité et des médias ?

RSCG Campus : une université sans équivalent en France.

Créé à l'initiative de Jacques Séguéla et s'appuyant sur la puissance de Roux Séguéla Cayzac et Goudard - 2ème groupe français de communication - RSCG Campus est unique en son genre.

Fort des 20 ans d'expérience et de succès ininterrompus du groupe l'enseignement qui vous y est dispensé est en prise directe sur les réalités et sur l'évolution quotidienne de la communication.

Avec le Bac ou Bac+2, vous entrez tout de suite en contact avec votre futur milieu professionnel...

A l'issue des épreuves d'admission, vous entrez à RSCG Campus soit en 1ère année (avec le baccalauréat), soit directement en 2ème année (avec Bac+2). Vous connaissez ceux qui font la communication au quotidien et vous bénéficiez de leur

enseignement : vos trois années d'études se répartissent en cours et travaux dirigés, stages pratiques en France et à l'étranger et cursus de trois mois en Grande-Bretagne, au Nottingham Polytechnic.

Des débouchés dans tous les secteurs de la communication et des médias.

Secteur en pleine expansion, la communication offre une gamme de débouchés de plus en plus large. Grâce à la variété de l'enseignement dispensé par de grands professionnels et par des universitaires de renom, vous êtes préparé aussi efficacement à la communication publicitaire qu'à la communication publique, la communication d'entreprise ou les médias.

Comment recevoir votre dossier complet.

Pour en savoir plus sur notre scolarité, il vous suffit de compléter et de nous retourner le coupon ci-dessous. Vous recevrez le programme des cours ainsi qu'un bulletin d'inscription au concours d'entrée 1991. Vous pouvez aussi taper 3615 code RSCGCAMPUS sur votre Minitel.

DATE DU CONCOURS D'ENTREE  
25 MAI 1991  
DATE LIMITE D'INSCRIPTION  
13 MAI 1991

DEMANDE DE DOCUMENTATION  
à renvoyer à RSCG Campus, 55 rue Pierre Poli, 92130 Issy-les-Moulineaux. Tél.: 45.29.27.47

Oui, je souhaite recevoir la documentation complète de RSCG Campus et le bulletin d'inscription au concours d'entrée 1991.

NOM: \_\_\_\_\_  
Prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_  
Code postal: \_\_\_\_\_  
Ville: \_\_\_\_\_  
Etudes en cours ou dernier diplôme obtenu: \_\_\_\_\_

RSCG CAMPUS

سكن في الامم



## SOCIAL

# Le débat sur la retraite à l'heure du Livre blanc

## I. - Une affaire de générations

Le gouvernement publiera le 24 avril prochain un Livre blanc consacré à l'avenir des retraites afin de sensibiliser l'opinion sur les perspectives - préoccupantes sans être dramatiques - des régimes de base d'assurance-vieillesse. Les pouvoirs publics confieront aussi une mission de concertation à quatre experts indépendants, qui tenteront de convaincre les partenaires sociaux de participer à un « Grenelle des retraites » destiné à programmer des réformes pour remédier à la dérive des dépenses. Si la journée nationale d'action organisée le 13 avril par la CGT n'a connu qu'un succès modeste (5 000 manifestants à Paris selon la police, 25 000 selon les organisateurs), la tâche du gouvernement s'annonce difficile car les réticences, notamment syndicales, sont fortes.

Par-delà ses aspects techniques et polémiques, le débat qui va s'ouvrir sur l'avenir des retraites revient en fait à poser une question assez simple : comment répartir, demain, la richesse nationale entre les actifs et les retraités ?

Les régimes de sécurité sociale comme les régimes complémentaires français, qui fonctionnent selon le principe de la répartition, reposent sur un contrat implicite mais clair entre les différents âges, puisque ceux qui travaillent financent ceux qui ne travaillent plus. Dans ces conditions, ouvrir ce dossier, comme le fera le gouvernement en publiant le 24 avril son Livre blanc, consiste à préparer un arbitrage entre générations.

La répartition signifie que les droits acquis par un futur retraité dépendent certes de ses cotisations d'aujourd'hui mais aussi - ce que l'on oublie trop souvent - qu'il devra être honoré par les actifs de demain. Or les évolutions démographiques, économiques et sociales de ces dernières années déstabilisent ce contrat entre générations. Elles conduisent non pas à le remettre en cause mais à s'interroger sur la pérennité des termes dans lesquels il a été établi.

Depuis quarante-cinq ans, les régimes de retraite ont parfaitement rempli leur mission. De 1975 à 1986, selon l'INSEE, la retraite moyenne a progressé de 36 % en francs constants et, en 1988, la moyenne des prestations reçues par les salariés s'est élevée à 6 300 francs par mois, soit 78 % du dernier salaire pour les hommes et 76 % pour les femmes. Les neuf millions de retraités se partagent aujourd'hui 11 % de la richesse nationale. Compte tenu des avantages auxquels ils ont droit (réductions sur les transports, par exemple), de leurs revenus de la propriété et de leurs charges sociales inférieures à celles des actifs (cotisation d'assurance-maladie, notamment), les retraités disposent globalement d'un niveau de vie par tête égal voire supérieur à celui des actifs.

Cependant, ce groupe social est loin d'être homogène. Si les ex-

travailleurs touchent les meilleures pensions, les anciens artisans, commerçants ou agriculteurs - qui, il est vrai, n'ont pas contracté les mêmes engagements - sont moins bien placés. D'autre part, les pensionnés les plus anciens n'ayant que partiellement profité de la

croissance économique des « trente glorieuses » (1945-1975) perçoivent des revenus inférieurs (1). L'époque où le troisième âge constituait une catégorie sociale défavorisée n'en est pas moins révolue.

### LES DÉPENSES DES RÉGIMES DE RETRAITES OBLIGATOIRES EN 1990 (prévisions en milliards de francs)

	Les salariés de l'industrie et du commerce, les salariés agricoles	Les artisans	Les commerçants et industriels	Les professions libérales	Les exploitants agricoles	Les ministres du culte	Les inactifs bénéficiaires de l'allocation spéciale	Les salariés des régimes spéciaux (1)
Régimes facultatifs	ND*	ND	0,1	ND	ND			ND
Régime complémentaire obligatoire	ARRCO 95 AGIRC 49 Autres 36 Total 180	1,5	0,5	7				Fonctionnaires civils et militaires, ouvriers de l'Etat 115 Agents des collectivités locales 24 SNCF 25 EDF/GDF 12 Autres 22 Total 198
Régime de base obligatoire	Régime général 215 Salariés agricoles 22 Total 237	9	14	2,5	35	1	1,5	

(\*) Non disponible.

(1) Les salariés des régimes spéciaux n'ont pas de caisses complémentaires. Le plus souvent, la pension est calculée en fonction du dernier salaire (80 % de la rémunération hors primes pour les fonctionnaires).

Source : ministère des affaires sociales.

### L'espérance de vie en progression

Les Français qui quittent la vie professionnelle ont pu justifier de carrières plus longues mais aussi de rémunérations plus élevées que leurs prédécesseurs. Ils bénéficient aussi de l'amélioration, au cours des années 70, des règles de calcul des retraites (introduction de la référence des dix meilleures années, validations gratuites...). Le caractère « contributif » des régimes de base français - c'est-à-dire l'existence d'un lien étroit entre cotisations et prestations - s'est progressivement atténué. Pour l'économiste Elie Cohen, « les gouvernements de cette époque ont tiré des chèques sur l'avenir » en profitant de ce que l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) appelle « une situation d'aubaine démographique ».

Or, ces engagements vont être de plus en plus lourds à financer. Alors que l'espérance de vie a progressé de 1,4 année pour les hommes et de 1,5 année pour les femmes en l'espace de cinq ans, le vieillissement de la population va détériorer le « taux de dépendance » (c'est-à-dire le rapport entre inactifs de plus de 59 ans et entre inactifs de plus de 59 ans et cotisants). De 42,4 % en 1983, ce taux devrait atteindre 48,5 % en 2005 et, selon l'évolution du taux de fécondité, entre 60 % et 90 % en 2040. A moins d'une contraction spectaculaire, le chômage persistera encore sur la masse des cotisants alors que, depuis dix ans, s'abaissement de l'âge de la retraite et la multiplication des cessations anticipées d'activité (en France, 48 % des hommes âgés de 55 à 64

ans travaillent encore contre 56 % en RFA, 67 % en Grande-Bretagne et 75 % en Suède) entraînent des coûts supplémentaires. Un rapport du Plan prévoit qu'à législation constante, les nouveaux retraités des années 2000-2005, auront une pension supérieure de

ont procédé à des arbitrages entre les pensionnés, en freinant la progression de la valeur du point de retraite, et les cotisants qui ont subi des hausses du taux d'appel (3). Plus tardifs, les efforts d'adaptation des régimes de sécurité sociale ont essentiellement consisté

alors que les cotisants, plutôt que de passer contrat avec les futures générations d'actifs, préfèrent recourir au marché financier, c'est-à-dire aux produits individuels par capitalisation. Ceux-ci peuvent soulager les régimes par répartition mais ne permettent pas de

Les mesures qui permettraient de contenir les dépenses de retraite et par conséquent de modifier le contenu du « contrat de générations », n'ont rien de mystérieux. Elles pourraient consister à calculer progressivement les droits non plus sur les dix meilleures années mais sur la totalité de la carrière et à allonger la durée de cotisation au-delà de 37,5 années pour l'ouverture des droits à taux plein. Transformer le régime de base en un régime par points - comme le propose la CFTC - pourrait faciliter les adaptations à opérer, de même que la constitution de réserves financières, comme en Suède, ou l'instauration d'une véritable retraite progressive. Toutefois, il faudra aussi augmenter les cotisations. Dans ces conditions, insiste l'OFCE (4), « le fétichisme du taux de prélèvement obligatoire le plus bas possible » ne serait plus de mise.

Après quarante-cinq ans d'édification des régimes de retraite et d'amélioration continue des prestations, ces dispositions peuvent être vécues comme une régression même si, étalées sur plusieurs dizaines d'années, elles seront probablement amorties par la croissance économique et les gains de productivité. En revanche, laisser les choses en l'état aurait, à terme, toutes les chances de déstabiliser l'ensemble de l'édifice et concentrerait tout le poids des ajustements sur certaines classes d'âge. Reste que les enjeux qui sous-tendent les débats sur les retraites sont encore mal perçus. Peut-être en irait-il différemment si le régime français d'assurance-vieillesse s'intitulait, comme en Allemagne, « le contrat de générations » (Generationenvertrag).

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) En 1988, un retraité masculin né en 1922 percevait en moyenne une retraite de 6 293 francs, contre 4 706 francs pour un retraité né en 1906.

(2) Economie et statistique, n° 233, juin 1990.

(3) Un taux d'appel de 110 % implique que, pour 110 francs de cotisations, 100 francs seulement ouvrent des droits à la retraite. Ce taux est aujourd'hui de 117 % à l'AGIRC ; il était de 103 % en 1978 et de 80 % en 1965.

(4) « Assurer les retraites », la Lettre de l'OFCE (n° 86).

Prochain article :  
Le double langage

### M. Rocard souhaite que le plan social de Michelin soit « exemplaire »

Le plan social de Michelin, qui prévoit la suppression de 4 900 emplois à Clermont-Ferrand, « doit être exemplaire », a déclaré M. Michel Rocard, dimanche 14 avril devant les clubs rocardiens. Le premier ministre a demandé « au ministre du travail et au ministre de l'industrie d'encourager les entreprises à travailler personnellement ». Chacun sait le poids du chômage dans la capitale de l'Auvergne, mais aussi sa dimension historique et symbolique, a estimé M. Rocard. Le premier ministre a ainsi fait écho aux préoccupations soulevées la veille par M. Michel Charasse, ministre du bud-

get et élu du Puy-de-Dôme. S'exprimant samedi soir sur la station régionale FR 3-Auvergne, ce dernier a laissé entendre des réductions d'emplois plus importantes que celles annoncées par le groupe. « Le plan de redressement 16 000 licenciements dans le monde », a-t-il annoncé. Les compressions d'effectifs annoncées par le groupe au cours de ces derniers mois visent jusqu'à présent 4 900 emplois sur les 37 000 que compte Michelin en France, 2 200 aux Etats-Unis, 2 000 en Espagne et 800 en Grande-Bretagne.

### LOGEMENT

#### Haussé de 2,7 % des loyers indexés sur l'indice du quatrième trimestre

Les loyers soumis à révision annuelle ou à renouvellement pourront augmenter de 2,7 %, si l'indice de référence cité dans le bail est celui du quatrième trimestre. En effet, l'indice trimestriel du coût de la construction (ICC), publié au Journal officiel du 14 avril, s'est établi à 952 pour le quatrième trimestre 1990, contre 927 au quatrième trimestre 1989, en progression de 2,7 %.

### TRANSPORTS

#### Les nouveaux tarifs de la SNCF entreront en vigueur le 22 avril

Les hausses de tarifs annoncées par la SNCF le 10 avril entreront en vigueur lundi 22 avril et s'élèveront en moyenne à 3,7 % (Le Monde du 11 avril), mais elles seront modulées selon les produits. La SNCF avait prévu, dans son budget 1991, une hausse de 4 %.

C'est ainsi que le prix du kilomètre augmenté de 3,2 % en moyenne, pour 110 francs de cotisations, 100 francs seulement ouvrent des droits à la retraite. Ce taux est aujourd'hui de 117 % à l'AGIRC ; il était de 103 % en 1978 et de 80 % en 1965.

La réservation « place assise » passe de 14 francs à 16 francs, la carte « famille nombreuse » de 76 francs à 78 francs. En revanche, les tarifs des Wagons-Lits demeurent inchangés. Les tarifs de banquette, qui évoluent dans les mêmes proportions que ceux de la RATP, sont traditionnellement modifiés au cours de l'été et ne changent donc pas le 22 avril.

Manifestation contre la traversée du vignoble de l'Entre-deux-Mers par le futur TGV Midi-Pyrénées. - Un millier de personnes ont manifesté, le 13 avril à Bordeaux, contre le projet de traversée du vignoble de l'Entre-deux-Mers par le futur TGV Midi-Pyrénées. Cette ligne Paris-Toulouse est contestée par les viticulteurs, mais aussi par les élus et responsables économiques girondins. Ils estiment qu'elle ne devrait pas laisser « Bordeaux à l'écart ». Les manifestants ont été reçus par la direction régionale de la SNCF et par le préfet. « La SNCF va revoir sa copie », a affirmé ce dernier. Il a rappelé que le ministre de l'équipement s'était engagé récemment, lors d'un déplacement à Bordeaux. - (Corresp.)

### La Fédération syndicale mondiale devrait rester à Prague

La Fédération syndicale mondiale (FSM), fondée en 1945 et dominée par les syndicats d'obédience communiste, devrait finalement conserver son siège à Prague.

A l'issue de la « révolution de velours » en Tchécoslovaquie en novembre 1989, la nouvelle centrale syndicale indépendante, la CKOS, qui s'était substituée à l'ancienne confédération communiste membre de la FSM, s'était affiliée à la Confédération internationale des syndicats libres (CISL). Dans la foulée, le gouvernement tchécoslovaque avait décidé d'expulser la FSM de Prague, ce qui avait provoqué de vives protestations de l'Internationale, notamment lors de son congrès à Moscou en novembre 1990.

Selon des sources syndicales tchécoslovaques, le gouvernement de Prague aurait décidé de renoncer à expulser la FSM. Elle devra néanmoins trouver de nouveaux locaux dans la capitale tchèque.

### EN BREF

■ Baisse des stocks des entreprises aux Etats-Unis. - Les ventes des entreprises aux Etats-Unis ont augmenté de 0,5 % et leurs stocks ont baissé de 0,2 % au cours du mois de février par rapport à janvier. Ces chiffres font suite à un ample mouvement de déstockage au cours du quatrième trimestre. La gestion de leurs stocks par les entreprises américaines, bien meilleure qu'au début des années 80, permet d'espérer une reprise assez rapide dès que la demande recommencera à augmenter.

■ BSN investit en Tchécoslovaquie. - Le groupe agro-alimentaire français BSN va créer une entreprise en Tchécoslovaquie en association avec la Laiterie de Benesov afin d'y produire des produits Danone. BSN en possédait 51 %. Cette opération fait suite à l'acquisition d'une laiterie dans l'ex-RDA et à une autre association en Hongrie.

■ Siemens va supprimer 1 600 emplois à Munich. - Le groupe allemand Siemens (construction

électrique) va supprimer 1 600 emplois dans la région de Munich d'ici à la fin de l'année prochaine. Le syndicat de la métallurgie IG Metall évoque le chiffre de 2 000 emplois. Les mesures devraient toucher en premier lieu les filiales concernées par l'abandon du projet de fabrication de certains circuits intégrés avancés (mémoires de 4 mégabits). Le groupe Siemens AG emploie actuellement 246 000 personnes en Allemagne, dont 46 000 dans la région de Munich. - (AFP.)

■ Réforme du système des impôts en Norvège. - Le système fiscal norvégien sera assez profondément modifié au début de l'année prochaine. Comme dans la plupart des pays industrialisés, les taux des impôts seront réduits et leur assiette élargie, notamment par la suppression ou la réduction d'exonérations et de déductions. Le taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés sera ramené de 50,8 % à 28 %. Le taux le plus élevé du barème de l'impôt sur le revenu sera ramené de 57,8 % à 48,8 %.

## eslsca

### ADMISSIONS SUR TITRE EN 1<sup>re</sup> ou 2<sup>e</sup> ANNÉE

L'admission sur titre à l'E.S.L.S.C.A. permet aux diplômés de l'enseignement supérieur d'intégrer l'une des meilleures écoles de commerce françaises et d'obtenir à l'issue du programme le diplôme E.S.L.S.C.A. visé par l'Etat. Ce diplôme peut être cumulé avec le diplôme M.B.A. d'une université américaine dans le cadre du programme d'international de 3<sup>e</sup> année.

Pour la première année les candidats doivent être titulaires d'un DEUG, DUT, ou diplôme équivalent. La deuxième année s'adresse aux candidats titulaires d'un diplôme d'ingénieur, pharmacien, médecin, d'IEP, ou d'une maîtrise.

Date des épreuves :  
- 1<sup>re</sup> année (1 session) : 8 et 9 Juillet 1991  
Inscription avant le : 28 Juin  
- 2<sup>e</sup> année (2 sessions) : 8 et 9 juillet 1991  
24 et 25 Septembre 1991  
28 juin (1<sup>re</sup> session)  
Inscription avant le : 15 Septembre (2<sup>e</sup> session)

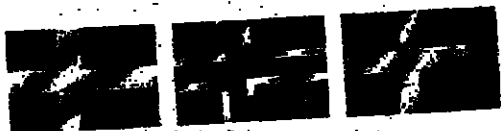
### Renseignement - Inscription

E.S.L.S.C.A.  
1, rue Bougainville - 75007 Paris - Tél. : (1) 45-51-32-59.  
Etablissement privé d'enseignement supérieur fondé en 1949  
Diplôme visé par l'Etat.



# Scandinavie. La voie facile.

Pour vous, les voyages d'affaires sont sans doute davantage une nécessité qu'un plaisir. C'est pourquoi nous faisons tout pour vous épargner des problèmes, vous éviter des queues et des attentes inutiles. Nous? SAS, et ses vols EuroClass vers la Scandinavie.



**Vos clients sont au Danemark, en Suède, en Norvège?**  
Tous les jours, huit vols SAS vous conduisent non-stop de Roissy Charles-de-Gaulle en Scandinavie: trois vols pour Copenhague, deux pour Stockholm et pour Oslo, un pour Göteborg, en Suède. Et si vos affaires vous appellent plus au nord, nous vous offrons d'efficaces correspondances vers les principales villes, via Copenhague ou par l'excellent réseau de lignes intérieures.

**Pour votre enregistrement à l'hôtel, évitez l'attente.**

Lorsque vous descendez dans un hôtel SAS, il vous suffit d'enregistrer vos bagages à votre arrivée à l'aéroport. Nous les prenons en charge, et vous êtes libre d'aller directement à votre rendez-vous. Ce service vous est proposé dans les aéroports de Copenhague, Stockholm, Oslo, Göteborg, Bergen, Bodø, Stavanger et Trondheim.

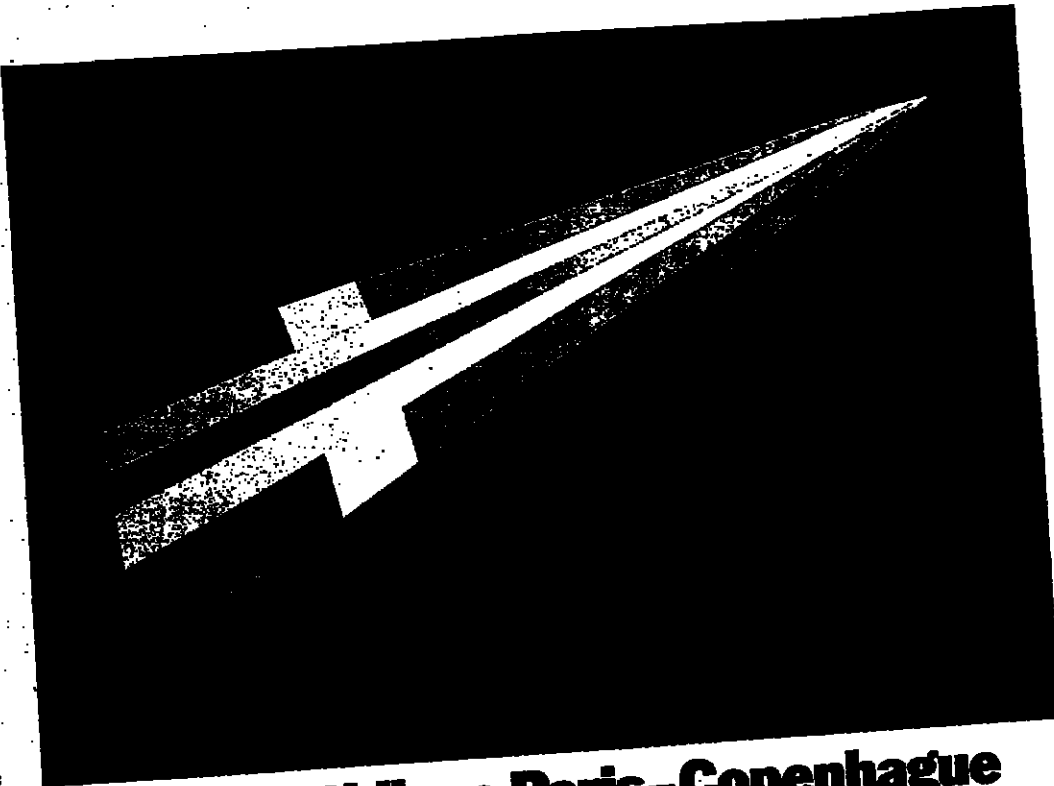
**Vitesse et confort au sol.**  
Pour éviter de devoir attendre un taxi après l'atterrissage, réservez une voiture SAS EuroClass équipée d'un téléphone. Sur beaucoup d'aéroports, vous pouvez également réserver une limousine SAS, qui vous conduira à votre hôtel ou au lieu de votre réunion en ville.

**Les Business Hotels SAS. Près de l'aéroport ou en pleine ville.**

Dans toutes nos destinations importantes en Scandinavie, nous avons nos propres hôtels. A Copenhague, Stockholm et Oslo, vous avez le choix entre un hôtel proche de l'aéroport ou en centre ville. Parfaitement conçus pour la relaxation comme pour le travail, la plupart des hôtels SAS mettent à votre disposition un Business Service Center parfaitement équipé, un service de secrétariat, et vous offrent même la possibilité de louer un téléphone portatif.

Si vous devez modifier votre itinéraire, inutile d'appeler le service SAS. Vous trouverez SAS dans l'hôtel même.

Et si vous choisissez SAS EuroClass, vous bénéficierez d'une réduction de 10% sur le tarif de nos chambres.



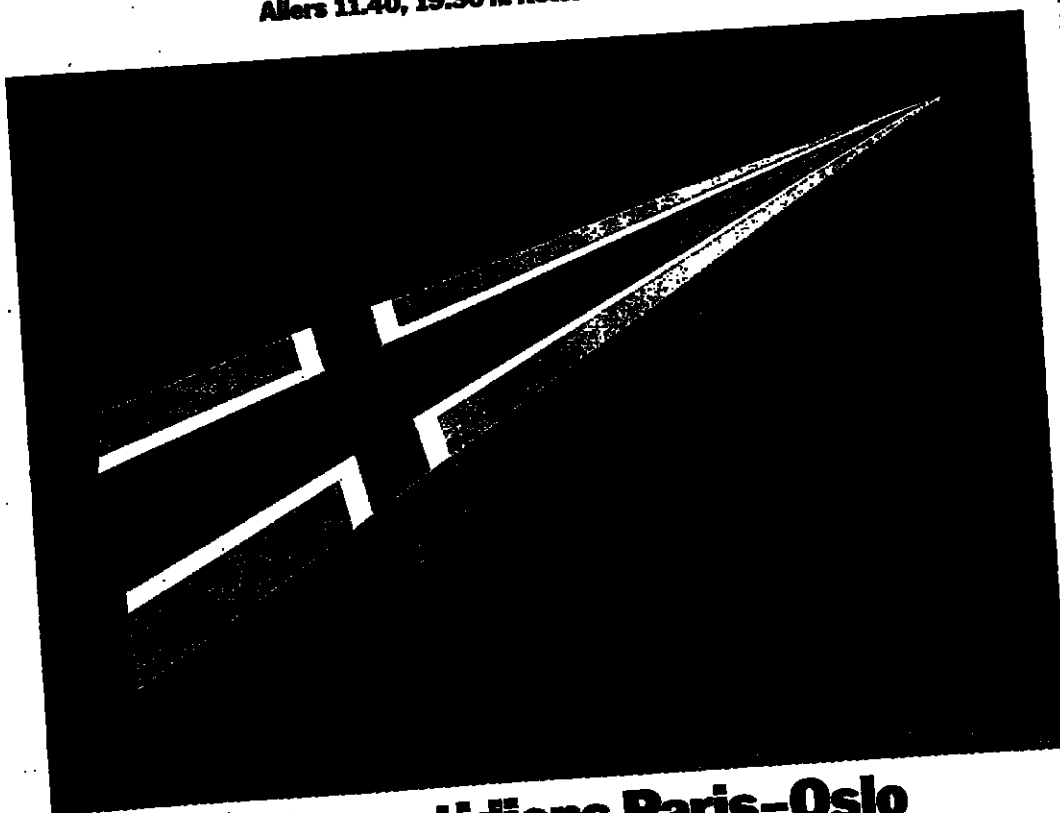
**Vols quotidiens Paris-Copenhague**

Allers 12.30, 17.40, 19.20 h. Retours 9.40, 14.50, 16.30 h.



**Vols quotidiens Paris-Stockholm**

Allers 11.40, 19.30 h. Retours 8.15, 16.00 h.



**Vols quotidiens Paris-Oslo**

Allers 11.20, 19.55 h. Retours 8.20, 16.40 h.



**Enregistrez votre vol SAS depuis l'hôtel.**  
Vous pouvez procéder à l'enregistrement de votre vol EuroClass à votre départ de l'hôtel. Nous nous chargeons de vos bagages. A l'aéroport, il vous suffira de vous rendre directement à la porte d'embarquement.

**Un enregistrement rapide pour votre vol de retour.**

Si vous voyagez en Scandinavie avec seulement un bagage à main, rendez-vous directement à notre Enregistrement Express — 20 minutes avant le décollage (30 minutes à Copenhague).



**Copenhague — la voie la plus facile vers Singapour, Pékin, et de nombreuses autres villes.**  
Rapidité, efficacité: rien d'étonnant à ce que SAS offre le meilleur service vers la Scandinavie. Mais si vous partez de Paris — via Copenhague — pour des destinations plus lointaines, telles que Tokyo, Bangkok, Singapour et Pékin (en 12.30 heures seulement), vous constaterez que la qualité du service SAS débord largement les frontières.

Changer d'avion à Copenhague est un bien agréable intermède. Si vous avez un peu de temps devant vous, vous pourrez vous relaxer dans le salon SAS EuroClass, vous offrir un repas ou un snack dans l'un des nombreux restaurants de l'aéroport. Faire un peu de shopping dans ses 27 boutiques. Ou, pour vous délasser, profiter de la douche et du sauna.

Si votre destination est Singapour, vous serez le bienvenu à l'hôtel Oriental. En tant que passager SAS EuroClass, vous bénéficierez d'une réduction de 10% sur le prix de votre chambre et d'un bureau d'enregistrement SAS — au cœur même de l'hôtel.



**Appelez-nous 24 heures sur 24.**

Si vous devez modifier vos plans de voyage sur SAS, appelez à Copenhague le (45) 33 14 75 55, de n'importe quel endroit, et à n'importe quelle heure. Nous mettrons tout en oeuvre pour vous satisfaire.

**Faites l'essai.**

Lors de votre prochain voyage, ne vous préoccupez plus du vol ni de l'hôtel. Confiez cette tâche à SAS EuroClass, qui vous épargnera tous les petits agacements d'un voyage d'affaires. Téléphonez-nous. Et jugez par vous-même.

**SAS**  
SCANDINAVIAN AIRLINES

هكذا ان الامل



سكنا من الاجل

## ÉCONOMIE

### AGRICULTURE

Une déception pour les agriculteurs du Finistère-Nord

## L'Etat n'accorde qu'un soutien modeste aux producteurs bretons de légumes

Le Finistère légumier n'aura pas son « plan sidérurgique ». Alors que les organisations départementales professionnelles estiment à 300 millions de francs l'aide publique nécessaire, M. Jacques Berthomeau, directeur du cabinet de M. Louis Mermeas, ministre de l'Agriculture, a indiqué samedi 6 avril à Saint-Pol-de-Léon, cœur de la région légumière finistérienne, que l'Etat débloquera 10 millions de francs pour la restructuration foncière de la zone et 4,5 millions d'aide sur trois ans à la diversification.

Nord et de l'Est. Il n'aura pas obtenu, pour l'instant, gain de cause.

Les difficultés de cet important secteur d'activité du Finistère surviennent alors que l'organisation économique du marché aux légumes, la SICA de Saint-Pol-de-Léon, fête ses trente ans. Après des années de prospérité, les producteurs de choux-fleurs et d'artichauts ne gagnent plus d'argent. Sur 1 200 agriculteurs en difficulté dans le département, quelque 500 dossiers de réajustement des cotisations sociales proviennent de ce secteur.

#### L'arrivée de l'Espagne

Le prix moyen du chou-fleur ne cesse de baisser et l'artichaut a connu deux graves années de crise. D'où une diminution sensible du chiffre d'affaires du secteur légumes de la SICA de Saint-Pol (396 millions en 1989, 924 millions en 1988).

« L'élargissement de la CEE à l'Espagne a été un désastre pour nous », tempête M. Gourvennec, qui ajoute une autre raison à la crise du secteur légumier : l'arrivée sur le marché de producteurs laitiers et céréaliers. Les agriculteurs du Léon (Finistère nord) cherchent

à se diversifier dans d'autres produits comme la salade iceberg (15 millions de têtes en 1991) mais ce n'est pas suffisant. C'est pourquoi les organisations demandent un coup de pouce important de l'Etat pour réorganiser le foncier de manière à inciter les exploitants qui souhaitent partir à libérer leurs terres afin d'agrandir les fermes légumières ; pour mettre en place un système de prétraitement ; pour aider à la diversification et pour permettre aux négociants de renforcer leurs capitaux face au poids de la grande distribution.

Ce plan de restructuration, c'est l'histoire qui se renouvelle. En 1961, les légumiers du Nord-Finistère trop dépendants des acheteurs, s'étaient organisés au sein d'une SICA avec Alexis Gourvennec à leur tête et avaient demandé au gouvernement, moyennant quelques opérations musclées, dont l'occupation de la sous-préfecture de Morlaix, une loi complémen-taire à la loi d'orientation agricole portant sur l'organisation de la production, créant ainsi les conditions pour instituer le système de l'indemnité viagère de départ. Cette SICA, à l'origine du premier marché au cadran créé à Saint-Pol-de-Léon en 1961, regroupe aujourd'hui 4 000 adhérents. Elle a imposé nombre de ses vœux en

Bretagne. M. Gourvennec qui est aussi président de la Brittany Ferries et du Crédit agricole du Finistère, vise maintenant l'Amérique et inaugurera bientôt dans son fief saint-politain un laboratoire de biologie végétale.

#### Plus de « transparence »

Mais le système légumier finistérien n'est pas aussi monolithique qu'il n'y paraît. Des représentants du syndicat dissident de la FDSEA, l'UDSEA (Union départementale des syndicats d'exploitants agricoles) sont allés au ministère réclamer plus de « transparence » dans les aides publiques octroyées au Comité régional des fruits et légumes (CERAFEL) présidé également par M. Gourvennec. Des exploitants souhaitent, de leur côté, ouvrir des brèches en traitant directement avec des transformateurs sur des contrats de cultures. Des « producteurs égarés » pour M. Gourvennec, à qui seulement deux questions ont été posées samedi 6 avril en assemblée générale des adhérents de la SICA de Saint-Pol. « Faut-il hésiter à m'interroger », a-t-il dit, ajoutant « je ne gueule pas tout le temps ».

GABRIEL SIMON

#### Face aux projets de Bruxelles

## L'Europe des vins s'organise

### POITIERS

de notre correspondant

Emanation de l'Assemblée des régions d'Europe, créée en 1985 par Edgar Faure, la Conférence européenne des régions viticoles a préparé, début avril à Poitiers, ses prochaines assises de Séville prévues en 1992. Ordre du jour de cette réunion : l'élaboration d'une charte des vins et l'harmonisation des règlements européens pour 1993.

Les élus des régions viticoles s'inquiètent du projet de la Commission de Bruxelles de relever le taux de fiscalité du vin au niveau de la bière : « C'est un coup d'Etat fiscal », s'est ainsi exclamé un député du Languedoc-Roussillon en dénonçant la mainmise de l'Europe du Nord - celle des brasseries - sur l'Europe du Sud qui revendique un rôle dans la civilisation méditerranéenne.

La Conférence s'est ouverte depuis peu aux pays d'Europe de l'est, telles que la Roumanie, la Hongrie et la Yougoslavie, qui étaient représentés à Poitiers. Le président de la région Poitou-Charentes, M. Jean-Pierre Raffarin (UDF) qui compte plusieurs vignobles sur son territoire, dont celui du cognac, a été élu vice-président de la Conférence, à côté du président italien, M. Carlo Bernini.

MICHEL LEVEQUE

(Publicité)

## DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Tous ceux qui ont étudié une langue ont intérêt à compléter leur qualification par une formation spécifique, décisive dans le cadre professionnel. Cette formation peut être sanctionnée utilement par un des diplômes suivants :

Chambres de Commerce Etrangères, Certificats Européens de langues, Université de Cambridge, Toefl...

Documentation gratuite sur la préparation et les débouchés de ces diplômes à :

Langues & Affaires, Service 5152, 35 rue Collange 92303 Paris-Levallois.

Tél. : (1) 42.70.81.88. (Enseignement privé à distance)

### TOURISME

160 millions de francs pour le plan « Montagne »

## Le gouvernement veut aider les stations de sports d'hiver à sortir de la crise

M. Jean-Michel Baylet, ministre du tourisme, devait présenter le 15 avril, à Chambéry, le plan « Montagne » destiné à tirer les stations de sports d'hiver françaises de la crise où elles se trouvent plongées. 160 millions de francs y seront consacrés dans les cinq prochaines années.

La France dispose d'un bel outil avec 164 stations de sports d'hiver et 1,4 million de lits à la neige, qui donnent du travail à 120 000 personnes environ et qui réalisent, bon an mal an, 17 milliards de francs de chiffre d'affaires. Incontestablement, le plan « Neige » conçu dans les années 60 a atteint son but qui était d'éviter un exode des montagnards en leur apportant des activités touristiques destinées à compenser la disparition inexorable de l'agriculture à cette altitude. Avec une croissance de 10 % en moyenne par an, la fréquentation des sports d'hiver a connu, jusqu'au milieu des années 80, un développement accéléré qui a fait la joie des promoteurs.

Le manque de neige des années 1988, 1989 et 1990 a révélé les graves problèmes structurels dont souffrent les équipements touristiques en montagne, juste au moment où la clientèle changeait de goût et se tournait vers les destinations lointaines. Le taux de départ des Français en vacances d'hiver est, en effet, revenu de 10 % à 7 %. La fuite en avant des promoteurs, qui ont mis jusqu'à 30 000 lits par an sur le marché, a encore aggravé le décalage entre une offre inadaptée et une demande en diminution. Sociétés de remontées mécaniques, promoteurs et collectivités locales qui avaient cru à la pérennité de « l'or blanc » se sont trouvés pris à la gorge par les déficits.

#### « On a tout mis sur le ski »

« On a construit des stations à des endroits situés trop bas pour garantir un bon enneigement », explique M. Jean-Michel Baylet, ministre du tourisme. On a tout mis sur le ski, alors que les clients ne veulent pas seulement glisser, mais aussi contempler ou se reposer de façons plus variées. Les stations ne disposent pas, en nombre suffisant, d'équipements publics ou de chambres d'hôtels et n'ont pas assez respecté leur environnement.

Fort de ce constat, le ministre a donc préparé, avec le concours de ses collègues de l'aménagement du territoire et de la jeunesse et

des sports, un plan « Montagne » que le premier ministre avait demandé, il y a un an, pour redresser la barre. Le plan se compose de trois volets :

• La maîtrise de l'offre immobilière. Il convient de marquer une pause. Aussi les autorisations de création d'unités touristiques nouvelles dans les sites vierges seront différées pendant cinq ans et celles qui concernent des programmes plus classiques ne seront délivrées qu'à la condition d'apporter la preuve de leur viabilité. L'Etat propose aux régions et aux départements d'élaborer des projets de stations mieux adaptés aux besoins de la clientèle et de repartir sur des bases saines. 35 millions de francs seront apportés, en trois ans, à cette politique qui commencera par des audits et la mise sur pied de véritables plans d'entreprises.

#### Ambitions réduites

• L'adaptation des capacités d'hébergement. Afin de réduire le poids des résidences secondaires dans le parc immobilier des stations, il est prévu de créer 5 000 chambres d'hôtels en cinq ans. Les prêts CODEVI seront utilisés à cette fin. D'autre part, la fiscalité sera simplifiée pour inciter à la banalisation des hébergements (relèvement très significatif du plafond de la déclaration simplifiée pour les bénéfices industriels et commerciaux, suppression de la double imposition - taxe professionnelle et taxe d'habitation - pour les loueurs saisonniers).

• La conquête de clientèles nouvelles. L'Etat consacrera 125 millions de francs en cinq ans à promouvoir le ski français. Les deux enveloppes les plus importantes seront affectées à la promotion du tourisme d'hiver, en France comme à l'étranger (45 millions de francs) et à la modernisation des immeubles accueillant les classes de neige, véritables pépinières de skieurs (42 millions de francs). La formation à l'accueil, le développement du ski nordique et l'augmentation de la surface minimale des meublés figurent également dans les projets du gouvernement.

M. Baylet aurait pu espérer plus d'argent pour ses projets, compte tenu de l'ampleur des difficultés des collectivités locales de montagne. Un bon enneigement en 1991 et la nécessité de réduire les dépenses après la guerre du Golfe ont réduit les ambitions du gouvernement qui ne pourra, aussi rapidement que prévu, réussir le virage indispensable des stations de sports d'hiver françaises.

ALAIN FAUJAS

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



RESULTAT NET 1990 EN HAUSSE DE 12 %

RESULTAT NET :	BENEFICE PAR ACTION :	DIVIDENDE NET :
+12 %	+12 %	+6,2 %



L'année 1990 succède à une période de forte expansion. Dans un contexte de dépréciation de nos principales devises de facturation par rapport au franc et de ralentissement économique généralisé, nous avons réalisé en 1990 un chiffre d'affaires de 3 milliards de francs, en léger retrait par rapport à 1989.

Le résultat net du Groupe progresse cependant de 12 % pour s'établir à 252 millions de francs, résultat nettement supérieur à l'objectif de 228 millions de francs annoncé lors de l'introduction en bourse.

Nous poursuivons en 1991, dans un contexte économique qui restera difficile, nos grandes options stratégiques et notre effort d'investissement pour asseoir les bases de notre futur développement.

Pierre Bergé

YVES SAINT LAURENT

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesgaut, gérant directeur de la publication  
Bruno Freppaz, directeur de la rédaction  
Jacques Gully, directeur de la gestion  
Manuel Luchet, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amarlio, Jean-Marie Colombani, Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferrand, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vermet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beauve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Laurans (1982-1988), André Fontaine (1988-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

16, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-25-39

ADMINISTRATION :

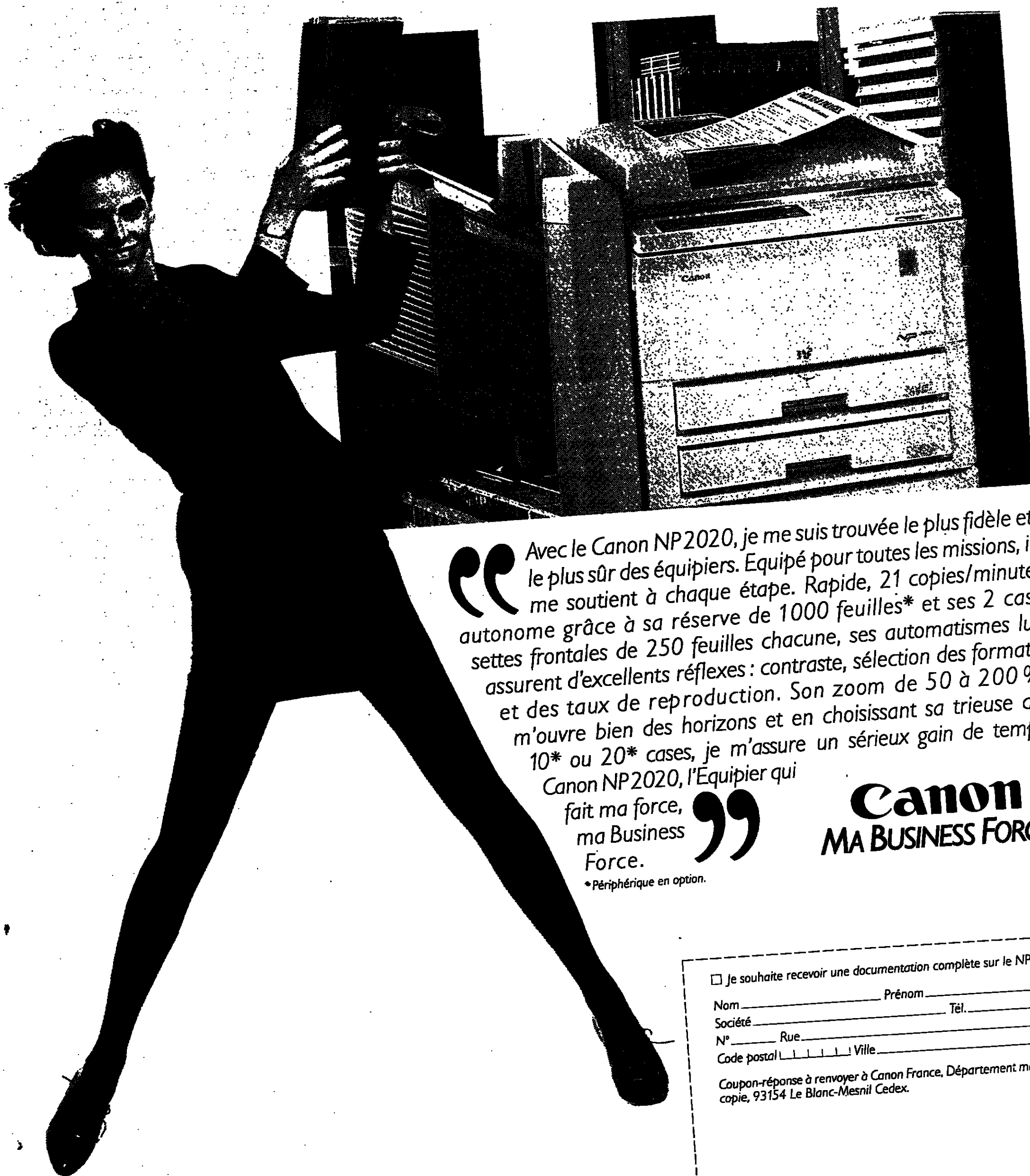
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE, CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 49-60-30-10



# Canon NP 2020. Mon équipier.



“ Avec le Canon NP2020, je me suis trouvée le plus fidèle et le plus sûr des équipiers. Equipé pour toutes les missions, il me soutient à chaque étape. Rapide, 21 copies/minute, autonome grâce à sa réserve de 1000 feuilles\* et ses 2 cassettes frontales de 250 feuilles chacune, ses automatismes lui assurent d'excellents réflexes : contraste, sélection des formats et des taux de reproduction. Son zoom de 50 à 200 % m'ouvre bien des horizons et en choisissant sa trieuse de 10\* ou 20\* cases, je m'assure un sérieux gain de temps. Canon NP2020, l'Équipier qui fait ma force, ma Business Force. ”

\*Périphérique en option.

**Canon**  
MA BUSINESS FORCE.

☐ Je souhaite recevoir une documentation complète sur le NP2020.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Coupon-réponse à renvoyer à Canon France, Département marketing copie, 93154 Le Blanc-Mesnil Cedex.

هكذا انشأ الاصل



## COMMUNICATION

Quotas et réglementation

## Vers l'assouplissement des règles imposées aux télévisions ?

L'entrée en vigueur, à l'automne, des « décrets Tasca » et de la directive « Télévision sans frontières » ravive le débat sur les obligations des chaînes. Le CSA demande des allègements que son président défendra en personne, le 24 avril, devant les députés. Des producteurs et des diffuseurs préparent un manifeste dénonçant les excès de la réglementation. Le gouvernement, ébranlé et divisé, fait travailler ses services sur ce dossier très polémique.

Loin de s'apaiser, la controverse sur les contraintes imposées aux télévisions s'avive. M. Jacques Rigaud dénonce dans *Libération* leur « rigidité excessive ». L'administrateur délégué de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT, actionnaire de M 6) qualifie la législation française d'« irrationnelle et intenable », estime la réglementation publicitaire « irréaliste et anti-économique » et accuse les pouvoirs publics de « tchernobyliser le paysage audiovisuel ».

Le jugement est d'une rare sévérité. Il n'est pas isolé. La Cinq vient discrètement de faire parvenir aux pouvoirs publics la liste de ses récriminations. Chânes et producteurs (adhérents à l'Union syndicale des producteurs de programmes audiovisuels) préparent un manifeste contre « l'accumulation de réglementations contradictoires et contre-productives ». Unis pour la première fois, ces professionnels estiment que les obligations actuelles isolent la France de ses voisins, obligent les chaînes à des programmations identiques, tirent la production française vers le bas en privilégiant la quantité sur la qualité.

La polémique, qui s'était apaisée depuis quelques mois, repart donc de plus belle à l'approche de deux grands rendez-vous à l'automne : les fameux décrets « Tasca » sur la production et la diffusion entretenant en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre et la directive européenne « Télévision sans frontières » le 3 octobre suivant. Un téléscopage détonnant puisque, d'une part, il accroît les contraintes pesant sur les télévisions françaises et, de l'autre, ouvre nos frontières à des chaînes européennes aux obligations plus légères. La CLT ne vient-elle pas de confirmer le retrait de RTL-TV des réseaux câblés français pour lui substituer RTL 2, une nouvelle chaîne qui n'appliquerait pas la réglementation française sur le cinéma (le Monde du 3 mars) ?

Pour l'instant, le gouvernement fait la sourde oreille. « Le débat n'est pas tranché, remarque un haut fonctionnaire. Il n'est même pas officiellement ouvert ». Mais le front des pouvoirs publics se lézarde. Dans son rapport annuel, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) vient de prendre publiquement position contre les textes qu'il est chargé de faire appliquer (le Monde du 5 avril). Son président, M. Jacques Bouet, s'en expliquera le 24 avril devant la

commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale.

La démarche – spectaculaire – du CSA pourrait faire avancer l'une des revendications les plus pressantes des chaînes. Depuis des mois, le Conseil et M. Bernard Schreiner, député PS des Yvelines et auteur d'un amendement interdisant plus d'une coupure publicitaire des œuvres audiovisuelles, reconstruisent le caractère anti-économique d'une mesure qui prive la Cinq et M 6 de ressources indispensables (TF 1 s'est engagée à l'appliquer unilatéralement, quelle que soit la réglementation). Mais chacun attendait de l'autre qu'il prenne l'initiative d'un retour en arrière pouvant heurter les créateurs.

## Une limite aux coproductions

Le CSA s'est jeté à l'eau. Dans une interview au mensuel *Décisions Médias*, le ministre de la communication, M<sup>me</sup> Catherine Tasca, entrouvre la porte. Un amendement de loi, estime-t-elle, devrait s'accompagner d'un « changement notable d'attitude des diffuseurs ». On n'est pas aujourd'hui en mesure de noter une réelle évolution. Si l'argent ne va pas à la production, je ne vois pas où est le bénéfice. M. Schreiner poursuit sur le même registre. Le député préférerait, à un simple feu vert aux coupures publicitaires, un amendement « donnant au CSA le soin de négocier avec les diffuseurs des contreparties à un assouplissement ». « La logique commerciale, dit-il, doit être encadrée par des engagements de production et de qualité ». Politiquement, le dossier devient ainsi nettement plus... présentable.

Plus difficile, en revanche, est celui des quotas de diffusion qui font obligation aux chaînes de programmer 60% d'œuvres européennes et 50% d'œuvres françaises, notamment aux heures de grande écoute. L'entrée en vigueur de la directive « Télévision sans frontières » contraint le gouvernement à toiletter les textes et à adopter une définition non plus économique mais purement linguistique de l'œuvre « française ». Une réforme du compte de soutien

aux industries audiovisuelles est ainsi en préparation qui couplerait ce changement avec une majoration des aides en faveur des œuvres nationales, par nature plus difficilement exportables et donc plus difficiles à financer.

Reste qu'aux yeux des diffuseurs, comme des producteurs de programmes audiovisuels adhérents à l'USPA, cet aménagement ne suffit pas. La définition purement linguistique des œuvres françaises éliminerait en effet nombre de coproductions aujourd'hui tournées en anglais. La barre des 50% d'œuvres françaises est donc jugée trop haute, comme celle fixant aujourd'hui l'obligation à TF 1, Antenne 2 et FR 3 de diffuser cent vingt heures de production originales par an. De nombreux professionnels plaident désormais pour une remise à plat du système qui ferait notamment une part plus large aux œuvres européennes en abaissant le quota d'œuvres françaises à 30 ou 40 %.

Le ministre de la culture et de la communication, M. Jack Lang, y est toujours farouchement opposé. « On voit les projets de coproductions européennes que les professionnels n'auraient pas pu monter à cause de la réglementation ? », ironise-t-on rue de Valois. « Alder des coproductions internationales tournées en anglais ne peut en aucun cas être considéré comme un objet culturel », ajoute-t-on. Plus prudente, M<sup>me</sup> Tasca se dit en privé prête à ramener la réglementation si tous les professionnels – diffuseurs, producteurs, mais aussi artistes-interprètes – se mettent d'accord sur des propositions communes. Sensible enfin aux arguments de Hachette qu'il a soutenus dans sa reprise de la Cinq, l'entourage du premier ministre penche, dit-on, en faveur d'un assouplissement.

Rocardier et rapporteur de la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, M. Bernard Schreiner souhaite la création d'un groupe de travail de parlementaires socialistes sur le sujet et suggère le dépôt d'une « loi-balai » à l'automne. A toutes fins utiles, le Service juridique et technique de l'information (SJTI) du premier ministre planche sur le sujet.

PIERRE-ANGEL GAY

## Le second satellite Astra commence ses émissions

Le satellite luxembourgeois Astra-1B, lancé par une fusée Ariane le 3 mars dernier, devait commencer ses émissions lundi 15 avril. Astra-1B, placé à la même position orbitale que son jumeau Astra-1A, est capable de diffuser 16 chaînes de télévision. Mais seuls quatre canaux du satellite seront occupés dans l'immédiat. La première station publique allemande ARD, la chaîne cryptée de cinéma Premiere, et la chaîne privée TdF 5 émettront en allemand ; la chaîne payante de cinéma britannique Movie Channel, qui fait partie du « bouquet » de chaînes anglophones BSkyB, compte également parmi les premiers clients.

La Société européenne de satellites, qui exploite les deux satellites Astra, annonce toutefois d'autres contrats déjà signés. La chaîne scandinave TV3 va, par exemple, utiliser Astra-1B pour ses versions danoise et norvégienne, qui compléteront la version suédoise déjà diffusée sur Astra-1A. La chaîne japonaise JSTV a pour sa part réservé un canal à temps partiel pour ses émissions en japonais, sous-titrées dans des langues européennes. Enfin, la SES prévoit de diffuser – mais les contrats ne sont pas signés – la chaîne sportive anglophone Sky Sports, et le programme francophone RTL 2. La création de cette chaîne par la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) a soulevé de violentes protestations en France, où gouvernement et professionnels craignent que ne soient remis en cause les dispositifs de protection du cinéma national (le Monde du 5 mars).

Sanctions gouvernementales contre Canal Plus. Le gouvernement va sanctionner « vraisemblablement avant l'été » les infractions de Canal Plus à la réglementation sur le paratexte relevées il y a quelques mois par le CSA, indique le ministre délégué à la communication M<sup>me</sup> Catherine Tasca, dans une interview au mensuel *Décisions Médias*. Dans son bilan de l'année 1989, le conseil avait estimé que la « quasi-totalité » des messages de paratexte de la chaîne payante s'apparentait à de la publicité déguisée. Le CSA n'a pas le pouvoir de sanctionner lui-même la chaîne cryptée, une anomalie qui pourrait être corrigée par un réaménagement du cahier des charges de Canal Plus.

Les suites de la faillite du groupe de Barrin

## Les publicitaires lancent la garantie de paiement

La faillite récente du groupe de Barrin, qui s'était soldée par un passif de 300 millions de francs, dont une ardoise de 80 millions d'achat d'espace que les annonceurs et les agences doivent rembourser aux télévisions, a donné le frisson aux publicitaires.

Un petit groupe d'achat d'espaces publicitaires créé en 1986, AB Médias, qui réalise 240 millions de francs de chiffre d'affaires annuel, a décidé de prendre le taureau par les cornes en offrant à ses annonceurs une sorte de contrat de confiance. Sa filiale conseil en achat d'espaces en télévision, AB TV, proposera le 15 avril aux entreprises désireuses d'acheter des espaces publicitaires au petit écran, aux agences et aux télévisions, un système de « garantie de bonne fin de paiement ».

Rien n'assure en effet un annonceur que l'intermédiaire – centrale ou agence – qu'il a mandaté n'est pas au bord du gouffre financier, comme ce fut le cas du groupe de Barrin (le Monde du 24 janvier). En cas de non-paiement ou de disparition de cet intermédiaire, le média lésé n'a qu'une seule solution : exiger de l'annonceur de payer une seconde fois... La « garantie » proposée par

AB TV a été conçue avec la banque Hervet. Dès qu'elle est établie, la facture d'achat d'espace est cédée par AB TV, sous forme de créance, à la banque Hervet. Cette dernière s'engage auprès des annonceurs à payer la régie de la télévision. Parallèlement, la banque rembourse les marges bénéficiaires des centrales ou des agences. En cas de défaillance de la centrale d'achat d'espaces AB TV ou de celle de l'annonceur, c'est la banque qui sera chargée de la relance. En dernier recours, elle dispose d'une assurance SFAC (Société française d'assurance crédit) qui écarte tout risque d'impayé.

Cette formule a été accueillie favorablement par l'Union des annonceurs (UDA) et les chaînes de télévision. « Elle n'est pas brevetée et peut être mise en place par toutes les centrales d'achat d'espaces » explique le PDG d'AB Médias, M. Hervé Blandin, qui « a voulu offrir une nouvelle prestation de services et améliorer la relation annonceurs-centrales ». Et accessoirement, attirer de nouveaux clients séduits par cette garantie.

Y.-M. L.

L'Union européenne de radiodiffusion à Strasbourg

## La grande Europe radiophonique devrait devenir réalité fin 1993

L'Union européenne de radiodiffusion (UER) va préparer son mariage avec son homologue d'Europe de l'Est, l'OIRT. Un calendrier a été adopté à Strasbourg, lors de la session de la commission des programmes de l'UER, du 8 au 11 avril, qui devra être avalisée par les instances dirigeantes de l'organisation. Fin 1993, la « réunification » de l'Europe radiophonique serait achevée.

## STRASBOURG

de notre correspondant

Cette réouverture à l'Est a été le premier souci des participants à la session strasbourgeoise de l'UER : « Nous allons réunir une organisation disjointe depuis quarante ans », note le président de la commission des programmes radio, Philippe Dasnoy, directeur de la radio-télévision belge de la communauté française. Après la guerre, l'UER était une organisation unique, que la guerre froide a déchirée. Ces retrouvailles ne vont pas pour autant sans problème : les radios de l'Est se découvrent appauvries et il a fallu établir un échéancier progressif. Dès janvier 1992, certains groupes de travail de l'UER seront déjà communs.

L'organisme unique, qui pourrait voir le jour fin 1993, couvrira à peu près le continent, contre le Conseil de l'Europe. La session strasbourgeoise de l'UER l'a marqué en organisant avec le Conseil et les Douze un symposium sur « La radio, la démocratie et les forces du marché ». Plusieurs hauts responsables de grandes radios européennes y ont pris la parole. Ainsi Jean Mahieu, PDG de Radio-France, et Jacques Rigaud, administrateur délégué de la CLT. Dans un message envoyé aux participants, Francis Balle, membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel, a noté à quel point la radio, « au moment où la télévision se banalise, par l'usage et par l'abus, alors que la presse, après avoir explosé au début du siècle, achève d'imploser vers les publics les plus minoritaires », pouvait accueillir « l'esprit et l'imagination ».

## La haute définition

La commission des programmes radio de l'UER a beaucoup insisté sur les révolutions technologiques qui bouleversent aujourd'hui la radio. Une démonstration grandeur nature du projet Euroradio a été faite par la retransmission simultanée dans vingt pays du concert donné par l'orchestre philharmonique de Strasbourg. « Pour l'instant,

nous partageons encore notre satellite avec la télévision », note Philippe Dasnoy. En 1993, Euroradio sera sur le satellite Eutelsat II. Ce système permet à la fois d'imaginer la diffusion d'un programme à l'échelle européenne, mais aussi, hors antenne, de transmettre et de recevoir des émissions en gagnant un temps précieux.

Surtout, l'UER se prépare, selon la formule du président Philippe Dasnoy, à la « numérisation progressive de la radio » : le système DAB (Digital Audio Broadcasting) – en français « système de diffusion sonore numérique » – apparaît comme la haute définition radio. « Quand le DAB intéressera l'industrie électronique, tout deviendra possible », juge Philippe Dasnoy. La qualité sonore sera parfaite, mais on pourra aussi capter les satellites avec une simple antenne de voiture...

Lors de cette Semaine européenne de la radio à Strasbourg, le PDG de Radio-France, Jean Mahieu, a inauguré les nouveaux locaux strasbourgeois de Radio-France Alsace, qui consacrent sa séparation avec FR 3. Radio-France a investi environ 10 millions de francs dans l'équipement de cette station, à cause, a expliqué M. Mahieu, de sa vocation européenne et de la forte identité de cette radio locale.

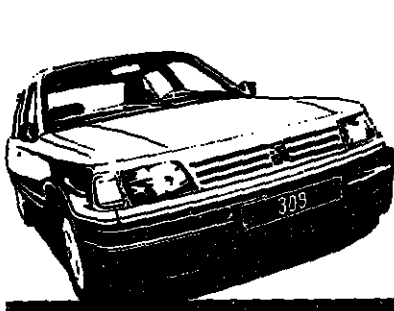
JACQUES FORTIER

Aux Etats-Unis, M. Maxwell lance le *Racing Times*. – Quelques jours après avoir pris possession de l'un des plus importants quotidiens new-yorkais, le *Daily News*, M. Robert Maxwell s'attaque au monopole de la presse quotidienne hippique. Jusqu'ici, les Etats-Unis ne comptaient qu'un seul quotidien dans ce secteur, le *Daily Racing Form*, contrôlé par son rival, M. Rupert Murdoch. « *Fin le monopole* », a déclaré M. Maxwell en annonçant le lancement pour le 13 avril du *Racing Times*. Le patron de presse britannique a déjà l'expérience de ce type de presse puisqu'en Grande-Bretagne il publie déjà *The Sporting Life*, le plus ancien quotidien de courses hippiques du pays, au sein de sa société, Mirror Group Newspapers.

Accord entre Canal France International et la télévision turque TRT. – Canal France International (CFI) a signé un accord d'un an, renouvelable, avec la télévision-radio turque (TRT) pour la fourniture gratuite de six heures de programmes quotidiens dont la télévision d'Etat (cinq chaînes) s'est engagée à diffuser en moyenne deux heures par jour. Ce 35<sup>e</sup> accord signé par CFI avec un pays étranger prévoit la fourniture par la France de cent quatre-vingts heures de programme par mois, libres de droits.

(Publicité)

« M. DALADIER vient de publier le Journal de captivité » d'Edouard DALADIER.  
« Il s'est entretenu avec M. Jacques RAPHAEL LEYGUES qui lui a confié sa fidélité et son attachement à la mémoire de l'ancien président du Conseil qu'il avait voulu exprimer dans son livre « Chronique des années incertaines » publié en 1977 et réédité en 1989 aux Editions France-Empire.  
« M. Jean DALADIER est heureux que ce malentendu soit dissipé et remercie M. RAPHAEL LEYGUES.  
« Il demande au lecteur du « Journal de captivité » de ne pas tenir compte de la note figurant en page 156 qui est erronée. »

Exceptionnel jusqu'au 30 avril :  
Votre 309 superéquipée "PLUS"GRATUIT !  
• Alarme  
• Toit ouvrant  
• Poste de radioPEUGEOT  
NEUBAUER

• 4, rue de Châteauneuf 75008 PARIS ☎42.65.54.34  
• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68  
• 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.59.52  
• 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.90.21

\* Offre valable jusqu'au 30 avril 1991 pour toutes les 309 en stock, sur présentation de carte bancaire.

DU 17 AU 19 AVRIL 1991

## L'URSS OUVRE SES DOSSIERS INDUSTRIELS

SOVMATEKH

1<sup>er</sup> FORUM DES HAUTES TECHNOLOGIES SOVIETIQUES  
ET DE LA RECONVERSION INDUSTRIELLE

sous le haut patronage de :

M. BEREGOVY

Ministre d'Etat, Ministre de  
l'Economie et des Finances,  
Co-président de la Commission  
Intergouvernementale

M. CURIEN

Ministre de la Recherche et de  
la Technologie

M. le Pr LAVEROV

Vice Premier Ministre,  
Président du Comité d'Etat  
pour la Science et la  
Technique (GKNT)

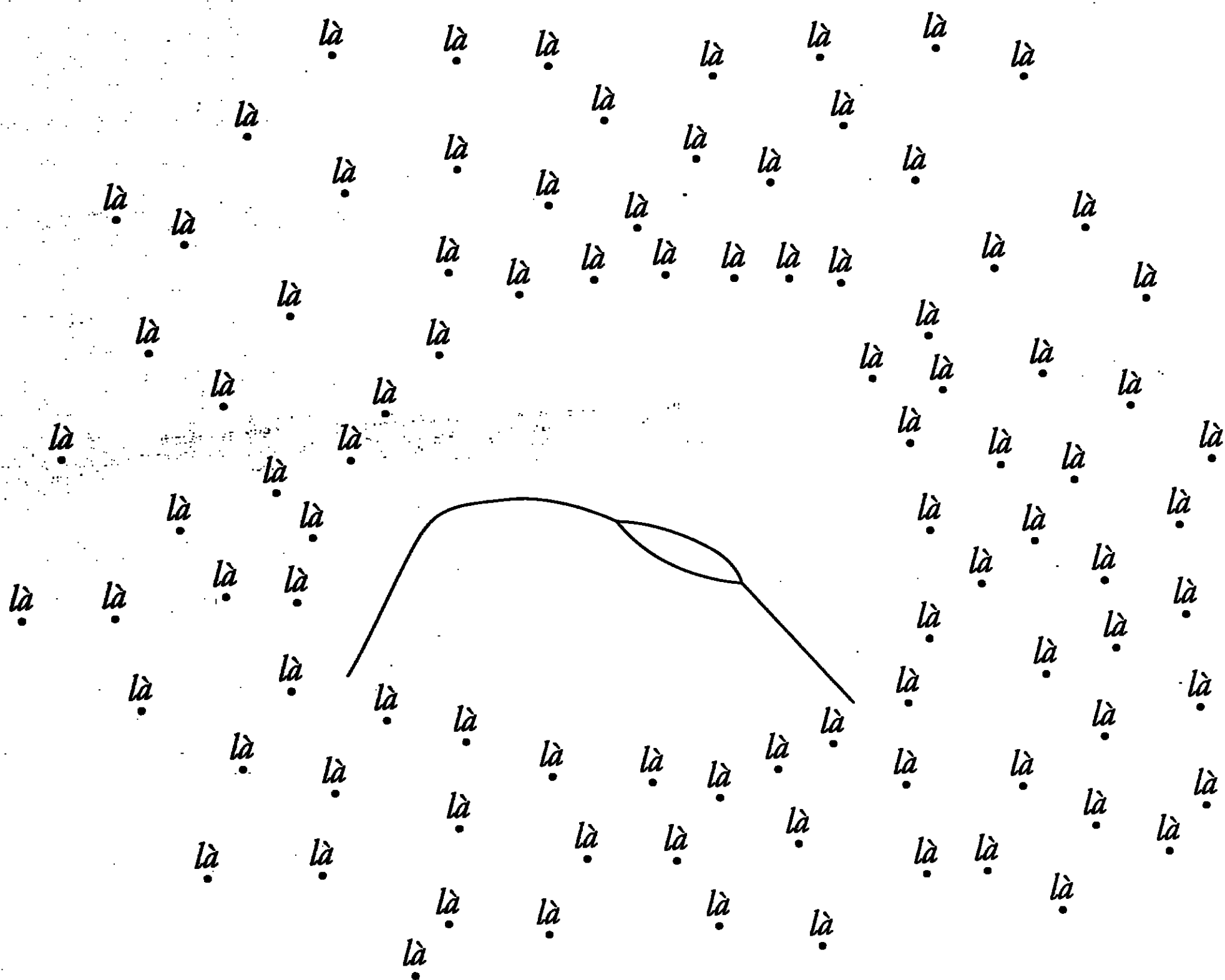
Venez rencontrer des spécialistes soviétiques de technologies avancées, responsables de recherche, de production ou de licences et procédés.

Pour toute information contacter Michèle CHARLES au (1) 47 80 64 27 Telex 612 469 F.

LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-SOVIETIQUE.



La RATP crée "Autrement Bus"  
pour aller de là à là sans passer par Paris.



Quand on vit en Ile-de-France, il est compliqué de se déplacer d'une ville à l'autre. En effet, tous les réseaux de circulation ont été conçus pour aboutir à la capitale. Pour redonner à chaque ville sa personnalité propre, il a fallu adopter une politique de décentralisation. Politique que la RATP a faite sienne en créant "Autrement Bus."

Un réseau qui se met en place progressivement. Un réseau aux mailles serrées pour que les agglomérations communiquent, pour que leurs habitants découvrent qu'il existe un théâtre, un centre sportif ou commercial à 5 minutes de chez eux, et qu'ils en profitent facilement et à tous moments, l'esprit libre.

L'esprit libre  
**RATP**

هكذا ليس الاصل



## DAMART

Le Conseil de surveillance a examiné, le 28 mars 1991, les comptes du Groupe et de Damart SA.

Le périmètre de consolidation a été élargi pour tenir compte de l'intégration : à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1990, de La Maison du Jersey (prêt-à-porter féminin en VPC).

À compter du 1<sup>er</sup> juillet 1990, du Groupe Valero (conserverie et lingerie), de Vernier-Leurent (patrimoine immobilier Damart) et de sa filiale Brevidev (vente par catalogue de meubles de bureau), de Simu (systèmes de motorisation pour fermetures).

Au 31 décembre 1990, le chiffre d'affaires hors taxes consolidé s'est élevé à 3 488,3 millions de francs contre 2 722 millions de francs en 1989 (+ 28,1 %).

En France, la branche d'activité traditionnelle Damart a été marquée par une stagnation du chiffre d'affaires (- 3 % pour la VPC et - 0,08 % pour les magasins-concils) due à la baisse des ventes de sous-vêtements chauds. Cette branche représente 40,7 % du chiffre d'affaires consolidé.

A l'étranger, le chiffre d'affaires est en hausse de 26,9 %, mais il comprend, en Espagne et en Italie, des ventes de stocks excédentaires. En excluant ces opérations, la progression de l'activité étrangère ressort à 15,5 %.

En Espagne, où les ventes progressent de 19,2 %, la perte nette, qui s'élevait à 74,8 millions de francs pour les six premiers mois de 1990, atteint 108 millions de francs sur l'ensemble de l'année. Les dispositions énergiques prises pour abaisser les frais commerciaux et de structure commenceront à se faire sentir sur l'année 1991, et la perte pourrait être réduite de moitié.

En Italie, où la progression du chiffre d'affaires a été plus faible, surtout en fin d'année, la perte nette s'élève à 15,4 millions de francs. Les mesures de restructuration mises en place pour effectuer la livraison directe des colis à partir de la France devraient permettre d'alléger fortement certains frais et d'améliorer sensiblement le service aux clients.

Au Japon, le chiffre d'affaires augmente de 33 % en yens (+ 8,4 % en francs français). Le résultat, en progrès, dégage un bénéfice net de 1,1 million de francs.

La part des filiales étrangères Damart dans le chiffre d'affaires consolidé est de 23,7 %.

La Maison du Jersey, qui est entrée dans le périmètre de consolidation à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1990, a confirmé la forte rentabilité de son activité : le chiffre d'affaires s'est élevé à 45 millions de francs, dégageant un bénéfice net de 6,5 millions de francs.

L'acquisition de la société Vernier-Leurent est intervenue au début du second semestre 1990. Cette société détient un patrimoine immobilier loué aux sociétés d'exploitation du Groupe et une filiale, la société Brevidev (vente par catalogue de mobilier de bureau), dont le chiffre d'affaires annuel a atteint 186,8 millions de francs. Pour le second semestre 1990, retenu pour la consolidation, les ventes de Brevidev se sont élevées à 89,2 millions de francs et la MBA à 2,5 millions de francs.

La prise de contrôle de Valero, dont le groupe détenait 25 %, a permis de mettre en œuvre d'importantes mesures de restructuration qui se traduiront dès 1991, par un résultat d'exploitation positif. Le chiffre d'affaires du second semestre représente 240 millions de francs. Les résultats, qui ne sont pas significatifs en raison d'éléments exceptionnels liés à la restructuration, font ressortir une perte d'exploitation de 25,5 millions de francs et un bénéfice net de 27,1 millions de francs.

Pour Simu, qui a intégré dans ses comptes l'activité de Simu à partir du second semestre 1990, la hausse du chiffre d'affaires est de 38,3 % (23 % à périmètre constant). La branche Simu, qui représente 24,8 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe Damart, a bénéficié, de nouveau, d'une conjoncture favorable, surtout en France, où l'activité de distribution a dépassé celle de l'Allemagne. Son bénéfice net s'élève à 101,3 millions de francs contre 74,1 millions de francs en 1989.

La comparaison des résultats consolidés par rapport à l'année 1989 n'est pas significative par suite de la modification du périmètre de consolidation. Ces résultats intègrent, notamment, des amortissements d'écarts d'acquisition (59,4 millions de francs) pour les entités nouvellement consolidées.

Le résultat d'exploitation a subi les effets conjugués des pertes d'exploitation de Damart Espagne, de Damart Italie et de Valero. Il s'élève à 161,5 millions de francs (278,4 millions de francs en 1989).

Compte tenu, notamment, de charges d'emprunts et de constitution de provisions pour dépréciation, le bénéfice courant avant impôts s'élève à 110,1 millions de francs (297,1 millions de francs en 1989).

Après impôts, participation et amortissement des écarts d'acquisition, le bénéfice net consolidé s'établit à 52,1 millions de francs (159 millions de francs en 1989), la part du Groupe étant de 26,5 millions de francs contre 143,6 millions de francs en 1989.

La marge brute d'autofinancement du Groupe s'élève à 197,6 millions de francs contre 229,6 millions de francs en 1989 (- 13,9 %). Elle représente 5,7 % du chiffre d'affaires consolidé.

Le Directoire proposera à l'Assemblée générale ordinaire du 20 juin de fixer le dividende net par action à 48 F, sans changement par rapport à l'année dernière.



Comptes 1990 :

Bénéfice net consolidé

part du groupe de 454,9 millions de francs (+ 19,4 %)

Réuni le 9 avril 1991 sous la présidence de M. Guy Dejouany, le conseil d'administration de la Société Générale d'Entreprises (SGE) a arrêté les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 1990 qui seront soumis à l'Assemblée générale ordinaire convoquée pour le 20 juin 1991.

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice a atteint 39 milliards de francs. A structure comparable, sa progression par rapport à 1989 s'établit à 13 %. Le montant des travaux réalisés à l'étranger a été de 15,9 milliards de francs, soit près de 41 % du total, dont 10,3 milliards de francs en Europe.

Cette évolution s'inscrit dans un contexte général marqué, en France, par la confirmation d'un certain tassement du marché des travaux routiers et par une réduction du nombre des nouvelles affaires de bâtiment, après plusieurs années de progression continue. A l'étranger, il convient de rappeler la poursuite des difficultés financières dans de nombreux pays traditionnellement clients des entreprises du secteur. La conjoncture générale dans les pays européens, où le groupe SGE est bien implanté, a été contrastée, avec, notamment, un recul en Grande-Bretagne, mais une évolution satisfaisante en Allemagne.

L'examen du compte de résultat consolidé fait ressortir une bonne progression du résultat courant des sociétés intégrées à 618,8 millions de francs, en augmentation de plus de 19 % par rapport à 1989. Le résultat consolidé part du groupe s'est élevé à 454,9 millions de francs, contre 381 millions de francs pour l'exercice 1989 (+ 19,4 %).

Au bilan consolidé, la situation nette passe de 1,4 milliard de francs à 1,9 milliard de francs, tandis que les comptes de provisions, au passif du bilan, s'accroissent d'environ 350 millions de francs, pour atteindre 5,65 milliards de francs.

La réduction de l'endettement net du groupe, qui est passé de 1,7 milliard de francs à fin 1989 à 1 milliard de francs à fin 1990, est la conséquence de la meilleure couverture des investissements (2,65 milliards en 1990) par la capacité d'autofinancement (2,1 milliards) et les cessions d'actifs, ainsi que l'amélioration du besoin en fonds de roulement.

Le résultat social de la société mère SGE pour 1990 a été arrêté à 204,6 millions de francs.

Le conseil a également examiné les perspectives de l'année 1991, qui devrait connaître, en dépit des tensions sur les marchés, une certaine progression de l'activité, avec, en particulier, de nouveaux développements attendus en Europe.

## Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

### RESULTATS 1990

Le Conseil d'Administration de GLM SA, réuni le 22 mars 1991 sous la présidence de Monsieur Alain Aubry, a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

#### COMPTES CONSOLIDÉS :

Le chiffre d'affaires du Groupe s'est élevé à 515,4 millions de francs, en augmentation de 6,3 %, sur l'exercice précédent. Le résultat net, part du Groupe, s'établit à 14,5 millions de francs, soit une hausse de 8,8 % par rapport à 1989.

Ces performances traduisent une consolidation des activités traditionnelles (VPC livres et logistiques), une progression de la VPC vins, une perte courante du secteur livrairie, liée à la rénovation des magasins, plus importante que prévue.

#### COMPTES SOCIAUX :

Le Holding GLM SA enregistre un bénéfice de 7 millions de francs, non comparable avec le résultat net de 1989 qui s'élevait à 35,6 millions de francs après prise en compte d'une plus-value d'apport de 34,9 millions de francs.

#### DIVIDENDE :

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire, convoquée pour le 27 juin prochain, de distribuer un dividende net de 10 francs par action, soit 15 francs avant fiscal compris, identique à celui de 1989 mais attribué à un nombre d'actions en progression de 8 % suite à l'augmentation de capital réalisée en 1990 par l'exercice de bons de souscription.

# IGLMI

### DÉVELOPPEMENT 1990 : + 23 % conformément aux prévisions



Groupe indépendant de Conseil et d'Ingénierie Informatique, UNILOG se situe au 7<sup>ème</sup> rang des sociétés de Service Informatique françaises sur le critère des prestations intellectuelles. Depuis son introduction sur le second marché de la Bourse de Paris en janvier 1988, UNILOG présente une croissance moyenne annuelle de 26 % en chiffre d'affaires.

RESULTATS CONSOLIDÉS (en MF)	1989	1990	Évolution
• Chiffre d'affaires	449	552	+ 23 %
• Résultat Net Consolidé	15,7	23,3	+ 48 %
• Résultat Net Part du Groupe	11,7	17,5	+ 49,5 %
• Marge Bénéficiaire Consolidée	3,5 %	4,2 %	-

Le Directoire proposera à l'Assemblée Générale de porter le dividende de F. 2,60 à F. 2,90 par action.

Pour 1991, UNILOG prévoit une croissance et une rentabilité conformes aux années précédentes.

## Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS

### LE BILAN ÉCONOMIQUE

ET SOCIAL 1990

200 pages - 47 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

### GARANTIE FINANCIÈRE

Loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971  
Décret n° 72-671 du 13 juillet 1972  
Conseil juridique

LA BANQUE INDOSUEZ, 96, boulevard Haussmann, 75008 Paris, informe qu'elle dénonce le contrat de caution de 200 000,00 FF établi le 16 mars 1979 pour le compte de M. Henri Cabot, 210, boulevard Bineau, 92200 Neuilly-sur-Seine, au titre de son activité de conseil juridique.

La garantie de la BANQUE INDOSUEZ cessera à l'expiration d'un délai de trois jours à dater de la présente publication.

Les éventuelles créances, à conditions qu'elles soient nées antérieurement à la cessation de la garantie, peuvent être produites au siège de la banque pendant un délai de trois mois à partir du présent avis.

## L'intérêt de nos obligations, c'est l'avenir de l'Europe

Institution financière de la Communauté européenne, la BEI favorise par ses prêts la réalisation d'une large gamme d'investissements productifs contribuant à l'intégration de la C.E. et à son développement équilibré.

La BEI participe également à la politique communautaire de solidarité envers 69 pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique et 12 pays méditerranéens. En outre, la BEI finance des projets économiquement sains et urgents dans certains pays d'Europe de l'est.

**EMPRUNT 9% AVRIL 1991**  
**DE F. 2 MILLIARDS NOMINAL**  
REPRÉSENTÉ PAR 400.000 OBLIGATIONS DE F. 5.000 NOMINAL  
assimilable à l'emprunt 9% 2003 code SICOMAM 11 068

Prix de souscription : 100,34 %, soit F. 5.007 par obligation, incluant le prix d'émission de 98,689 % soit F. 4.934,45 par obligation et le coupon coulé de 1,651 % soit F. 72,55 par obligation.

Date de jouissance : 1<sup>er</sup> Mars 1991.

Date de règlement des souscripteurs : 29 Avril 1991.

Date d'échéance : 1<sup>er</sup> Mars 2003.

Intérêt annuel : 9 % soit F. 450 par titre payable le 1<sup>er</sup> Mars de chaque année.

Taux de rendement actuariel du règlement : **9,18%**

Durée : 12 ans et 307 jours.

Amortissement normal : Les obligations seront amorties en totalité le 1<sup>er</sup> Mars 2003 par remboursement au pair.

Avant ce terme, il sera procédé en fonction des conditions du marché, au cours des 2 premières années, à des amortissements annuels par rachats en Bourse, portant au total sur un maximum de 52.000 obligations de manière à amortir 28.000 obligations la première année, 24.000 obligations la deuxième année.

Amortissement anticipé : Intéressé par remboursement.

Autorisé par rachat en Bourse.

Possibilité d'offres publiques d'achat d'obligations.

Régime fiscal : S'agissant d'un emprunt émis en France et, de plus, en vertu de l'article 28 de la loi de finances rectificative du 12 juillet 1985, les intérêts du présent emprunt, versés à des bénéficiaires ayant leur domicile fiscal en France, sont exonérés de la retenue à la source.

La question des intérêts et du remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des impôts que la loi met ou pourra mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

Cotation officielle 2<sup>ème</sup> Mai 1991 : à la Cote Officielle (Bourse de Paris).



Une notice d'information que a reçu le vendredi 15 du 11 Avril 1991 de la Commission des Opérations de Bourse a été publiée par l'Agence Economique et Financière du 15/04/1991.

## Banque européenne d'investissement

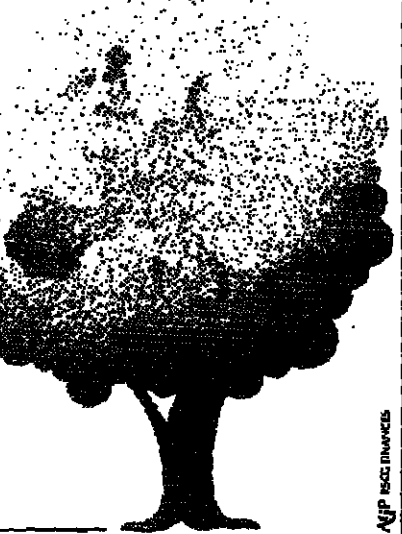
Avant de prêter, la BEI emprunte : pour faire face à l'important besoin d'investissement appelé par la réalisation des politiques communautaires et la perspective du "Grand Marché" de 1993, la BEI collecte ses ressources sur les marchés des capitaux.

Premier emprunteur supranational du monde et premier opérateur mondial en Europe, la BEI jouit de la notation la plus élevée sur les marchés ("AAA"). Ses titres sont cotés sur les principales places financières : ils offrent aux souscripteurs une exceptionnelle sécurité et l'assurance d'une liquidité élevée, par l'encours important de ses émissions publiques d'obligations.

En 1990, la BEI a consenti 13,4 milliards d'euros de prêts, à 95 % dans la C.E. En France, 1,7 milliard d'euros a été accordé pour :

- le développement du réseau européen de communications : Tunnel sous la Manche, TGV, Autoroutes, Télécommunications par satellites, etc ;
- le financement de plus de 3800 PME/PMI, en partenariat avec la vingtaine d'intermédiaires financiers qui relaie les prêts globaux de la BEI en France ;
- des projets industriels d'envergure, dont les programmes Airbus, Aérospatiales, etc.
- la protection de l'environnement et la réalisation de près de 200 équipements collectifs ;

La BEI finance l'avenir de l'Europe : forte de son expérience forgée au contact des marchés et des opérateurs, la BEI mobilise un important volume d'épargne et l'oriente vers la formation de capital fixe présentant un intérêt durable pour la collectivité européenne.



### le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

### L'EUROPE DE L'AUDIOVISUEL

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

### LA BOURSE EN DIRECT

### LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

### BOURSE

36,15 LE MONDE

### DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

### Le Monde

SCIENCES et MÉDECINE



# Le Monde

## CHAMPS ECONOMIQUES

Le financement des pays de l'Est

### La BERD, une banque d'affaires à vocation politique

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement espère se distinguer par son action de démocratisation de l'Est et la souplesse de son fonctionnement

**P**EU de ressources, beaucoup d'organismes pour les gérer. Telle pourrait être la première réaction à l'annonce de la création d'une institution internationale chargée d'assister financièrement des Etats en développement. Pourtant, cette semaine, un nouvel organisme multilatéral de développement voit le jour : la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

La BERD, chargée d'assister l'ancienne Europe socialiste dans sa démocratisation et sa transition vers l'économie de marché est-elle une simple institution financière de plus. Ou sera-t-elle amenée à jouer un rôle original dans la constellation des organismes d'aide au développement ?

Banque à vocation régionale, la BERD réunit en son sein, distinctement, des pays donateurs, et des pays attributaires. C'est le cas de pratiquement tous les organismes internationaux, à l'exception notable de ceux de Bretton Woods (Fonds monétaire international et Banque mondiale), dont tous les pays membres peuvent théoriquement avoir accès aux concours. Au fil des ans, cependant, une distinction de fait entre pourvoyeurs de capitaux et bénéficiaires de ressources s'y est opérée.

La BERD a, tout comme la Banque interaméricaine de développement, la Banque africaine de développement, ou la Banque asiatique de développement, vocation à intervenir dans une zone géographique précisément délimitée (1). Mais, contrairement à la Banque interaméricaine et à la Banque africaine, ce sont les pays donateurs, et non ceux qui reçoivent qui sont majoritaires.

A l'instar des autres organismes financiers internationaux, la BERD réalise des prêts à l'investissement, des dons dans certains secteurs comme l'assistance technique, et soutient les réformes économiques des pays membres (décentralisation, privatisations, marchés des capitaux...). Elle possède un siège permanent, à Londres, où se tient le conseil des gouverneurs et se réunit le conseil d'administration. Les nombreux exemples d'organismes déjà existant ont ainsi permis à la BERD de naître en un temps record, puisque trois mois à peine ont suffi pour que ses statuts soient rédigés (au premier trimestre de 1990).

#### Une double singularité

Dans la constellation des institutions multilatérales internationales, la BERD possède deux caractéristiques spécifiques majeures : elle est la seule dont les pays de la Communauté détiennent la majorité du capital (51 %, les Etats-Unis détenant 10 %), donc un droit de veto, la seule créée uniquement à l'ancienne Europe socialiste. Certes, la Banque européenne d'investissement, qui est actionnaire de la BERD, émane exclusivement de la CEE, mais son champ d'action ne s'étend que progressivement aux pays de l'Est (2).

Par ailleurs, seule la BERD consacre une large partie de ses activités à des opérations de type banque d'affaires (fusions-acquisitions, capitaux-risque, stratégie d'entreprises...). Encore que, depuis quelques années, la plupart des organismes internationaux se sont lancés dans les privatisations, créant à l'occasion des filiales spécialisées, comme la Société financière internationale, issue de la Banque mondiale, ou la Société interaméricaine de développement.

Les fondateurs de la BERD estiment que l'institution possède au moins deux traits originaux supplémentaires : son rôle politique, d'abord, sa souplesse de fonctionnement, ensuite. Mais seule la pratique pourra, dans quelques mois voire quelques années, déterminer la justesse de ces affirmations. Initiateur du projet de la BERD, Jacques Attali, qui fut jusqu'à la semaine dernière conseiller spécial du président

de la République, voit dans la banque, dont il est désormais président, la première institution d'une future Europe continentale, et le seul pont tangible, à l'heure actuelle, entre les deux parties de l'Europe.

Par ses relations privilégiées avec les dirigeants des nouveaux Etats démocratiques, la BERD pourra les conseiller, et veiller à ce qu'ils restent sur le chemin de la démocratie. Cette tâche est d'ailleurs inscrite dans le premier article des statuts de la banque : « L'objet de la banque est, en contribuant au progrès et à la reconstruction économique des pays d'Europe centrale et orientale qui s'engagent à respecter et mettent en pratique les principes de la démocratie pluraliste, du pluralisme et de l'économie de marché, de favoriser la transition de leurs économies vers des économies de marché, et d'y promouvoir l'initiative privée et l'esprit d'entreprise ». Restent à définir les instruments mesurant l'avancée de la démocratie, en URSS tout particulièrement. Les experts de la banque y travaillent.

#### Des transferts financiers

Quant à la souplesse de son fonctionnement, là aussi, le temps jouera. Il n'est pas facile d'avoir quarante et un actionnaires, un conseil des gouverneurs dans lequel chaque pays est représenté, un conseil d'administration de vingt-trois membres, et... son-

haiter mener des opérations pointues de type banques d'affaires, qui nécessitent des décisions rapides et supposent la concurrence avec des firmes privées. Pour l'instant, il est vrai, le personnel permanent de la banque est limité à moins d'une centaine de personnes.

Très critiquée lors de sa conception, notamment de la part des pays anglo-saxons qui redoutent la prolifération d'administrations internationales, la BERD s'est défini une mission spécifique. Le principe de son existence est difficilement contestable, dans la mesure où jusqu'à présent, aucune institution financière internationale ne regroupait, aux côtés des Etats occidentaux, la totalité de l'Europe centrale et orientale (3).

Le succès de la BERD dépendra sans nul doute de facteurs extérieurs : la volonté des autorités d'Europe de l'Est à poursuivre les réformes économiques, même à un prix social très élevé, et la persévérance des Etats occidentaux à effectuer des transferts financiers importants vers l'Est. A elle seule, la banque est en effet limitée à des opérations ponctuelles, avec son capital de 10 milliards d'euros (70 milliards de francs). S'alliant à d'autres organismes internationaux, à des entreprises ou des banques privées, ou prises ou des gouvernements, elle pourrait mettre en œuvre de véritables programmes de restructuration économique, allant de la réfection

des infrastructures à la privatisation de grandes entreprises.

En cela, le rôle des dirigeants de la BERD sera très politique : il leur faudra stimuler les capitaux internationaux afin qu'ils s'orientent, plus largement qu'aujourd'hui, vers l'Est. Pour cela, ils devront persuader les leaders du monde occidental que, malgré la longueur du processus et les revers possibles - à des degrés divers, la situation actuelle de l'Allemagne et de l'URSS en témoignent, - le chemin vers l'économie de marché est irréversible.

FRANÇOISE LAZARE

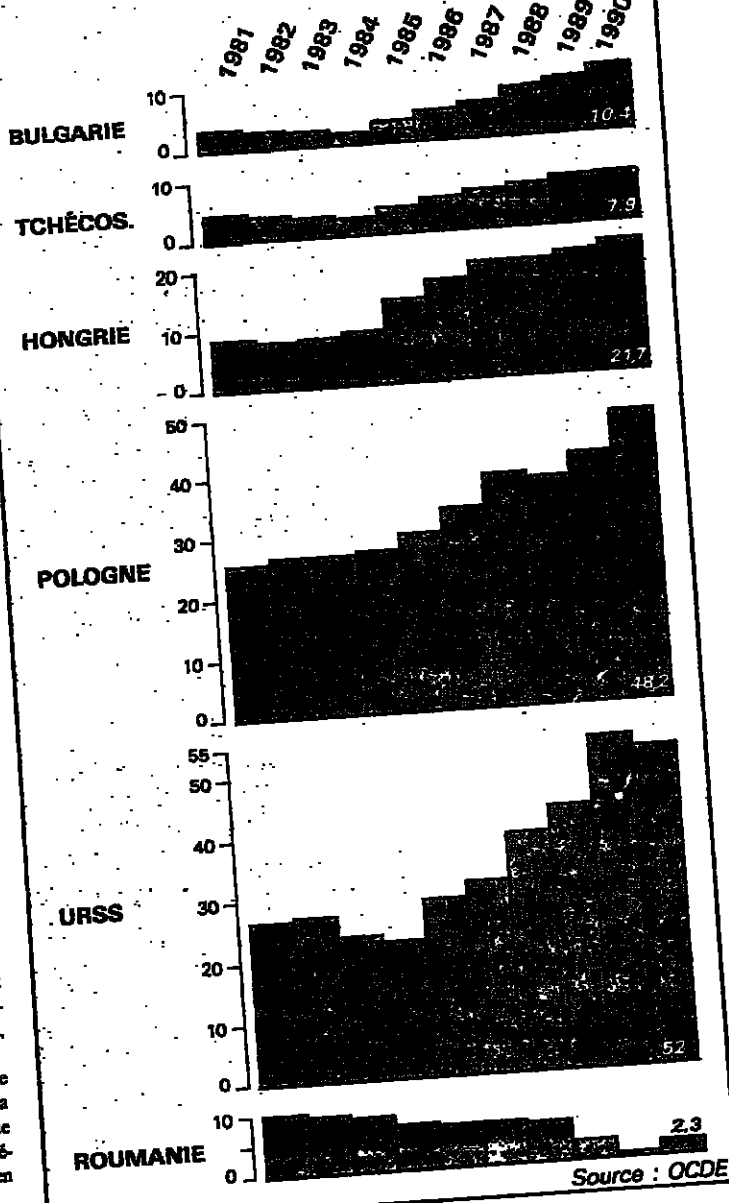
(1) Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, URSS, Yougoslavie. L'Albanie pourrait prochainement obtenir un statut d'observateur tandis que l'URSS, pour une durée minimale de trois ans, ne pourra emprunter davantage que l'équivalent de sa fraction libérée de capital.

(2) En dehors des pays de la convention de Lomé (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et de ceux du pourtour méditerranéen, le champ d'action de la BERD a été élargi à la Pologne et la Hongrie, et un processus est en cours pour la Tchécoslovaquie, la Bulgarie et la Roumanie.

(3) La Tchécoslovaquie et la Bulgarie ne sont devenues membres de l'UEO et de la Banque mondiale qu'en 1990, tandis que l'URSS (qui participait pourtant à la conférence de Bretton Woods) et l'Albanie n'en sont toujours pas membres.

#### Un endettement inégal

Dettes brutes en milliards de dollars



### Un risque d'inefficacité

Face à l'urgence des besoins, la nouvelle banque risque de succomber sous les mauvais dossiers sans assurer un financement normal de ses activités nous déclare Roy C. Smith

« A ce stade, est-il possible de faire un parallèle entre l'action de la Banque mondiale à la fin de la seconde guerre et celle de la BERD à l'aube d'un total bouleversement économique à l'Est ? »

« Oui, à cette différence près que dans le cas de l'Europe occidentale, avant guerre, il existait déjà une infrastructure institutionnelle et une tradition de secteurs des usines, qu'il a suffi de rétablir. Dans le cas de l'Europe de l'Est, cette base économique, la plupart du temps, n'existe pas. Il faudra des années pour la créer, pour faire en sorte que les gens apprennent à travailler selon de nouvelles normes. C'est au minimum une question de dix ans, alors que les besoins sont immédiats. La difficulté majeure pour la BERD consistera à essayer de satisfaire ce formidable degré d'urgence tout en assurant les conditions saines d'un financement normal de ses activités, sous peine de sombrer sous les mauvais dossiers. »

« C'est le problème auquel a été confrontée la Société financière internationale (SFI) dont l'action de « merchant banking » a beaucoup été critiquée. Pendant de nombreuses années, la SFI a dû faire face à une succession de mauvais prêts. Heureusement, la rentabilité de la Banque mondiale a permis de compenser ces contre-performances, mais il reste que, pendant longtemps, la SFI n'a pas fait d'opérations rentables. Le même résultat est apparu durant les années 60 lorsqu'ont été créés deux organismes spécifiques pour canaliser des capitaux privés vers des investissements en Asie et en Amérique latine. Le premier, destiné à l'Asie, a rapidement fait faillite. Le second, tourné vers l'Amérique latine, n'a pas tardé à subir le même sort. »

« La BERD risque-t-elle de déborder avec les institutions existantes ? »

« Dans une certaine mesure, oui. Le principal danger est de voir la BERD devenir aussi inefficace que les deux autres institutions régionales »

qui jouent un rôle assez voisin ailleurs, la Banque asiatique de développement et la Banque interaméricaine de développement, l'une dirigée par un Japonais, l'autre par un Mexicain. Comme ce sont des établissements de petite taille, elles sont obligées d'être très prudentes dans leurs engagements, très conservatrices, et au regard de l'action de la Banque mondiale, elles sont finalement de peu de poids et leur efficacité reste à démontrer.

« Est-ce pour cela que les Américains, principaux actionnaires de la Banque interaméricaine de développement, font pression sur ce moment pour qu'elle accorde dorénavant des prêts directement au secteur privé au lieu de les consentir à des agences de prêt gouvernementales, afin de mieux répondre aux besoins de la région où elle opère ? »

« Certainement. Les Etats-Unis ont toujours tenté d'influencer les politiques de prêt des banques de développement durant les cinquante dernières années. En vérité, l'idée d'avoir des établissements spécialisés d'avoir des établissements spécialisés sur l'Asie, l'Amérique latine, le Proche-Orient ou l'Europe de l'Est peut, a priori, paraître séduisante, mais, en réalité, les organismes existants à ce jour n'ont guère eu de réelle influence... »

« C'est pour cette raison que les Etats-Unis, à propos de la guerre du Golfe, ont finalement abandonné l'idée d'une Banque de reconstruction pour le Proche-Orient ? »

« Oui, sans doute. Et je crains que la BERD n'éprouve les mêmes difficultés. S'il s'agit d'une entité européenne, d'un groupe d'intérêts européens, son intérêt sera limité. En même temps, il faut admettre que les Américains voient d'un bon œil les Européens prendre la responsabilité d'assurer eux-mêmes la reconstruction de l'Europe de l'Est et de ne pas laisser ce soin à la Banque mondiale ou aux Etats-Unis, de prendre le leadership dans cette affaire. C'est bon signe... »

« Mais c'est aussi la raison pour laquelle les Etats-Unis n'ont pris que 10 % du capital de la BERD ? »

« Pas seulement. Encore que le

Trésor américain ait tellement de problèmes avec ses banques et avec le Congrès qui foune son nez partout dès lors qu'il s'agit de sorties d'argent qu'il a sans doute voulu éviter d'éventuels problèmes avec une institution qui accorderait des concours financiers à des pays dont la politique peut déplaire un jour ou l'autre aux parlementaires américains.

« Vous pensez en priorité à l'Union soviétique ? »

« Pas seulement. Ici, le Congrès considère que chaque événement qui se déroule dans le monde entier, quel que soit l'endroit, est de son ressort. Et si quelque chose ne lui plaît pas, il le sanctionne par un vote négatif. Les gens du Trésor ont constamment ce danger à l'esprit. »

« Faut-il beaucoup d'argent pour lancer une institution comme la BERD ? »

« Même en prenant en compte l'effet de levier des capitaux empruntés, il faut effectivement des moyens financiers très importants. Il n'est pas sûr que les 10 milliards d'euros de capital initial soient suffisants, à en juger par l'ampleur des besoins à l'Est. Ce que nous a appris l'exemple de l'Allemagne c'est surtout que le coût réel de la réunification de ce pays sera, à ce jour, quatre fois supérieur à ce que pensaient initialement les dirigeants de Bonn. Or il s'agit de l'ex-Allemagne de l'Est, le pays considéré comme le plus avancé parmi les nations de l'ancien bloc socialiste... »

Propos recueillis par SERGE MARTI

**eslsc**  
3<sup>e</sup> CYCLES SPÉCIALISÉS  
Un plus pour votre formation en Management  
Ces 4 programmes d'un an dispensés par un corps professoral et des spécialistes experts vous assurent une formation de haut niveau dans les domaines les plus porteurs du management.  
**TRADING**  
**INGÉNIERIE FINANCIÈRE**  
**MANAGEMENT DES ENTREPRISES**  
**GESTION DE PATRIMOINE**  
Renseignements : 3<sup>e</sup> Cycles Spécialisés GROUPE ESLSCA, 1, rue Bougainville - 75007 Paris - tél. : (1) 45 51 32 59  
ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES  
Fondée en 1949 - Reconnue par l'État

سكزا ابن الاصل



orientations  
SERVICEFilières, débouchés, métiers :  
des écoles vous informent.

M. Mme Mlle  
Adresse : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_ Niveau d'études 90-91 \_\_\_\_\_ Age : \_\_\_\_\_  
désire recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

- |   |   |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Classes Préparatoires                  | <input type="checkbox"/> Design, Design Industriel        |
| <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques           | <input type="checkbox"/> Electronique                     |
| <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles de Commerce, Gestion    | <input type="checkbox"/> Expertise Comptable              |
| <input type="checkbox"/> Préparer un MBA                        | <input type="checkbox"/> Formation en Alternance          |
| <input type="checkbox"/> 2 <sup>e</sup> Cycle de Gestion        | <input type="checkbox"/> Formation Continue               |
| <input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale       | <input type="checkbox"/> Gestion Financière               |
| <input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion | <input type="checkbox"/> Gestion du Personnel             |
| <input type="checkbox"/> Architecture                           | <input type="checkbox"/> Vieillesse, Restauration         |
| <input type="checkbox"/> Architecture d'Intérieur               | <input type="checkbox"/> Informatique                     |
| <input type="checkbox"/> Armées : Management et Logistique      | <input type="checkbox"/> Ingénieur Aérospatial/Automobile |
| <input type="checkbox"/> Arts Graphiques                        | <input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste               |
| <input type="checkbox"/> Arts et Techniques du Spectacle        | <input type="checkbox"/> Journalisme                      |
| <input type="checkbox"/> Assistante de Direction/Bureautique    | <input type="checkbox"/> Logistique Production            |
| <input type="checkbox"/> Administratives                        | <input type="checkbox"/> Paramédical                      |
| <input type="checkbox"/> Communication et Culture               | <input type="checkbox"/> Prothèse Dentaire                |
| <input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise        | <input type="checkbox"/> Recherche Scientifique           |
| <input type="checkbox"/> Communication, Publicité               | <input type="checkbox"/> Relations Internationales        |
| <input type="checkbox"/> Compétitivité                          | <input type="checkbox"/> Réseaux et Télécommunications    |
| <input type="checkbox"/> Cours par Correspondance BTS           | <input type="checkbox"/> Sciences Politiques              |
| <input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po   | <input type="checkbox"/> Sténographie/Communication       |
| <input type="checkbox"/> Danse                                  | <input type="checkbox"/> Tourisme, Accueil                |

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémoille  
75008 Paris (réponse par courrier uniquement)  
ou composez sur minitel **3615 code ORIENTATIO**

## DIRECTION GENERALE

L'entraînement à la Direction Générale  
par des dirigeants et experts choisis parmi les meilleurs

## CPA - JOUY

L'étape décisive de votre carrière

Programme "Plein temps" de 12 semaines dont 2 à l'étranger.  
Pour directeurs et cadres supérieurs sélectionnés  
pour leur expérience professionnelle et leur potentiel.

Prochaines sessions :

Automne : 23 septembre/13 décembre 1991  
Printemps : 30 mars/19 juin 1992

Inscription en cours.



Renseignements et inscriptions :  
CPA - JOUY  
1, rue de la Libération - 78350 JOUY-EN-JOSAS  
Madame DRUMARE (t) 01.69.25.19

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Le Monde  
DOSSIERS  
& DOCUMENTS

Avril 1991

## LE BRÉSIL

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde  
EDITIONSREVUE  
D'ECONOMIE  
FINANCIERE

Le N° 15 est paru  
"Le financement de l'économie mondiale :  
les perspectives"

Après avoir analysé, dans une perspective historique, la  
dynamique du financement de l'économie mondiale\*, la  
Revue d'Economie Financière présente les contradictions  
financières actuelles et futures.

Au moment même où l'on observe un gonflement arti-  
ficiel des marchés financiers, les besoins de financement  
nationaux et internationaux — y compris de l'Est et du  
Sud — n'ont jamais été si cruciaux.

Comment seront réglés les mécanismes de l'allocation  
de l'épargne ? Quels sont les rôles dévolus aux institu-  
tions publiques et privées, nationales et internationales ?  
Le dernier numéro de la REF expose les analyses et les  
suggestions des experts universitaires et professionnels  
internationalement reconnus.

\*REF N°14 : Le financement de l'économie mondiale  
L'expérience historique

EN VENTE EN LIBRAIRIE

## CHAMPS ECONOMIQUES

La BERD et le financement des pays de l'Est

## Les trois défis majeurs

La nouvelle institution devra trouver des projets rentables,  
définir une doctrine d'intervention et attirer des capitaux privés

par Jean-Louis Reiffers

L'aurait été possible de conce-  
voir l'intervention multilaté-  
rale au profit des pays de  
l'Europe de l'Est à l'image de  
ce que fut, en son temps, le  
Plan Marshall. Après tout, il s'agit  
bien de reconstruire des économies  
qui, à bien des égards, posent des  
problèmes semblables à ceux aux-  
quels étaient confrontés les pays  
européens à l'issue de la deuxième  
guerre mondiale : économies dés-  
organisées, marchés parallèles  
généralisés, profonde dégradation  
de la productivité du secteur  
public, suraccumulation d'en-  
caisses monétaires et niveau  
d'épargne financière faible,  
contrôle des prix et fermeture aux  
échanges internationaux.

Cette solution n'a pu être rete-  
nue au vu des montants financiers  
requis, de la situation globalement  
déficitaire des pays de capitalisme  
avancé (96 milliards de dollars de  
déficits courants en 1990) et des  
incertitudes qui pèsent sur la  
volonté réelle de démocratisation  
des pays concernés. L'avantage de  
la solution Plan Marshall aurait été  
d'effectuer un transfert important  
et gratuit sur une période courte  
qui aurait laissé la pleine responsa-  
bilité de l'utilisation des montants  
transférés aux pays bénéficiaires.

Elle aurait permis d'éviter, en  
tout cas, que le transfert perde peu  
à peu ses caractères essentiels pour  
devenir un moyen récurrent de  
bouclage d'un compte de trésorerie  
mondial où la consolidation des  
encours de prêts effectués par les  
créanciers préoccupe autant que les  
exigences du développement des  
débiteurs, situation qui caractérise  
actuellement le transfert onéreux  
effectué au profit des pays en déve-  
loppement.

Une crédibilité  
bancaire

En décidant de faire une Banque  
européenne, la communauté inter-  
nationale a donc choisi une solu-  
tion conforme à ses moyens actuels  
et à l'état du processus de libéri-  
sation mis en place dans les éco-  
nomies concernées. Ne boudons pas  
notre satisfaction de voir la France  
à l'origine de cette initiative,  
d'avoir su réaliser une large iden-  
tité de vue sur la nécessité de cette  
institution majoritairement euro-  
péenne et d'avoir placé à sa tête un  
intellectuel engagé plutôt qu'un  
financier.

La BERD va néanmoins être  
confrontée à trois défis majeurs  
dont la satisfaction requiert des  
conditions difficilement compati-  
bles. En premier lieu, elle devra  
établir sa crédibilité bancaire, c'est-  
à-dire lever des capitaux sur les  
marchés internationaux — ce qui ne  
peut se faire dans les conditions  
actuelles qu'à des taux d'intérêt  
variables élevés, — et trouver des  
projets ayant un rendement suffisant pour  
dépayer un autofinancement natio-  
nal et permettre le remboursement  
du principal et des intérêts en  
devises. Bien que s'effectuant dans  
un contexte de pénurie d'épargne,  
la levée de capitaux ne devrait pas  
poser de difficultés particulières  
compte tenu de la signature de  
l'institution et des garanties gou-  
vernementales qu'elle obtiendra  
sur le remboursement de ses prêts.  
La recherche du « marché »,

c'est-à-dire des projets à financer,  
est, en revanche, beaucoup plus  
délicate. Bien que les projets abon-  
dent, il y a en peu susceptibles de  
produire une rentabilité économi-  
que suffisante pour supporter, sans  
report sur les générations futures,  
c'est-à-dire sans endettement  
cumulatif, une charge d'intérêts  
élevée et un remboursement en  
devises qui se renchérit du fait  
des importantes et inévitables  
dévaluations des monnaies natio-  
nales.

Sauf à privilégier les projets à  
économies externes (infrastruc-  
tures, éducation notamment), dont  
la rentabilité intrinsèque est diffi-  
cile à évaluer, la BERD devra trou-  
ver une place sur le marché étroit  
du projet mixte : public-privatisa-  
ble, ou privé. La réussite dans ce  
domaine est la condition de la cré-  
dibilité bancaire de la BERD et le  
contexte actuel est de ce point de  
vue peu favorable.

On observe, en effet, depuis le  
début des années 80, que les  
prêteurs, du fait du niveau des  
taux d'intérêt, ne peuvent retien-  
dre que des projets ayant des taux de  
rendement plus élevés que dans la  
période des années 70, alors même  
que la rentabilité exposée a forte-  
ment baissé à cause du niveau  
déprimé de l'activité économique.  
Cette situation qui résulte des dés-  
équilibres Nord-Nord pousse les  
prêteurs à transformer leur risque  
de taux en risque de crédit, ce qui  
est particulièrement dangereux  
dans le cas des pays de l'Est qui  
représentent, pour des raisons poli-  
tiques, un risque de crédit d'ores et  
déjà considérable.

En deuxième lieu, la BERD  
devra avoir une doctrine d'interven-  
tion qui fondera sa crédibilité.  
La doctrine dominante de la  
communauté internationale  
consiste à dire aux pays de l'Est :  
« Ouvrez vos économies le plus  
rapidement possible, ajustez vos  
variables macroéconomiques (prix,  
taux d'intérêt, taux de change) au  
niveau relatif requis pour vous per-  
mettre de disposer de signaux d'al-  
location du capital conformes à la  
place réelle de vos économies dans  
la communauté internationale et  
dans les conditions de libre-échange  
organisationnelles permettant de  
passer d'un système à ressources  
non contrôlées à un système à res-  
sources rationnelles. »

Ce discours économique fait  
actuellement l'objet d'un consen-  
sus général d'autant plus qu'il est  
appuyé par un métallage qui  
assimile démocratie à réalisation  
rapide des ajustements nécessaires  
et des réformes qui les permettent,  
et suspecte de conservatisme col-

lectiviste toute attitude plus  
prudente pendant la phase de transi-  
tion. A regarder de plus près la  
situation actuelle des pays d'Eu-  
rope de l'Est qui ont joué le jeu de  
la libéralisation à marche forcée,  
on s'aperçoit que l'ajustement des  
variables macroéconomiques est  
d'un niveau tel que, s'il satisfait  
bien les désirs des agents indivi-  
duals consommateurs qui le mani-  
festent par la disparition des mar-  
chés parallèles, il décline  
simultanément une considérable  
partie des immobilisations, c'est-à-  
dire du capital productif accumulé  
par les générations précédentes, et  
crée le chômage correspondant, en  
particulier dans l'industrie. La  
valeur ajoutée industrielle étant  
pour plus de 90 % le fait de mono-  
poles publics fonctionnant dans  
des conditions d'exploitation  
incompatibles avec les signaux du  
marché mondial, l'application bru-  
tale de ces signaux réduit presque  
immédiatement de moitié la taille  
de l'industrie et des banques qui  
ont dans leur actif les encours de  
crédits effectués auprès de ces  
monopoles.

Le catalyseur  
des fonds

Par ailleurs, les incompatibilités  
entre les conditions de fonctionne-  
ment de ces monopoles et celles  
des agents privés sont telles que  
des dynamiques de chaos ne man-  
queront pas de se manifester, phé-  
nomène qui semble d'ores et déjà à  
l'œuvre dans plusieurs pays. Trai-  
ter ce problème par privatisation ou  
s'en remettre à la privatisation qui  
ne pourra concerner que les seules  
entreprises publiques rentables  
dans un contexte d'épargne natio-  
nale insuffisante — risque d'avoir à  
terme des conséquences imprévisi-  
bles sur le processus démocratique  
lui-même.

Il y a là un champ d'interven-  
tion, indispensable à prendre en  
compte, pour la Banque euro-  
péenne qui pourra utilement s'ins-  
pirer de l'histoire de la reconstruc-  
tion industrielle de la France et de  
l'Allemagne. Elle devra s'impliquer  
dans la réhabilitation et la libéri-  
sation de ces monopoles, ce qui est  
possible au vu de ses statuts, si  
l'objectif ultime en est la privatisa-  
tion. En touchant au poumon  
public du système, elle aura à  
développer des solutions progres-  
sives et originales, aussi bien finan-  
cières qu'industrielles.

Elle devra faire admettre à ses  
actionnaires la possibilité de ren-  
dables des entreprises publi-  
ques, imaginer des solutions  
mixtes fondées sur des modifica-

tions en profondeur des règles de  
contrôle des entreprises publiques,  
justifier des solutions financières  
originales, en particulier favoriser  
des holdings chargés de la réhabili-  
tation, voire développer des insti-  
tutions financières spécialisées.  
Enfin, toute action à ce niveau  
suppose une action dans les pays  
européens eux-mêmes.

Le passage à un marché plus  
concurrentiel dans les pays d'Eu-  
rope de l'Est impose l'ouverture de  
notre propre marché dans des pro-  
portions équivalentes. Les grands  
monopoles publics pourront sup-  
porter la concurrence sur leur pro-  
pre marché, condition de la réus-  
site d'une politique de libéralisation  
des prix à l'Est, s'ils  
ont, en contrepartie, accès au mar-  
ché européen. Cela implique de  
revoir le contenu des contrats  
internationaux de licence, de por-  
ter une extrême attention sur les  
conditions du transfert de la  
technologie, tâche qui nécessitera à  
la BERD une compétence en  
matière d'assistance technique  
allant bien au-delà de l'ingénierie  
financière.

En troisième lieu, la BERD  
devra jouer un rôle de catalyseur  
des fonds privés bancaires et indus-  
triels vers les pays d'Europe de  
l'Est. L'expérience de ces dix der-  
nières années de financement  
public du développement montre  
qu'une meilleure gestion interna-  
tionale de la dette extérieure et un  
financement multilatéral d'ajuste-  
ment ne suffisent pas à attirer les  
capitaux privés.

C'est à juste titre que la BERD  
envisage une activité importante,  
du type Banque Lazard, qui asso-  
ciera ses propres interventions à  
des interventions privées. Cepen-  
dant, pour que le flux soit signifi-  
catif il faudra que l'intervention de  
la BERD soit perçue comme un  
élément réducteur de la « prime de  
risque » que les investisseurs at-  
tachent à leurs opérations. La coor-  
dination avec les autres organismes  
officiels de prêts multilatéraux et,  
en particulier, les institutions du  
Bretton-Woods, ne suffira pas.

La BERD devra développer, en  
liaison avec les autres institutions  
européennes, sa propre évaluation  
du risque pays et forger des critères  
qui ne seront pas forcément ceux  
qui sont dominants actuellement.  
Le grand avantage de la BERD est  
de ne pas être engagée dans ces  
pays. Son raisonnement peut donc  
être davantage centré sur des  
considérations de progrès économi-  
que plutôt que sur des considéra-  
tions qui tiennent à la performance  
de son portefeuille d'encours pas-  
sés.

Elle pourra apprécier de façon  
plus indépendante les progrès vers  
la libéralisation, faire partager son  
analyse aux investisseurs privés et  
contribuer ainsi à générer un flux  
de capitaux démultipliant sa pro-  
pre action. A cet égard, il n'est pas  
interdit de penser que l'attitude de  
prudence actuelle, fondée sur les  
déconvenues enregistrées par les  
prêteurs auprès des pays en déve-  
loppement, puisse être infléchi au  
bénéfice des pays de l'Europe de  
l'Est.

► Professeur à l'université d'Aix-  
Marseille-II.

## Renseignements publicités

Le Monde

AFFAIRES

Tél. : 45-55-91-82 - Poste 4160 ou 4107

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article,

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms

et index du Monde au (1) 40-66-29-33

Imprimerie

de « Le Monde »

12, r. M. Gombard

94852 IVRY Cedex

1989

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75501 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Téléc : 206.808 F

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président

François Huguet, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montesson, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Téléc : MONOPUB 206 136 F

Tél. : 45.55.91.82 - Fax : 45.55.91.71

du journal Le Monde et RAGE Presse SA

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-60-30-10

Téléc : 281.311 F

Le Monde

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-60-32-90

Tél. : (1) 40-60-32-90

Tél. : (1) 40-60-32-90

Tél. : (1) 40-60-32-90

Tél. : (1) 40-60-32-90

Tél. : (1) 40-60-32-90

Tél. : (1) 40-60-32-90

Tél. : (1) 40-60-32-90

Tél. : (1) 40-60-32-90

Tél. : (1) 40-60-32-90

Tél. : (1) 40-60-32-90

Tél. : (1) 40-60-32-90

Tél. : (1) 40-60-32-90

Tél. : (1) 40-60-32-90

Tél. : (1) 40-60-32-90

Tél. : (1) 40-60-32-90

Tél. : (1) 40-60-32-90

Tél. : (1) 40-60-32-90

Tél. : (1) 40-60-32-90

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐6 mois ☐1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les

noms propres en capitales d'imprimerie.

PP-Paris 99



## CHAMPS ECONOMIQUES

Les interrogations de la Communauté européenne

# Une treizième monnaie

Avec le projet britannique d'écu lourd, l'idée d'une unité commune revient en force

par Henri Bourguinat

**L**e plan d'écu renforcé (« hard » écu) proposé l'année dernière par celui qui n'était alors que chancelier de l'Echiquier, John Major, n'a pas fini de déran-ger. Ses débuts avaient pourtant été bien timides : présenté le plus souvent sur le continent comme un simple subterfuge susceptible au moins de retarder cette marche lente mais apparemment inexorable vers la monnaie européenne unique dont les Britanniques ne veulent à aucun prix, cet antidote du plan Delors paraît quelque peu regagner du terrain. C'est par rapport à lui que contre-propositions et aménagements abondent.

Pour certains, en France comme en Espagne et au Danemark, voici que l'idée d'une cheminement différent des trois étapes du projet élaboré par le comité Delors en 1989 et entré par la Commission de Bruxelles par le point d'émersion. Sans doute, cet antidote encore loin d'être d'accord sur tout. Les uns (Espagne) préféreraient une monnaie commune constituée par l'écu panier actuel mais dont la composition serait seulement modifiée au profit des monnaies les plus stables.

En France, quelques-uns, du côté du Trésor en particulier, opineraient plutôt en faveur d'un écu « fort » cessant progressivement d'être un panier et devenant une véritable monnaie susceptible d'être émise par le Système européen des banques centrales (SEBC) qui doit être mis en place au cours de la phase II du Plan Delors. Cet écu panier apparaît, en quelque sorte, comme un moyen d'expérimentation d'une monnaie d'abord commune en attendant de devenir monnaie unique, envisageable seulement au cours de la phase III.

### Un fond de synchronisme

La Commission de Bruxelles, la Belgique et l'Italie continuent, pour leur part, à se vouer au schéma des trois étapes tel d'ailleurs qu'il paraît avoir été confirmé par les deux derniers sommets européens de Rome. L'idée serait, on le sait, de promouvoir, au cours de la prochaine conférence monétaire européenne, la mise en place du SEBC et, simultanément, de développer l'usage de l'écu, qui deviendrait la monnaie commune de l'Europe.

A l'autre extrémité, la RFA et les Pays-Bas tout en admettant plus ou moins l'idée d'un écu « stable et fort » devenant, à l'issue d'un long processus de convergence, la monnaie unique du Système monétaire européen (SME), refusent toujours la perspective d'un écu treizième monnaie du SME. Comme vient de le rappeler encore récemment Hans Tiemeyer, le numéro trois de la Bundesbank, les Allemands sont « toujours opposés à toute promotion sciemment artificielle de l'écu ».

C'est sur ce fond de synchronisme de l'écu que le projet britannique est intervenu. Il faut dire qu'il n'est pas sans intérêt dans la mesure où il relance l'idée de monnaie commune et où il oblige à ne pas s'en tenir aux discussions can-tonnées à des autorités monétaires parfois un peu trop dominées par

le souci d'abandonner le moins possible de leurs prérogatives alors que le débat est beaucoup plus vaste.

Le contenu technique du projet britannique n'a peut-être pas retenu suffisamment d'attention sur le continent. Certes, on a bien noté qu'il s'agissait de mettre en place non pas une véritable Banque centrale européenne chargée peu à peu, comme dans le plan Delors, des compétences les plus décisives au regard de la détermination de la politique monétaire (régulation des taux d'intérêt, intervention de change vis-à-vis des monnaies tierces) mais, seulement, d'un Fonds monétaire européen responsable de l'émission de l'écu. De même a été largement commenté le volet du projet stipulant que si, dans une première étape, l'écu demeurerait un panier, il acquerrait ensuite, en devenant écu « renforcé » (hard), les attributs d'une véritable monnaie.

Par contre, on a peut-être pas assez mesuré la portée d'une autre règle édictée par le plan britannique. Celle-ci concerne la garantie que devrait assurer le Fonds monétaire européen (FME) : l'écu renforcé ne pourrait être dévalué vis-à-vis d'aucune monnaie participant au mécanisme de change européen. Pour ce faire, chaque pays participant devrait accepter l'obligation, d'une part, de maintenir constante la valeur en écu de ses avoirs et de monnaie nationale au Fonds et, d'autre part, de racheter sa monnaie en écu renforcé (ou en d'autres monnaies fortes) chaque fois que le FME le lui demanderait (1).

Rejoignant les idées déjà anciennes (Irving Fisher, 1920) de « dollar compensé », tout se passe comme si, au cours de la première étape, une monnaie commune, le mark venait à être révaluée, la quantité des autres monnaies nécessaires pour acheter un écu aurait à être accrue de façon que l'unité européenne conserve une valeur stable. On remarquera d'ailleurs que la proposition espagnole, leur cas de figure, n'est pas fondée sur la même idée mais avec un moyen technique différent : en cas de réévaluation, c'est la pondération de l'écu panier qui serait automatiquement modifiée, de façon que l'écu ne se déprécie pas vis-à-vis des monnaies n'ayant pas dévalué.

En somme, la place des monnaies fortes s'accroît au fur et à mesure qu'elles seraient réévaluées ; inversement, celle des monnaies faibles diminuerait. Le seul problème serait qu'à la longue les monnaies des pays les moins vertueux ne compteraient plus guère dans la définition du panier alors

que celles des (du ?) pays à monnaie forte domineraient.

Cette idée d'un écu renforcé et compensé n'est pas sans intérêt. Elle s'insère en fait dans un débat qui n'a jamais vraiment tout à fait cessé entre les tenants d'une formule de monnaie commune co-circulant en parallèle des monnaies nationales préexistantes et celle, plus radicale, de la marche vers une monnaie unique. Certes, le plan britannique n'exclut pas tout à fait qu'un jour cet écu nouvelle manière devienne la seule monnaie de l'Europe.

Mais, à l'évidence, ce temps est prévu comme suffisamment lointain pour que le statut de la livre sterling ne soit pas menacé de suite. Comme, du côté des partisans du plan Delors, il y a manifestement ceux (France, Belgique, Italie) qui voudraient que l'écu devienne, dès la seconde étape, monnaie commune en attendant d'être monnaie unique de la troisième étape et que, à l'autre extrémité, les Allemands et les Hollandais n'y semblent guère favorables, le débat reste entier.

### L'ombre du mark

Au point de vue technique, on peut certes glosier presque à l'infini sur les mérites de l'une ou l'autre des solutions envisagées. La force des solutions importantes en matière de substitution des monnaies nationales à l'unité européenne. A l'inverse, elle a l'avantage de donner la parole au marché chargé demain de dire quelle doit être la « bonne monnaie » du système, perspective assez séduisante par rapport aux discussions laborieuses qui interviennent dans le cas de mise en place d'un Système européen de banques centrales.

Dans l'un comme dans l'autre des deux schémas (monnaie commune comme monnaie unique), l'idée d'un écu « au moins aussi fort » que la plus forte des monnaies, qui fut surtout d'abord une concession faite à nos amis allemands pour leur « vendre » l'idée d'écu, mériterait aussi d'être mieux explorée. On aimerait savoir, en particulier, qui souhaiterait s'endetter en une telle monnaie et comment on pourrait gérer son pouvoir d'attraction sur les monnaies tierces en cas de baisse du dollar ou du yen ?

Beaucoup d'autres points d'interrogation demeurent. Citons seulement ici celui de la possibilité d'avoir une politique monétaire commune au niveau du SEBC prévu par le plan Delors et une politique budgétaire qui préten-

drait demeurer définie, pour l'essentiel, au plan national ? A notre sens, une politique commune de taux d'intérêt qui ne serait pas adossée à une dette publique européenne aura bien du mal à se mettre en place. Pour cette raison, prétendre aller vers une monnaie unique et conserver des politiques budgétaires autonomes pourrait bien relever du leurre pur et simple.

Toutefois, plus que technique, le problème de base demeure avant tout d'essence politique. Il est peu niable que, de ce point de vue, la voie de la monnaie unique (plan Delors) est celle qui exige les renoncements les plus immédiats et les plus étendus à la souveraineté monétaire nationale. Tel est, en réalité, le prix à payer pour éviter les risques d'une treizième monnaie co-circulant en parallèle des monnaies nationales et susceptible, à tout moment, d'être substituée par les agents à celle-ci.

A l'autre extrémité, il est non moins certain - on ne cesse de le voir avec l'asymétrie des récentes décisions allemandes en matière de taux d'intérêt - que l'idée de monnaie européenne unique est plus exigeante en matière de convergence des préférences étatiques. En somme, les tiraillements actuels ne font que refléter cette dualité fondamentale. Il est cependant certain qu'au moment où l'Allemagne vient, par sa réunification, d'augmenter son potentiel de 16 millions de consommateurs et son PNB de plus de 10 %, l'ombre portée d'une zone mark, retient davantage qu'auparavant.

En fait, la théorie récente des « zones monétaires optimales » enseigne qu'il y a inévitablement deux grands types d'unions monétaires : celles qui sont obtenues par alignement sur l'hégémonie de la zone et celles - beaucoup plus rares - qui découlent de la négociation et d'un partage réel du pouvoir. On comprend qu'aujourd'hui certains pays européens, au premier rang desquels se situe la France, hésitent à franchir le pas et scrutent avec plus d'intérêt qu'auparavant l'autre branche de l'alternative, celle de la monnaie simplement commune.

► Professeur à l'université Bordeaux-I.

(1) Bank of England, Quarterly Bulletin, Août 1990.

Comment atterrir à Singapour sans avoir les traits tirés et le visage défait après une nuit de vol ?



### Paris - Singapour non-stop

Il est bon de savoir qu'UTA assure la liaison Paris - Singapour 3 fois par semaine, dont 2 en vol non-stop, et l'assurera 4 fois en vol non-stop à partir du 29 août. Non-stop, n'importe quel habitué vous dira à quel point c'est appréciable. Finis les réveils en pleine nuit, finis les changements d'avion. Nos passagers bénéficient d'une nuit complète à bord. Ce n'est pas tout : avec l'arrivée au tout nouveau terminal Airtropolis Changi 2, vos voyages deviennent infiniment plus confortables.

Et d'ailleurs ça se voit sur votre visage.

Allez très loin pour être plus proche de vous.

CHRISTIAN DE BOISSIEU

► L'Europe monétaire, de Jean-Pierre Patat, Editions La Découverte, Paris 1990, 123 p., 42 F.

## La monnaie-pouvoir

**F**AUT-IL continuer à s'ar-bouter sur un clivage entre le monétaire et le financier, dans un monde où tout incite à la libéralisation financière est en voie d'achèvement, la construction de l'Europe monétaire n'a pas encore atteint le point de non-retour, malgré les progrès intervenus depuis le rapport Delors. Il s'en faut même de beaucoup, si l'on considère les états d'âme, les reculs et autres manœuvres de diversion qui se sont multipliés depuis quelques mois.

Que la transition du SME (système monétaire européen) vers une éventuelle union économique et monétaire (UEM) intervienne de façon non linéaire n'a rien d'étonnant, compte tenu des enjeux et des résistances prévisibles à l'abandon de certains attributs de la souveraineté nationale. « La monnaie est un pouvoir », disait l'économiste Roy Harrod, et à plus d'un titre.

Mais ce qui surprend le plus, c'est la pauvreté du débat analytique sur de nombreux points. Qu'il s'agisse du projet britannique d'écu « lourd », du choix crucial entre l'optique d'une monnaie européenne unique et celle d'une monnaie commune parallèle aux monnaies nationales, du degré souhaitable de coordination des politiques budgétaires dans un espace financier intégré, etc. Les analyses coûts-avantages de l'UEM convainquent même les

plus réservés de la légitimité de l'objectif final, même si les avantages économiques fixés « à priori » de la monnaie unique, sont sans doute plus faciles à quantifier que les coûts politiques, du point de vue de certains pays membres (de tous ?), de la supranationalité. Le mérite du livre de Jean-Pierre Patat est de mettre ces débats en perspective historique, sans verser dans les écueils extrêmes de l'optimisme béat et du cynisme dévastateur. Une fresque qui souligne la permanence des espoirs et des points d'achoppement. Le vocabulaire s'est modifié, le thème de la convergence est devenu presque écrasant car sollicité à tout bout de champ, et pourtant la plupart des débats actuels - sur le rythme et la séquence de la transition, la place des « sauts institutionnels » - nous ramènent aux discussions du début des années 70.

### Une omniprésente globalisation

Derrière le souci de la rigueur et de la nuance, on sent pointer les préférences (pour une approche institutionnelle plutôt que pour la concurrence monétaire débridée suggérée par la proposition britannique, pour une accélération de l'intégration monétaire au moment où la réunification allemande réduit, à court terme du moins, certaines asymétries et ouvre peut-être une « fenêtre », etc.), mais aussi les interrogations de

fond. Que peut signifier l'indépendance d'une banque centrale (en l'occurrence l'Eurofed) dans un contexte où la globalisation est omniprésente ? Quelle serait la viabilité d'une Europe à deux ou trois vitesses ? Comment envisager les ajustements dans une zone avec des parités irrévocablement fixes, ou avec une monnaie unique ? Comment assurer la cohérence du « policy-mix » européen sans une bonne dose de coordination des politiques budgétaires ? Voilà un échantillon représentatif, mais beaucoup d'autres thèmes sont abordés.

L'ouvrage - modèle d'écriture économe en mots et riche en idées - a été pour l'essentiel rédigé avant les événements du Golfe, qui ont un peu terni la crédibilité du projet européen. Le mal n'est pas irrévocable, mais la relance devrait se faire rapidement pour réduire l'écart lancinant entre les mots et les choses, et pour éviter de ravalier l'idée européenne à un processus menant de conférences en conférences.

Aux Européens, en effet, de démontrer à leurs partenaires américains et japonais qu'ils sont capables de maintenir le consensus lorsque les échéances se rapprochent et que le flou des concepts s'estompe inévitablement.

**PCS**  
PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE

Centre de préparation aux HEC et à Sciences Politiques. Créé en 1976.

- Classes prépa ESC et classes pilotes HEC
- Corps professoral réputé
- Suivi personnalisé et groupes homogènes
- Admission sur dossier pour bacheliers B, C, D.

Classes pilotes HEC

Conditions d'admission

- Vale générale
- bac C plus mention et/ou admissibles aux concours
- Vale économique
- bac B et D plus mention et/ou admissibles aux concours
- Dépôt des dossiers à partir de janvier

GRUPE ESLSA - PCS  
48, rue de la Fédération 75006 Paris  
tél. 01 45 64 59 98  
enseignement supérieur privé

سكن في الامم



## CHAMPS ECONOMIQUES

## CHRONIQUE

PAUL FABRA

**N**OUS sommes au printemps de l'année 1898, dans un salon bien-pensant de province. Le maître de maison, qui vient d'ouvrir un journal de la veille qui traîne sur la table, relance la conversation en attendant de faire un whist :

« Les hostilités n'ont pas encore sérieusement commencé, dit-il, entre l'Espagne et l'Amérique. Quelles sont vos prévisions, général ? Je serais bien désireux de connaître, à ce sujet, l'opinion d'un militaire aussi éminent que vous. »

L'éminent militaire fait attendre son jugement, comme pour lui donner plus d'autorité. Il commence par parler de l'imprudence que les Américains ont commise en déclarant la guerre, ajoutant que cela « pourrait bien leur coûter cher ». Ces propos, pourtant accompagnés d'un début d'argumentation sur une prétendue impréparation américaine, ne suffisent visiblement pas aux membres de la bonne société rassemblés au coin du feu. Pressé par la vieille M<sup>me</sup> de Courtois de dire que « ces bandits d'Américains seront vaincus », le général Cartier de Chalmot répond :

« Leur succès est problématique... Je dirais même qu'il serait paradoxal et qu'il infligerait un insoutenable démenti à tout le système en usage dans les nations essentiellement militaires. En effet, la victoire des Etats-Unis serait la critique en action des principes adoptés dans toute l'Europe par les autorités militaires les plus compétentes. Un tel résultat n'est ni à prévoir ni à souhaiter. »

Ces paroles sont écoutées avec bonheur. Un notable traduit par ces mots le sentiment par tous ressenti : « Le succès militaire de nos voisins serait accueilli bien favorablement en France ; et qui sait s'il ne déterminerait pas chez nous un mouvement royaliste et religieux ? » Satisfait, on passe vite à d'autres sujets pour parler enfin de l'Affaire. L'hôte s'exprime à nouveau pour affirmer : « Quand deux conseils de guerre se sont prononcés, il ne peut subsister le moindre doute. »

A ce point de son récit, Anatole France fait intervenir l'arrivée d'un domestique qui apporte le courrier, avec le journal du jour. Voici ce que, dans un grand silence, le maître de maison y lit tout haut :

« Le commodore Dewey a détruit la flotte espagnole dans le port de Manille. Les Américains n'ont pas perdu un seul homme. »

Soul, ce dernier fait (qui eut lieu le 1<sup>er</sup> mai 1898 et valut au commodore George Dewey d'être dans son pays traité comme un héros jusqu'à sa mort en 1917), est-il besoin de le préciser, est de nature à rap-

peler des événements récents. En tout, la guerre contre l'Espagne (avril-août 1898) en Asie et aux Caraïbes aura fait 450 morts sur le champ de bataille dans les rangs américains, plus un nombre plus ou moins indéterminé mais très supérieur de tués espagnols (le général Schwarzkopf refuse par ailleurs de se laisser entraîner dans un « décompte de cadavres » irakiens).

Le traité de paix signé à Paris reconnaît aux Etats-Unis de considérables avantages. L'Espagne leur cède purement et simplement Porto-Rico et l'île de Guam (même si la guerre a été engagée au nom de la liberté contre une puissance coloniale « obscurantiste »), tandis qu'elle leur « vend », contre une somme de 20 millions de dollars, les Philippines. Le président William McKinley, ayant annoncé à l'ouverture des hostilités que les opérations militaires ne seraient pas entreprises dans un esprit de conquête, la simulation d'une vente était curieusement destinée à servir de couverture morale : chaque époque a ses fictions ou ses hypocrisies. Quant à Cuba, elle devenait indépendante, mais sous une étroite tutelle américaine. C'est l'explosion du croiseur Maine en rade de La Havane (dont Washington avait accusé l'Espagne, mais ce fait ne fut jamais élucidé) qui avait conduit à l'effortement armé, les Etats-Unis envoyant des secours aux insurgés de l'île.

Le romancier de l'Anneau d'Améthyste, comme il se doit, a réduit au minimum dans son livre l'allusion à l'épisode de la guerre hispano-américaine (dans le court chapitre 9, dont nous venons de donner quelques extraits), tout à fait hors de son sujet principal. Il n'a pas retenu que l'aspect dont il avait besoin pour parfaire sa description de l'état d'esprit qui régnait dans la petite ville où il situe une partie de son intrigue. On n'y voit l'événement extérieur qu'à travers le prisme des préjugés de ses personnages. L'insigne mérite d'Anatole France est de montrer, en quelques phrases (la littérature fait gagner beaucoup de temps), que leur appréciation est aussi faussée en ce qui concerne la culpabilité du capitaine Dreyfus que la montée en puissance des Etats-Unis. On dira que, l'expérience (terrible expérience du vingtième siècle) aidant, et grâce aussi aux extraordinaires progrès de l'information, il est heureusement peu de chances que des préjugés aussi énormes puissent aujourd'hui

## Vive la littérature !

avoir cours. Cela est sans doute vrai mais invite, malgré tout, à quelques réflexions.

En réalité, le général auquel l'écrivain prête le nom inventé de Cartier de Chalmot a tort d'affirmer comme il le fait d'entrée de jeu que « les Américains ne sont pas préparés à la guerre ». Ils le sont, au contraire au plus haut point, matériellement et encore plus intellectuellement. Cela, un officier français de haut rang avait les moyens de le savoir, à condition bien sûr de s'intéresser aux affaires de son métier. Il est vrai qu'au moment où le conflit commence l'armée de terre américaine compte en tout et pour tout 27 000 hommes (elle n'en engagea jamais plus de 17 000, à Cuba précisément). Trente-trois ans auparavant, à la fin de la guerre de Sécession, les Etats-Unis, pour un court espace de temps, avaient disposé de l'appareil militaire le plus puissant du monde. La démobilisation avait été aussi rapide et radicale qu'elle le fut par la suite au lendemain des guerres auxquelles ils participèrent pendant tout le siècle.

**C**EPENDANT, à partir de 1890, Washington s'engage dans une politique déterminée de réarmement naval. Un courant nationaliste et expansionniste, minoritaire mais très influent, fait campagne dans ce sens. Il a l'appui de Cézenn Kene, le vieux dire du magnat de la presse William Randolph Hearst. Celui-ci, un peu plus tard, dans ses journaux à sensation, attisera une hystérie belléiste anti-espagnole, à coup de reportages et de documents truqués sur les « atrocités ». Un des chefs de file du mouvement d'affirmation nationale est le jeune parlementaire Theodore Roosevelt, qui deviendra par la suite secrétaire à la marine avant d'être porté à la Maison Blanche. Quand il sera président des Etats-Unis, de 1901 à 1909, il entretiendra le bruit fantasmatique de l'état-major de Guillaume II et le misme à l'étude un débarquement allemand sur le continent nord-américain.

Aux Etats-Unis, qu'on décrit volontiers alors (et qui se décrivent eux-mêmes) comme une nation plus intéressée par l'action que par la réflexion sur l'action, un événement d'édification de première grandeur se produit en 1890. Un officier de marine écrit en trois volumes (dont le premier publié cette année-là) ce qui est aujourd'hui considéré comme le plus grand livre, à la fois théorique et historique, jamais consacré, tel est le titre, à l'influence de la

maîtrise de la mer sur l'histoire (*The Influence of Sea Power upon History*). Les idées développées par Alfred Thayer Mahan (fils d'un des premiers instructeurs de West Point) dans son ouvrage inspirent directement le programme, lancé à la même époque, de construction d'une nouvelle flotte de guerre. Avant de participer en personne, comme conseiller au Naval War Board, à la conduite de la guerre contre le royaume d'Espagne, Mahan détermine par son ascendant le choix de l'exécutif et du Congrès en faveur d'une marine composée de gros navires (cuirassés) de combat, alors que, sous l'influence de la jeune école des stratèges navals français, certains voudraient donner la préférence à une flotte plus légère entraînée à la guerre de course (laquelle réapparaîtra par la suite, sous une forme particulièrement dévastatrice, avec l'entrée en action des sous-marins allemands pendant la première, puis la seconde guerre mondiale).

Cependant, Anatole France (dont on peut supposer qu'il n'était pas un spécialiste d'histoire militaire) est doublement inspiré quand il met dans la bouche de son général, comme pour mieux le confondre, ces mots : « La victoire des Etats-Unis serait la critique en action des principes adoptés dans toute l'Europe... » Encore à la fin du siècle dernier, la pensée stratégique américaine est principalement influencée par les travaux du théoricien français Antoine Henri, baron de Jomini, dont le livre le plus connu (en deux volumes), *Précis de l'art de la guerre* avait été publié une première fois en 1838 et avait été précédé d'un monumental *Traité des grandes opérations militaires*, publié entre 1804 et 1816 (l'époque s'y prêtait). C'est un peu plus tard qu'on commença à s'intéresser en Amérique, ô combien, à Clausewitz (1).

Les raisons pour lesquelles on avait souvent, en Europe, grossièrement surestimé la force militaire des Espagnols (ils marquèrent un grand courage, mais leurs navires étaient défectueux, leur stratégie incertaine) restent aussi peu claires que celles qui ont fait croire, dans des circonstances et un contexte à tous égards très différents, à une grande et durable capacité de résistance irakienne dans la récente guerre du Golfe.

A la fin du siècle dernier, les Etats-Unis étaient déjà devenus la première puissance

économique du globe, et étaient reconnus pour telle. Mais on y voyait plutôt dans cette promotion un facteur défavorable. Ces Américains sont un peuple d'entrepreneurs et de marchands, mais les hommes d'affaires et les commerçants savent-ils se battre ?

Aujourd'hui, ce serait plutôt un préjugé inverse qui aurait cours. Les Américains sont les premiers à mettre en doute la « compétitivité » de leurs entreprises sur le marché international face aux producteurs japonais ou européens (sans parler des Coréens). En revanche, leur supériorité militaire apparaît éclatante depuis la guerre du Golfe. Cette supériorité elle-même n'est-elle pas cause d'affaiblissement économique ? La question n'est pas hors de propos. Compter trop sur les commandes militaires, avec leurs marges bénéficiaires confortables et pratiquement garanties, a pu donner de mauvaises habitudes aux industriels américains. Une véritable discipline de marché a des exigences autrement plus stimulantes pour le rendement, la chasse aux coûts injustes. Mais ceux qui ont tablé sur le déclin des Etats-Unis se sont toujours trompés. Les entreprises européennes ont aussi leurs subventions, les systèmes d'indemnisation du chômage, de ce côté-ci de l'Atlantique, ouvrant la voie à des abus dévastateurs qui n'existent pas aux Etats-Unis.

**L**A lourde défaite des Espagnols, à Manille et à Santiago-de-Cuba, à la fin du dix-neuvième siècle, rappelle aussi combien un peuple a du mal à reprendre sa place dans la course à partir du moment où il a raté une étape de son développement. Un peu moins de cent cinquante ans auparavant, une puissante escadre anglo-américaine, commandée par l'amiral Vernon, avait entrepris de faire tomber le port de guerre de Cartagena, en Colombie. Du temps de la marine à voile, qui occupait Cartagena et La Havane contrôlait les Caraïbes. Retenue dans le fort San-Felipe (intelligente adaptation des conceptions de Vauban à l'art de se défendre contre un ennemi venu de la mer), les Espagnols, en plein milieu du dix-huitième siècle, et à la veille de la révolution industrielle, qu'ils manquaient à peu près complètement, étaient encore capables de résister victorieusement aux Anglo-Saxons. S'ils avaient été battus, tout le nord de l'Amérique du Sud aurait cessé d'être latin.

(1) Pour les faits et les dates cités dans ce paragraphe et le précédent, je m'inspire d'un livre publié en 1973 (et réédité par Indiana University Press) par un historien américain, Russell Weigley : *The American Way of War*.

## A TRAVERS LES REVUES

MICHEL BEAUD

## Le pavé dans la mare

Ce numéro de la *Revue économique*, consacré à « Economie et histoire, nouvelles approches » (1), est dédié à la mémoire de Bernard Rosier (2), pour qui la réflexion économique ne pouvait que s'enrichir dans la prise en compte des relations sociales et des dynamiques historiques.

Deux articles nous éclairent sur le processus au cours duquel s'est réalisée la séparation entre l'économie et l'histoire : trois chercheurs d'une équipe de l'université d'Aix-Marseille. Ils montrent comment les économistes libéraux ont « prouvé à deux coups de force épistémologiques » : en premier lieu, ils ont postulé la clivabilité ontologique de l'économie ; en second lieu, ils ont attribué à cet espace fermé une dimension naturelle, neutralisant ainsi l'influence de l'histoire sur leur objet d'étude » et ouvrant donc la voie à l'adoption de la méthode abstraite et hypothético-déductive.

Richard Arena (université de Nice) nous rappelle que, au sein de la tradition néoclassique, c'est après les grands fondateurs, Alfred Marshall, Léon Walras, Stanley Jevons, que le recours à l'observation ou à l'histoire dans la formulation des hypothèses théoriques a progressivement disparu. Une fois accomplie la séparation entre économie et histoire, comme c'est aujourd'hui le cas, plusieurs voies s'offrent pour qu'il se soit de conserver la dimension historique au travail sur la réalité économique.

La première est l'histoire économique : largement acceptée et couramment pratiquée, elle souffre de l'être souvent sans rigueur. Elle peut même basculer dans l'incohérence dès lors que l'on applique à des sociétés du passé des outils inappropriés de l'analyse économique moderne.

La deuxième, consiste dans l'effort pour articuler les deux démarches de la compréhension historique et de l'analyse économique : par exemple, en se servant de l'histoire pour identifier et situer les objets d'analyse et pour en vérifier ou réfuter hypothèses ou théories.

La troisième est plus ambitieuse : elle vise à construire une « économie historique ». Tel est le projet affiché

par Pierre Dockès et Bernard Rosier : ceux-ci rappellent le propos de Joseph Schumpeter, selon lequel Marx « fut le premier économiste de grande classe à reconnaître et à enseigner systématiquement comment la théorie économique peut être convertie en analyse historique et comment l'analyse historique peut être convertie en histoire rationnelle ».

Ils mettent en avant « la volonté de faire de l'économie un privilège de l'analyse du changement dans un temps historique, donc de situer le déroulement des phénomènes économiques dans une dynamique de l'irréversibilité, de l'innovation irréductible, mais aussi dans l'épaisseur du social, de ses jeux conflictuels, de retrouver la diversité des durées et des rythmes ». L'histoire humaine ne pouvant se réduire ni à celle de la nécessité ni à la rencontre du hasard et de la nécessité, « il faut faire intervenir le vouloir humain individuel et collectif, donc les conflits ».

Leur ambition est en définitive de construire « un emboîtement [...] de théories de généralités variées, depuis les plus générales appuyées sur des concepts très englobants et qui sont de simple logique formelle jusqu'aux plus circonstanciées qui retiennent

des concepts singuliers. Et l'explication d'un fait singulier peut supposer l'ensemble de la « boîte à outils » [...] Ainsi, on aurait une théorie du changement technique à l'échelle de l'évolution de l'espèce humaine, une théorie à l'échelle du capitalisme, d'une forme élastique de ce système social, d'une conjonction courte donnée [...] ».

Cette même ambition a animé bien des économistes, marxistes ou institutionnalistes notamment, comme elle anime aujourd'hui les auteurs de l'école de la régulation ou certains travaux des « conventionnalistes » (3). On doit d'ailleurs relever les convergences que dégagent Robert Boyer (CEPREMAP/CNRS) et André Orléan (Ecole polytechnique/CREA), pour les conventions salariales et notamment le forisme, entre la théorie des conventions et les analyses en termes de régulation. Selon eux, « la théorie des conventions et des institutions, en voie d'émergence, exercera très probablement des effets considérables sur les conceptions et les méthodes de l'histoire économique ».

La vision proposée par Immanuel Wallerstein, fondateur et animateur du Fernand Braudel Center à la

State University of New-York-Binghamton, part du refus radical de la division en sciences sociales que nous a léguée le dix-neuvième siècle. Pour lui, en effet la division du monde économique, politique et socioculturel n'a aucun sens ; aucune institution ne peut être exclusivement située dans une seule de ces aires et « la sainte trinité politique/économique/société-culture n'a aucune valeur intellectuelle heuristique aujourd'hui ».

## Pour une science sociale historique

« Ce dont nous avons besoin, c'est d'une réorganisation fondamentale, dans une perspective globale, des activités de la connaissance en sciences sociales historiques » : la réalité est nécessairement historique, et la théorie que nous avons à élaborer doit s'inscrire dans la « science sociale historique », dont les « économiques historiens » ont montré la voie et qui reste à construire.

Cette thèse est un pavé dans la mare. Car, niant la possibilité de découper dans la réalité une tranche constituant l'économie, remettant en question la validité même d'une approche économique, elle met en cause le projet même de l'économie historique. D'ailleurs, deux études concrètes présentées dans ce numéro, l'une sur une innovation médicale, l'autre sur la monnaie, illustrent bien la difficulté de traiter ces objets comme simplement économiques et suggèrent ce que pourrait être une approche globale.

L'équipe de l'université de Lyon-II fait ressortir les différentes dimensions – commerciale, financière, culturelle – de la monnaie : « Une approche multidimensionnelle des faits sociaux permet de saisir les fonctions monétaires comme un rouage fondamental des rapports sociaux. Ceux-ci ne peuvent pas être réduits à des échanges économiques marchands et ne sont pas un simple aggrégat de comportements individuels [...] ».

« La monnaie est au cœur du processus de socialisation car elle est un élément essentiel du processus d'intégration non seulement des activités économiques mais plus généralement

des individus et des groupes. La monnaie est un fait social total. »

Et de même est un fait social total, non réductible à l'économie, le capitalisme ; de même toute activité productive et de même toute activité marchande. La thèse d'Immanuel Wallerstein devrait au moins forcer les économistes qui cherchent à élaborer des systèmes explicatifs globaux, que ce soit à travers l'économie historique, la théorie de la régulation ou l'économie des conventions, à expliciter en quoi ils sont économistes et comment ils définissent le champ de l'économie.

N'est-il pas révélateur que celui qui est considéré comme le plus

grand économiste libéral vivant, Friedrich Hayek, ait publié son dernier ouvrage d'économie en 1941 et travaille depuis plusieurs décennies à expliciter sa vision globale de la société libérale ?

Au risque d'irriter l'un et l'autre, ne peut-on pas dire qu'ainsi Hayek donne raison à Wallerstein ?

(1) « Economie et histoire, nouvelles approches », numéro réalisé sous la direction de Pierre Dockès et Bernard Rosier. *Revue économique*, mars 1991. (54, boulevard Raspail, 75006 Paris ; abonnements : PNFSP, 27, rue Saint-Guilhem, 75007 Paris.)

(2) Voir le *Monde* du 16 février 1991.

(3) Voir notre chronique, « Un nouvel éisme ? » dans le *Monde* du 30 mai 1989.

## Kaléidoscope

– La coordination des politiques monétaires ; les dynamiques de l'union économique et monétaire européenne, *Revue d'économie politique*, janvier-février 1991.

– Le financement de l'économie mondiale : 21es perspectives, sous la direction de Patrick Artus, Anton Brender et Jean-Marie Thivesaud, *Revue d'économie financière*, hiver 1990.

– Les trois pôles des échanges internationaux ; le dollar ; l'agriculture au GATT, *Economie prospective internationale*, premier trimestre 1991.

– L'économie industrielle internationale : une discipline en construction, *Revue d'économie industrielle*, premier trimestre 1991.

– Méthodes de prévision de la demande d'énergie ; coûts à long terme de la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, *Revue de l'énergie*, janvier 1991.

– Mer d'Aral : destruction d'un écosystème ; France 2000 : perspectives de consommation, *Futuribles*, février 1991.

– France : les salaires de l'Etat

et leur dispersion ; les échanges au sein de la famille, *Economie et statistique*, janvier 1991.

– L'ex-RDA vers l'économie de marché ; la distribution en Chine, le *Courrier des pays de l'Est*, janvier 1991.

– Zaire, un pays à reconstruire ; la petite économie marchande à Kisangani, *Politique africaine*, mars 1991. Afrique : l'enjeu de l'Unquay Round, *Afrique 2000*, janvier-mars 1991.

– Pays en développement : investissements directs internationaux et désendettement, *Economie appliquée*, 1990, n° 4.

– Paradoxes français de la crise des années 30, numéro dirigé par Robert Boyer, *Le Mouvement social*, janvier-mars 1991.

– L'économie, une science sans hommes ? *Sciences humaines*, mai 1991.

– Ricardo et Morishima, Vablen et Hayek, Erik Lundberg, Gunnar Myrdal, *Journal of the History of Economic Thought*, Fall 1990.

سكنا من الامم

Dirigea

DIRECTEUR TECHNIQUE

DIRECTEUR D'UNION

ateur de Depart

DIRECTEUR LOGISTIQUE



Une société française au rayonnement mondial, concevant et produisant des biens d'équipement industriel de haute technologie recherche son

L'entreprise peut évoluer de "l'artisanat éclairé" à la production industrielle. Les talents et les compétences, l'outillage et les équipements, le marché et la notoriété : tous ces acquis attendent le chef d'orchestre qui harmonisera l'activité du BE, des Méthodes, de la Fabrication et du Contrôle Qualité pour entrer dans une véritable industrialisation.

De formation supérieure (Ecole Centrale de Paris, Arts et Métiers, INSA Lyon...), vous avez une expérience probante de responsabilités en fabrication, sur cycles longs, de produits mécaniques très sophistiqués.

Votre crédibilité technique, vos qualités relationnelles et votre pragmatisme vous permettront d'apporter une contribution déterminante au Comité de Direction de cette entreprise en pleine mutation et dont les perspectives sont grandes. Vous travaillerez indifféremment en français ou en anglais.

La rémunération proposée est de 500 KF.

Le poste est basé à Evry Ville Nouvelle.

Veuillez adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence 7399, à notre conseil : Nédélec Consultants & Associés - Immeuble "Le Conseil" - 14, rue du Bois Guillaume 91024 Evry Cedex.

NCA

## DIRECTEUR TECHNIQUE

Responsable de fabrication

C I C H

COMPAGNIE  
INTERNATIONALE  
DU CHAUFFAGE

Avec plus de 2 milliards de C.A., nous sommes l'un des leaders européens de l'équipement de chauffage. Nous poursuivons notre croissance par acquisition d'autres sociétés en Europe.

Pour notre Fonderie d'Autun, nous recherchons le futur :

## DIRECTEUR D'USINE

Rattaché au Directeur Industriel du Groupe, il dirige une unité de 300 personnes qui fabrique les radiateurs en fonte du groupe. Sa responsabilité industrielle s'étend aux autres aspects du produit, en liaison avec le Marketing.

Les équipements sont modernes et performants (automatismes, robots...) : d'autres investissements sont prévus.

Au minimum 40 ans, vous avez une formation d'ingénieur généraliste ou à dominante électromécanique et une expérience de la production (si possible en milieu automatisé et en grandes séries), complétée par la responsabilité d'un site industriel.

Dans un groupe industriel dynamique, vous trouverez une réelle opportunité de mettre en valeur vos qualités de gestionnaire et votre capacité à innover.

La maîtrise d'une langue étrangère est très souhaitable (anglais ou allemand).

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), en indiquant la réf. 1924/M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une entière discrétion.

251, Bd Pérelre - 75017 Paris

Actiman

Entreprise de fabrication et distribution de produits de grande consommation située à Barcelone, ayant de nombreux points de vente en Espagne, C.A. environ 500 Millions FF, 700 personnes environ, faisant partie d'un Groupe International important, recherche un

## Directeur de Département

De formation supérieure (HEC, ESC, etc.), âge minimum 30 ans, il aura quelques années d'expérience dans le domaine financier (Contrôle de gestion, Audit, Direction Administrative/Financière ou similaire) lui permettant d'avoir une vue globale de l'entreprise. Il aimera utiliser cette expérience financière comme tremplin afin d'étendre son rayonnement vers le marketing et surtout le "Product Management".

Dépendant de la Direction Générale, il prendra en charge un des Départements importants de l'Entreprise.

Il devra posséder l'esprit d'un chef d'Entreprise. Il sera un gestionnaire par formation et expérience et un Manager d'hommes par vocation.

Il travaillera dans la langue espagnole et devra donc déjà la parler couramment ou être en mesure de la maîtriser rapidement.

Nous offrons une rémunération motivante, une grande délégation, une formation à nos méthodes et d'excellentes possibilités de carrière dans une entreprise internationale.

Merci d'envoyer votre CV EN FRANÇAIS, photo, salaire actuel, sous réf. 6350 à Mamrèges, 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

La filiale d'un groupe international, réalisant un très important investissement dans l'Est de la France, recherche son

## DIRECTEUR LOGISTIQUE

pour cette nouvelle unité de production située dans un environnement de qualité et proche de grandes villes universitaires.

Il aura en charge la gestion et l'optimisation des flux de matières et de matériels :

- achats - gestion d'importants magasins de pièces et de matériels de rechange - gestion des commandes et des stocks de produits finis - expédition et organisation des transports.

De formation de type BAC + 4 ou équivalent (commercial, gestion ou technique), vous avez une expérience confirmée des achats, de la gestion des stocks et/ou des transports internationaux, une bonne pratique de l'anglais et si possible une formation complémentaire en logistique.

La rémunération, particulièrement motivante, est à la hauteur de cette fonction stratégique.

Merci d'adresser votre dossier (lettre + CV) sous référence S/1511, à notre Conseil qui le traitera en toute confidentialité.

SELETEC

CONSEIL DE DIRECTION

25, avenue du Général de Gaulle  
B.P. 333/89  
67008 STRASBOURG CEDEX

A 28/30 ans, votre formation juridique supérieure et votre première expérience ont fait de vous un spécialiste du crédit-bail immobilier.

Fort de cette compétence, vous souhaitez aujourd'hui rejoindre un groupe bancaire innovateur.

Au sein de la Direction des Affaires Immobilières du Crédit Commercial de France, nous vous proposons de participer au développement de nos filiales de crédit-bail immobilier.

Secondant le responsable juridique, vous avez pour mission le montage juridique et fiscal des dossiers, la gestion des contrats nouveaux ou en cours, le traitement des dossiers contentieux. Vous suivrez l'actualité juridique et

fiscale et menez l'étude de nouveaux produits de crédit-bail.

Attiré par le dialogue et la négociation, vous êtes en contact permanent avec les différents intervenants : investisseurs, clients, conseils, notaires, paritaires...

Précis et rigoureux, vous gérez les dossiers avec autonomie et sans de l'initiative.

Venez valoriser vos qualités de juriste et votre sens du terrain, cela vous permettra d'évoluer au sein de notre groupe en fonction de votre potentiel et de vos aspirations.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence DAI, au CCF - Eric Bureau - 163, Champs-Élysées 75415 Paris Cedex 08.

## Juriste crédit- bail immobilier



PENSER L'ARGENT AVEC INTELLIGENCE

**ME**  
METALEUROP

METALEUROP, Groupe coté à la bourse de Paris, est le premier producteur mondial de plomb, de germanium, d'indium et le troisième producteur européen de zinc. Né de la fusion en 1988 de PENARROYA et de la Division Métal du groupe allemand PREUSSAG, il est implanté en France, en Allemagne et en Espagne, et réalise 7 milliards de francs de C.A., dont une part importante à l'export. Leader sur son marché tout en restant un groupe à taille humaine, il réunit 5 000 personnes.

## ADJOINT DU DIRECTEUR JURIDIQUE

A 30 ans environ, vous avez valorisé votre formation juridique supérieure par 5 à 7 ans d'expérience au sein d'un groupe industriel international et vous maîtrisez l'anglais.

Avec le Directeur Juridique de METALEUROP que vous seconderez dans ses activités, vous serez plus particulièrement en charge de :

- l'administration de nos différentes sociétés (Préparation des conseils et des assemblées, gestion des titres, rédaction des procès verbaux, suivi des participations...);
- l'étude et la gestion de nos assurances.

D'autres missions vous seront confiées suivant votre expérience (Droit des contrats, contentieux, propriété industrielle...).

L'autonomie et l'intérêt de ce poste dépendront largement de votre motivation et de votre dynamisme, au sein d'un groupe en pleine évolution.

Le poste est situé au siège, en proche banlieue Est.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo à Pierre ROGEL, METALEUROP, 58 rue Solengro, 94126 FONTENAY SOUS BOIS Cedex ou tapez 3615 code PCONTACT / réf. 14949.

## Un juriste droit des Sociétés/Fusions Acquisitions

**Seila**

Avec 6.000 personnes, plus de 10 milliards de C.A., leader sur son marché, la performance du sixième rang des entreprises françaises, nous abordons avec succès l'international et l'ouverture européenne. Dans le cadre de ce développement, la Direction Juridique recherche un juriste confirmé qui conseillera la Direction générale et les directions concernées, en matière de droit des sociétés, fusions et acquisitions, fiscalité, droit européen et droit international. Pour ce poste nous souhaitons rencontrer des professionnels possédant environ six à dix ans d'expérience réussie dans les mêmes spécialités soit en cabinet, soit en entreprises. Agilité et curiosité intellectuelle, esprit d'équipe et autonomie, qualités de communication écrite et orale en français et en anglais, autant d'atouts requis pour ce poste au sein d'une équipe très active.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + C.V. + prétentions à PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL - 11, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS, sous la référence 6000.

PAUL-EMILE  
TAILLANDIER

ÉTHIQUE ET RECRUTEMENTS

TOULOUSE - ORLÈANS

5021



5520-10-11-12

## L'univers industriel pour démontrer vos talents



### JURISTE D'AFFAIRES EXPERIMENTE

FRAMATOME, PREMIER CONSTRUCTEUR ET EXPORTATEUR MONDIAL DE CENTRALES NUCLEAIRES AVEC 56 UNITES EN SERVICE DANS LE MONDE, EST AUSSI LE DEUXIEME GROUPE EUROPEEN DE CONNECTIQUE, LA PREMIERE ENTREPRISE FRANCAISE DE MECANIQUE ET LE PREMIER POLE EUROPEEN D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE. AVEC 14 300 PERSONNES REPARTIES SUR LES CINQ CONTINENTS, UN CA DE 20 MILLIARDS DE FRANCS DONT 25 % A L'EXPORT, LE GROUPE FRAMATOME SAURA VOUS DONNER TOUS LES MOYENS POUR REUSSIR.

Auprès d'une de nos filiales, vous interviendrez dans la préparation, la négociation et le suivi de contrats en démontrant de réelles capacités à appréhender un projet industriel dans son ensemble.

A votre formation juridique, (maîtrise de droit des affaires ou DJCE, complétée par Sciences Po ou équivalent), vous alliez une expérience de 3 à 5 ans minimum en entreprise et une parfaite maîtrise de l'anglais. Si vous êtes un réel "meneur d'affaires", nous saurons vous confier des projets dont l'envergure vous permettra d'exprimer votre potentiel.

Le poste est basé à Grenoble.

Adressez votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions), sous la référence JGIA/2, à Isabelle Arbogast, Groupe Framatome, Service gestion prévisionnelle, Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris-La Défense.



GROUPE FRAMATOME

Les technologies de l'essor.

Etablissement Financier spécialisé recherche un

## Juriste h/f

Rattaché à la Direction du Contentieux, vous serez intégré à une équipe motivée pour initier les procédures judiciaires (réalisation de sûretés) avec un réseau d'avocats. Vous assurerez le suivi des procédures collectives en liaison avec des mandataires de Justice.

Titulaire d'un DEA ou d'un DESS de droit privé (Droit des Affaires), vous avez une bonne connaissance des procédures collectives et des voies d'exécution acquises au cours de stages longue durée ou au cours d'une première expérience professionnelle, de préférence dans le secteur bancaire.

Si, en outre, vous êtes rigoureux, si vous avez le sens du suivi, un esprit juridique et des qualités de communication, si vous faites preuve d'initiatives, transmettez votre dossier de candidature (CV, lettre, photo) sous réf. 7553MO à LBW, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS, qui transmettra.

36 15

IM

Le service juridique expert de l'entreprise



FIDAL

FIDUCIAIRE JURIDIQUE ET FISCALE DE FRANCE

LE PLUS GRAND CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES D'EUROPE RECHERCHE POUR LA BRETAGNE

## FISCALISTE

Vous avez 3 ans au moins d'expérience dans l'Administration Fiscale, en Cabinet ou en Entreprise (Service Fiscal).

Pour ce poste, nous vous proposons autonomie, responsabilité, travail d'équipe et rémunération évolutive.

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo et prétentions, à Mme LECLERCQ - 2 bis, rue de Villiers - 92300 LEVALLOIS.



Leader Rhodanpin des conseils juridiques et fiscaux (60 personnes), membre du GEIE Panosée de Backer recherche un

## Collaborateur Conseil Juridique

Lyon

Sous la responsabilité d'un des 6 associés, et en relation directe avec les clients, vous interviendrez principalement en Droit des Sociétés et Droit des Contrats.

Titulaire d'une formation juridique supérieure, vous avez au moins 3 ans d'expérience dans ces domaines. Votre sens de l'initiative et votre capacité d'implication seront des atouts indispensables pour évoluer rapidement.

Contactez Florence Couraud au 78.28.16.04 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Rhône-Alpes, 19 rue de l'Arbre Sec 69001 LYON sous réf.FC6792MO.



Michael Page Rhône-Alpes

"Nos Spécialistes recrutent vos Spécialistes"

M A R S E I L L E

Notre société Agro-Alimentaire parmi les leaders du marché (1,6 milliard de CA), recherche pour son Siège social une

## ASSISTANTE JURIDIQUE

120 à 140 KF

Rattachée au Responsable juridique, vous aurez pour mission essentielle la préparation des Assemblées et Conseils des différentes Sociétés du Groupe, le suivi du contentieux des impayés et la gestion des mandats. Vous participerez à la réalisation d'études juridiques et à l'élaboration de contrats. Vous avez une formation droit des affaires ; une expérience prouvée d'au moins 2 années en droit des sociétés est indispensable (pratique du traitement de texte obligatoire). Statut : assimilé cadre.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo, sous la réf. LM/491/J, à Média-System, 46 bd Longchamp, 13001 Marseille, qui transmettra.

Le Monde

de la Gestion



APPLIED MATERIALS

Leader mondial indépendant des fabricants d'équipements pour l'industrie du semi-conducteur renforce sa filiale Applied Materials Sud pour accompagner le développement de ses activités en Europe du Sud (Belgique, Espagne, France, Italie, Suisse) en créant un poste de :

### 1. CHEF COMPTABLE

Il sera responsable de la comptabilité générale et de la tenue des livres de la Sud française, ainsi que de la consolidation de la filiale italienne. Il préparera les documents pour la consolidation d'Applied Materials Europe.

Ce poste reportera au directeur financier régional.

Le candidat recherché :

- aura une solide formation théorique
- possède une expérience réussie en comptabilité générale et en fiscalité
- parle l'anglais couramment
- possède une expérience dans la gestion comptable informatisée (sur PC)
- possède un esprit analytique et un sens de la diplomatie
- a évolué dans un poste similaire entre 3 et 5 ans
- possède un bon sens de la communication

### 1. ASSISTANT COMPTABLE

Travaillera en étroite collaboration avec le chef comptable pour remplir les différentes tâches comptables, telles que : créanciers, débiteurs, notes de frais, grand livre général.

Le candidat recherché :

- possède une formation comptable de type BTS
- possède une expérience dans un poste similaire
- est de préférence familier avec la gestion comptable informatisée
- maîtrise la langue anglaise

Pour ces postes, nous offrons :

- l'opportunité de travailler dans un secteur industriel dynamique à croissance rapide
- un environnement de travail international
- une rémunération motivante

Prérez d'envoyer votre candidature et votre CV à l'attention de F. BOOGKAMER, Directeur régional finances, APPLIED MATERIALS, 72, avenue des Martyrs, 38000 GRENOBLE

## Contrôleur de gestion

Futur contrôleur financier

A 30 ans, de formation ingénieur et/ou grandes écoles de commerce, vous possédez une expérience significative du contrôle de gestion en milieu industriel.

Conseil auprès du Directeur de la Division, vous aurez la responsabilité du contrôle de gestion du site et de l'ensemble des services comptabilité.

Votre dynamisme, vos qualités relationnelles seront des atouts indispensables pour votre intégration au sein d'un Groupe international (80 milliards de CA, 100 000 personnes). Anglais indispensable.

Adressez votre dossier à notre conseil PG Consultants, 12 rue Rougemont, 75009 Paris, en précisant la référence CG 049102 P.

Bendix Friction Materials Europe

Validé Signé

Importante société d'édition spécialisée en droit des affaires offre poste évolutif à

## JEUNE JURISTE

De formation DESS, DEA en Droit ou équivalent, une première expérience vous a permis de vous familiariser avec les disciplines juridiques d'entreprise ou leur communication. Généraliste, ouvert à l'acquisition de solides méthodes rédactionnelles auxquelles vous serez formé, vous prendrez progressivement en charge des missions diversifiées telles que l'élaboration et le suivi de plans de formation et d'animation, des études prospectives, ainsi que la mise en place de méthodologies.

Si ce poste nécessitant de bonnes capacités rédactionnelles, de l'aisance relationnelle, de la rigueur et une polyvalence certaine vous intéresse, envoyez lettre manuscrite motivée accompagnée d'un C.V. sous la référence 8656 à :



34, rue de l'Arcade 75008 PARIS

MUTUELLE ASSURANCE recherche pour la Région Parisienne

## ASSISTANTS JURIDIQUES

Maîtrise Droit + exercice quelques années. Profession avocat, huissier, notaire ou assimilé.

Merci d'adresser votre CV avec photo + prétentions sous référence B2968 à PROJETS

12 rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra.



REPRODUCTION INTERDITE

**RESPONSABLE FINANCIER  
BMW FINANCE**

BMW Finance, filiale de BMW France, propose aux clients de la marque de financer l'acquisition de leur véhicule.

Ce groupe de sociétés financières en pleine expansion, a géré 20.000 dossiers et un en-cours clientèle de 1,5 milliard de francs en 1990.

Directement rattaché au Directeur Général de BMW France, et en collaboration avec le Directeur Délégué de BMW Finance, votre mission consistera d'une part, à prendre en charge notre système de gestion (budget, reporting auprès de notre maison mère en Allemagne) et d'autre part, à réaliser des missions d'audit financier et administratif des opérations.

De formation ESC/Maîtrise de Gestion, vous possédez une expérience réussie de 3/5 ans du contrôle de gestion au sein d'un établissement financier (société de crédit ou banque). Compte tenu des relations constantes avec la structure BMW en Allemagne, vous maîtrisez parfaitement l'Anglais et/ou l'Allemand.

Adressez votre lettre de candidature, CV et prétentions sous réf. 91/08/ LM, à :

BMW France  
Département des Relations Humaines  
78886 SAINT QUENTIN EN YVELINES Cedex

**BDDP**3<sup>e</sup> GROUPE DE COMMUNICATION FRANÇAIS DE DIMENSION INTERNATIONALE - 70 SOCIÉTÉS DONT 30 EN FRANCE**CONTRÔLEUR DE GESTION H/F**

Rattaché au Directeur du Contrôle de Gestion Groupe, vous intervenez tant sur le plan national qu'international, dans 3 grands domaines :

• Le contrôle de gestion dans son intégralité (de la définition de normes jusqu'au reporting).

• Les systèmes informatiques de gestion : vous assurez l'évolution des systèmes de tableaux de bord et assistez les Sociétés du Groupe dans leur mise en place.

• Enfin, garant de la qualité de l'information financière, vous intervenez, en véritable conseil auprès des sociétés du groupe, dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'amélioration.

De formation ESCAE ou titulaire d'une maîtrise de gestion, vous possédez déjà 2 à 3 ans d'expérience, si possible dans une société de service.

Une bonne connaissance de base en comptabilité, un intérêt réel pour la micro-informatique, une large ouverture d'esprit ainsi qu'un anglais courant seront les garants de votre réussite et de votre évolution au sein du groupe.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier complet de candidature : lettre, CV, photo et prétentions sous réf. SCFI/04/91 chez

BDDP - Direction des Ressources Humaines  
162/164, rue de Billancourt  
BP 411 - 92103 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX

**Sanijura**

L'ensemble de la Salle de Bains

Recherche son

**CHEF COMPTABLE****LA MISSION :**

Assisté d'une équipe de 5 personnes, vous prendrez en charge l'ensemble de la comptabilité de notre société, l'établissement de ses déclarations fiscales et sociales et la gestion de sa trésorerie courante.

Vous assurerez les relations avec nos Conseils extérieurs et avec les Banques.

Vous participerez également à la mise en place de nouveaux outils de gestion.

**LE CANDIDAT :**

A 30-40 ans environ, vous avez une solide formation supérieure, DECS ou MSTCF et au moins 5 ans d'expérience en entreprise.

Vous êtes familiarisé avec l'informatique de gestion.

Une bonne connaissance de l'anglais commercial serait appréciée.

Une grande rigueur, une bonne autorité naturelle et une aptitude relationnelle développée doivent faciliter votre intégration dans l'équipe dirigeante actuelle et vous permettre d'évoluer à moyen terme vers des fonctions de Direction Administrative et Financière.

Ce poste est à pourvoir à notre Siège de CHAMPAGNOLE (39).

Adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle) à : S.A. SANIJURA, B.P. 107, 39300 CHAMPAGNOLE

Une banque, filiale d'un important groupe d'Assurance  
recherche des

**Organisateurs**

Rattaché au Responsable de l'Organisation, au sein d'une petite équipe, vous participerez au développement de la stratégie d'organisation, au maintien de sa cohérence et à l'optimisation de la synergie entre les différents départements de la banque.

De formation supérieure (ESC, IEP ou équivalent) vous avez une expérience, de préférence en milieu bancaire, d'au moins 2 ans des techniques d'organisation, acquise aussi bien en banque qu'en cabinet.

Des missions menées, entre autres, en milieu informatique valoriseraient votre candidature.

Rigoureux, autonome, vous mettez en évidence de réelles qualités relationnelles qui vous permettent de vous adapter rapidement à une structure dynamique et exigeante.

Contactez Frédéric Serres au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + lettre manuscrite + tél. + rémunération à Michael Page Banking & Insurance, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris sous la réf. PS6862MO.



**Michael Page Banking & Insurance**  
Spécialiste en recrutement Banque - Assurance

A 28/30 ans, de formation supérieure, vous avez une première expérience professionnelle acquise soit dans un établissement financier soit dans une charge d'agents de change : vous maîtrisez les techniques de la gestion sous mandat. Vous avez pratiqué l'analyse économique. Vous souhaitez plus d'autonomie. Nous vous proposons d'intégrer notre Direction de la Clientèle Privée en tant que

**ADJOINT DU DIRECTEUR  
DE LA GESTION DE PATRIMOINE**

Au sein d'une petite équipe, nous vous confierons le portefeuille "Actions" que vous chercherez à optimiser soit en gestion directe soit au moyen des OPCVM de l'établissement.

Nous sommes une banque privée française, dont la notoriété et celle de ses dirigeants permettent de développer un chiffre d'affaires significatif.

Intéressé ? Prenez contact avec notre Conseil Denis SESBOUE - COR'EX 11, avenue Myron T. Herrick - 75008 PARIS en lui adressant votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous la référence GPM.

**COR'EX**  
CONSEIL EN RECRUTEMENT

**Sofrecom**

Groupe **FRANCO-TELECOM**  
Société d'Ingénierie et de Conseil  
en Télécommunications à l'export  
recherche

**Economiste consultant  
senior**

Vous prendrez en charge le conseil et la réalisation des études économiques, financières et tarifaires de notre société.

Diplômé d'une école supérieure de commerce ou docteur en sciences économiques, vous justifiez d'une solide expérience et parlez couramment l'anglais.

Une bonne maîtrise de la gestion des réseaux de télécommunications serait un atout supplémentaire.

Ce poste, basé à Vincennes, nécessite de fréquents déplacements à l'étranger et peut déboucher vers la fonction de Responsable de l'activité Economie-Finances.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV et prétentions) à SOFRECOM - Mr CORTIAL Ressources Humaines - 24, avenue du Petit Parc - 94307 VINCENNES cedex.

**Notre responsable du service  
comptabilités et trésorerie**

Filiale d'un établissement financier spécialisé (leader européen sur son marché), nous proposons des prestations et services à l'automobiliste, tant en France qu'à l'étranger. Contrats d'entretien des véhicules, mais aussi des nouveaux produits que nous lançons prochainement. Notre activité connaît une progression croissante et nous recherchons "le pilote" qui saura orchestrer nos systèmes d'informations comptables et financiers.

Au sein d'une PME motivée par la performance et, en interface avec les sociétés du groupe, vous aurez à faire évoluer le système de comptabilité générale, à mettre en place la comptabilité auxiliaire (plus de 400 mandants) ainsi que les procédures de comptabilisation européennes. Rattaché au directeur général, vous encadrerez dans le dynamisme et la convivialité une équipe de dix personnes. Vous développerez une comptabilité budgétaire. Vous assurez un reporting mensuel. Vous avez en charge l'établissement des comptes consolidés. Vous gerez et optimisez la trésorerie française.

Avoir déjà dirigé un changement de logiciel de comptabilité comme avoir encadré de façon ouverte et dynamique autour d'un projet participatif, est un atout pour une bonne intégration dans notre entreprise. Votre formation supérieure économique et financière ou DECS vous permettra d'évoluer aisément dans notre groupe. Animateur et manager sachant dialoguer dans un esprit de service, vous souhaitez venir exprimer votre charisme et votre professionnalisme chez nous.

Merci de communiquer votre itinéraire et d'adresser votre dossier sous réf. SG à notre conseil :

Josiane Agard Développement  
67, Avenue Georges Mandel  
75116 Paris.

Josiane Agard Développement

Première entreprise en France à avoir conçu un télécopieur et pionnier de la communication mobile, nous avons su depuis plus de 40 ans nous imposer dans la conception et la réalisation de systèmes et d'équipements électroniques pour les secteurs de pointe. Au service des TELECOMMUNICATIONS et de la DEFENSE AERIEENNE, nos 800 collaborateurs s'investissent pleinement dans nos projets. Aujourd'hui, pour renforcer notre Direction Financière, nous recrutons un

**Contrôleur de gestion**

Rattaché au responsable du contrôle de gestion, vous prendrez en charge le reporting par rapport à Merlin Gerin, l'élaboration des budgets (résultats mensuels, analyses des écarts...) et la supervision de la comptabilité analytique. Vous vous familiariserez dans un premier temps avec nos outils de gestion (logiciel de comptabilité analytique). De formation Sup de Co (option finance comptabilité) ou DESS en finance. Vous avez impérativement une première expérience de 2 ans dans un service CONTRÔLE DE GESTION. Vos connaissances en micro-informatique (tableur EXCEL) permettront une intégration rapide.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Direction des Ressources Humaines - 214 rue du Fbg St Martin 75010 PARIS.



GRUPE MERLIN GERIN

مكتبة الادب







## Consultant en planification et contrôle de gestion

Doblin & Associés, filiale de KPMG Peat Marwick Consultants, est le centre de compétence européen du réseau dans le domaine Planification et Contrôle de Gestion d'Entreprise.

Accompagner les dirigeants et leurs équipes dans la mise en oeuvre d'un véritable contrôle de gestion est notre métier. Diplômé(e) d'une grande école, vous avez, à 35 ans environ, une excellente maîtrise du contrôle de gestion. Au sein d'une grande entreprise, dans l'Industrie, la Banque ou les Services, vous avez eu, en relation directe avec les directions et les opérationnels, à concevoir, mettre en oeuvre et faire vivre des plans de progrès, des instruments de pilotage, des prix de revient... Au travers de missions de haut niveau, dans un contexte international, nous vous proposons de valoriser votre expérience au sein d'un cabinet en fort développement. Isabelle Régner vous remercie de lui adresser votre candidature sous référence 931-62 à Doblin & Associés - Tour Fiat Cedex 16 - 92084 Paris La Défense.

**Doblin & Associés**  
Membre de Peat Marwick Consultants

### AUDIT BANCAIRE, AUDIT COMPTABLE, AUDIT INFORMATIQUE.

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE recrute des diplômés de l'enseignement supérieur :  
• civils, au plus tard le 31/12/91, d'un diplôme de grande école (X, Mines, HEC, ESSEC, IEP...), d'une maîtrise ou du DESCE;  
• âgés de 20 à 26 ans au 01/01/91 + temps éventuel O.M.  
Vous interviendrez pour le compte de la Direction Générale en exerçant une activité d'audit et de conseil dans les diverses entités du Groupe (Services Centraux, filiales, implantations étrangères...).

CONCOURS LE 1<sup>er</sup> JUIN 1991  
Clôture des inscriptions le 18 mai 1991.  
Ecrire à la Société Générale, Service Recrutement,  
7 rue Commaire, 75009 PARIS, Tél. : 42 66 55 55

CONJUGUONS NOS TALENTS.

## RESPONSABLE GESTION ET ADMINISTRATION

400 000 +

Ses missions principales seront :

- l'animation des fonctions comptabilité, trésorerie et des services généraux,
- la mise en place et le suivi d'un système efficace du contrôle de gestion,
- la prise en charge de la gestion des ressources humaines et des questions juridiques (droit des sociétés) en relation avec les experts extérieurs.

Ce poste sera confié à un candidat de formation supérieure (Bac + 5) disposant d'une expérience de 8 à 10 ans acquise dans des fonctions polyvalentes (gestion, juridique et administration). Un tempérament opérationnel, des qualités d'organisateur et d'animateur sont indispensables.

Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf. 16 A 2144-1M. - Discretion absolue.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**etap**

## fnac

POUR ACCOMPAGNER LE FORT DÉVELOPPEMENT DE SES IMPLANTATIONS EN PROVINCE, 23 MAGASINS, 3 MILLIARDS DE FRANCS DE CA, LA FNAC RENFORCE SES ÉQUIPES.

### RESPONSABLE COMPTABLE

Rattaché au Directeur comptabilité et contrôle de gestion province et responsable d'une équipe de deux comptables, votre mission sera double.  
• Chargé de la supervision de la comptabilité et du contrôle budgétaire du siège province, vous assurerez aussi l'élaboration de la consolidation et la préparation des documents présentés au Conseil d'Administration.  
• De plus, vous jouerez un rôle de conseil auprès des responsables comptabilité et gestion de chaque magasin de province : traitement de toutes questions d'ordre comptable et fiscal, proposition de nouvelles procédures, assistance dans le cadre d'une ouverture de magasin...  
A environ 25/35 ans, vous justifiez de solides bases comptables (niveau DECS) complétées par une première expérience significative au service d'une entreprise ou d'un cabinet. Autonomie, organisation et sens de l'analyse sont les qualités qui vous caractérisent. De plus, votre aptitude à communiquer et votre sens de la qualité de service, sont indispensables, ainsi que vos qualités humaines et la fermeté de la situation.  
Des perspectives d'évolution au sein de notre Groupe seront à la suite proposées aux candidats de valeur.

Ce poste est basé à la Fnac, Direction comptabilité gestion province, 73 rue de Valenciennes, 75006 Paris, où vous pouvez adresser lettre de candidature manuscrite, CV et photo, sous réf. JPC3.

### SAINT-GOBAIN CERAMIQUES INDUSTRIELLES

### RESPONSABLE DU CONTRÔLE DE GESTION

auprès du Directeur d'une Division

Il ou elle assurera la coordination du Contrôle de Gestion, l'animation de la démarche de planification, la réalisation des études stratégiques pour préparer les décisions d'investissement, d'un ensemble de 22 sociétés réparties dans 8 pays.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur Grande École, débutant ou ayant 2 à 3 années d'expérience en entreprise industrielle. Une formation complémentaire économique et financière serait appréciée.

Possibilité d'évolution vers un poste opérationnel dans une Filiale de la Division ou dans le Groupe Saint-Gobain.

Les candidatures seront traitées confidentiellement.  
Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions à J. LANGLOIS : Directeur des Affaires Sociales, Branche Céramiques Industrielles, Les Mirrors, Cedex 30, 92096 Paris-La Défense.

**SAINT-GOBAIN**

Banque Sofirec  
Groupe Edmond de Rothschild  
recherche pour son siège situé à Marseille,

## Audit interne

H/F

Agé de 25/30 ans, de formation Grande École de Commerce ou équivalent, vous justifiez d'une première expérience en cabinet, banque ou finance.

Directement rattaché au Directeur Général, vous analyserez les procédures et les comptes de nos différentes agences. De fréquents déplacements sur toute la France sont à prévoir.

Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée. Une évolution vers des postes opérationnels de gestion est tout à fait envisageable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Madame MIOT - Banque SOFIREC - 24, rue Francis Davos BP 1830-13921 MARSEILLE CEDEX N°1.

## Jeune auditeur

Nous sommes un des premiers établissements de crédit français, spécialisé dans le financement de biens d'équipement.

Au sein d'un petit groupe d'auditeurs basé à notre siège en proche banlieue, vous aurez à conduire des missions d'audit auprès des services centraux et des filiales de notre groupe et participerez à la conception et l'adaptation des procédures et des outils d'audit.

Vous avez entre 25 et 30 ans, une formation supérieure, un DECS ou équivalent. Doué pour l'analyse et la synthèse, vous avez également de fortes capacités relationnelles. Vous parlez l'anglais ou l'allemand.

Après 2 ou 3 années passées en cabinet ou au sein d'un service d'audit interne d'une grande entreprise, vous recherchez une évolution dans la fonction. Nous pouvons vous offrir de réelles possibilités de développement professionnel.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo, sous réf. 1428.01/M à DROUOT-L'HERMINE CONSULTANTS 33, rue de Miromesnil - 75008 PARIS.

**DROUOT-L'HERMINE**  
CONSULTANTS

## Contrôleur de gestion groupe

PARIS SUD REMUNERATION MOTIVANTE

LA SOCIÉTÉ : Transporteur aérien français de premier plan (CA. supérieur à 1000 de FF).

LE POSTE : Rattaché à notre "Directeur des Affaires Financières", vous serez en charge du contrôle budgétaire, de l'analyse de résultats des filiales, de la mise en place des tableaux de bord et du "pricing" des lignes.

LES CANDIDATS : 28-32 ans, de formation École de Commerce, vous avez acquis une expérience significative en audit ou en contrôle de gestion et souhaitez aujourd'hui vous investir dans un environnement opérationnel.

De solides connaissances en anglais et en micro-informatique sont nécessaires.

Merci de contacter Vincent SAMTEL au (1) 42.89.00.1 ou lui envoyer un dossier de candidature (lettre, CV et photo) sous réf. 1271/AN à NORMAN PARSONS - 12, rue de Valenciennes - 75005 PARIS.

**Norman Parsons**  
FINANCE ET GESTION

## PARIS puis la PROVINCE

Notre Groupe associé à un réseau international, apporte à nos clients (PME et Groupes à vocation nationale et internationale) des prestations de haut niveau en structure financière, audit, fiscalité, informatique, comptabilité...

Il a diversifié l'activité d'AUDIT vers une aide spécifique aux PME, par la constitution d'un réseau national. Nous recherchons des

## AUDITEURS SÉNIOR

Diplômés d'une grande École de Commerce ou de l'Université, vous bénéficiez d'une formation supérieure comptable (DECS, MSTCF...) et vous pouvez vous présenter d'une expérience de 2 à 4 ans dans l'AUDIT ou au sein d'un cabinet d'Expertise Comptable. Après 2 ou 3 ans dans notre structure parisienne, la responsabilité d'un cabinet d'audit et d'expertise vous sera confiée en Province ou en grande Banlieue.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence M/1104/L (poncée sur la lettre et l'enveloppe) à notre conseil : Pierre LEMAHIEU - 11, rue Lincoln - 75005 PARIS

**Synergies**

سكزا بن الاميل



50.000.000.000

# Le Monde de la Gestion

**APPLIED MATERIALS**

Leader mondial indépendant des fabricants d'équipements pour l'industrie du semi-conducteur renforce sa filiale Applied Materials Sarl pour accompagner le développement de ses activités en Europe du Sud (Belgique, Espagne, France, Italie, Suisse) en créant un poste de :

**ANALYSTE FINANCIER**

Il aura la responsabilité de supporter l'organisation du Service client, qui comprend l'activité Field Service, pièces détachées et formation, en réalisant :

- le reporting et l'analyse financiers
- l'analyse des coûts et des prix des contrats de service
- Participer activement à l'élaboration des prévisions, la préparation des résultats financiers, la vérification de l'exactitude des provisions, l'analyse des coûts de fonctionnement et la tenue de l'inventaire dans le cadre des opérations du Service client.

Ce poste est basé à Grenoble et reporte hiérarchiquement au directeur financier européen du Service client, basé à Amsterdam, et fonctionnellement au directeur régional du Service client.

Le candidat recherché aura :

- une solide culture financière (MBA ou équivalent)
- un sens confirmé de l'analyse
- trois à cinq ans d'expérience financière, dont trois ans dans une fonction analytique
- une excellente maîtrise de l'anglais
- une expérience des outils informatiques de gestion notamment sur PC.

Pour cette position, nous offrons :

- l'opportunité de travailler dans un secteur industriel dynamique à croissance rapide
- un environnement de travail international
- une rémunération motivante.

Prière d'envoyer votre candidature et votre CV à l'attention de :  
M. F. KHODR, directeur régional des opérations Service client,  
APPLIED MATERIALS Sarl, 72, avenue des Martyrs, 38000 GRENOBLE.

L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE LA BASSE-SEINE  
ACTION FONCIÈRE ET DIVERS

recrute son

**CHEF DU SERVICE  
ADMINISTRATIF ET FINANCIER**

**MISSION**

Dans un organisme en plein développement, prendre en charge :

- la gestion financière et comptable, assurer la gestion interne (personnel, moyens...) et conduire l'élaboration et la mise en œuvre d'un nouveau projet informatique.

**PROFIL**

- cadre expérimenté, ayant une bonne connaissance de la gestion financière et de la comptabilité générale, et motivé pour développer un projet informatique (un informaticien MIAGE sera recruté).

**MODALITÉS DE RECRUTEMENT**

- soit détachement d'un cadre A de la fonction publique territoriale ou de l'État, soit contrat ; dans ce cas le candidat devra se prévaloir d'un niveau de formation BAC + 5 ou équivalent ;
- salaire proposé : 200 000 +.

**DÉPÔT DES CANDIDATURES**

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un curriculum vitae détaillé et d'une photo, ainsi que les demandes de renseignements, doivent être adressées à :

**M. A. LE JEUNE**  
Directeur de l'Établissement Public de la Basse-Seine  
55, rue Amiral-Cécille - BP 1301 - 76178 Rouen Cedex  
Téléphone : 35-72-87-84



**Maison de Titres**

Filiale d'un Important Groupe International  
recherche pour  
Paris Etoile

**ÉCONOMISTE DE MARCHÉS**

Au sein d'une équipe jeune, dynamique et hautement qualifiée, il prendra en charge le service recherche et aura mission de conseil auprès de la direction.

En collaboration directe avec les commerciaux et les traders, il établira les notes de conjonctures et les documents destinés à la clientèle.

De niveau 3<sup>e</sup> cycle d'économie, votre passion pour la macro-économie et l'analyse de l'épargne est confortée d'un stage longue durée ou d'une première expérience.

L'esprit vif et synthétique, vous parlez anglais et avez de bonnes connaissances en micro-informatique.

Poste motivant pour élément de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous n° 8 280  
LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Montesson, 75007 PARIS.

L'O.P.H.L.M. ET LA S.E.M.V.A. D'ALFORTVILLE  
VAL-DE-MARNE

recrutent auprès du Directeur financier

**UN ASSISTANT**

**MISSIONS :**

- concourir la comptabilité ;
- suivre le budget et la trésorerie ;
- mettre en œuvre les procédures comptables.

**PROFIL :**

- comptable niveau bac + 2 ;
- première expérience souhaitée.

**UNE SECRÉTAIRE COMPTABLE**

**MISSIONS :**

- assurer le secrétariat du Département ;
- assister le comptable.

**PROFIL :**

- niveau minimum B.E.P. comptabilité - secrétariat ;
- première expérience souhaitée.

Adresser candidatures CV et copies des diplômes à :  
M. le Président de L'O.P.H.L.M. et de la S.E.M.V.A.  
101, rue Edouard-Vaillant - 94140 ALFORTVILLE

**APPOR S.A.**  
CONSEIL EN MANAGEMENT BANCAIRE

recherche

**CONSULTANT BANQUE**

Diplômé Grandes Écoles Commerciales ayant acquis une expérience de 3 à 6 ans du secteur bancaire : responsabilité en agence ou contrôle de gestion dans une banque généraliste.

Nous intervenons dans tous les domaines clés du management bancaire :

- réorganisation de l'activité crédit ;
- gestion des ressources humaines ;
- management et organisation des agences ;
- contrôle de la rentabilité.

Vous souhaitez valoriser votre goût du travail bien fait et du produit fini, vos qualités relationnelles au sein d'une équipe très motivée par un métier très exigeant et passionnant qui vous fera progresser rapidement. Vous ne craignez pas les déplacements dans l'Hexagone.

Communiquez votre candidature à :  
**JEAN-LUC RAYNAL, APPOR S.A.**  
73 bis, rue du Maréchal-Foch - 78000 Versailles

**KPMG Fiduciaire de France**  
SAINT-BRIEUC

renforce son équipe d'AUDITEURS et recherche

**DIPLOMES MSTCF, ESCAE...**

ayant au minimum 3 ans d'expérience en cabinet.

Adresser CV à : SEC FIDUCIAIRE DE FRANCE  
8, place du Colombier BP 589, 35006 Rennes Cedex.

Société industrielle (250 personnes). Filiale d'un grand groupe Français à activités internationales recherche pour son siège social situé à proximité immédiate de Provins (77)

**son jeune**

**CONTROLEUR DE GESTION**

**BTS - DUT - BAC +2**

1ère expérience nécessaire, connaissance anglaise, très bon niveau en micro-informatique requis.

Ecrire avec C.V. et prétentions en précisant la réf 156834 à BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Label 94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra.

**FINANCIER  
EXPORT**

Diplômé d'une école de commerce (HEC, ESSEC, ESCP, option finance...), vous avez une première expérience significative dans le montage d'opérations de financement et la négociation de crédits à l'exportation dans le secteur bancaire ou industriel. Vous saurez répondre sur le plan technique aux exigences des clients et des directions commerciales en leur proposant des solutions fiables et efficaces, que vous négociez auprès des banques et des organismes français et étrangers.

Vous souhaitez mettre en œuvre vos qualités commerciales et relationnelles, intégrer une équipe jeune ou sein d'un important groupe industriel. Il vous sera confié la responsabilité des opérations financières sur une zone géographique.

La pratique courante de l'anglais est exigée. La connaissance d'une deuxième langue sera un plus. La fonction est basée en région parisienne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant sur l'enveloppe la réf. 5136 à RSCG CARRIERES 2, rue Rouget de Lisle - 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

**Créons ensemble  
la Banque de demain**

**GMF Banque**

Notre Banque, filiale du Groupe-GMF (90 Sociétés, 16.000 personnes) recherche pour son agence implantée à MARSEILLE

**UN CHARGE**

**DE CLIENTELE ECONOMIE SOCIALE**

A 30 ans, de formation supérieure et/ou diplômé bancaire, vous appréciez et connaissez le marché de l'Economie Sociale.

Rattaché au directeur de l'Agence, vous rejoignez une équipe qui a créé et développé un portefeuille d'associations, de coopératives et de mutuelles.

Votre action et votre force de vente contribueront à renforcer et élargir cette clientèle.

Vous réussirez dans une fonction qui privilégie le talent pour la communication, l'autonomie et la responsabilité, s'accompagnera d'une évolution de carrière motivante au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre candidature (C.V. + Lettre manuscrite + Photo + Prétentions) sous réf. 4405 à notre Conseil : CAPFOR NORMANDIE Catherine GUILLARD - 22, bd de la Merne 76000 ROUEN.

Informations Minitel 3615 code CAPFOR.

**CAPEFOR**

PARIS - AIX / MARSEILLE - ANGERS - BORDEAUX - BRISTOL - LILLE - LYON - NANTES - NOIX - NORT - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - VERSAILLES.

**FRANIGEL**

CA : 4,5 Mds de francs - 5000 personnes.

Filiale spécialisée dans les équipements de détente, régulation et robinetterie pour le transport et la distribution du gaz.

**Responsable Achats**

Rattaché au Directeur d'Etablissement, vous définissez la politique d'achat, participez à la mise en place de l'Assurance Qualité fournisseurs, assurez la recherche et la sélection des partenaires en sous-traitance, et négociez les contrats dans le respect des normes qualité, des coûts et des délais.

Technicien des achats et négociateur, vous développerez un partenariat aussi bien en interne qu'en externe.

De formation supérieure, vous avez déjà une expérience dans les achats de composants mécaniques, tuyauterie, fonderie. Anglais indispensable. Utilisation micro-informatique.

Poste basé près de Chartres - Rambouillet.

Pour plus d'informations tapez 3616 code UGE \* PLEADE et adressez votre dossier de candidature sous réf. 3150 C a

**claudio debray conseil sa**  
192 boulevard St-Germain  
75007 Paris

**Claude Debray**

Claire GRAILLOT crée filae,  
Conseil en Ressources Humaines  
et Affaires Sociales, et vous invite  
à retrouver ses compétences au :

(1) 40 60 03 63

**filae**

4, rue Ventadour - 75001 PARIS.

Important Cabinet d'expertise comptable recrute  
pour résidences Caen et Basse-Normandie

**COLLABORATEURS CONFIRMÉS**

Profil : Formation supérieure, 3 à 5 ans d'expérience en cabinet.

Nous offrons : Mission de conseil aux entreprises, expertise comptable, audit et commissariat aux comptes. Formation permanente de haut niveau. Rémunération motivante. Situation évolutive.

Adresser lettre manuscrite, CV + photo, sous réf. 988, à  
PRÉCONTACT - BP 6052 - 14062 CAEN Cedex, qui transmettra











# Le Monde des Cadres

## Conseil en Ressources Humaines CONSULTANT SENIOR

N° 1 français et leader européen du Conseil en recherche de Cadres et Dirigeants, le Groupe EGOR (500 personnes - 275 millions de CA), est le partenaire privilégié de l'entreprise dans le domaine de l'investissement humain. Nous recherchons pour notre agence de NANCY, un Consultant Senior.

Vous développez une clientèle d'entreprises régionales et réalisez de manière autonome des missions de recrutement.

Agé d'environ 30 ans, de formation supérieure, vous exercez déjà le métier du recrutement en cabinet conseil ou vous possédez une solide expérience de la vente de services à l'industrie.

La dimension internationale de notre Groupe, sa forte croissance, ses méthodes et moyens performants (services de recherche, informatique) constituent autant d'atouts pour un professionnel de ce métier ou un candidat souhaitant le devenir rapidement. Nous proposons d'importants projets de développement de carrière au consultant qui nous rejoindra.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 39/2700 CB à :

**EGOR REGION EST**  
41, avenue Foch - 54000 NANCY

**EGOR**

PARIS AUX-BA PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEEN UNITED KINGDOM

## Conseiller auprès des entreprises industrielles



Dynamique, la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE TOURS ET D'INDRE ET LOIRE, participe par ses actions à la promotion de la Touraine et à la réussite de ses entreprises.

Collaborateur direct du Directeur du Département Animation-Conseil, vous coordonnez l'action d'intervenants spécialisés (Qualité, Management, International, Marketing, etc.).

En contact des Dirigeants des Entreprises Industrielles d'Indre et Loire, vous analysez leurs besoins et proposez les services de conseil correspondant à leurs préoccupations.

Dans le cadre d'un réseau régional, vous prenez personnellement en charge le conseil technologique aux entreprises.

Dans ce rôle opérationnel, vous améliorez le niveau des entreprises, vous renforcez leur compétitivité et vous contribuez à leur développement.

Ingénieur de formation, votre expérience industrielle vous permet d'avoir une vue globale de l'entreprise. Homme de communication, vous fédérez les compétences existantes et réalisez de "plain-pied" avec les cadres et les décideurs. L'Anglais courant est nécessaire dans cette fonction.

Informations complémentaires Minitel 3615 Code CAPFOR.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + C.V. + photo) sous référence JB/129 à J. BEGUIN - CAPFOR

15, rue de la Paix 75002 PARIS.

**CAPFOR**

PARIS - AUX - MARSEILLE - ANGERS - BORDEAUX - BREST - CLERMONT-FERRAND - LYON - NANTES - NICE - NORD - OULMAY - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TOURS - VERSAILLES

## Société des Eaux de Paris Unité MARNE (94) - 90 personnes -

### Devenez notre responsable administratif

Collaborateur immédiat du directeur de l'Unité

Vous développerez la gestion des ressources humaines (formation - communication - relations sociales - gestion individuelle et prévisionnelle).

Assurez le suivi budgétaire et comptable et

Animez une équipe de 4 personnes.

Après une expérience réussie en ces domaines, vous avez le sens du contact, le goût du dialogue, et un esprit rigoureux et novateur.

Adressez lettre et CV à M. le directeur de l'Unité Marne  
4, rue Henri-Barbusse - 94340 Jonville-le-Pont

## DIAPIEX

Filiale IBM France et PRISME  
Jeune société (janvier 1991) en plein développement, dotée de parrains prestigieux.

Notre univers : IBM AS 400.  
Notre cible : à travers un réseau d'agents - les PME-PMI de commerce de gros.

Notre offre : une famille de progiciels packagés et paramétrables de gestion intégrée, développés et maintenus à l'aide de l'atelier de Génie Logiciel ACL-X.

Notre ambition : être le leader du secteur de la distribution de gros, assurer et garantir la permanence du savoir-faire.

Notre éthique : la satisfaction du client, le goût de la qualité et de l'excellence.

### UN HYPER-LEADER EST NE : ASSUREZ SON MARKETING ET SA COMMUNICATION

Sous la responsabilité du Directeur Marketing-Vente, et en collaboration avec les responsables régionaux, vous élaborerez et assurerez la mise en œuvre des études de marché, des plans marketing et de communication. Vous serez en relation avec nos agents, avec le marketing distribution d'IBM et vous aurez l'appui du service communication de PRISME.

Vous devrez vous montrer rapidement autonome et apporter à nos structures commerciales et à nos agents (formation de leurs Ingénieurs Commerciaux) les outils d'aide à la vente.

Vous avez une formation Ecole Supérieure de Commerce et cinq ans d'expérience réussie dans des fonctions équivalentes. Vous possédez de solides connaissances de la gestion d'entreprise et vous adhérez à la finalité du produit.

**Serifo**  
GROUPE EUROSEARCH

Si vous pensez avoir le profil requis, merci d'envoyer votre dossier complet, sous réf. 5456, à SERIFO, groupe EUROSEARCH, 47 bis avenue Bosquet, 75007 PARIS.

Membre de Syntec

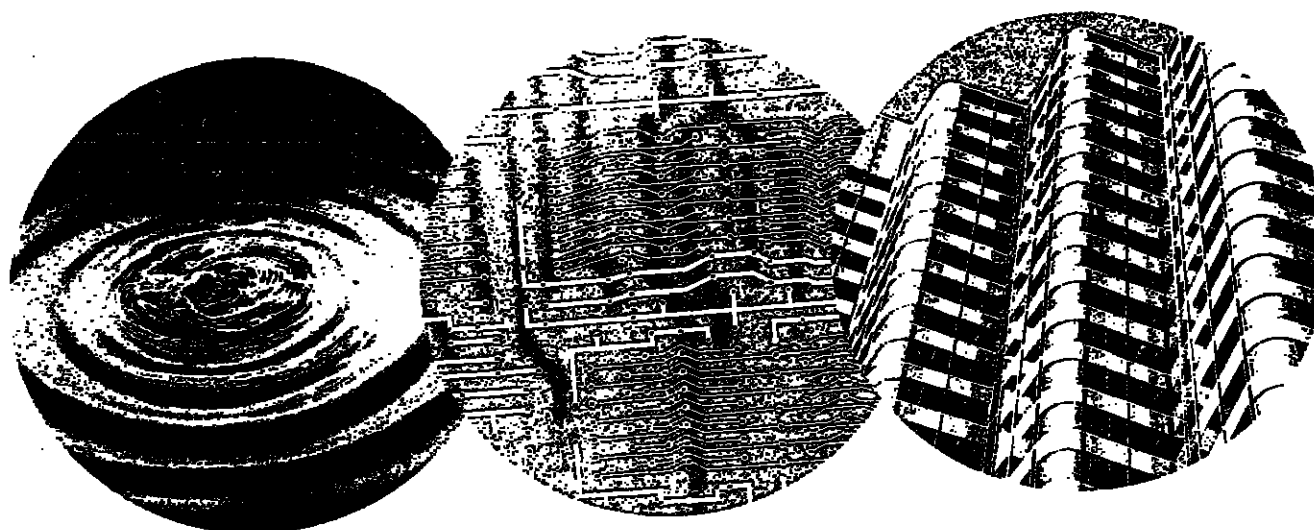
## X, MINES, PONTS, CENTRALE, AGRO, SUPELEC...



**GROUPE  
GENERALE  
DES EAUX**

LA PASSION DU SERVICE

## MILLE MÉTIERS, UNE PASSION



La passion du service nous a permis de devenir le premier Groupe privé de services en Europe et dans le monde. Notre savoir-faire acquis dans les métiers de services collectifs, eau, énergie, propriété, B.T.P., nous a conduits à nous tourner vers de nouveaux secteurs, communication, loisirs, santé. A travers nos activités nous participons à la protection et à l'amélioration de l'environnement. Vous êtes débutant ou vous avez déjà une première expérience. Ouvert et imaginatif, vous aimez les contacts, l'action, l'autonomie et souhaitez assurer des responsabilités globales, techniques, commerciales, financières, humaines. Nos directions à Paris et en province vous ouvrent leurs portes. Dans un Groupe qui fédère plus de mille Sociétés et a réalisé 113 milliards de C.A. en 1990 dont 29 milliards à l'étranger, la souplesse des structures et la diversité des opportunités de carrière vous permettront de devenir

### CHEF D'ENTREPRISE A 30 ANS

Adressez votre candidature en précisant la réf. M04 à Florence Hosselet - Compagnie Générale des Eaux - 52, rue d'Anjou - 75008 PARIS.

## sacem

La SACEM est un Organisme professionnel créé par les auteurs Compositeurs Editeurs de Musique pour défendre leurs intérêts et assurer la gestion des droits d'auteur. 9 Directions Régionales réparties en métropole et en DOM TOM assurent la perception des droits, la collecte des programmes, l'information des diffuseurs et des médias.

## 4 assistants pour nos Directeurs régionaux

### Postes basés en Province

Une formation universitaire (Bac + 3 / Bac + 4) ou similaire et une première expérience professionnelle significative vous permettront d'apporter au Directeur Régional un soutien pluraliste dans tous les domaines de son intervention, y compris le contentieux et les relations extérieures. Votre compétence et vos capacités intellectuelles seront sollicitées dans de nombreux domaines : préparation de dossiers techniques, études de dossiers de perception, contentieux, communication (avec les diffuseurs et les sociétés, animation de réunions), action culturelle, ... Votre personnalité, votre esprit d'analyse et votre goût des contacts liés à une grande disponibilité seront des éléments déterminants.

Rémunération 140 KF pendant la période de formation (environ 1 an) puis 190 KF.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo sous référence A/DR à Fabienne TOURNES, Département du Personnel, SACEM, 225, avenue Charles de Gaulle, 92521 Neuilly sur Seine Cedex.

Afin d'étoffer son Département d'études qualitatives  
**B.V.A.**  
recrute

### UN CHARGÉ D'ÉTUDES

- Deux ans d'expérience minimum en institut ou free-lance.

- Anglais souhaité.

Veillez adresser votre CV, accompagné d'une lettre manuscrite, et vos prétentions à :

**AGNÈS SEMANN - Société B.V.A.**  
191, av. du Général-Leclerc 78220 VIROFLAY

هكذا ان الال

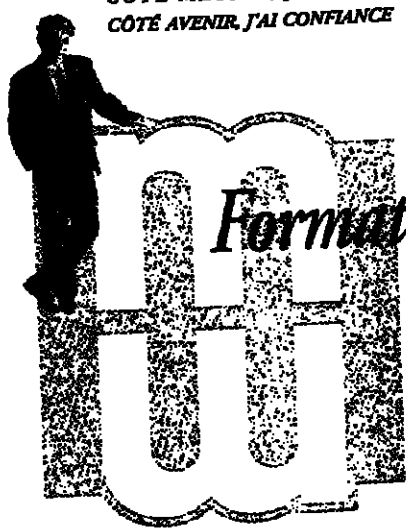


سكننا في الراحل

REPRODUCTION INTERDITE

# Le Monde <sup>des</sup> Cadres

CÔTÉ MÉTIER, J'ASSURE  
CÔTÉ AVENIR, J'AI CONFIANCE



## Formateur sciences humaines

Pour notre groupe en pleine expansion en France et à l'étranger (9000 personnes - 17 milliards de Francs de C.A.), la formation continue est un enjeu stratégique majeur (8 % de la masse salariale). Afin d'améliorer encore nos dispositifs de formation et développer les ressources humaines de notre entreprise, nous souhaitons recruter un :

Vous disposez d'une formation initiale de niveau 3ème cycle (D.E.A. - D.E.S.S.) à dominante psycho-sociologie associée à une première expérience professionnelle dans un milieu éducatif du secteur tertiaire.

Nous vous proposons d'intégrer notre centre de formation (basé au MANS), où vous aurez à concevoir et animer des actions de formation axées sur le développement de l'efficacité managériale de notre encadrement.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous référence LM/FM aux :  
MUTUELLES DU MANS ASSURANCES  
Service recrutement - 19-21 rue Chanzy  
72030 LE MANS CEDEX

les mutuelles du mans assurances

SCHERING S.A.  
Plateau de Saclay (91)

1,6 milliard de CA, 815 personnes, 4 Divisions, réparties sur deux sites, 2 conventions collectives, nous sommes filiale du Groupe pharmaceutique et chimique allemand SCHERING AG, et cherchons un :

## Spécialiste en gestion des données sociales H/F

Rattaché au Directeur des Affaires Sociales, vous mettez votre connaissance de la gestion du Personnel, votre passion de l'informatique et de la micro, au service des études et du traitement des données sociales. Après analyse des besoins de la DAS et des Divisions opérationnelles, vous actualisez le cahier des charges. En liaison avec la Direction Informatique, vous optimisez, rationalisez, développez l'utilisation des moyens existants (IX sur AS 400, sous-traitance Zadic 2000 et micro) et apportez une assistance technique aux équipes décentralisées. Vous répondez à la demande de la DAS et des hiérarchiques en terme de tableaux de bord, prévisions salariales, gestion des temps, paie, classification des emplois, etc., et effectuez les études et les simulations qui y sont inhérentes.

Agé d'au moins 30 ans, titulaire d'un diplôme d'études supérieures (Gestion du Personnel et/ou Informatique), vous justifiez impérativement d'une expérience réussie de 3 à 5 ans dans un poste similaire et maîtrisez parfaitement le traitement d'informations sur micro-ordinateur (logiciels Ressources 3000, Lotus, Excel...).

Sylvie CATHEAINE vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement, en mentionnant votre rémunération actuelle, sous référence 9109 IM, ou 7 rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. : 42.89.10.25.

GRP Gilbert Raynaud & Partners  
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

CA 1,4 Milliards de F - 1200 personnes  
7 centres de profit accélèrent sa politique d'investissements industriels.  
Investir dans des outils performants, c'est normal !  
Investir dans des hommes de talent, c'est vital !  
Dans cet esprit, nous créons notre vivier de futur cadres dirigeants en intégrant des

## JEUNES INGÉNIEURS IAA ou équivalent

Vous avez 28 ans et plus, une expérience minimum de trois ans dans le produit carcéral sur des process grandes séries informatisés et automatisés.

Vous aimez et appréciez évoluer sur le terrain tout en sachant prendre le recul nécessaire. Vous voulez peaufiner votre professionnalisme pour accéder ensuite à de larges responsabilités de production.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous réf. JIOF 258 à notre Conseil la Société LORIANE - Le Parvis 5° Louis  
53 rue Jules Le Grand - 56100 Lorient.

Dans le domaine de l'immobilier et des Services, un ensemble important d'organismes autonomes mais interdépendants recherche un :

## Responsable des ressources

Sous la direction du Directeur Général vous aurez la responsabilité entière de la fonction dans le contexte d'un GIE gérant 700 personnes environ, pratiquant une politique dynamique dans tous les domaines. Vous jouerez aussi le rôle de conseil auprès des différents organismes, leur vendant des prestations de qualité développant ainsi votre portefeuille de clients.

A 35 ans environ, universitaire, grandes Ecoles, Sciences Po..., votre cheminement a fait de vous un professionnel de la gestion administrative du Personnel et du Droit social, et cela plutôt dans le domaine du tertiaire. Mais nous attachons une grande importance à votre personnalité à l'écoute des autres, votre courtoisie sans faille, votre sens de l'humour.

Si notre proposition vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence A1 04 03 à notre Conseil.

Madame Claude Favereau,  
FAVEREAU CONSULTANTS,  
52 rue de la Fédération, 75015 PARIS.



## Jeune Responsable Ressources Humaines

Cette branche récente (près de 100 personnes et 100 MF de CA, 8 filiales principalement en France et en Europe), regroupe les activités d'ingénierie d'un groupe industriel en forte diversification.

Vous allez créer, mettre en place et développer les outils et les moyens de notre politique ressources humaines sur les plans : recrutement (cadres et non cadres), gestion des carrières, communication interne, formation.

Vous serez une réelle force de proposition et de conseil auprès du Directeur de branche et des Responsables des filiales.

A 28/35 ans, vous êtes de formation supérieure (ESG, IEP, droit du travail...); votre expérience en entreprise (idéalement ingénierie, industrie) ou en cabinet, couvrant de façon partielle ou globale la fonction, intègre tout autant résolution de problèmes au

quotidien que réflexion stratégique. Votre aisance et votre dynamisme vous positionnent comme un élément moteur du développement humain de l'entreprise. Vous parlez allemand et peut-être anglais.

Le poste est basé en région parisienne ouest et nécessite des déplacements fréquents et de courte durée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence M/BR251D, à Christian Bang-Rouhet, OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris. Minitel 42.36.10.30.



## Concepteur de produits

### IARD particuliers

Après une formation supérieure (commerciale ou scientifique), vous avez acquis une expérience d'au moins 3 ans en technique IARD, soit comme chef de produits, soit comme inspecteur ou gestionnaire production ou sinistres.

Vous "plus", ce sont votre esprit novateur, votre sens de l'analyse, votre aisance dans les contacts et votre adaptabilité.

Si tel est votre profil, nous devrions nous rencontrer. Nous pourrions vous confier une mission s'articulant autour de 4 axes essentiels :

- la conception et la réalisation de nouveaux produits,
- la maintenance et l'amélioration des produits existants,
- l'assistance technique et la formation des services gestionnaires,
- la participation à l'élaboration des instructions et documentations techniques destinées aux utilisateurs.

Par ailleurs, ce poste évolutif pourra vous amener à effectuer quelques déplacements à l'étranger (connaissance de l'anglais indispensable).

Si ces perspectives vous intéressent, adressez lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle sous réf. M13 IP à Isabelle DONNADIEU - AGF - Département Ressources Humaines - 33, rue La Fayette - 75009 Paris.



AGF, L'ESPRIT OLYMPIQUE

ORGANISME PROFESSIONNEL DU BATIMENT  
SITUE A PARIS



Recherche pour sa Direction Technique un :

## DOCUMENTALISTE

Vous êtes titulaire d'une maîtrise de type scientifique et êtes spécialisé dans les techniques documentaires (diplôme de l'INTD ou DESS de l'IEP).

Vous possédez 5 ans d'expérience dans un poste similaire et bénéficiez d'une certaine aisance relationnelle.

Devenez l'interlocuteur de nos ingénieurs sur les questions de documentation technique.

Outre les tâches classiques de documentation (exploitation de bases de données, constitution et actualisation de dossiers, recherches documentaires...), vous participerez à une activité de prospective axée sur le secteur du bâtiment et réaliserez à cette occasion des synthèses d'ouvrages, ainsi que des traductions de documents anglais.

Ce poste nécessite la pratique de l'informatique documentaire et la maîtrise de l'anglais (allemand souhaité).

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo et prétentions sous réf. 91039 à LEVI-TOURNAY/ASSCOM 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 PARIS qui transmettra

## ORGANISATEUR METHODES ET PRODUCTIVITE

LOIRE-ATLANTIQUE

LE CREDIT AGRICOLE

DE LOIRE-ATLANTIQUE

CONFIRME

SA DYNAMIQUE

DE SUCCES :

930 COLLABORATEURS

73 AGENCES

En étroite collaboration avec le responsable du département organisation, vous serez chargé de :

- l'analyse des fonctions, des procédures (hors informatiques) et des tâches,
- l'amélioration de la productivité dans un réel souci de qualité et d'efficacité,
- la mise en place et du suivi des actions définies, en lien avec les services concernés.

Vous êtes de formation supérieure, école d'ingénieurs (AM, ICAM...). Vous pouvez justifier d'une expérience réussie d'au moins 2 ans dans une fonction similaire.

Pour ce poste, nous serons particulièrement attentifs aux dossiers de candidats forts de réelles qualités d'animateur, à la fois hommes de synthèse et créatifs.

Cette mission stratégique vous intéresse ?

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) à :

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DE LOIRE-ATLANTIQUE  
Département Ressources Humaines  
La Garde - Route de Paris  
44076 NANTES CEDEX 03

Société de tourisme

recherche

pour ses villages clubs mer et montagne

DIRECTEURS ADJOINTS

- Expérience réussie en animation indispensable.
- Sens de la relation humaine et de la direction d'équipe requis.

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo  
au Monde Publiété sous n° 8 275,  
5, rue de Monttessuy - 75007 Paris



## LA CEGOS ET LE CONSEIL

La CEGOS, premier groupe européen indépendant de Conseil, Formation, Recrutement (550 consultants en Europe) recherche dans le cadre du développement de sa DIVISION CONSEIL, des

### X, MINES, CENTRALE, SUPELEC, INA,... DEVEZ-VOUS CONSULTANTS

APRES UNE PREMIERE EXPERIENCE

Vous êtes sensible à l'image et à la notoriété de votre entreprise, vous avez la passion de l'intelligence et des situations innovantes, vous conjuguez partenariat et sens des responsabilités, vous êtes un homme ou une femme autant de cœur que de tête... alors la CEGOS est faite pour vous ! Vous serez intégré dans une équipe de professionnels, développerez vos compétences techniques, relationnelles et votre efficacité personnelle. Vous bénéficiez de formations adaptées qui vous permettront de prendre rapidement autonomie et responsabilités, de progresser plus vite dans votre parcours professionnel, bref de réussir.

Vous avez compris la dimension humaine de l'entreprise. Vous souhaitez valoriser votre expérience dans l'un des domaines suivants, à Paris ou à Lyon :

#### SYSTEMES D'INFORMATION

Vous participerez à des missions d'audit, de schéma directeur, de conduite de grands projets de systèmes d'information, sur l'ensemble des secteurs économiques. Vous avez une expérience de 2 à 4 ans en SSI ou chez un utilisateur (industrie, banque, services). (Réf. MFA 8141)

#### PRODUCTIVITE INDUSTRIELLE

Vous participerez à des missions de productivité industrielle, de maîtrise des flux, d'organisation d'unités de production, de gestion de production, de GPOA. Vous avez une expérience de 2 à 4 ans en gestion de production et avez participé à la mise en place de GPOA. (Réf. EDC 7110)

#### MANAGEMENT ET STRATEGIE

Vous participerez à des missions de stratégie, d'élaboration de structures, de systèmes de gestion et d'organisation des modes de fonctionnement. Vous avez une expérience de 2 à 4 ans en contrôle de gestion ou exercez des responsabilités opérationnelles. (Réf. FG 102)

Vous exercerez prioritairement dans l'un de ces domaines et participerez à des missions pluridisciplinaires pouvant concerner toutes les fonctions de l'entreprise.

**POUR NOUS CHAQUE CLIENT EST UNIQUE, CHAQUE CONSULTANT L'EST AUSSI**

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) en précisant la référence choisie sur l'enveloppe et la lettre à : CEGOS DIVISION RECRUTEMENT - Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE Cedex.

cegos

CONSEIL  
FORMATION  
RECRUTEMENT

Société d'Etudes en fort développement située en Région Parisienne, filiale d'un grand groupe recherche pour son Département "Communication et Téléservices" (40 personnes) son

### DIRECTEUR ADJOINT

Vous aurez à assister le Directeur du Département dans l'ensemble des fonctions de direction et de gestion, à superviser directement les Responsables de projets dans la conduite des affaires : encadrement des équipes de production, accompagnement commercial, gestion des projets complexes. Ingénieur grande Ecole, à 30-35 ans environ, vous avez une expérience d'encadrement réussie, de négociation et gestion de projets mais vous êtes prêt à évoluer vers des responsabilités nouvelles.

Si vous avez de la rigueur, le goût du travail en équipe et que vous savez associer courtoisie et fermeté, vous nous intéressez. Merci alors d'adresser votre dossier de candidature sous référence A1 04 05 à notre Conseil, Madame Claude Favereau, FAVEREAU CONSULTANTS, 52 rue de la Fédération, 75015 PARIS.



Département  
situé dans le  
Nord de la  
France

Le Conseil Général de notre département s'est engagé dans une politique dynamique de développement économique.

### DIRECTEUR DE LA PREVISION ET DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Le candidat devra être capable de proposer dans le respect du Plan :  
• à nos partenaires (CEE, Etat, Région, Villes, CC) un projet d'action élaboré sur la base de l'analyse de la situation économique du département et de l'impact de ses politiques.  
• au Conseil Général, une politique visant à l'accueil d'entreprises et à la valorisation du potentiel touristique du département.  
Nous souhaitons rencontrer des candidats capables de mettre en œuvre les politiques adoptées et décidées par l'ensemble des élus. De formation BAC +5, vous justifiez d'une première expérience de développement économique réussie à la fois en entreprises industrielles et au service des collectivités publiques.  
Envoyez lettre manuscrite + CV + photo sous réf. R11/651 à notre Conseil Alain VRIGNAUD.

tetra recrutement  
Groupe tétra conseil  
18, rue Lamartine 80039 AMIENS

Un Comité Interprofessionnel du Logement de la Région Rhône - Alpes recherche pour sa nouvelle unité fonctionnant sous le statut associatif, dépendant du Ministère du Logement, son

### DIRECTEUR

Issu d'une formation supérieure orientée vers la gestion ou riche d'une expérience similaire, vous connaissez le monde de l'entreprise, la législation et les différentes pratiques liées à l'activité immobilière, la technique du bâtiment, la législation liée au 1% logement.  
A la fois manager et excellent gestionnaire, vous animeriez ce Groupement Patronal local. Vous créerez des contacts privilégiés, au sein d'un environnement politique et industriel où vous serez amené à évoluer.

Adresser sous Réf. AV 100 votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions à notre Conseil :



Cabinet Vitte & Mossan S.A.  
15, Bd Maréchal Lédot - 38000 GRENOBLE

L'ECOLE SUPERIEURE DE GESTION  
recherche, pour l'année scolaire 91-92,

### PROFESSEURS VACATAIRES

2 à 6 heures/semaine, pendant 1 ou 2 semestres dans les disciplines ci-après :  
Marketing-Vente, Commerce International, Publicité, Stratégie, Mathématiques, Informatique, Comptabilité, Droit Commercial, Organisation, Finance, Relations Humaines, Langues.  
Niveau minimum requis : Diplôme de Grandes Ecoles - Expertise Comptable - Diplôme de 3ème cycle - MBA  
Expérience pédagogique et/ou en entreprise.  
Envoyer Photo - Lettre manuscrite + C.V. à :  
Direction des Etudes de l'E.S.G.  
25 rue Saint Ambroise - 75011 PARIS

Vous souhaitez participer à la valorisation du patrimoine culturel français

Notre société de conseil et d'ingénierie en pleine expansion dans le secteur de l'économie culturelle et touristique recherche un

### CONSULTANT SENIOR

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire motivée et créative, vous conduirez des missions de valorisation du patrimoine, des stratégies de développement touristique, réaliserez des espaces de loisirs culturels, etc...  
30 ans environ, diplômé d'une école de gestion, vous justifiez d'une expérience d'au moins 4 ans de management acquise en entreprise ou en cabinet d'audit.  
Vos atouts : sens commercial et de l'organisation, qualités rédactionnelles et de communication.  
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous référence CC 001 à RSCG P.A. - 2, rue Rouget de Lisle - 92130 Issy les Moulineaux.

### UNE VILLE, UN PROJET STRASBOURG, VILLE PROPRE

La Communauté Urbaine de Strasbourg recherche un cadre de haut niveau pour BÂTIR le PROJET DE PROPRETÉ et diriger le service (800 personnes)

**Profil**  
Cadre de haut niveau (Ingénieur, Administrateur, Cadre de la fonction Publique...)  
Vous êtes dynamique, volontaire, passionné par les Ressources Humaines, innovant, bâtir et conduire un projet unique vous intéresse, vous aimez travailler en équipe.  
Plus que l'aspect technique, c'est une personnalité que nous recherchons.

Votre ambition, c'est gagner le pari de l'excellence de la PROPRETÉ pour STRASBOURG.

**Mission**  
Rattaché à la Direction de l'Environnement, vous êtes chargé de concevoir une stratégie pour le traitement du déchet de demain (depuis le ramassage jusqu'à l'élimination des déchets) et restructurer le service en conséquence.

Parmi les missions du service : créer une décharge de secours, des déchetteries, diriger les travaux de l'installation de lavage des fumées.

Date limite de dépôt des candidatures : 20 avril 1991  
les candidatures sont à adresser à :

Mme la Présidente de la Communauté Urbaine de Strasbourg  
Direction des Ressources Humaines  
1, Place de l'Étoile - BP 1049.1050 F  
67070 STRASBOURG Cedex

Ville de Toulouse

### 2 CHEFS DE PROJETS

recherche dans le cadre des opérations de développement social des quartiers (2 secteurs de 10 000 habitants)

**Missions**  
- animation globale du dispositif et coordination entre les acteurs du quartier et les partenaires institutionnels.  
- montage de projets à travers les initiatives locales et la promotion de la vie associative.  
- concertation avec les habitants.  
- montage du dossier, suivi et évaluation du projet mis en œuvre.

**Profil**  
Expérience réelle dans le développement social urbain, sens du dialogue et de l'organisation, dynamisme.

**Formation**  
Maîtrise sciences humaines, aménagement.

Adresser candidature à : Monsieur le Maire, Direction des Ressources Humaines, 17, rue de Bémusat, 31000 TOULOUSE

سكزا ان الاصل



(IPSO\$ 90)



## Vivre les métiers de l'informatique à travers toutes les activités du Groupe Framatome.

Framatome, jeune groupe industriel multidisciplinaire d'envergure internationale, est le premier constructeur et exportateur mondial de chaudières nucléaires avec 56 unités en service dans le monde, le deuxième groupe européen de connectique, la première entreprise française de mécanique et le premier pôle européen d'intelligence artificielle.

Le Groupe Framatome : une stratégie internationale, une participation active dans de nombreux projets dont European Fast Reactor (réacteurs à neutrons rapides), Callos (aide à la locomotion par électro-stimulation implantée) ou encore Teles (téléscopes géants)... de solides alliances avec de grands partenaires industriels (Siemens/KWU, Babcock & Wilcox...).

Vivre les métiers de l'informatique dans le Groupe Framatome, c'est découvrir au cœur de nombreuses des activités, des experts et une technologie au meilleur niveau.

S'appuyant sur son expertise en ingénierie nucléaire et en connectique, le Groupe Framatome a développé une offre de produits et services de très haut niveau à travers son informatique interne et des filiales spécialisées.

Ainsi, dans le domaine des applications scientifiques et de gestion, des ingénieurs innovent sans cesse pour servir les grands projets industriels du Groupe.

Ils interviennent dans des domaines variés : atelier logiciel, robotique, télécommunications... et utilisent des outils puissants et diversifiés (CRAY, CDC, IBM, DEC...) reliés par des réseaux complexes.

Tournés également vers une clientèle externe, les filiales et divisions spécialisées gagnent de nouveaux marchés. Dans le domaine du calcul par éléments finis, FRAMASOFT/CSI constitue un pôle de compétences avec plus de 800 installations dans le monde.

INGEVISION met en œuvre des techniques avancées pour le développement de logiciels graphiques intéressant les marchés de l'ingénierie. SIMERA couvre 75% du marché français de l'enseignement assisté par ordinateur. FRAMATEC, COGNITECH et A.I. SYSTEMS constituent le premier pôle européen d'intelligence artificielle.

### INGENIEURS DEBUTANTS OU CONFIRMES

Voici quelques exemples d'opportunités pour découvrir les multiples activités informatiques du Groupe Framatome :

Informatique scientifique/électronique et traitement d'images (réf. IS/94)

Informatique scientifique/graphique (réf. CA0/94)

Intelligence artificielle (réf. IA/94)

EAO (réf. EAO/94)

Technico-commercial (réf. TC/94)

G.P.A.O. (réf. GPAO/94)

Ces différentes fonctions ouvertes sur l'entreprise sont situées au sein de l'informatique centrale ou dans de petites structures très performantes. Elles offrent la possibilité à chacun de s'orienter selon ses compétences et son tempérament vers le développement de nouveaux produits, les relations clients...

Notre groupe se développe à l'international et en France (Paris, Lyon, Grenoble, Bourgogne, Pays de Loire...) multipliant ainsi les opportunités d'évolution.

Adressez votre dossier, avec la référence choisie, à : Groupe Framatome, Service gestion prévisionnelle, Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris-La Défense.

Le Groupe FRAMATOME, c'est :  
• 11 500 personnes sur les cinq continents  
• un CA de 20 Mds de F dont 25 % à l'export  
• Nucléaire, Mécanique, Connectique, Informatique



GROUPE FRAMATOME

Les technologies de l'essor.

## Organisateurs

INGENIEURS - ESC - MIAGE

Nous gérons 700 000 contrats d'épargne et de prévoyance où chaque client, particulier, entreprise est un partenaire à qui nous devons offrir une qualité de service irréprochable. Vous contribuerez à l'optimisation permanente de notre organisation.

Nous vous offrons l'occasion de montrer votre capacité d'analyse, votre créativité, votre rigueur, votre goût pour la qualité et vos réelles capacités d'autonomie.

### SENIOR

Au sein de notre Direction Informatique, il se verra confier :  
- l'analyse des besoins sur le terrain,  
- un rôle de coordination,  
- des missions ponctuelles d'audit destinées à optimiser les circuits d'information,  
- une réflexion sur de nouveaux modes d'organisation.  
Ce poste s'adresse à un candidat justifiant d'une première expérience de l'organisation de systèmes complexes. (Réf. 652).

### JUNIOR

Au sein de l'équipe Etudes Fonctionnelles du service gestion des contrats, il participera à :  
- la mise en place d'une nouvelle chaîne de traitement,  
- la conception de jeux d'essai et la validation des tests,  
- la formation des utilisateurs.  
Pour ce poste, nous recherchons un candidat débutant ou justifiant d'une première expérience. (Réf. 653).

Ces missions impliquent des qualités relationnelles alliant sens de l'écoute, du dialogue et de la pédagogie.

Adressez votre candidature sous référence correspondante à Sylvie CAPOVILLA - Compagnie Bancaire - Service Recrutement 5, avenue Kléber - 75116 Paris.

CARDIF

la banque française

COMPAGNIE BANCAIRE

TRILOGIE  
POUR UN SUCCES INFORMATIQUE :  
TECHNIQUE, MANAGEMENT, GESTION COMMERCIALE

## Directeur d'agence

Une démarche progicelle à vocation européenne, une compétence technique reconnue dans le secteur de l'Assurance, 100 collaborateurs qui bénéficient d'une logistique efficace ont permis à CIRCEA d'assurer la gestion complète de Sociétés d'Assurances avec des logiciels sur IBM 30XX et AS400. Une notoriété croissante qui se concrétise par une augmentation du CA de 100% en 1990.

Dans une approche sectorielle très technique, et sachant que tous nos produits ont une architecture modulaire, permettant leur réelle adaptation aux besoins spécifiques de clients très variés (grands groupes internationaux, Mutuelles, filiales de Banques) dans

le respect des grands standards, vous prenez la responsabilité globale de l'une de nos agences. Vous assurez la gestion de clients, la supervision technique de tous ses projets dans le respect des coûts et délais, l'encadrement d'une équipe de 20 à 30 personnes.

Ingénieur de formation, vous justifiez d'une expérience de 10 ans environ dans le domaine de l'informatique au cours de laquelle vous avez appris à connaître 3090 ou AS400 ainsi que le management de projets d'envergure. Vos compétences techniques n'ont d'égales que vos qualités relationnelles et votre maîtrise de l'anglais ou l'une des grandes langues européennes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence DA/LM/9/04 à Amaul Gausseres - Thom and Sons Consultants - 41, Rue Périer - 92120 Montrouge.

Thom & Sons  
CONSULTANTS

50.1.1.1.1.1.1







REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

de l'Informatique

## Jeunes ingénieurs informaticiens

Relais permanent entre les différents partenaires économiques, PARIBAS, banque d'affaires internationale de tout premier plan, occupe une position de leader dans ses relations avec les grands groupes, pour ses activités de conseil, ses prises de participation en capital, ses interventions dans les opérations de marché et la gestion d'actifs, ainsi que pour la conception et la mise en place des financements spécialisés.

Face à ces enjeux, notre informatique s'est organisée en 3 entités :

- La Direction de l'Organisation Informatique qui, avec ses 300 collaborateurs, gère au siège les opérations de banque, commerciales, financières, les systèmes centraux et développe ses propres logiciels.
- Le Service de l'Organisation du Département International qui, avec ses 30 collaborateurs au siège et ses équipes résidant à

l'étranger, définit une politique de produits logiciels et matériels pour les 25 succursales étrangères, conçoit et met en place des procédures de gestion ainsi que les outils de télécommunications et de bureautique au sein du réseau international.

- Le Capital Markets Information Technology qui, avec ses 150 collaborateurs répartis à Londres, Paris, New York, Tokyo... organise d'après le schéma directeur des opérations de marché, le développement et le support des systèmes intégrés de trading et back-office ainsi que tout l'environnement technique associé : station de travail des salles de marché, réseau mondial de télécommunication PBNET, etc...

Articulée autour de IBM 3090 et DEC au siège, IBM AS/400 en succursales internationales et DEC pour le Capital Markets Group, notre informatique est à la pointe de la profession avec un budget qui représente environ 20% des dépenses de fonctionnement de la banque.

PARIBAS

Jeune diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou équivalent, débutant ou avec une première expérience, en intégrant l'une de nos équipes basées à Paris, vous bénéficierez d'un environnement très international et votre première mission sera l'opportunité d'aborder les métiers de la finance et d'intervenir au cœur des événements.

Vous souhaitez en savoir plus et nous rencontrer rapidement ?

Adressez votre lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. JI, à PARIBAS Direction des Relations Humaines 3, rue d'Antin - BP 141 75078 PARIS CEDEX 02.

## Vivement la Retraite! nous dit un informaticien ambitieux.



Numéro un de la retraite par répartition, professionnel de la prévoyance, nous insufflons notre dynamisme à un secteur en pleine mutation. Assurance, assistance, frais de santé, loisirs, presse... nous avons diversifié notre activité : aujourd'hui, dans 48 villes de France, nos 1 350 collaborateurs proposent une large gamme de services. Un système informatique performant (IBM 3090, MVS/ESA, DB2) est l'aboutissement de notre stratégie de développement. Une stratégie qui a compris que prévoir, c'est innover.

### JEUNES DIPLOMES FUTURS INFORMATIENS

Intégré dans l'une de nos équipes informatiques, vous participerez activement à la mise en œuvre d'applications de gestion très diversifiées (commerciale, marketing, assurances...). En contact étroit avec les utilisateurs, vous apprendrez les différents métiers de notre entreprise, garantissant ainsi votre évolution dans notre groupe.

Doté d'une formation supérieure scientifique (diplôme d'ingénieur ou universitaire, minimum Bac + 4), vous voulez utiliser le tremplin de l'informatique pour votre premier poste. Une formation complémentaire peut être envisagée pour vous permettre d'aborder ces fonctions.

Réf. RAJ4

### RESPONSABLES DE PROJETS

Dans un département informatique en plein essor, vous prendrez en charge un domaine d'activité, son équipe et ses projets.

Proche des différents responsables de notre entreprise, vous avez une forte capacité d'organisation, d'innovation et de dialogue en plus d'un solide sens méthodologique.

Doté d'une formation supérieure (diplôme d'ingénieur ou universitaire), votre expérience informatique de 4 à 5 ans vous assurera une évolution rapide au sein de notre entreprise vers différents types de fonctions.

Réf. RAP4

Pour ces postes basés à Paris ou à Chartres, merci d'adresser votre dossier, en précisant la référence choisie, à notre Conseil Reine-Marie HALBOUT, CAP SESA SELECTION, 207 rue de Bercy, 75012 Paris.

Système d'information du radiotéléphone numérique par satellite

LIGNE SFR



## Directeur de projet

réf. DP 104 M

## Ingénieurs concepteurs

réf. IC 104 M

## Chefs de projet

réf. CP 104 M

Contrairement à certaines idées reçues, il y a des limites à dépasser.

Dans le cadre de leur partenariat ANJOU TELEMATIQUE, SSI, 150 personnes et SFR opérateur privé de radiotéléphonie, toutes deux filiales du groupe GENERALE DES EAUX recherchent :

Vous participerez à un grand projet novateur, la conception du système d'information du radiotéléphone numérique par satellite européen appelé à prendre une importance considérable d'ici l'an 2000.

Ce projet pilote sera appelé à des compétences de haut niveau et mettra en œuvre des techniques de pointe : architectures client/serveur, méthodes de conception, AGL, LAG, réseaux, vidéotex, pour des volumes de données considérables.

De formation supérieure Bac + 5 (Ingénieur/Universitaire), votre expérience s'est déroulée sur de grands projets dans un environnement Grand Système (notamment IBM), mettant en œuvre SGBD relationnelles, intranets, etc.

Vos qualités relationnelles de créativité et d'organisation et votre goût pour les responsabilités vous permettront d'agir, de proposer des solutions et de mener à terme leurs réalisations.

Pour ces postes basés à Paris, merci d'adresser votre candidature à : ANJOU TELEMATIQUE 40, rue Gabriel Cré - 92245 MALAKOFF CEDEX.



L'audace en toute sérénité.



SAINT-GOBAIN

N°1 Français et Européen de l'isolation thermique et acoustique.

Notre technologie, la qualité de nos produits et leur conditionnement nous assurent une position de leader dans le domaine des laines minérales destinées à l'isolation thermique et acoustique.

Pour renforcer notre Direction Informatique équipée de matériel IBM grands systèmes / AS 400 en réseaux - SGBDR - LAG, nous recherchons pour notre siège à la Défense, un

## JEUNE INGENIEUR INFORMATICIEN

Débutant ou première expérience.

De formation supérieure (Ecole d'ingénieur ou équivalent), vous avez eu lors de vos études une première expérience de l'informatique de gestion.

Après une formation complète à notre environnement, vous prendrez en charge la conception de nouvelles applications et participerez à la mise en place d'outils et de méthodes.

Votre sens de l'analyse et votre capacité à communiquer vous permettront de mener à bien cette mission.

De larges perspectives d'évolution pourront par la suite se présenter à vous au sein du groupe.



Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre manuscrite) sous la référence ISJ à notre conseil : EL CONSEIL - 7, rue Paul Léon - 75002 PARIS.



BANQUE SPECIALISEE DE PREMIER PLAN

## Auditeur Informatique

Au sein de notre équipe, jeune et pluridisciplinaire, d'audit interne, vous deviendrez notre spécialiste informatique et interviendrez auprès du réseau, du siège et des filiales afin de détecter les dysfonctionnements et en analyser leurs causes et leurs solutions. Vous prendrez en charge, pour la moitié de votre temps, des missions informatiques (fiabilité des systèmes et applications, sécurité des opérations...) l'autre moitié étant consacrée à des missions de contrôle interne.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un jeune auditeur informatique (2 à 4 ans d'expérience en cabinet ou en inspection bancaire) ou bien un ingénieur informaticien possédant d'excellentes connaissances financières et comptables. (Déplacements à prévoir).

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions) sous référence 253 à

MEDIA PA 50/54, rue de Sully, 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX.

هكذا ان الاصل







# Le Monde des Secteurs de Pointe



## Jeunes Ingénieurs

Débutant ou ayant acquis une première expérience (1 ou 2 ans), de formation ingénieur grande école ou ingénieur universitaire, des opportunités s'ouvrent à vous au sein de nos équipes informatiques et de nos bureaux d'études.

### INGÉNIEUR CONCEPTION ET ÉTUDES LOGICIELS

Au sein d'une équipe d'ingénieurs de conception du bureau d'études électronique, vous concevez et réalisez des logiciels "critiques" pour des calculateurs embarqués dans des systèmes avioniques, ainsi que les logiciels de tests nécessaires à la validation de ces applications. Vous possédez si possible une première expérience de développement de logiciels pour microprocesseurs. Des connaissances en outils d'atelier de génie logiciel - langage assembleur et langage évolué - moniteur temps réel - systèmes d'émulation seront appréciées. Réf. M/ICEI.

### INGÉNIEUR ÉTUDES DE VALIDATION DES LOGICIELS

Vous êtes conduit à réaliser et à mettre en œuvre des logiciels spécifiques permettant de valider les logiciels fonctionnels introduits dans les calculateurs avioniques, en utilisant des méthodes de comparaison, de simulations aléatoires et d'évaluations statistiques - vous développez également des logiciels à caractère général pour communiquer entre ressources, mettre en forme des résultats... Vous possédez si possible 2 à 3 ans d'expérience ; des connaissances VAX/VMS ainsi que la maîtrise de certains langages de haut niveau (PASCAL et ADA). (réf. M/VL)

### INGÉNIEUR EXPLOITATION ET GESTION DES SYSTEMES

En liaison avec les équipes de développement et de validation :  
- vous développez et mettez au point des utilitaires nécessaires à l'exploitation de l'environnement et à la gestion des systèmes - vous mettez à jour la documentation destinée aux utilisateurs des outils (VAX) et des systèmes - vous apportez des facilités concernant les traitements privilégiés (VAX/VMS).  
Vous possédez si possible une première expérience dans la gestion des systèmes, une bonne connaissance des systèmes d'exploitation VMS/MSDOS et du langage de commande DCL. Vous maîtrisez les langages PASCAL, ADA, C. (réf. M/E/GS)

## L'EXPERT DES HAUTES TECHNOLOGIES

### INGÉNIEUR NUMÉRICIEN

Vous étudiez, réalisez et mettez au point : - des structures numériques incorporant des microprocesseurs de dernière génération (16-32 bits) - des automates microprogrammés utilisés dans des interfaces intelligentes - des structures de tests permettant de vérifier avant le vol ou durant le vol les fonctions étudiées. Vous suivez l'introduction de ces fonctions au sein d'une unité avionnable et en assurez la mise au point et le suivi en simulation et sur base d'essais. (réf. M/NUM)

### INGÉNIEUR ANALOGICIEN

Vous étudiez, réalisez les maquettes et mettez au point : - des fonctions analogiques pour réaliser des asservissements de servocommandes et des fonctions de calcul à partir de capteurs multiples - des systèmes de tests permettant de s'assurer de leur intégrité avant vol - Vous suivez l'introduction de ces fonctions au sein d'une unité avionnable, en assurez la mise au point et le suivi en simulation et sur base d'essais. (réf. M/ANA)

### INGÉNIEUR MÉCANICIEN ET INGÉNIEUR HYDRAULICIEN

Au sein du bureau d'études mécanique, vous participez à la définition technique des équipements en termes de faisabilité, de performances, de contraintes techniques, et des contraintes d'intégration dans les unités avionnables. Selon votre expérience, nous vous confierons des responsabilités de concepteur, d'étude ou de mise au point de projets d'équipements. Pour ces postes, la connaissance des nouvelles techniques de conception CAO, de modélisation de système asservi et de calcul par éléments finis sera appréciée. (réf. M/MIH)

### ANALYSTE ET ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Au sein de nos services informatiques de Saint-Cloud (92) et d'Argonay (74), vous intervenez sur des projets liés à des applications de gestion de production. Vous travaillez en environnement IBM 43XX (MVS, IMS, DLI, PLI). (réf. M/A92 ou M/A74)  
Le poste d'analyste-programmeur est également ouvert à un technicien de formation Bac + 2 ayant acquis 1 ou 2 ans d'expérience dans cette fonction. (réf. M/AP1)

Pour découvrir notre entreprise, ces métiers et les opportunités que nous pouvons vous proposer, adressez votre dossier de candidature (lettre, CV, prétentions), en précisant la référence choisie, à M. CEILLET, Service du Personnel, 78 quai Marcel-Dassault, 92214 Saint-Cloud.

*La passion constante*



COMPAGNIE INTERNATIONALE DU CHAUFFAGE

Avec plus de 2 milliards de C.A., nous sommes l'un des leaders européens de l'équipement de chauffage. Nous poursuivons notre croissance et renforçons notre organisation. Pour notre Fonderie de Soissons, qui a ouvert l'un des chantiers les plus modernes d'Europe dans son domaine, nous recherchons le futur :

### RESPONSABLE FABRICATION

Rattaché au Responsable de la Fonderie, il a pour mission d'organiser son service et d'animer l'équipe de fabrication (30 personnes) en optimisant la réalisation des programmes de fabrication, en délais et qualité.

Environ 32 ans, vous avez une formation d'ingénieur A&M, ENSI... (option Mécanique ou Electrotechnique) et une expérience réussie d'au moins 4 ou 5 ans en milieu industriel automatisé avec process lourd, dans un poste aux Méthodes et/ou en Fabrication.

Homme de terrain, rigoureux, organisé, tenace, excellent animateur, vous souhaitez élargir et approfondir votre expérience dans une unité moderne et dans un groupe qui vous offrira des opportunités d'évolution.

La maîtrise de l'anglais et/ou de l'allemand sera un plus.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), en précisant la réf. 1926/M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une entière discrétion.

251, Bd Péreire - 75017 Paris

**Artimex**



ARJOMARI

ARJOMARI, filiale du Groupe ARJOMARI - WIGGINS TEAPE APPLETON, premier papetier de la CEE (25 milliards de CA), recherche pour son usine de BESSE SUR BRAYE (850 personnes, 200.000 tonnes/an de papier couché haut de gamme) localisée dans le Val de Loire

### Jeune INGENIEUR Service Entretien-Travaux Neufs

Assistant direct du Chef de Service Entretien et Travaux Neufs (130 personnes), il se verra confier dans un premier temps - après avoir assimilé le fonctionnement du Service - des missions diverses, aussi bien techniques qu'organisationnelles (l'une d'elles consiste dans la mise en place d'une MAO).

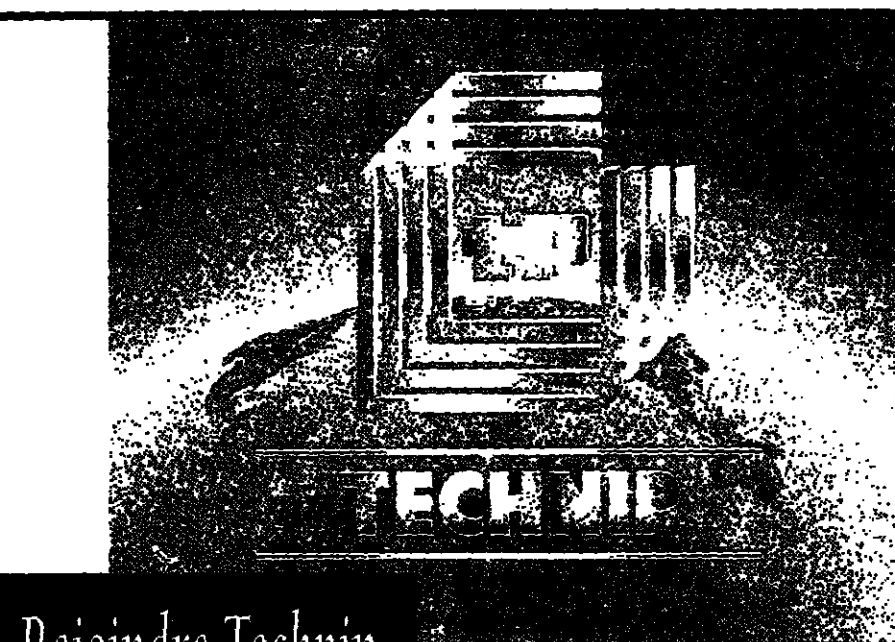
Ce poste - qui implique sens du contact et du terrain - s'adresse à un INGENIEUR ENSAM, IDN, ENSI, ICAM... débutant ou possédant une première expérience en milieu industriel. En fonction de la rapidité et de la qualité de son intégration dans l'équipe, ses fonctions évolueront vers de plus grandes responsabilités. La Société offre de nombreux avantages dont une maison de fonction agréée.

Les dossiers de candidature sous réf. 3963 M à préciser sur l'enveloppe seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT  
2, rue Dufrenoy 75116 PARIS.



ALBÉVILLE VA



Rejoindre Technip  
vivre l'ingénierie

Cette annonce s'adresse aux ingénieurs débutants ou expérimentés (X, CENTRALE, MINES, ENSPM, ENSAM, ENSIC, IGC, INPG...), dont l'ambition est de concevoir les réalisations industrielles de demain.

RESOLUMENT TOURNES VERS L'INTERNATIONAL (CA du groupe : 6,3 Mds de F dont 70 % à l'exportation), notre développement est lié à notre capacité à maîtriser des projets complexes et diversifiés ainsi qu'à l'efficacité de nos filiales.

RESOLUMENT EVOLUTIFS, nous adaptons chaque jour nos compétences à l'évolution de nos marchés : industrie pétrolière et secteurs de l'énergie, chimie, ciment, industries de transformation et agro-alimentaires, optimisation des systèmes de production, aménagements tertiaires.

Aujourd'hui, nous recherchons les FUTURS PILOTES DE NOS PROJETS :

- Ingénieurs de Procédés (Génie chimique)
- Ingénieurs d'Etudes :
  - Mécanique
  - Génie Civil
  - Thermique
  - Electricité
  - Fluides
  - Informatique Industrielle

Maîtrise de l'anglais indispensable.

Pour ces postes à pourvoir à Paris et à Lyon, merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo), sous référence M09, pour Paris : à Stéphane Demarquette, Technip, Division du Personnel, Cedex 23, 92090 Paris-La Defense ; pour Lyon : à Pierre Neyroud, Technip, 63-65 avenue Tony Garnier, quartier Jean-Jaures, 69366 Lyon Cedex 07.

**TECHNIP**

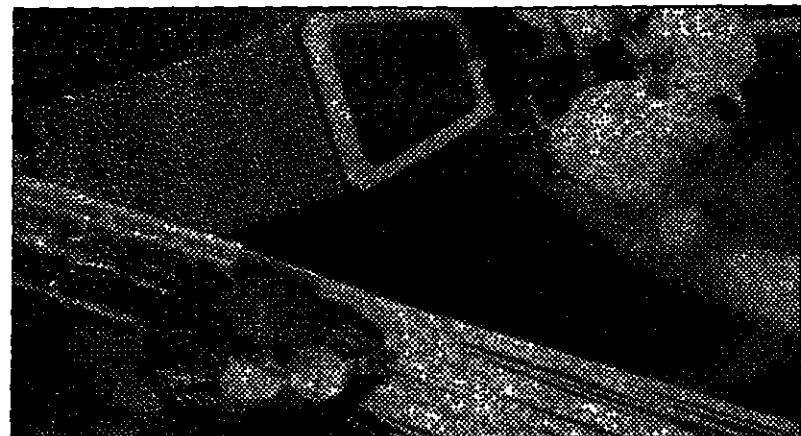
سكنى الناحية



هكذا من الامل

# Le Monde des Secteurs de Pointe

## INFORMATIQUE GAGNANTE!



**L**e PMU anticipe. Le PMU s'engage sur les voies du 21<sup>ème</sup> siècle. Tout évolue au PMU : nouveaux paris, prise de paris par minitel, par serveur vocal interactif, par borne à écran tactile, expansion internationale...  
L'informatique est tous les jours plus performante, toujours plus intelligente ! Aujourd'hui, 120 informaticiens développent des réseaux sophistiqués. L'excellence est leur challenge. C'est sur ce concept qu'ils ont bâti une architecture d'intelligence répartie, avec 14000 terminaux, 180 minis, une télématique de pointe. D'ambitieux projets nous permettent de proposer de réelles opportunités à des

### INGENIEURS

Pour notre groupe ETUDES GENERALES au sein duquel vous pourrez participer à l'établissement de la stratégie d'évolution des systèmes d'information, vous aurez à assister les utilisateurs dans l'expression de leurs besoins, à effectuer des études économiques, techniques, à veiller à la cohérence des différents projets et à l'amélioration des procédures de fonctionnement interne. De formation généraliste, avec des connaissances en gestion et en informatique, vous devez posséder des qualités de synthèse et d'animation. Vous avez en outre un sens aigu des relations humaines et vous savez travailler avec méthode. Vous avez quelques années d'expérience dans une fonction similaire acquise, soit en entreprise, soit dans une Société de Conseil.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 9126 à CLEAS - Département Informatique - 6, place de la République Dominicaine 75017 PARIS.

UN PARI GAGNANT



## Tetra Pak a tous les atouts pour développer votre personnalité

Leader mondial des systèmes de conditionnement pour liquides alimentaires, Tetra Pak produit 58 milliards d'emballages par an dans 108 pays. Son succès repose sur une idée fondamentale liée à l'emballage aseptique, et sur la volonté de concevoir des solutions originales pour chaque client. Tetra Pak vous propose d'intégrer son Service Technique (130 personnes) comme :

### INGENIEURS TECHNIQUES

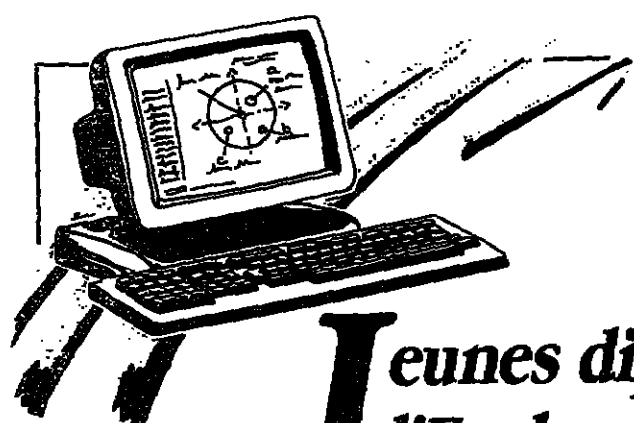
MINES, AM, ENSI, AGRO

Sous l'autorité du Directeur des Opérations Techniques, vous maintenez le haut niveau technologique de nos installations dans les sites Clients qui vous sont confiés.  
A la tête d'une équipe de Techniciens motivés, vous assurez le montage des installations nouvelles et veillez à l'exploitation des lignes de conditionnement dans une optique de productivité optimale et de Qualité Totale.  
Vous promouvez les outils de maintenance préventive, la formation et les audits d'atelier.  
Vous êtes responsable d'un centre de gestion.  
Agé d'environ 28 - 32 ans, vous avez une expérience opérationnelle réussie d'au moins 5 ans en milieu industriel.  
Votre aptitude à savoir anticiper les besoins du client, votre capacité à animer et valoriser une équipe, vos qualités d'organisateur, votre sens du contact, votre maîtrise de l'anglais, vous permettront de rejoindre une entreprise internationale à taille humaine.  
Ces postes sont basés à ANGERS, RENNES ou COLMAR.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) s/réf. (YZ/IT) à BRIK SERVICE  
125 AV. du Bois de la Pie - ZAC PARIS-NORD 2 - BP 50049  
95946 ROISSY CHARLES-DE-GAULLE cedex.



"Ecoute, Service et Qualité"



## CENTRE D'ETUDES proche banlieue sud de Paris, recherche

## Jeunes diplômés d'Ecoles d'Ingénieurs et d'Universités

Responsables d'études de concepts de grands systèmes dans des domaines avancés de haute technologie.

Pour études de définition et d'évaluation de systèmes d'armes futurs avec réalisation de simulations informatiques.

Pour études et simulations informatiques du fonctionnement et des performances de différents systèmes : radars, senseurs optiques, intercepteurs, satellites,...

Pour études des phénomènes physiques complexes (ondes de chocs, rayonnement).

Pour ces postes, merci d'adresser votre dossier de candidature détaillé (CV, photo et prétentions) en précisant la spécialité choisie sous réf. 3542 à DEB'S 103, rue Joffroy 75017 PARIS. Discretion assurée.

### OPERATOR TDF

Groupe TéléDiffusion de France.

En moins de 4 ans, OPERATOR TDF est devenu le 1<sup>er</sup> SYSTEME de RADIODIFFUSION numérique à couverture nationale (400 émetteurs, 33 000 abonnés). Nous souhaitons aujourd'hui étendre notre gamme de produits et recherches nous :

## INGENIEUR DEVELOPPEMENT RESPONSABLE PRODUITS NOUVEAUX

**UNE MISSION PASSIONNANTE :** Bénéficiant d'une réelle autonomie, vous concevez une nouvelle génération de terminaux de Radiomessagerie. Vous coordonnez toutes les opérations visant à la concrétisation des projets.  
**VOTRE PROFIL :** 25-30 ans. Ingénieur généraliste. Des compétences en HF et électronique. Une première expérience industrielle (Qualité/BE...). Des capacités d'innovation liées à un réel pragmatisme.  
**NOUS VOUS OFFRONS :** Une équipe jeune et très motivée au sein d'une entreprise en forte croissance. Une fonction variée et de réelles responsabilités de management de projets. L'opportunité de développer votre savoir-faire dans des technologies d'avant-garde.

Pour un entretien individuel avec la société le 26 Avril 1991

Adressez ou télécopiez CV, lettre et photo à EUROMAN - 41, avenue Victor Hugo - 92100 BOULOGNE. Fax : 46.05.00.90 en indiquant la référence 6890 sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES - ANGERS

USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN - ITALY

## Ingénieurs travaux

- Participer au développement de notre société (2 500 personnes, 1 milliard de francs de CA), leader dans le montage d'Ensembles Industriels Spécialisés (pétrole, chimie, nucléaire...).
- Prendre très rapidement des responsabilités opérationnelles importantes au sein de notre Division Grands Chantiers et acquiescer ainsi une formation solide et valorisante, c'est l'opportunité offerte à nos FUTURS INGENIEURS D'AFFAIRES.

En liaison avec la Direction Opérationnelle et après une formation sur le terrain, vous serez "l'homme-orchestre" d'un de nos chantiers, en France ou à l'étranger, avec pour missions : l'organisation, la direction et le suivi des travaux ainsi que la gestion des moyens humains et matériels, tout en disposant d'une grande autonomie de décision et d'action.

De formation AM, ESTP, ENSI, ENI, IDN, HEL, etc. débutant ou doté d'une première expérience du terrain, mobile géographiquement, responsabilités et possibilités d'évolution rapide vous motivent au plus haut point !

La pratique de l'anglais ou de l'allemand est un atout.

Merci d'écrire avec CV, photo et prétentions, sous réf. 9016/M, à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07.

BERNARD KRIEF RECRUTEMENT

PARIS - LILLE - LYON - SOFIA - ANTIPOLIS

Un département de Bernard Krief Consulting Group

NICE

AUTOROUTE ESTEREL COTE D'AZUR 1 400 PERSONNES

ESCOTA, Société d'Economie Mixte ayant pour objet la construction et l'exploitation d'autoroutes, recherche un

## Chef de district

Par délégation du Directeur du réseau et à la tête d'une équipe de 150 personnes, il anime, gère et contrôle un ensemble opérationnel portant sur une partie du réseau d'Escota.  
Participant activement à la définition et à la mise en place des procédures techniques, il a, pour son propre district, la responsabilité des résultats de sa gestion centrée sur l'usager dont il assure le passage aux péages ; il a les yeux rivés sur la sécurité.

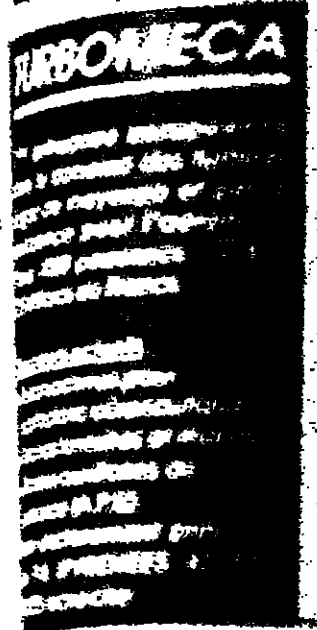
Le candidat idéal, âgé de 35 ans environ, est Ingénieur TP, INSA ou équivalent, option Génie civil de préférence et possède une expérience significative de la gestion d'un centre technique dans un environnement similaire (services techniques de ville, entreprises de travaux publics...). Il a eu des responsabilités hiérarchiques de personnel.



Merci d'adresser CV, photo et prétentions, en rappelant la référence 807 et en indiquant un numéro de téléphone où vous serez contacté avec discrétion, à Guy Postel, BP 19, 06480 La Colle-sur-Loup.

Guy Postel

## INGENIEUR ET DEVELOPPEMENT



## INGENIEURS

Ingénieur en Génie des Procédés  
Ingénieur en Génie des Matériaux  
Ingénieur en Génie des Mécanismes  
Ingénieur en Génie des Systèmes  
Ingénieur en Génie des Télécommunications  
Ingénieur en Génie des Transports  
Ingénieur en Génie des Travaux  
Ingénieur en Génie des Usines  
Ingénieur en Génie des Véhicules  
Ingénieur en Génie des Structures  
Ingénieur en Génie des Machines  
Ingénieur en Génie des Fluides  
Ingénieur en Génie des Énergies  
Ingénieur en Génie des Environnements  
Ingénieur en Génie des Informations  
Ingénieur en Génie des Communications  
Ingénieur en Génie des Constructions  
Ingénieur en Génie des Installations  
Ingénieur en Génie des Équipements  
Ingénieur en Génie des Systèmes d'Automatisme  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Sécurité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Surveillance  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Maintenance  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Réparation  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Diagnostic  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Prévention  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Protection  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Sauvetage  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Secours  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Transport  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Distribution  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Vente  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Service  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Support  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Formation  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Recherche  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Développement  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Production  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Circulation  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Stockage  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Gestion  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Planification  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Qualité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Coût  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Délai  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Risque  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Performance  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Fiabilité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Sécurité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Conformité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Normes  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Standards  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Certifications  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Licences  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Patentes  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Marques  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Propriétés  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Responsabilités  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Obligations  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Propriété  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Gestion  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Distribution  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Vente  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Service  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Support  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Formation  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Recherche  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Développement  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Production  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Circulation  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Stockage  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Gestion  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Planification  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Qualité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Coût  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Délai  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Risque  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Performance  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Fiabilité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Sécurité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Conformité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Normes  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Standards  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Certifications  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Licences  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Patentes  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Marques  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Propriétés  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Responsabilités  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Obligations  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Propriété  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Gestion  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Distribution  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Vente  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Service  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Support  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Formation  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Recherche  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Développement  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Production  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Circulation  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Stockage  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Gestion  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Planification  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Qualité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Coût  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Délai  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Risque  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Performance  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Fiabilité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Sécurité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Conformité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Normes  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Standards  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Certifications  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Licences  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Patentes  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Marques  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Propriétés  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Responsabilités  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Obligations  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Propriété  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Gestion  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Distribution  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Vente  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Service  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Support  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Formation  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Recherche  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Développement  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Production  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Circulation  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Stockage  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Gestion  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Planification  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Qualité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Coût  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Délai  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Risque  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Performance  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Fiabilité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Sécurité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Conformité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Normes  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Standards  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Certifications  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Licences  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Patentes  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Marques  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Propriétés  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Responsabilités  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Obligations  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Propriété  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Gestion  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Distribution  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Vente  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Service  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Support  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Formation  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Recherche  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Développement  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Production  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Circulation  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Stockage  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Gestion  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Planification  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Qualité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Coût  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Délai  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Risque  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Performance  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Fiabilité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Sécurité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Conformité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Normes  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Standards  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Certifications  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Licences  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Patentes  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Marques  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Propriétés  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Responsabilités  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Obligations  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Propriété  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Gestion  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Distribution  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Vente  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Service  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Support  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Formation  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Recherche  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Développement  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Production  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Circulation  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Stockage  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Gestion  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Planification  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Qualité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Coût  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Délai  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Risque  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Performance  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Fiabilité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Sécurité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Conformité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Normes  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Standards  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Certifications  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Licences  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Patentes  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Marques  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Propriétés  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Responsabilités  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Obligations  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Propriété  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Gestion  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Distribution  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Vente  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Service  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Support  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Formation  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Recherche  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Développement  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Production  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Circulation  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Stockage  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Gestion  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Planification  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Qualité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Coût  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Délai  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Risque  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Performance  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Fiabilité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Sécurité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Conformité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Normes  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Standards  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Certifications  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Licences  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Patentes  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Marques  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Propriétés  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Responsabilités  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Obligations  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Propriété  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Gestion  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Distribution  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Vente  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Service  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Support  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Formation  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Recherche  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Développement  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Production  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Circulation  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Stockage  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Gestion  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Planification  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Qualité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Coût  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Délai  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Risque  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Performance  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Fiabilité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Sécurité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Conformité  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Normes  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Standards  
Ingénieur en Génie des Systèmes de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits de Contrôle de Droits



# Le Monde des Secteurs de Pointe

## TURBOMECA

1<sup>re</sup> entreprise européenne dans le domaine des turbines à gaz de moyenne et petite puissance pour l'aéronautique. 4000 personnes - C.A. 2,3 Milliards de Francs.

Nos projets actuels :  
• Turbomachines pour applications aéronautiques  
• Turbines terrestres et marines  
• Groupes auxiliaires de puissance (A.P.U.)  
Notre établissement principal de PAU (PYRENEES-ATLANTIQUES) recherche

## INGENIEUR ETUDES ET DEVELOPPEMENT

Au sein du bureau d'études équipements de nos turbomachines, votre mission consistera à animer une équipe de dessinateurs (15 personnes) de la section habillage moteurs et instrumentation.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé de 30 ans environ, dont la formation et l'expérience sont celles d'un mécanicien disposant de solides connaissances en dessin industriel (CAO) hydraulique et pneumatique.

Votre sens des relations humaines, votre professionnalisme et vos qualités de synthèse sont les atouts nécessaires pour collaborer à de nombreux programmes, dans un contexte de coopération internationale.

ANGLAIS IMPERATIF.  
Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. 91040 à : TURBOMECA - Direction des Ressources Humaines - 64511 BORDES Cédex - Fax : 59 53 15 21

**TURBOMECA**  
LES MOTEURS DE LA PASSION

## Ingénieur Electronicien De la conception... à la réalisation Du projet aux produits

La société fait partie d'un grand groupe mais son activité spécifique lui laisse une large autonomie d'action.

L'évolution technologique de ses produits l'amène à introduire de plus en plus l'électronique dans ses applications traditionnelles. Elle participe aussi avec des partenaires prestigieux (grands groupes industriels français) à la recherche et à la conception de systèmes sophistiqués de fermeture.

C'est pour accroître ses moyens donc ses performances qu'elle recherche un jeune Ingénieur Electronicien.

En prise directe avec le responsable des études, en relation étroite avec les clients et/ou les commerciaux, il rédige le cahier des charges puis définit et réalise toute la partie électronique hardware et software du produit. Il conçoit les circuits logiques et analogiques. Il assure la recherche, le choix et le suivi des sous-traitants. Le projet réalisé, il procède aux tests, essais et contrôles garantissant sa validation. De fait, une responsabilité pleine et entière englobant conception et réalisation.

Ce poste peut être confié à un jeune Ingénieur Electronicien de formation (ESIGELEC, ESME, HEC, ENIBR...) possédant de préférence une première expérience en bureau d'études. C'est pour lui, l'occasion d'accéder à une fonction autonome, technique et relationnelle.

Le poste se situe en Picardie, tout proche du bord de mer.  
Merci d'adresser votre candidature sous réf. MLA 444 M, à SEFOP, notre Conseil.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS  
MEMBRE DE SYNTec

La clé de notre développement : la MOTIVATION

## INGENIEURS PROVINCE

COGNOV S.A. : Société d'ingénierie et de Réalisation en Informatique Industrielle et Scientifique implantée à Paris et en Province. Les valeurs que nous estimons essentielles pour réussir : INNOVATION, CREATIVITE, EVOLUTION. INGENIEURS D'ETUDES, CHEFS DE PROJETS, si vous êtes convaincus que votre progression est directement liée à votre forte motivation, rejoignez-nous ; vous prendrez en main des projets d'envergure au sein de l'une de nos divisions :

- DIVISION TEMPS REEL ET LOGICIEL DE BASE**  
- Développement de systèmes de pages automatiques. - Conception de PC sécurisés. - Spécification de moniteurs.
- DIVISION CALCUL SCIENTIFIQUE**  
- Calcul et simulation de processus thermiques et mécaniques. - Plasturgie pour la simulation de l'écoulement de matière pour injection des matières plastiques.
- DIVISION AUTOMATISME ET ROBOTIQUE**  
- Conception et réalisation de bancs d'essais pour l'automobile.
- DIVISION SYNTHESE ET TRAITEMENT D'IMAGES**  
- Réalisation de systèmes de bases graphiques.
- DIVISION TELECOM ET RESEAUX**  
- Conception d'un automate numérique. - Développement d'équipements de transmission. - Réalisation de systèmes de télécontrôle.

Contactez-nous au plus vite. COGNOV S.A. - M. HAURE - Agence de Paris 92, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42.49.00.78 ou à COGNOV S.A. - Service du Personnel - 1, rue du Château - 60113 MONCHY-HUMIERES - Tél. : (16) 44.42.44.94.

COGNOV

la Pensée au Service de l'Innovation



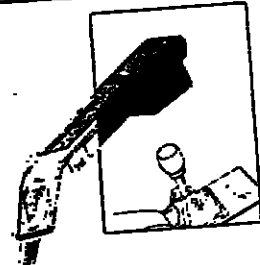
MCO en trois mois  
• Concrétisme  
• Sécurité  
• Créativité  
Le Groupe MCO intervient dans les principaux domaines de l'informatique industrielle et de gestion. Il est constitué de plusieurs entités évoluant chacune vers des axes très spécifiques. Nous recherchons

- Dans un contexte optique, vous êtes chargé de l'implémentation d'algorithmes de traitement de signaux et d'images sur un ensemble multiprocesseur du type TMS320C40 et 68020 : réparation des charges, conception détaillée, codage et test d'intégration sur machine cible. Les développements sont réalisés en ADA, C, assembleur 68020 et TMS dans un environnement SUN, UNIX, VRTX32, RTCC et méthodologies orientées objet de type MACH. Réf. 91/11.

## 2 ingénieurs d'étude

• Réalisation d'un produit d'acquisition, de manipulation, de traitement et d'archivage d'images dans un environnement C, UNIX, X-WINDOWS. Réf. 91/52

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) en précisant la référence choisie à notre conseil : TOP PARTNERS, 45, rue de Richelieu 75001 Paris



## Ligne de conduite

ALCATEL Radiotéléphone - 1450 personnes, 1,3 milliard de F de CA - est la leader en France pour la conception et l'installation de réseaux et systèmes de radiotéléphonie publics et privés. De la conception à la commercialisation de nos produits, notre maîtrise est totale. C'est notre ligne de conduite. Pour développer nos grands projets...

**Jeune ingénieur logiciel**  
**Connectez-vous avec passion dans le monde des télécoms**

Votre mission : Développer, de la conception à l'intégration, des logiciels de télécommunication Temps Réel pour des projets diversifiés. Dans un environnement méthodologique rigoureux, vous travaillerez sur microprocesseurs et mini-ordinateurs.  
Votre profil : Ingénieur Ecole débutant ou 1<sup>re</sup> expérience de 1 à 3 ans, acquise dans un environnement Temps Réel/Télécom. Des connaissances en langages C et VAX sont vos atouts. La pratique de l'anglais est souhaitable. Votre implication sera le gage de votre évolution au sein de notre groupe.

ALCATEL  
RADIOTELEPHONE  
La passion de communiquer

Choisissez l'avenir, écrivez à notre Conseil INFORAMA CARRIERES sous la réf. IM/209, 50, rue Marcel Dassault - 92100 BOULOGNE

Retrouvez  
**Le Monde**

initiatives  
campus / emplois

le mardi et le mercredi à 7 h 45 et 8 h 45  
le mardi à 14 h 00 et à 18 h 10



## CHEF DE PROJETS Coordonnez la France et l'export

LE VRAI POUVOIR c'est l'initiative et l'influence : vous l'avez compris. Plus qu'une fonction hiérarchique, vous recherchez un contexte où vous pourrez librement donner cours à votre capacité à organiser et à influencer votre environnement.

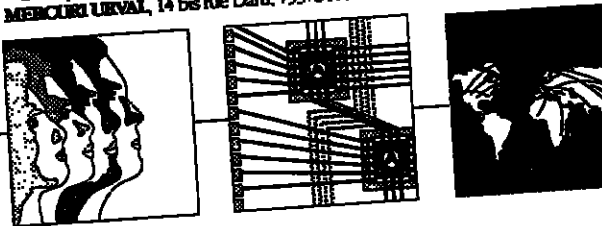
LA TECHNIQUE n'est pas tout : ingénieur de 30/35 ans, vous le constatez tous les jours, les contraintes commerciales prennent souvent le pas sur la pure logique technique.

POUR VOUS DES DEMAIN : au sein de notre Département Maintenance et Instrumentation, une place est créée. La fonction de Responsable de Projets France Export vous conduira à coordonner le savoir faire de nos Chefs de Produits et de nos agences (instrumentation, bancs de tests, maintenance...).

NOTRE GARANTIE : l'état d'esprit de notre équipe, la volonté et le goût du risque de vos futurs responsables (vous pourrez en juger dès le premier entretien), nos résultats commerciaux.

VOTRE GARANTIE : une expérience de 2 à 3 ans en coordination de projets et la maîtrise de l'anglais.

Envoyez CV + lettre + photo + rémunération actuelle à notre Conseil MERCIER LERVAL, 14 bis rue Daru, 75378 PARIS Cedex 08 sous la réf. 67.4567/LM

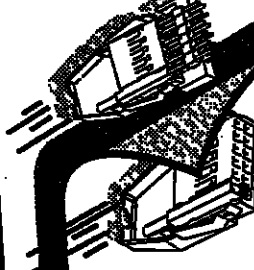


THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

**Ingénieurs**  
• 1 à 3 ans d'expérience  
• confirmés  
• chefs de projets  
dans les domaines suivants :  
- TRAITEMENTS D'IMAGES,  
- TRAITEMENT DU SIGNAL,  
- TELECOMMUNICATION,  
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE,  
- ARCHITECTURE DE SYSTEMES.  
Nous vous proposons de vous intégrer dans notre équipe d'INGENIEURS SPECIALISES.  
Merci d'adresser C.V. et prêt à 8, Bd J. Jaurès - 92100 BOULOGNE en précisant la région choisie.

telsa  
informatique



## DU PONT

**DÉVELOPPEZ VOTRE POTENTIEL DANS UN MONDE DE PERFORMANCES !**

DU PONT DE NEMOURS à BESANCON :  
• une usine Dynamique, Performante et Novatrice, aux premiers rangs mondiaux des produits de connectique destinés aux secteurs des hautes technologies.  
• une stratégie de Qualité/Sécurité/Délaix/Costs au cœur de nos performances et de notre réussite.

Le développement de nos activités et de nos parts de marchés en France et dans le monde, lié à l'optimisation permanente de nos outils et de nos procédés de fabrication, nous amène à intégrer au Service Technique Assemblage de notre usine de BESANCON un

## JEUNE INGÉNIEUR

Votre formation et votre éventuelle première expérience (1 à 2 ans) vous ont permis d'acquérir des connaissances en mécanique, automatismes et électronique. Attiré par le monde industriel, vous souhaitez y réaliser une carrière ouverte et évolutive avec les atouts d'un groupe mondial présent sur de nombreux marchés d'avenir.

Après une formation à nos méthodes, vous vous verrez confier de premières responsabilités en étude et en développement de nouvelles technologies d'assemblage (soudage).

Vous y renforcerez vos qualités de rigueur, d'innovation et de contact. Vous vous y préparerez à d'importantes évolutions professionnelles au sein de notre unité industrielle et du Groupe DU PONT DE NEMOURS.

La connaissance de l'anglais est nécessaire. Prise en charge des frais de déménagement.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo sous la référence IN/MO4 au Service du Personnel.

DU PONT DE NEMOURS  
2, rue Lafayette - BP 2009 - 25050 BESANCON

سكن في الامم







# Le Monde des Secteurs de Pointe

## Entrez dans l'ère Télésystèmes

Notre entreprise, SSI du GROUPE FRANCE TELECOM, est reconnue pour ses capacités d'intervention dans les grands domaines de l'informatique et des télécommunications. La Branche INDUSTRIE & SERVICES poursuit sa croissance et recrute pour sa division Ingénierie Logiciels

### INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES, DESS INFORMATIQUE OU TÉLÉ-INFORMATIQUE

■ Pour : Développer un logiciel d'interprétation d'images satellite.  
Connaissances : ADA, VAX/VMS ou UNIX, C.  
Débutant à deux ans d'expérience. Réf. ST1

■ Pour : Concevoir et développer un logiciel d'acquisition et de poursuite d'un système radar.  
Connaissances : ADA, VAX/VMS, VAX/ELN, X-WINDOW...  
Deux à quatre ans d'expérience. Réf. ST2

■ Pour : Suivre et faire évoluer un produit de messagerie inter-applications dans un réseau aux normes internationales.  
Connaissances : Système UNIX, C, ISO Couches Hautes.  
Un à quatre ans d'expérience en fonction du poste. Réf. IR

Rejoignez-nous et valorisez vos compétences, vos ambitions et votre esprit d'initiative en participant à l'expansion d'une SSI à vocation européenne.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. choisie, à TELESYSTEMES - Direction des Ressources Humaines Branche - Industrie et Services - 33, rue de Vouillé 75015 Paris ou contacter Sophie BOMPARD au 40 45 31 56.

**Telesystèmes**  
Industrie & services

## INGENIEUR-ARCHITECTE

SALAIRE OUVERT

Nous recherchons pour l'un des groupes métallurgiques, leader mondial dans sa Branche (10.000 personnes), un responsable "recherche / conception / mise en industrialisation" de produits ou de systèmes d'équipement, destinés au bâtiment.

Son rôle sera de concevoir et d'orienter les travaux, tout en dirigeant une unité de Recherche (30 chercheurs internes + organismes et partenaires externes) dans le but d'élaborer, de mettre au point et d'exploiter des produits nouveaux.

Basé dans la région Nord de la France, son action s'inscrit toutefois dans une Direction Européenne de Recherche Développement et Marketing, située en France et en Belgique.

Envoyez-nous votre dossier avec C.V. photo, salaire actuel, sous la référence 910305 au 26-28, rue Marquis Auteuil - 92300 Levallois.

**HayManagers**

HAY GROUP 1<sup>er</sup> CONSULTANT MONDIAL EN RESSOURCES HUMAINES

Filiale française d'un grand groupe industriel européen (15 milliards de francs de C.A.) spécialisée dans la fabrication d'équipements grand public recherche son

## INGENIEUR ORGANISATION LOGISTIQUE

Rattaché au Directeur logistique, sa mission consistera essentiellement à concevoir et mettre en place une organisation (moyens et procédures) visant à :  
• optimiser les délais de mise à disposition des produits auprès de la clientèle,  
• maîtriser les flux d'informations et de produits entre les différentes unités (France et étranger),  
• développer une gestion prévisionnelle efficace en liaison avec les services commerciaux et les services gestion des stocks.

Ce poste sera confié à un candidat de formation supérieure (Bac + 4/5) possédant une expérience d'organisation de processus complexes dans le domaine logistique acquise au sein d'un cabinet ou en entreprise.

La connaissance des outils informatiques, la maîtrise de la langue anglaise sont nécessaires. La réussite dans ce poste implique des qualités de méthode, de rigueur et le sens du contact.

Poste à PARIS.

Ecrire sous réf. 16 B 2110-1M  
Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**etap**

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications recherche

## INGENIEUR SECURITE

DE FORMATION SPECIFIQUE EN SECURITE, CONDITIONS DE TRAVAIL ET ENVIRONNEMENT (MST, HYSIDI OU EQUIVALENT)

Vous serez basé à notre laboratoire de Bagneux où se trouve concentré l'essentiel de vos futures activités. Vous serez également amené à intervenir sur l'ensemble des sites du Centre (730 personnes, majoritairement en Région Parisienne).

Le Centre conduit des études en recherche fondamentale et en recherche appliquée :  
- en opto/micro-électronique,  
- sur les systèmes de transmission hertzien ou sous-marins et par satellites,  
- en physique de l'environnement terrestre et planétaire.

Il met en œuvre les techniques les plus modernes dans son secteur.

Votre rôle consistera à :

- procéder aux analyses de risques,
- conseiller les responsables d'études sur la définition et la mise en œuvre des mesures de sécurité et d'amélioration des conditions de travail relatives aux installations techniques : aménagement de locaux, nouvelles manipulations de laboratoire,
- animer les actions générales de sécurité du Centre.

Pour réussir dans votre mission, vous disposerez de larges moyens.

Merci d'envoyer votre candidature, sous réf. 711488 à PREMIER CONTACT, 38 rue de Villiers 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex ou taping 3615 Code PCONTACT qui transmettra.

**FRANCE TELECOM**  
UN AVENIR D'AVANCE

**enet**

AUBERT & DUVAL



## Jeunes ingénieurs

ayant quelques années d'expérience, de formation mécanique générale, métallurgie ou matériaux.

Au sein d'une activité industrielle aux technologies variées et dans une position fonctionnelle très proche de l'outil de production, ils étudieront dans le cadre d'un service technique, les demandes des clients sous l'aspect spécifications et faisabilité des produits, suivront la mise au point de nouveaux produits, effectueront des analyses économiques. Ils pourront ensuite évoluer vers des postes opérationnels. L'anglais et/ou l'allemand techniques lui seront appréciés.

Les postes sont à pourvoir en Région Parisienne.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence 91108/LM à notre Conseil CLEAS. Les candidatures seront étudiées confidentiellement.

**CLEAS**

6, place de la République Dominicaine 75017 PARIS  
MEMBRE DE SYNTec

**BESTEAM**  
RECRUTEMENT INFORMATIQUE ET TECHNIQUE  
Société de transports de l'agglomération stéphanoise recherche un

## RESPONSABLE DEVELOPPEMENT SYSTEMES

VOUS COORDONNEZ DEUX PROJETS A FORTE VALEUR TECHNOLOGIQUE :  
le Système d'Aide à l'Exploitation et la Monétique

En relation avec le comité de pilotage vous participez au choix des prestataires, vous êtes chargé de suivre leurs réalisations et d'en garantir la qualité.

De formation ingénieur (Supelec, Mines, AM...), vous possédez une première expérience en informatique industrielle, temps réel et transmission. Vous êtes prêt à relever un véritable challenge.

Homme de terrain, méthodique, vous faites preuve d'excellentes qualités relationnelles.

MERCI D'ADRESSER VOTRE DOSSIER SOUS REF. PV19.04MO A BESTEAM, P. VIOTTI, 20 BD EUGENE DERUELLE, 69003 LYON.

## Consultant en organisation industrielle

Leader du conseil et de l'assistance technique, implanté sur tout le territoire, nous plaçons notre expérience et nos compétences au service des entreprises françaises et étrangères, dans les domaines de la prévention, de la sécurité, des économies d'énergie et de la formation.

Nous recherchons, pour notre agence de CAEN un Consultant en Organisation Industrielle.

Vous supervisez notre activité de conseil dans les divers domaines de l'organisation, en cohérence avec les normes ISO. Dans le cadre de votre mission, vous établissez des diagnostics sur site industriel, concevez et présentez des rapports de synthèse. Vous vous impliquez dans des actions de progrès auprès de vos clients et dans le développement de nouveaux produits de conseil. Vous menez également des actions de formation.

Ingénieur de formation, vos 10 ans d'expérience d'encadrement et/ou de pilotage sous-traitances vous auront permis de développer vos qualités de communication. Dans l'organisation de votre travail, vous êtes autonome. Dans le cadre du respect des méthodes, vous savez adapter des instructions et prendre des initiatives. Pour en savoir plus et nous rencontrer, merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, Curriculum Vitae, photo) sous référence 252 à

**MEDIA PA**

50/54, rue de Sily - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex, qui transmettra.

هكذا ان الاصل



سكزا من الامل

# Le Monde des Secteurs de Pointe



**INSTITUT FRANÇAIS DU PÉTROLE**


## PRODUCTION PETROLIERE

**INGENIEUR RECHERCHE-DEVELOPPEMENT**

Jeune Ingénieur Grande Ecole, vous avez de bonnes connaissances en génie mécanique, hydraulique et génie chimique. Doté de réelles qualités de pragmatisme et d'innovation, vous maîtrisez l'anglais.

Au sein de notre Centre d'Etudes et de Développement Industriels de LYON (Solaize) vous participerez : au développement et aux essais sur bancs et sur sites industriels d'équipements de production pétrolière polyphasique; à la conception et à l'exploitation de moyens d'essais pour ces équipements industriels.

Afin d'examiner votre candidature et les perspectives de carrière envisageables, adressez nous CV et photo sous réf. IRD à : M. MAYEUR - CEDI - BP 3 - 69390 Vernaison.



**INSTITUT FRANÇAIS DU PÉTROLE**

## CARACTERISATION DES CATALYSEURS

**DOCTEUR EN PHYSICO-CHIMIE**

Vous souhaitez valoriser votre connaissance des catalyseurs solides et des moyens d'analyses correspondants, dans un contexte scientifique et industriel stimulant.

Au sein de notre Centre d'Etudes et de Développement Industriels de LYON (Solaize), vous serez chargé d'assurer, pour le développement de nouveaux procédés de pétrochimie et raffinage, la caractérisation des catalyseurs par méthodes physiques : Diffraction des RX - Fluorescence X - Absorption BET - Granulométrie...

Afin d'examiner votre candidature et les perspectives de carrière envisageables, adressez nous CV et photo sous réf. DPC à : M. MAYEUR - CEDI - BP 3 - 69390 Vernaison.

**LE BASSIN D'ESSAIS DES CARENES, situé à VAL de REUIL (30 Kms de Rouen), pour assurer la croissance de sa division "Ecoulement - Calcul" de son Département RECHERCHE crée le poste de**

## Ingénieur Hydrodynamicien

**Responsable Division Calcul**

Jeune Ingénieur ENSIA, ENSM, ENSAM, CENTRALE, ENSMA ou équivalent, vous avez une expérience du développement des calculs acquis dans un Laboratoire d'Université ou en R.D.

Chargé de l'encadrement scientifique des chercheurs, vous fournirez l'appui technique nécessaire à la croissance de cette jeune division.

Suivi et coordination des programmes confiés, recherches personnelles dans le domaine numérique, représentation, publication et conférences; organisation de la veille technologique, tel sera votre rôle.

Responsable de la bonne marche des études, vous saurez maîtriser les coûts et adapter les produits aux besoins du service.

Vos qualités personnelles, initiatives, sens des responsabilités et de l'organisation, curiosité intellectuelle, esprit d'équipe sont indispensables pour réussir à ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. 91078 à notre Conseil



**VILLE DE NEUILLY-SUR-SEINE**

## INGENIEURS

**DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES**

Jeune ingénieur ou technicien expérimenté, votre formation en électromécanique, électrotechnique, et/ou une solide expérience vous permettent aujourd'hui de vous réaliser dans un projet ambitieux.

La Mairie de Neuilly-sur-Seine, avec l'un des chantiers les plus importants de France (Budget 1 milliard de francs) vous propose, sous la responsabilité du Directeur Général des Services Techniques, de prendre en charge le suivi opérationnel.

Votre goût des relations humaines vous porte à dialoguer avec aisance et à créer ainsi une véritable synergie avec vos collaborateurs et partenaires : ingénieurs, techniciens de la RATP, de la DDE, maître d'œuvre et maître d'ouvrage.

**DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DES BATIMENTS**

De formation ETP, INSA ou équivalent.

En relation avec la Direction de l'Architecture et des Bâtiments communaux, vous assurez le suivi des opérations de construction ou de réhabilitation en maîtrise d'œuvre ou d'ouvrage.

Vous participez également à l'élaboration des projets et au montage des dossiers d'appel d'offres.

Dynamique, vous n'hésitez pas à vous impliquer. Dans le cadre d'une mission de recherche, vous mettez en place et animez un groupe de projets.

Merci d'adresser votre candidature : lettre de motivation, CV, photo et le poss. choisi à : Monsieur le Maire - Direction des Ressources Humaines - Hôtel de Ville - 92522 Neuilly-sur-Seine Cedex.

La Direction Aquitaine-Poitou-Charentes d'un groupe de formation national, recherche un

## INGENIEUR FORMATION

**ENSAM-NSA ... Bordeaux**

Après une solide expérience de management technique acquise en entreprise et/ou société de conseil, vous souhaitez piloter des actions de formation et conseil à caractère technique et ressources humaines.

En position de Chef de Projet, vous aurez la responsabilité de concevoir, organiser et suivre des opérations répondant aux besoins délégués en entreprises. Vous assurerez aussi la gestion budgétaire de vos projets et participerez à la promotion des actions du Centre. Des déplacements sont à prévoir sur la région ainsi qu'en Espagne pour suivre ces projets.

Ce poste, évolutif, convient à un ingénieur (ENSAM, INSA...) ayant au moins 10 ans d'expérience du management en entreprise, et souhaitant bénéficier d'une bonne autonomie au sein d'une structure souple et performante. La pratique courante de l'espagnol est impérative.

Merci d'adresser votre candidature CV + Photo, réf. : 31.08, à notre Conseil :

## DIRECTEUR TECHNIQUE - CADRE SUPÉRIEUR NANCY

Cet important organisme immobilier assure la construction, la gestion locative, la vente et la maintenance d'un très important parc immobilier (20.000 logements)

**La Direction Générale RECHERCHE SON DIRECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES**

dynamique, de formation ingénieur génie civil et urbanisme (ISA, Arts et Métiers ou équivalent)

Salaires motivant et négociable

Adresser CV, photo et prétentions à Chantal Gerbelli, OPAC de Meurthe-et-Moselle, 12, rue de Serre, BP 610, 54010 Nancy Cedex.



La SETEC regroupe plusieurs sociétés d'études techniques et économiques; elle a été créée il y a plus de 30 ans, elle comprend actuellement un millier de personnes dont 450 ingénieurs et techniciens.

Elle recherche pour une de ses agences un


## JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

**MARSEILLE**

En liaison étroite avec un grand exploitant de systèmes, sa mission portera, au cours des premières années, sur la définition de maintenances de systèmes innovants et sur l'organisation et l'animation de ces maintenances. Par ailleurs, à moyen terme, en fonction des qualités révélées, pourront s'ouvrir des perspectives de responsabilités importantes, soit dans la conduite de projets soit dans des missions de maintenances.

Cette offre s'adresse à un jeune ingénieur débutant ou ayant par exemple un an d'expérience, désireux de s'investir dans des fonctions techniques et de management. Votre personnalité affirmée et autonome vous permettra de réussir ce challenge.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé précisant votre niveau de rémunération, sous réf. 11810 M à : Centre de LA RIVIERE, qui étudiera votre dossier en toute discrétion - CEGOS - Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE Cedex.



**XEROBAIL**

XEROBAIL, société financière en forte expansion, filiale du groupe Rank Xerox, recherche pour son service administratif un(e)

## Chargé d'études EF

Vous serez chargé du suivi et du contrôle de l'activité du Département administration (administration commerciale, gestion client, encaisse), de l'élaboration des objectifs opérationnels, de l'analyse des réalisations par rapport aux objectifs et de la mise en place d'un outil de gestion automatisé.

De niveau Bac + 4 gestion, vous possédez une expérience similaire de 2 à 3 ans au cours de laquelle vous avez acquis autonomie et sens des responsabilités.

Des compétences en logiciels et programmation micro (DBase III, Lotus...) et la connaissance de l'environnement gros systèmes seraient souhaitées.

Le poste, basé en région parisienne, est à pourvoir rapidement.

Merci d'adresser votre candidature avec curriculum vitae et photo à Jean-Luc Demarquette, XEROBAIL, BP 147, 93623 Aubry-sous-Bois Cedex.

## Directeur Technique

(réf. DAM)

PME High Tech, CA 160 MF, 200 personnes, filiale d'un Groupe Industriel International, recherche son DIRECTEUR TECHNIQUE. Vous êtes Ingénieur Mécanicien avec 10/15 ans d'expérience des Sites d'Equipements, de préférence Machines-Outils, et vous avez une très forte compétence en automatismes, robotique...

Pour informations et premier contact, notre conseil C. BONNOT est à votre disposition en toute confidentialité : Tél. (16) 48.65.04.88

**Conseils et Services**

**VILLE NOUVELLE DE MELUN-SENART**

recherche le

## RESPONSABLE

de son service "Equipements de Superstructure"

Mission de suivi de la Maîtrise d'Ouvrage. Expérience souhaitée.

Adresser votre candidature, C.V. et photo à : Monsieur le Président du S.A.N. de SENART B.P. 6 - 77567 LIEUSAIN Cedex

Melun-Senart, un nouveau mode de ville.



**socata**

1700 personnes

## Chef de projet

"Bases de données techniques"

Ingénieur généraliste confirmé, vous avez les compétences d'un Chef de projet : méthodologie d'analyses, planification, d'organisation. Vous avez une bonne connaissance des bases de données relationnelles type ORACLE, d'UNIX, des réseaux locaux, d'ETHERNET, des stations de travail type SUN APOLLO, de l'archivage recherche électronique sur DOW ou particulier.

Rattaché au Département organisation et informatique (15 personnes), vous aurez pour missions :

- d'élaborer une analyse détaillée du projet "BDT" : centralisation et synthèse pour administration des données techniques de conception (cahiers, plans, CAO...), de fabrication (général, informations liées à la qualité...), de configuration des produits, de documentation technique et d'après-vente...
- de rédiger le cahier des charges en liaison avec le comité de pilotage ;
- de proposer des solutions, de participer au choix final et de mettre en œuvre le projet dans sa globalité, dans le respect des objectifs initiaux avec l'aide de partenaires éventuels que vous aurez sélectionnés.

Une expérience dans l'automatique sera très appréciée.

Ce poste vous permettra d'évoluer dans les 2 ou 3 ans vers d'autres secteurs de l'entreprise tels que départements technique ou production.

Consignez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à notre conseil : FM Consultants, 2 rue du Rempart-Villeneuve, 31000 Toulouse. Tél. : 62.97.22.78.

## BRASSAILE DE GENIE TECHNIQUES ET D'INDUSTRIE

**INGENIEUR GENERALISTE**

Jeune Ingénieur Grande Ecole, vous avez de bonnes connaissances en génie mécanique, hydraulique et génie chimique. Doté de réelles qualités de pragmatisme et d'innovation, vous maîtrisez l'anglais.

Au sein de notre Centre d'Etudes et de Développement Industriels de LYON (Solaize) vous participerez : au développement et aux essais sur bancs et sur sites industriels d'équipements de production pétrolière polyphasique; à la conception et à l'exploitation de moyens d'essais pour ces équipements industriels.

Afin d'examiner votre candidature et les perspectives de carrière envisageables, adressez nous CV et photo sous réf. IRD à : M. MAYEUR - CEDI - BP 3 - 69390 Vernaison.

## INGENIEUR QUALITE

Jeune Ingénieur Grande Ecole, vous avez de bonnes connaissances en génie mécanique, hydraulique et génie chimique. Doté de réelles qualités de pragmatisme et d'innovation, vous maîtrisez l'anglais.

Au sein de notre Centre d'Etudes et de Développement Industriels de LYON (Solaize) vous participerez : au développement et aux essais sur bancs et sur sites industriels d'équipements de production pétrolière polyphasique; à la conception et à l'exploitation de moyens d'essais pour ces équipements industriels.

Afin d'examiner votre candidature et les perspectives de carrière envisageables, adressez nous CV et photo sous réf. IRD à : M. MAYEUR - CEDI - BP 3 - 69390 Vernaison.

## INGENIEUR CONFIE

Jeune Ingénieur Grande Ecole, vous avez de bonnes connaissances en génie mécanique, hydraulique et génie chimique. Doté de réelles qualités de pragmatisme et d'innovation, vous maîtrisez l'anglais.

Au sein de notre Centre d'Etudes et de Développement Industriels de LYON (Solaize) vous participerez : au développement et aux essais sur bancs et sur sites industriels d'équipements de production pétrolière polyphasique; à la conception et à l'exploitation de moyens d'essais pour ces équipements industriels.

Afin d'examiner votre candidature et les perspectives de carrière envisageables, adressez nous CV et photo sous réf. IRD à : M. MAYEUR - CEDI - BP 3 - 69390 Vernaison.



# Le Monde des Secteurs de Pointe

## RESPONSABLE DE GRANDS PROGRAMMES TECHNIQUES ET COMMERCIAUX

INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE 30/40 ANS

Nous appartenons à un groupe canadien réputé (25 000 pers.) implanté dans l'industrie ferroviaire, l'aéronautique et les matériels de loisir (moto-neige, motomarine...).

Nos références sont tous les grands programmes ferroviaires passés (TGV Atlantique, Métro de NEW YORK...) et à venir (Navette pour le tunnel sous la MANCHE, TGV futurs, programmes banlieue et métro de l'avenir).

Nos responsables de programmes, basés à PARIS, étudient, négocient

et conduisent de grands projets auprès de clients tels que la SNCF, la RATP et de grandes sociétés privées en FRANCE et à l'EXPORT.

Une expérience de la coordination d'affaires conviendrait à ce poste où autonomie et rigueur sont par ailleurs indispensables.

Merci d'adresser sous référence 118/91 à Marie TREBOUET, Cabinet de GASTINES, 34 Bd Haussmann, 75009 Paris.

CABINET de GASTINES

OFFENSIVE BULL

Parce que BULL a su depuis sa création devancer les grandes mutations informatiques, parce que BULL a su créer des produits qui marquent leur temps, parce qu'aujourd'hui BULL affirme haut et fort sa nouvelle stratégie humaine : l'Offensive, votre avenir sera peu commun.

### Ingénieurs d'applications

Débutant ou confirmé, vous possédez une formation BAC + 4 au minimum.

Organisé, rigoureux, autonome, doué pour les relations humaines : vous l'êtes.

Notre SEU intégrée, SCAT - Service Clientèle d'Assistance Technique - vous propose de prendre en charge les projets de développement et d'applications, ainsi que la fidélisation de notre clientèle.

A terme, l'encadrement d'équipe représentera une part importante de votre mission, tant au sein de notre groupe qu'en équipe de sous-traitance.

Notre politique de promotion interne vous assure de réelles opportunités d'évolution vers des postes et des fonctions variées.

Adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence 330/LM, à Patrice Hervier, Tour BULL - Recrutement, Cedex 74, 92139 Paris-La Défense.

Réseaux et systèmes d'information

Bull

## Il nous manque encore une énergie, la vôtre !

Leader mondial (3 milliards de francs de CA, 6000 personnes, 16 pays) dans le domaine des accumulateurs et des générateurs électrochimiques, nous recherchons pour notre activité accumulateurs portables un

## INGÉNIEUR QUALITÉ

Nous sommes engagés dans un plan d'action qualité ambitieux, nous travaillons avec des intégrateurs sur les marchés Télécom, vidéo, micro-informatique et grand public.

Rattaché au Directeur de la qualité de l'activité, vous avez à promouvoir les méthodes modernes d'élaboration et de suivi de la qualité auprès de l'ensemble des porteurs de projets depuis la conception du produit jusqu'à son application chez le client.

Vous êtes ingénieur formé à la qualité, vous avez acquis obligatoirement une expérience d'au moins 5 à 10 ans en milieu industriel. Le poste est localisé à Angoulême.

SAFT

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. AP.1447 à : Groupe SAFT - Service Gestion des Carrières, 57, rue de Villiers - 92523 Neuilly cedex.

## Sur fond de matière grise, vos grands projets verront le jour

L'intelligence humaine s'imposera toujours comme la matière vive de notre entreprise.

Filière du groupe Alcatel, Alcatel TITN ANSWARE est spécialisée dans la conception et la réalisation des systèmes d'information interconnectés par des réseaux. Ces systèmes trouvent des applications dans tous les secteurs de la vie économique : l'industrie, l'aérospatial, la Défense, les Télécommunications et le Tertiaire. Nous intervenons à tous les stades : conseil, assistance et réalisation de logiciels ; intégration de systèmes ; ingénierie d'exploitation de parc. Un savoir-faire reconnu, une puissante organisation régionale et la volonté de rassembler des équipes pluridisciplinaires caractérisent notre SSIL. Vous aspirez à un monde fait d'ambition, de missions passionnantes, de perspectives d'évolution. Rejoignez-nous pour donner naissance aux plus grands projets dans les domaines d'activités suivants :

### Industrie / Aérospatial / Défense

Intégration de projets de pointe dans les domaines : systèmes embarqués - traitement du signal et de l'image - télécommunications militaires - production - contrôle de process - gestion électronique de documents - OUP (On Line Transactional Processing) - sécurité des systèmes informatiques. Consultants, ingénieurs grandes écoles débutants ou confirmés. Contact : Laurence LE CALVEZ.

### Tertiaire

Etude et développement des systèmes d'information des Administrations, des Banques, des Assurances, et des Grandes Entreprises. Nos atouts : la compétence de nos spécialistes dans les métiers de nos clients, la maîtrise des outils et méthodes indispensables à un service de qualité, l'expérience et la rigueur dans la tenue de nos engagements commerciaux. Consultants, chefs de projet, ingénieurs d'études et analystes en informatique de gestion. Contact : Estelle MONIN.

### Télécommunications

Architecture de réseaux hétérogènes - protocoles de communication - réseaux locaux - large bande - NUMERS - Messagerie X 400 et serveurs multimédias. Consultants, ingénieurs grandes écoles débutants ou confirmés. Contact : Murielle YDE.

### Génie Logiciel

Développement d'outils - organisation et suivi de projets - méthodologie - intégration d'ateliers logiciels... Consultants, ingénieurs grandes écoles débutants ou confirmés. Contact : Murielle YDE.

### Ingénierie d'exploitation de Parc

Offre complète de services dans l'exploitation, la gestion, le suivi matériel et logiciel de parcs informatiques. Ingénieurs et techniciens gestionnaires de réseaux, administrateurs de systèmes et techniciens d'exploitation. Contact : Christian SCHWARTZ.

### Nos implantations régionales interviennent dans les mêmes domaines applicatifs

Nord : Villeneuve d'Ascq, Est : Metz, Strasbourg, Rhône-Alpes : Lyon, Grenoble, Clermont-Ferrand, Sud-Est : Aix-en-Provence, Toulon, Nice, Sud-Ouest : Toulouse, Bordeaux, Ouest : Nantes, Brest, Rennes. Chefs de projet, ingénieurs d'étude et analystes en informatique technique et de gestion. Contact : Ariane CHARTIER.

L'INFORMATIQUE ENRICHIE DES TELECOMMUNICATIONS

ALCATEL  
TITN ANSWARE

Merci d'adresser votre candidature en précisant le domaine d'activité et la ville de votre choix. Si plusieurs de nos activités vous intéressent, contactez Ariane Chartier qui vous orientera. ALCATEL TITN ANSWARE, Direction des Ressources Humaines, 1, rue Galvani - BP 110 - 91301 Massy Cedex.

هكذا ان الاصل



## MARCHÉS FINANCIERS

« Mutation douloureuse » de la société de courtage

## Chute des résultats de FINACOR en 1990

FINACOR, premier agent des marchés interbancaires avec sa filiale PETER, et premier courtier sur le MATIF avec 14,3 % du marché, a enregistré une chute de ses résultats en 1990 à 15,5 millions de francs, contre 57 millions de francs en 1989. Les pertes d'exploitation et les frais de fermeture des filiales espagnoles, créées en 1988 et dont les activités ont abouti à un échec, ont coûté 37,7 millions de francs. S'y ajoutent une trentaine de millions d'autres pertes, parmi lesquelles 9 millions sur FINACOR Bourse, dont le contrôle a été cédé à ALTUS Finance. En exploitation, le résultat courant avant impôts est revenu à 117 millions à 61,7 millions de francs, après imputation, notamment, de

25,5 millions de francs de pertes non récurrentes, en particulier sur l'Espagne, ce qui le rétablit à 87,2 millions de francs environ. A périmètre comparable, la diminution du chiffre d'affaires a été de 10 % à 411,6 millions de francs. En 1990, FINACOR a souffert de la chute des affaires sur le MATIF, notamment entre avril et fin juillet, avec une reprise à partir du 2 août, le premier trimestre se montrant satisfaisant. Pour M. Pierre Lasserre, PDG de FINACOR, l'exercice 1990 a constitué une « mutation douloureuse » dans un contexte difficile, tous les agents du marché interbancaire ayant enregistré une baisse de leurs résultats.

F. R.

En vue de protéger les intérêts des assurés

## Les autorités de Californie nationalisent Executive Life Insurance

Les autorités de l'Etat de Californie ont pris, jeudi 11 avril, le contrôle d'Executive Life Co. principale filiale du grand groupe d'assurances américain First Executive Corp., dans le but de protéger les assurés des très graves difficultés financières de la compagnie.

Le commissaire aux assurances de Californie, M. John Garamendi, a indiqué que les autorités de l'Etat de New-York devraient prendre rapidement le contrôle de l'autre grande filiale de First Executive, Executive Life of New York.

Pour résister à l'OPA de Schneider

## Square D saisit la Fed

Square D est décidément une proie coriace. Le fabricant américain de matériel électrique vient de trouver un nouveau barrage à opposer au groupe français Schneider, qui s'efforce d'en prendre le contrôle depuis le mois de mars. S'appuyant sur la législation américaine, qui interdit à une « holding bancaire d'avoir plus de 5 % des actions assorties d'un droit de vote dans une société non bancaire », Square D fait remarquer que le contrôle du groupe français appartient à six grandes institutions financières, deux d'entre elles - la

Société générale et Paribas - jouant un rôle actif dans l'OPA. Etant tout à la fois financiers et actionnaires de Schneider. Au vu de la géographie de son capital, Schneider n'est-il pas une holding bancaire, s'interroge la firme de l'Illinois, qui demande à la Réserve fédérale américaine (Fed) de se prononcer.

La Fed ne suivra vraisemblablement pas Square D dans cette voie. Mais cette nouvelle procédure lui permet de gagner du temps, dans l'attente d'un éventuel « chevalier blanc ».

## Les projets de TGV italien empêchent le mariage Fiat-GE Alstom dans le ferroviaire

La reprise de 51 % du capital de Fiat Ferroviaria par le groupe franco-britannique GE-Alstom, annoncée en octobre 1990, n'aura pas lieu. A la place, les deux partenaires ont décidé d'étudier la possibilité d'une coopération technique.

Cette volte-face du constructeur italien s'explique par la nouvelle politique décidée dans la péninsule en matière de trains à grande vitesse et dont le coût a été chiffré à 130 milliards de francs. L'alliance de Fiat avec GE-Alstom avait poussé Ansaldo (groupe public IRI) à se rapprocher de l'allemand Siemens, et Breda (groupe public Efim) de l'helvético-suisse ABB. Il semble que les Italiens aient décidé de réunir leurs trois constructeurs, qui ont déjà mis au point ensemble, dans le consortium Trevi, un train rapide ETR 500. Forts de cette réunion, ils espèrent obliger GE-Alstom et

Siemens à leur apporter le meilleur de leurs technologies respectives en matière de grande vitesse.

Il n'est pas sûr que ce compromis, destiné à satisfaire la susceptibilité nationale, permettra à l'Italie de se doter d'un réseau de TGV dans un délai rapproché.

A. F.

Accord de vente d'Argentin Airlines. - Le gouvernement argentin a approuvé, vendredi 12 avril, le compromis conclu avec la compagnie espagnole Iberia pour le rachat de 85 % des actions de la compagnie nationale Argentin Airlines. Le consortium racheteur reprend la dette de 9,5 milliards de francs d'Argentin Airlines et s'engage à investir 3 milliards de francs dans le renouvellement de la flotte de celle-ci.

## LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice général de base 100 : 25 décembre 1989

6-411 12-441

Valeurs françaises	116,1	115,1
Valeurs étrangères	115,2	115,1
Valeurs européennes	115,2	115,1
Protonas-Empire	116,1	116,1
Chêne	123,3	119,1
Méthacrylate, polymérisé	127,1	125,1
Electricité, Electromécanique	113,4	113,1
Ind. de cotation	123,3	123,1
Ind. de rendement	121,7	122,1
Ind. de volume	119,1	119,1
Ind. de capitalisation	119,1	119,1
Ind. de dividendes	113,7	113,1
Ind. de bénéfices	124,3	124,1
Ind. de production	124,3	124,1
Ind. de consommation	116,8	117,1
Ind. de dépenses	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services	116,2	117,1
Ind. de dépenses en biens	124,9	124,1
Ind. de dépenses en services	116,8	117,1
Ind. de dépenses en biens	116,2	117,1
Ind. de dépenses en services	124,9	124,1
Ind. de dépenses en biens	116,8	117,1
Ind. de dépenses en services		



هكذا في الأصل



## DÉBATS

## Rhétorique et réalité

Suite de la première page

Que l'effondrement du système économique communiste et du système politique rigide qui le soutenait ait profondément changé le monde ne fait aucun doute. Le phénomène a accéléré les discordes et les dissensions locales et engagé les pays en question sur le chemin inexorable et périlleux d'une économie mixte, considérée aujourd'hui comme la clé du succès économique et politique. Une des conditions essentielles à l'apparition d'un nouvel ordre mondial est que cette transition soit facilitée par les pays les plus riches de façon tangible: par de l'argent et des crédits. Il est vital que la liberté politique et le mouvement vers une économie de marché ne soient pas identifiés à des rigueurs insupportables. Il n'est pas secondaire, non plus, que cette évolution soit perçue comme le mélange pragmatique d'un secteur d'Etat et d'un secteur privé, qui est de mise en Europe de l'Ouest, aux Etats-Unis et au Japon et non comme le capitalisme rigoureux et cruel que certains, dans ces pays, recommandent si ardemment et désirent promouvoir chez eux.

## Effets bénéfiques

Les effets les plus marquants de ce changement en Europe centrale et en URSS sont indéniablement bénéfiques. L'encouragement aux dépenses militaires, y compris aux extravagances de la haute technologie nucléaire, a été grandement affaibli tant en Union soviétique qu'aux Etats-Unis. En l'absence de Saddam Hussein, toutes les autres dépenses militaires américaines auraient été mises en cause. Le succès militaire dans le Golfe a malheureusement renforcé considérablement le moral et les ambitions budgétaires de nos guerriers les plus invétérés. Il y a, cependant, une chance pour que cela ne dure pas. Elle ne relève ni de l'économie, ni de la politique étrangère, mais de l'anthropologie: lorsque les tambours résonnent dans la forêt voisine, la réaction première de la tribu est de réagir violemment. Mais cela ne dure pas; finalement la raison prévaut et c'est pourquoi, très probablement, l'espérance humaine survit encore.

La fin de la guerre froide et l'effondrement du communisme ont apporté une autre contribution à l'avènement d'un meilleur ordre mondial. C'est la fin de l'espoir des uns - irréaliste jusqu'à l'extravagance, paranoïaque et agressif - inquiétant pour les autres, de voir le communisme s'installer dans le tiers-monde. Durant les quarante-cinq dernières années, le Vietnam, l'Afghanistan, le Zaïre, l'Angola, l'Éthiopie, le Mozambique, le Nicaragua, le Salvador, et bien sûr Cuba, ont été au centre de telles préoccupations. Des milliards ont été dépensés et des centaines de milliers de vies ont été sacrifiées pour promouvoir le communisme ou pour protéger ce qui souvent,

par abus de langage, était appelé démocratie. A partir des Etats-Unis, nous avons déployé une vaste armée d'agents, qui auraient pu être utiles ailleurs, pour contrer la menace du communisme. Une littérature entière et souvent déprimante - romans, essais ou productions hybrides - a célébré leurs exploits sans que jamais la vanité de cet exercice ait été expliquée ou même prise en considération.

Marx l'affirmait, et avec insistance: c'est seulement après que le capitalisme a montré sa vraie nature oppressive et manifesté son effet sur les masses, que le socialisme est possible. Dans les sociétés rurales primitives, ni le capitalisme, ni le communisme n'ont de sens. Lorsque je visitais le Vietnam dans les premiers jours de notre engagement désastreux là-bas, j'ai été frappé par la difficulté de distinguer une jungle communiste d'une jungle capitaliste, ou même d'accorder ces qualificatifs à une rizière.

Il y a environ trente ans, lorsque je suis parti en Inde comme ambassadeur, j'ai été frappé par la préoccupation du département d'Etat et de la CIA, à l'idée que l'Inde pourrait devenir communiste. J'ai suscité alors certaines critiques et probablement quelques soupçons, en faisant remarquer qu'une telle évolution serait un désastre pire pour le communisme que ne pourrait l'être l'ennemi le plus déterminé de ce système. Cette longue démente touche à sa fin. Les légions déployées par la CIA et ses succursales ne risquent pas le chômage. C'est dans la nature même d'un tel métier: les fonctions, même si elles sont devenues irréelles, peuvent survivre grâce à l'imagination. Mais leur justification ultime - le conflit entre l'Union soviétique et les Etats-Unis - a disparu. La fin de l'iniquité paranoïaque au sujet du communisme dans le tiers-monde ne constitue pas une mince avancée vers un ordre mondial nouveau et meilleur. Cela reste vrai, même si, comme à Panama, au Proche-Orient ou hier aux Malouines, de nouvelles justifications se font jour pour se lancer dans des aventures militaires.

Autre espoir: la perspective d'un nouveau rôle pour les Nations unies dans un nouvel ordre mondial. Du moins peut-on l'espérer. Mais beaucoup doit être fait. Je soutiens depuis longtemps les Nations unies, mais je n'ai jamais quitté leur siège de New-York sans être impressionné par la noblesse mais aussi l'abstraction des discours entendus, qu'il s'agisse du désarmement, du développement économique, des droits de l'homme et de ceux de la femme. Le but n'était pas de déboucher sur l'action; là aussi, la rhétorique était la réalité. Rien de plus n'était attendu ou recherché. Il y a aujourd'hui au moins un espoir de changement: que sur des sujets de quelque importance les Américains et leurs alliés, les Soviétiques et les

leurs, ne s'opposent plus automatiquement, en brandissant leur inévitable droit de veto au Conseil de sécurité.

La guerre du Golfe, qui a vu les deux superpuissances se soutenir mutuellement - activement ou passivement - a constitué de ce point de vue la manifestation d'un changement majeur. Le gouvernement américain a montré une considération sans précédent pour les Nations unies, en recherchant leur approbation et leur soutien. Cela a fourni la justification de principe à l'intervention militaire américaine et à la guerre dans les sables du désert. Il aurait été bon d'obtenir une telle caution pour nos débarquements à la Grenade et au Panama.

## L'arrêt du commerce des armes

Mais pour qu'il y ait un nouvel ordre mondial, il faut que les Nations unies soient tout autre chose et beaucoup plus que ce qu'elles sont aujourd'hui. Elles ne peuvent pas, comme dans la guerre du Golfe, être l'instrument justificatif de la politique américaine. Elles doivent être invincibles d'autorité supérieure. En d'autres termes, il doit y avoir un certain abandon de souveraineté à leur profit, et pas des moindres de la part de Washington.

Autre point, difficile: les Nations unies doivent avoir l'autorité de renverser le cours des choses et de mettre fin non seulement à l'agression d'un pays contre un autre, mais aussi aux massacres et à la destruction à l'intérieur d'un pays membre. Des Nations Unies efficaces auraient, il y a quelques années, pris en main et mis un terme à la bestialité meurtrière en Ouganda, à Beyrouth, ou plus récemment au Libéria. De même que les Nations Unies devraient disposer d'une souveraineté propre, elles devraient avoir les moyens de s'opposer à des abus de souveraineté scandaleux. L'horreur, aujourd'hui, résulte moins de conflits internationaux que de conflits et massacres intérieurs.

Empêcher les abus grossiers de souveraineté, c'est le remède dont nous avons besoin et que nous n'avons pas encore. Mais il faut faire plus encore: un ordre mondial effectif exigerait l'arrêt du commerce des armes, grâce auquel les peuples du monde, notamment dans les pays les plus pauvres, s'entre-tuent. Les armes avec lesquelles les forces des Etats-Unis et des Nations Unies ont dû faire face plus récemment au Koweït et en Irak. Aucun ordre mondial sensé ne peut tolérer une telle éthanisation encouragée par des intérêts commerciaux.

On pourrait reconnaître que le président Bush est déterminé à établir ce nouvel ordre, s'il prenait la tête d'un mouvement au sein des Nations Unies - ou, du moins, s'il y participait - visant à imposer un strict contrôle des marchands d'armes et du commerce des outils de mort. Mais, hélas, il n'a pas passé ce test. Je cite les deux premiers paragraphes de l'article du *New York Times* du 18 mars dernier, quelques jours après la proclamation du nouvel ordre: «L'administration Bush demande au

Congrès d'autoriser le gouvernement à garantir les ventes d'armes militaires pour la première fois depuis 1970. Après un débat interne long et controversé, la Maison Blanche a rejoint la position des entreprises militaires américaines dont l'activité avait décliné à cause des plans américains de réduction des forces armées.»

Un nouvel ordre mondial, s'il doit avoir quelque sens ou effet, doit aussi aller au-delà des conflits et des massacres pour s'attaquer à leurs causes. Et ces causes, elles sont à l'évidence accablantes. La mort violente est particulièrement le destin des pauvres. Pendant les quarante-cinq années de guerre froide personne n'a été tué du fait de la confrontation directe entre les deux grandes puissances, exception faite de quelques accidents fortuits ou exécutions. Il en est de même dans tous les pays riches.

Les riches et les bien lotis ne se font pas volontiers à l'idée de massacres militaires organisés. Et quel que soit leur engagement religieux pour un monde à venir, il ne leur semble pas qu'il faille craindre la mort comme une transition souhaitable. Les pauvres sont de loin plus disponibles pour mourir au combat. On pourrait douter de ce dernier point de vue, si la situation actuelle du monde ne le confirmait: trop nombreuses sont les voix appelant aux immolations en masse au nom de l'expression politique, de la langue, de l'identité ethnique ou, hélas, de la religion.

## La pauvreté source du désordre

C'est, certes, les pauvres des pays démunis qui sont mobilisés pour la mort. Cependant, les moins fortunés dans les autres pays courent le même risque. Aux Etats-Unis, ce sont les moins nantis d'entre nos citoyens qui sont allés dans le Golfe et, de surcroît, dans une forte proportion, ils appartenaient à la minorité noire. Ils étaient volontaires, mais, pour beaucoup d'entre eux, c'était parce que l'armée constitue la meilleure et la seule échappatoire à la pauvreté. Les enfants des bien lotis, y compris ceux dont les parents applaudissent la guerre, n'ont pas été nombreux à rejoindre l'armée. Et le soutien de mon université, Harvard, à la guerre n'est pas allé jusqu'à provoquer un seul engagement pour le Golfe.

Quel que soit un nouvel ordre mondial, il devra prendre en compte la pauvreté comme source principale du désordre du monde. Cela implique un flux continu et accru de ressources des pays riches vers les pays pauvres. De par une longue expérience, j'aimerais le voir centré principalement sur la production de nourriture - gestion des sols et de l'eau, engrais, hybrides de céréales.

Bien trop souvent dans le passé, nous avons considéré les aciéries, les grandes entreprises industrielles et les aéroports flamboyants neufs comme l'essence même du développement économique. Ils ont été édifés au milieu d'une population illettrée et affamée. Le secteur de l'éducation, rendu économiquement plus respectable par l'utilisation du terme «investissement humain», doit être tout particulièrement renforcé. Il y a cent ans en Europe, aux Etats-Unis et aussi au Japon, l'éducation populaire était envisagée comme la clé principale

du progrès économique et social. Cela a été oublié. Nous devons nous souvenir que dans ce monde il n'y a pas de population éduquée qui soit pauvre et qu'il n'y a pas de population illettrée qui ne soit pauvre. Gardons à l'esprit que dans tous les pays la guerre et les affrontements civils constituent bizarrement une chance pour les ignorants. Le lancement dans les pays sous-développés d'un vaste plan pour l'éducation, serait un vrai défi. Il est plus facile de construire des barrages hydroélectriques. Mais il n'y a aucun doute: l'éducation est une ardente obligation; M. Bush a souhaité être appelé le président de l'éducation. Cela n'est qu'un espoir, hélas! et il reste du domaine du discours.

## L'exigence de la survie

Dernière question, la plus pressante de toutes: le monde lui-même doit survivre. Cette exigence a pris un nouveau tournant, dangereux et encore largement inexploré. Depuis des dizaines d'années, les négociateurs soviétiques et américains sur les armements se rencontrent à Genève. Ils ont tiré de leur activité modérément prestigieuse, modestement payée et incontestablement dilatoire, la singulière satisfaction de s'occuper personnellement des grandes questions de la vie et de la mort tout en développant un désintérêt marqué pour l'immolation des masses.

Alors que leurs efforts (pour ainsi dire) se poursuivaient, de même se poursuivaient à un rythme légèrement moindre la fabrication et l'installation d'armes nucléaires. Elles sont maintenant éparpillées par milliers aux Etats-Unis, en Union soviétique, au-dessus et en dessous des océans. Elles n'équipent plus des nations opposées par un sérieux conflit idéologique. Encore une fois, c'est la fin de la guerre froide. Le danger le plus important, aujourd'hui, est que ces

armes tombent entre des mains irresponsables et adeptes de la violence.

Le Dakota-du-Nord est une région de larges horizons et de vastes plaines. Ces plaines sont truffées de silos de missiles. Si le Dakota-du-Nord était indépendant, il serait la troisième puissance nucléaire du monde. En dépit du mécontentement permanent de ses agriculteurs, le risque que cet Etat demande son indépendance dans un proche avenir n'est pas grand. J'espère que, de la même manière, un système soviétique fédéralisé pourra survivre. Mais ces armes, si abondantes dans nos deux pays, doivent être détruites. Il n'y a pas la matière à des négociations d'amateurs, mais à une action rapide et globale. Il est indispensable de créer une commission américano-soviétique (sous l'auspice des Nations Unies, avec un président et une équipe tout à fait déterminés) dont la tâche serait de regrouper et de détruire ces instruments de mort.

Ceux qui se réclament du pragmatisme, qui ont concilié leurs activités professionnelles avec des perspectives d'apocalypse, diront qu'un tel projet est irréalisable. Rien pourtant de ce qui peut assurer la survie humaine n'est irréalisable, rien qui ne permette d'éviter que des désastres civils dégénèrent en guerre nucléaire.

Je conclus par un hommage au président Bush. Lorsqu'il parle d'un nouvel ordre mondial, je ne peux pas supposer qu'il n'ait pas analysé ce que cela signifie et exige personnellement ou par le biais de sa bureaucratie. Mais peut-être y a-t-il une justification instinctive à ses mots, l'idée que le temps est venu de commencer à penser à un monde plus sûr et meilleur. Peut-être lui devons-nous plus que nous ne le pensons. Telle est ma suggestion la plus bienveillante et la plus aimable.

JOHN KENNETH GALBRAITH

## COURRIER

## Aidons le juge à se défendre

De nombreuses voix autorisées ont déjà dit que la restauration de l'image du juge passe tantôt par l'amélioration des conditions d'existence du juge, c'est-à-dire par l'accroissement sensible de sa rémunération; tantôt par l'amélioration des conditions de travail du juge, c'est-à-dire par l'accroissement sensible de ses moyens personnels et matériels. Mais cette restauration de l'image du juge passe également par la conviction de son indépendance. Et puisqu'il est toujours difficile de se défendre soi-même, surtout lorsque l'on est institutionnellement tenu par un devoir de réserve, aidons le juge à se défendre.

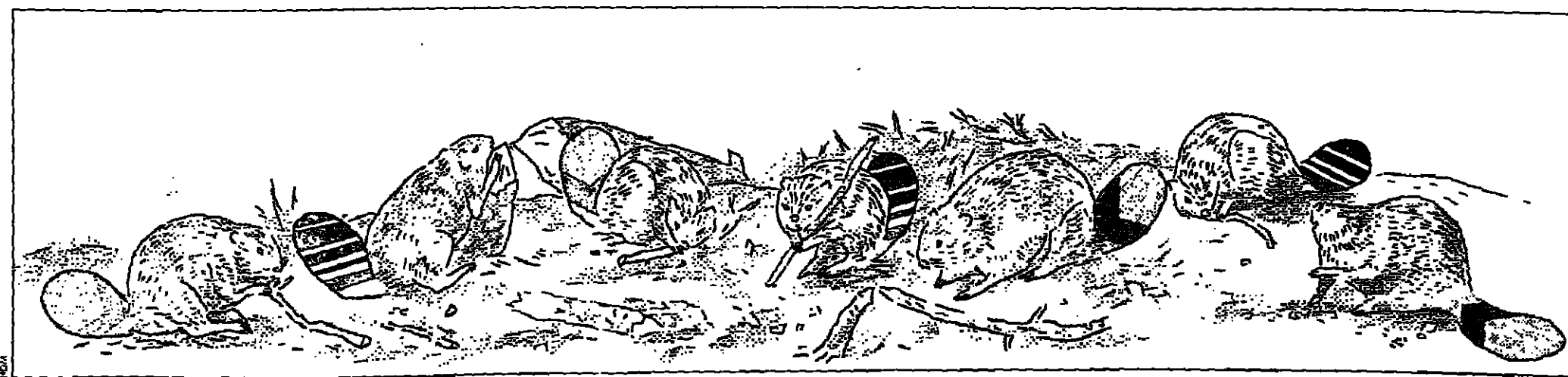
Il est facile de dire que, si le procureur de la République est juridiquement dépendant d'une hiérarchie aboutissant à son ministre, le président d'un tribunal est juridiquement indépendant de son ministre. Alors, disons-le! Il est

facile de dire que le juge a besoin de saines conditions d'existence et de travail. Alors, disons-le! Il est facile de dire que le juge, le plus souvent entré en magistrature par vocation, trouve en sa conscience la force de cette indépendance. Alors, disons-le! Il est facile de dire que notre Constitution et nos codes donnent au juge d'instruction le pouvoir de faire respecter son indépendance. Alors, disons-le! Il est facile de dire que les quelques exemples de dévoiement, montés en épingle à des fins diverses, ne doivent pas entacher l'image de la majorité silencieuse, qui, quotidiennement, fait ce qu'elle peut avec ce dont elle dispose. Alors, disons-le au citoyen-injusticiable!

Nous, auxiliaires de la justice, cessons d'être les témoins passifs de cette détérioration de l'image du juge, c'est-à-dire de l'institution judiciaire en tant qu'instrument de la paix sociale!

PASCAL TIFFREAU  
avocat au Conseil d'Etat  
et à la Cour de cassation

POUR LE CANADA 7 FOIS PAR SEMAINE BIENVENUE A BORD.



PARIS/MONTREAL, PARIS/TORONTO. TOUS LES JOURS GRACE A AIR FRANCE ET CANADIAN AIRLINES INTERNATIONAL.

**Canadian**  
Canadian Airlines International

Air France et Canadian Airlines International s'associent pour vous proposer des vols quotidiens qui vous permettront d'apprécier l'art de vivre à la française et l'hospitalité canadienne. Une arrivée au Canada en début d'après-midi vous offre la possibilité de correspondances vers 110 villes canadiennes.

A Toronto, "Le Trillium", terminal de Canadian Airlines International, est également réservé aux passagers d'Air France. Il est conçu pour assurer confort, efficacité, rapidité. Les passagers voyageant en Première classe, classe Le Club et classe Affaires peuvent utiliser les salons Empress mis à leur disposition.









55-10-11

Les suites de l'affaire Urbatechnic

## M. Nallet annonce qu'il présentera une réforme de l'instruction à l'automne

Au cours d'un colloque organisé, samedi 13 avril à Paris par la Fondation Jean-Jaurès, présidée par M. Pierre Mauroy, le garde des sceaux, M. Henri Nallet, a déclaré que le type de dessaisissement utilisé dans le cas du juge Jean-Pierre, dans l'affaire Urbatechnic, « était indispensable à la sécurité des justiciables (...). Le processus au nom d'une indépendance qui deviendrait un abus, cette fin en soi dont j'ai souligné le caractère fantasmagorique, reviendrait à laisser les justiciables sans protection véritable face au malheur d'un juge ».

M. Nallet a aussi annoncé qu'il allait présenter, à l'automne au Parlement, un projet de réforme de l'instruction destiné à régler la question de la « solitude du juge d'instruction ». Interrogé, dimanche 14 avril sur Europe 1, le garde des sceaux a souhaité que le procès

d'Urbatechnic « vienne le plus vite possible, vers le mois de juillet ou vers le mois de septembre ». Après la publication par divers organes de presse, et notamment le Figaro du 13 avril, de procès-verbaux d'interrogatoire de première comparution devant le juge Jean-Pierre de M. Christian Giraudon, l'ancien responsable de la société Urbatechnic dans le pays de Loire, inculpé dans l'affaire des fausses factures du Parti socialiste (le Monde daté 14-15 avril), M. Giraudon a rendu public un communiqué dans lequel il met en cause les conditions dans lesquelles s'est déroulée cette première audition.

« Ces propos (une description des procédures d'attribution des marchés publics grâce à des dessous-de-table) ont été enregistrés sous une pression inacceptable de M. Jean-Pierre. Je conteste catégoriquement les propos

de M. Jean-Pierre m'a prêtés dans des conditions aussi inadmissibles. La Ligue des contribuables qui s'est constituée partie civile a cru pouvoir rendre publics les propos que me fait tenir M. Thierry Jean-Pierre aussitôt après m'avoir inculpé ».

Selon M. Giraudon, le juge l'a « pressé de questions (...). Il a repris chacune de mes réponses lorsqu'elle ne lui convenait pas et son langage était toujours le même : si vous n'êtes pas coopérants, je vous garderai plus d'un mois en prison ». M. Giraudon précise qu'il n'a pu être assisté d'un avocat. « Bien plus, M. Jean-Pierre m'a fait téléphoner devant lui à ma femme pour lui demander de ne prévenir personne de mon arrestation (...). Devant l'attitude comminatoire du juge, j'étais tellement perdu qu'il a pu me faire dire et signer n'importe quoi, y compris des professions de foi politiques. » Répliquant à M. Giraudon

dans le Figaro, M. Jean-Pierre estime au contraire avoir « scrupuleusement respecté les règles de la procédure pénale ».

De son côté, le docteur Pierre Coicadan, que nous avons rencontré au Mans (voir ci-dessous), et dont la déposition comme témoin devant le juge Jean-Pierre a permis de rattacher la première information judiciaire – consécutive à un accident du travail – à la question du financement occulte du Parti socialiste, estime que « le juge avait l'air très bien renseigné. Il faisait les questions et les réponses et moi j'acquiesçais de temps en temps ».

M. Jean-Pierre nous a déclaré lundi matin : « L'audition a été tout à fait régulière. Il arrive souvent que les gens qui se sentent incriminés, surtout quand ils sont inculpés, contestent les conditions dans lesquelles ils ont été entendus ».

## Le docteur Coicadan, témoin malgré lui ?

LE MANS

de notre envoyée spéciale

Il y a aujourd'hui, au Mans, un homme qui passe pour une « balance ». Un militant de toujours du Parti socialiste qui a, dit-on, « trahi » ses anciens amis. Un ex-numéro deux de la fédération qui a fait trembler le garde des sceaux. Inscrit au PS depuis sa création, à Epinay-sur-Seine, en 1971, le docteur Pierre Coicadan est à l'origine de l'affaire Jean-Pierre : il est le premier à avoir déposé, chez le juge dans le cadre de ce dossier, le 8 janvier 1991.

Ce jour-là, à 10 h 30, Pierre Coicadan est convoqué au tribunal du Mans dans le cadre de l'instruction 100-90. Le dossier concerne un accident qui a fait deux morts sur un chantier. La convocation, qui stipule qu'il s'agit d'une « audition », ne donne aucune précision. « Je ne savais pas de quoi allait me parler le juge », se rappelle-t-il aujourd'hui. « J'étais un peu inquiet, mais je n'avais pas le choix : c'était une convocation de justice ».

Pierre Coicadan ignore tout de cet accident du travail, mais le juge Jean-Pierre s'intéresse à tout autre chose : il veut savoir ce qu'il a fait, par téléphone anonyme affirmant que le budget consacré à la sécurité du chantier avait été réduit en raison du coût des pots-de-vin. Le docteur Coicadan s'étonne : depuis l'arrivée, en 1989, de Patrick Ruau au poste d'adjoint au maire de la mairie du Mans, il est, dit-il, persuadé que les marchés immobiliers sont clairs. De toute façon, le médecin ignore tout du chantier de l'Ilot-7 : dans sa déposition, il précise bien n'avoir « pas de révélation à faire sur le chantier de l'Ilot-7 et sur son financement ».

Un autre interrogatoire commence alors. Le juge Jean-Pierre, qui travaille pourtant toujours dans le cadre de l'instruction 100-90, s'intéresse désormais au financement du Parti socialiste sarthois. « C'était une discussion à bâtons rompus, raconte Pierre Coicadan. Le juge avait l'air très bien renseigné. Il faisait les questions et les réponses et moi, j'acquiesçais de temps en temps. » Pierre Coicadan est toutefois mal à l'aise. Il dénonce depuis des années les financements occultes du PS mais il n'a aucune preuve, aucune certitude, aucun document. Il se contente de répéter au juge des soupçons qu'il a rendus publics plusieurs mois auparavant. « J'ai dit bien peu de choses, conclut-il. De toute façon, je n'avais aucun détail, j'étais dans le vague ».

Selon Pierre Coicadan, le juge Jean-Pierre se montre toutefois peu difficile : les déclarations évasives du médecin semblent lui suffire. Il résume la discussion, dit à sa greffière une première déposition, et la fait signer au médecin. Le procès-verbal est lapidaire : « J'ai sans cesse entendu des propos de M. Jean-Pierre sur l'activité de militant au PS et de secrétaire fédéral que certaines entreprises versaient des commissions par l'intermédiaire de bureaux d'études pour avoir des marchés publics, déclare Pierre Coicadan. Je ne sais pas si cela a été le cas pour l'Ilot-7 ».

Le juge Jean-Pierre sort de son bureau un instant. Lorsqu'il revient, un quart d'heure plus tard, M. Edouard Wawrzyniak, substitut du procureur du Mans, a ouvert une information judiciaire contre X, pour extorsion de fonds. Le juge Jean-Pierre vient d'abandonner le dossier de l'accident du chantier de l'Ilot-7. Il travaille désormais sur le financement du Parti socialiste sarthois.

La première pièce de ce tout nouveau dossier est une seconde déposition de Pierre Coicadan faite lors de cette même audition, le 8 janvier 1991. Le juge Jean-Pierre, qui vient d'obtenir le feu vert du parquet du Mans, le fait remettre dans son bureau et lui explique qu'une nouvelle information judiciaire est ouverte. Il entend le docteur Coicadan et dicte alors à sa greffière une nouvelle déposition résumant cette fois les déclarations du médecin concernant les financements du PS. Le texte est vague, Pierre Coicadan, qui ignore les mécanismes des financements occultes, se contente d'évoquer les rumeurs qui courent à la fédération.

« J'ai constaté, et c'est maintenant devenu un fait avéré, qu'il existait dans le département comme ailleurs, que ce soit à gauche comme à droite, des circuits de financement occultes, sans d'ailleurs que je puisse exactement les décrire, explique-t-il. C'est ainsi que j'ai appris, sans que j'aie pu le vérifier, que la campagne électorale d'un élu des Yvelines aurait été financée de façon occulte par le argent récolté via des bureaux d'études sur le prix des chantiers publics effectués dans la Sarthe ».

« On m'a dit », poursuit-il, que le meeting de Michel Rocard dans le département en 1988 « aurait été financé par des fonds dont personne ne connaît l'origine ». « J'ai également vu, conclut-il, que des bureaux d'études tels que Urbatechnic, Urbatechnic et surtout le Gracco ont travaillé sur des chantiers sarthois et que le Parti socialiste embauchait tout simplement avec ces bureaux d'études des relations ». Toutes choses que la presse avait longuement relatées, souvent plus précisément, lors de la découverte des fausses factures du Sud-Est, en 1989.

« Une audition régulière »

Lorsqu'il sort du tribunal du Mans, à 11 h 30, le docteur Coicadan ne se doute pas que sa déposition est l'une des « pièces maîtresses » d'une instruction sur le financement occulte du PS. Il sait ses connaissances limitées : il ignore le détail des mécanismes de financement et, surtout, les noms des entreprises concernées. « Je ne lui avais visiblement rien appris, explique-t-il aujourd'hui. Lors de la discussion, j'avais bien vu qu'il en savait beaucoup plus que moi ».

Le juge Jean-Pierre se défend aujourd'hui d'avoir « soufflé » les réponses au médecin lors de l'audition du 8 janvier. « L'audition a été tout à fait régulière, note-t-il. Il arrive souvent que les gens qui se sentent incriminés, surtout quand ils sont inculpés, contestent les conditions dans lesquelles ils ont été entendus. C'est tout à fait banal, courant et habituel ».

Cette déposition sera le point de départ du dossier. Le docteur Coicadan est-il pour autant cette « balance » que l'on évoque parfois ? Les sources du dossier, qui sont pourtant les premières victimes de ce dossier, n'y croient guère. Le médecin critique les méthodes de financement du PS depuis quelques années, mais il n'avait rien d'un justiciable.

Conseiller municipal du Mans de 1977 à 1983, « Coic » était devenu le numéro deux du Parti socialiste sarthois en 1983, lorsque les roradiens avaient conquis la fédération. Secrétaire national à la coordination, il avait été réélu lors du congrès fédéral qui avait précédé le congrès de Rennes, en mars 1990. « Pierre Coicadan était un des piliers de la fédération », raconte un responsable du PS du Mans. « C'est une grande gueule et un militant hors pair, mais il a peu quitté toutes les instances ces dernières années ».

Le docteur Coicadan, dont la femme est aujourd'hui adjointe au maire du Mans, dénonce les financements occultes depuis 1988. Il s'était d'abord adressé aux responsables de la fédération, qui concédait aujourd'hui « ne pas lui avoir vraiment répondu ». Jugant ce combat perdu, il avait décidé d'élargir le cercle du débat. Après le congrès de Rennes, il avait cessé de se rendre aux réunions de la commission exécutive fédérale. « A l'époque, je passais pour un naïf, explique-t-il, mais j'étais révolté. Nous avions eu des années pour changer la loi, et nous en étions toujours au même point. » Le médecin avait parlé de plus en plus haut, et toute la ville connaissait désormais ses iniquités. En novembre 1989, il avait assisté, au Mans, à la création du Forum pour la justice, ainsi que Thierry Jean-Pierre.

A cette occasion, Antoine Gaudino lui avait dédié son livre, *Enquête impossible*. Quelques mois plus tard, il s'était rendu à un face-à-face organisé au Mans par le Forum entre le président de la communauté urbaine du Mans, Jean-Claude Bouard, et le député RPR de l'Eure, Jean-Louis Debré. « Je ne crois pas qu'il ait sciemment parlé au juge, note l'un des responsables de la fédération socialiste sarthoise, mais, à force de dire qu'il y avait des financements occultes, il a été pris à son propre piège. Si Thierry Jean-Pierre voulait un témoignage là-dessus, il savait parfaitement où s'adresser ».

Aujourd'hui, le docteur Pierre Coicadan ignore toujours les mécanismes précis de financement qu'il a tant dénoncés et le seul nom qu'il cite est celui de Pierre Vila, un ancien conseiller municipal socialiste du Mans. L'une des associations qu'il a créées, Idéal 89, semait allée, selon le docteur Coicadan, au-delà de sa mission première : récolter les dons des particuliers et des entreprises en faveur du PS. Mais les accusations du médecin s'arrêtent là. « Je n'ai pas eu l'occasion de croquer tout cela en détail », Pierre Coicadan est aujourd'hui retourné auprès de ses malades, sa raison d'être, dit-il. « Recevoir des malades tous les quarts d'heure, conclut-il, c'est beaucoup plus difficile que de faire de la politique. Il faut savoir repérer les malades sérieux ».

ANNE CHEMIN

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Où sont-ils passés ?

TIENS, j'ai du nouveau pour vous, mes petites chéries ! Vous étiez là, vous m'écriviez, stupéfaites, anxieuses : il y a autant de mecs que de nanas sur la planète, alors comment s'expliquent que, passé trente ans, on arrive pas à en trouver ? Je me l'expliquais pas. Et puis là, merci Voilà, j'ai tout compris. Ils en parlent encore cette semaine, une grande enquête sur le pourquoi et le comment du célibat.

On y va ? Bon, alors, jusqu'à vingt-cinq ans, pas de problème, à chacune son chemin. Ils se mettent ensemble, après quoi une fois sur trois, pour un oui pour un non, elle le vire ou elle se tire : un de perdu... Et, c'est là que ça déraile, il prend le large et elle prend le voile. Impossible de remettre la main dessus. Chat échaudé... A lui le tour à la télé, les fringues décontractées, la BMW et les filles en veux-tu, en voilà. A elle les gosses perturbés, les fins de mois à galérer, la 4L et les hommes, j'en veux, j'en

vois pas. Vous me direz : C'est pas mon cas. Moi, j'assume en Rodier. Je suis belle, friquée, haut placée et bien logée. Il ne me manque plus qu'un bébé et le père qui va avec.

Justement, lui, le bébé, ça lui manque pas, il a le temps, et, pour la mère, il fera sans toi, il préfère une jaunette. La célibataire, c'est pas qu'il en a peur, il en a pas envie. Trop compliquée, trop exigeante, trop pressée. On accepte de lui changer son pneu, elle refuse de recoudre un bouton. On lui demande un conseil, elle cherche un réconfort. On l'emmène dans un grand restaurant, ça fait nouveau riche, et, dans un petit bistro, ça fait nouveau pauvre. On lui parle pilule, elle répond ovule. Alors, bon, basta !

La solution ? Je la connais. Elle est exquise et elle s'appelle Macha Méti. Comme eux, elle préfère le neuf à l'occasion. Imitez-la, imitez-les. Le seul moyen d'équilibrer la loi du marché, c'est d'inciter les femmes mûres à croquer des fruits verts.

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

## M. Le Pen accuse le PS de « racket généralisé »

Invité du « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 14 avril, M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a déclaré que l'affaire Urbatechnic est « un système de racket généralisé à l'ensemble de la France ». « (...) M. Rocard a dit qu'il s'agissait d'un abcs douloureux. Je comprends qu'il est douloureux pour M. le premier ministre et pour le pays. Il faut l'ouvrir, car il empoise le pays et il ruine la réputation de la France ».

S'exprimant auparavant à la Mutualité à l'occasion de la fête annuelle de National Hebdo, M. Le Pen avait affirmé que « le président de la République est au cœur de cette corruption ». Il a réitéré cette accusation au « Grand Jury », en précisant que « si le président de la République n'est pas au courant de ce

qui se passe en France, il faut le démissionner pour empêchement mental ». Le dirigeant d'extrême droite a également mis en cause le ministre de la justice, M. Henri Nallet, « qui était le trésorier ou au moins l'un des principaux complices de toutes ces arnaques » et le numéro trois du PS, M. Henri Emmanuelli, qui, selon lui, porte un « masque de mafieux ».

« Si mes camarades me le demandent, je suis toujours prêt à me mettre au service de la cause et du mouvement que je préside », a répondu M. Le Pen au sujet des élections régionales de 1992. Interrogé sur son éventuelle candidature à la mairie de Nice, le président du Front national, a répondu : « J'irai me battre à l'endroit où ma candidature aura le plus d'impact politique ».

M. Le Pen a mis en doute la réalité de l'exode des Kurdes, indiquant : « J'ai entendu parler de dizaines de milliers de morts. Ce qui est étonnant, c'est que je n'ai vu, pour l'instant, sur les images des télévisions, que les morts tués par le lancement des colis de l'aviation américaine ».

■ CORSE : M. Pöcher saisit le Conseil constitutionnel. — En vertu de l'article 61 de la Constitution, M. Alain Pöcher, président du Sénat, a déposé un recours auprès du Conseil constitutionnel sur le projet de statut de la Corse, adopté en dernière lecture par l'Assemblée nationale, vendredi 12 avril.

## M. Sisson accueille les monarchistes à France unie

La monarchie nouvelle a célébré ses vingt ans, samedi 13 avril, à bord d'un bateau nommé *Daphné*, amarré quai Conti à Paris. A l'occasion de leur dixième congrès, les amis de M. Bertrand Renouvin, candidat à l'élection présidentielle de 1974 (0,17 %), ont fêté les vingt années d'existence de la Nouvelle action royaliste (NAR), organisation issue d'une scission, après 1968, au sein de l'Action française. M. Renouvin, membre du Conseil économique et social, a évoqué le chemin parcouru depuis ces deux décennies, en parlant d'une « aventure intellectuelle et politique ». L'aventure a conduit ces monarchistes, réputés de gauche, à abandonner progressivement Charles Maurras pour se rapprocher de M. François Mitterrand, dont M. Renouvin avait soutenu la candidature aux deux dernières élections présidentielles.

M. Jean-Pierre Sisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, a offert un cadeau d'anniversaire républicain à la NAR pour ses vingt ans. En sa qualité de président de France unie, il a décidé de faire une fleur aux monarchistes. « La NAR participera à l'élaboration du projet et de la stratégie de France unie, et à la mise en place de l'organisation nationale et locale de la majorité présidentielle », a fait savoir M. Renouvin au terme d'un entretien avec M. Sisson.

Il y a quelques mois, les radicaux du MRG s'étaient élevés contre l'irruption de ce lys dans France unie (le Monde des 27 et du 28 novembre 1990).

O. B.

## CIRCUIT LES 2 MONGOLIES DE OULAN BATOR A PEKIN

22 jours pension complète 23900 F

la Mongolie a enfin une agence :

AIR SUD DÉCOUVERTES 105, rue Monge 75005 PARIS

Tél.: (1) 43 37 85 90 - Minitel 3615 onde ASD



## LA "MODE PSYCHO"

Le DELIRE des Créateurs me donne des COMPLEXES quand, amoureux de la Mode, je dois REFOULER mes désirs, à cause des prix. « Si jamais je dépense comme une folle, je CULPABILISE alors que les achats de mes amies me rendent PARANO ou HYSTERIQUE ! » Alors l'interprète mes REYES de Mode et je SUBLIME mes PULSIONS esthétiques grâce aux TISSUS.

Les "anti-déprime" depuis 30 F le mètre.

RODIN 36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SCIENCES et MÉDECINE

## L'ESSENTIEL

### SECTION A

**Ouverture en Tunisie**  
Le président Ben Ali satisfait plusieurs revendications de l'opposition... 3

**La Géorgie en quête d'indépendance**  
M. Zviad Gamsakhourdia s'est fait élire président... 6

**La guerre civile au Salvador**  
L'extrême droite tente de saboter les négociations de paix... 6

**Le conseil national du RPR**  
Le parti de M. Chirac affirme sa cohésion... 9

**Huit élections cantonales**  
M. d'Ornano succède à son mari dans la Calvados... 9

**Marée noire**  
La Méditerranée devrait échapper à une pollution majeure... 11

**Autonomie des lycées**  
Un entretien avec M. Charles Millon... 12

**Sham's le Réunionnais, acteur, poète et clown**  
Un Chaplin du Chaudron... 13

**Films de femmes à Créteil**  
Réalisateur d'Asie, d'Amérique et d'ailleurs... 14

### SECTION B

**Renault, Peugeot et Citroën vendent bien en Allemagne**

Les voitures françaises profitent d'un marché en vives croissances... 17

**Vingt ans de formation permanente**  
Les objectifs actuels restent fidèles à ceux de la loi de 1971... 17

**Les aides pour les stations de sports d'hiver**  
Le ministre du tourisme présente un plan « Montagne »... 20

**Contrat de confiance pour les annonceurs**  
Les publicitaires lancent la garantie de paiement... 22

## CHAMPS ÉCONOMIQUES

■ Financement des pays de l'Est : la BERD, une banque d'affaires à vocation politique ■ Les interrogations de la Communauté européenne : une trêve montniale ■ La chronique de Paul Fabra ■ A travers les revues, par Michel Bœud... 25 à 28

## Services

Abonnements... 26  
Annonces classées... 29 à 51  
Carnet... 16  
Loto et Loto sportif... 12  
Marchés financiers... 52-53  
Météorologie... 55  
Mots croisés... 18  
Radio-Télévision... 55  
Spectacles... 15

La télématique du Monde : 3615 MONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 14-15 avril 1991 a été tiré à 530 309 exemplaires.